U d'/of OTTAWA
39003001205938

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/mauricedesaxeetl02brog

MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format in-8.

—

FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV. . . . . 2 vol.
FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE . . . . . 2 —
HISTOIRE ET DIPLOMATIE . . . . . 1 —
MARIE-THÉRÈSE IMPÉRATRICE. . . . . 2 —
QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE . . . . . 2 —
LE SECRET DU ROI, correspondance secrète de Louis XV avec ses agents diplomatiques. . . . . 2 —

Format in-18.

—

LA DIPLOMATIE ET LE DROIT NOUVEAU. . . . . 1 vol.
FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV. . . . . 2 —
FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE . . . . . 2 —
MARIE-THÉRÈSE IMPÉRATRICE . . . . . 2 —
QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE. . . . . 2 —
LE SECRET DU ROI . . . . . 2 —

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

AVR 2 7 1972

MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

PAR

LE DUC DE BROGLIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

II

PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES

3, RUE AUBER, 3

1891

Droits de reproduction et de traduction réservés.

BIBLIOTHECA
Octavianæ

MAURICE DE SAXE

ET

LE MARQUIS D'ARGENSON

CHAPITRE V

CONFÉRENCE DE BREDA
DISGRACE DU MARQUIS D'ARGENSON.

Intrigues ourdies contre d'Argenson. — Vauréal, ambassadeur à Madrid, y prend part. — Renvoi du maréchal de Maillebois qui est remplacé par le maréchal de Belle-Isle dans le commandement de l'armée d'Italie. — Mission de M. de Puisieulx en Hollande. — L'Angleterre accepte l'ouverture d'une conférence à Breda. — Difficulté pour l'admission des ministres d'Autriche et de Sardaigne que l'envoyé anglais lord Sandwich réclame et que Puisieulx refuse. — La conférence est interrompue dès la première séance. — Attitude insolente de Puisieulx envers d'Argenson. — Le duc de Richelieu, chargé d'aller chercher à Dresde la nouvelle dauphine, reçoit une mission secrète pour entrer en négociation avec la cour de Vienne par l'intermédiaire de celle de Saxe. — Les propositions transmises à Vienne sont repoussées par Marie-Thérèse qui ne veut pas traiter avec d'Argenson. — Les différents partis de la cour, Noailles, Saxe, Conti, sont ligués contre ce ministre. — Accusation portée contre lui dans un mémoire remis au roi par le maréchal de Noailles. — D'Argenson cherche inutilement à être défendu par le roi de Prusse. —

Il est révoqué. — Son frère, le comte, reste ministre de la guerre. — Maurice de Saxe est fait maréchal-général. — Appréciation du caractère du marquis d'Argenson et de sa politique.

I

La joie que le marquis d'Argenson éprouvait du second mariage du dauphin (dont il attribuait la conclusion à son influence) fut encore accrue par la désignation de l'ambassade extraordinaire qui dut aller chercher à Dresde la princesse fiancée. L'envoyé choisi par le roi fut le duc de Richelieu, qui avait déjà fait preuve, dans une circonstance analogue, de l'éclat qu'il savait donner à des missions de parade. D'Argenson était lié avec le duc (on le savait) par une illustre amitié qui leur était commune, celle de Voltaire. En adjoignant à son ami son propre fils, le jeune marquis de Paulmy, comme secrétaire, il avait sans doute l'intention d'attester que l'alliance était bien son œuvre et que c'était à lui qu'en devaient revenir la reconnaissance et l'honneur. Il tint également à régler lui-même, dans le moindre détail, tout le cérémonial à suivre pour le voyage et l'arrivée de la future dauphine, toutes les dispositions du contrat, tous les présents

à échanger, dont une part brillante (un magnifique service de porcelaine de Saxe) lui revenait légitimement. « Je m'enfermai, dit-il, bien des après-midi à Fontainebleau avec deux commis, et nous fîmes tous les dépouillements et dressâmes tous les ordres nécessaires pour ce travail immense. Il est vrai que le roi ne me refusait jamais les heures extraordinaires que j'allais lui demander pour ses décisions [1]. »

Au lieu de concentrer son attention sur ces formalités d'étiquette (auxquelles, de l'humeur sauvage dont il était, il devait d'ailleurs très peu s'entendre), il aurait mieux fait de regarder autour de lui, de compter les rangs de ses amis qui s'éclaircissaient tous les jours et de sonder le terrain qui s'effondrait sous ses pas. Toujours isolé à la cour, dont il n'avait ni l'esprit ni les habitudes, n'ayant jamais eu dans le conseil d'autre allié que son frère qui, après l'y avoir fait entrer, avait cessé tout de suite de s'entendre avec lui, le seul appui véritable sur lequel il pût compter était le bon vouloir du roi, qu'il amusait par sa verve rude et ses propos caustiques, et qui, d'ailleurs, une fois un ministre nommé, n'aimait pas à en changer.

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. V, p. 68.

Mais depuis l'ambassade de Noailles à Madrid, comment ne se doutait-il pas que cette faveur, chaque jour battue en brèche, devait commencer à s'ébranler? A l'embarras, aux réticences du langage royal, comment ne devinait-il pas que le souverain entretenait déjà derrière lui, et à son insu, des communications secrètes suivies par des canaux divers et constituant une diplomatie officieuse dont le ministre ne tenait pas le fil entre les mains? N'était-ce pas lui-même, d'ailleurs, qui avait donné à Louis XV ce goût et cette habitude de transactions clandestines, en lui soumettant des correspondances dont il le priait de ne dire mot au conseil? Mais de tous les indices qui auraient dû l'avertir du péril de sa situation ministérielle, le plus clair encore était le ton d'insubordination et presque d'insolence que commençaient à prendre avec lui les agents de son ministère. Quand les inférieurs ne se gênent pas, c'est qu'ils se doutent que leur chef n'aura pas longtemps à les commander.

Dans le compte que d'Argenson se rend à lui-même en écrivant ses *Mémoires* des dernières négociations de son ministère, on peut remarquer qu'il n'est pas un seul des diplomates qu'il employait par qui il ne se plaigne d'avoir été des-

servi. Jamais ministre, à son gré, ne fut plus mal secondé : celui-ci s'entendait à ses dépens avec Noailles, celui-là avec Belle-Isle, et cet autre avec Conti. C'était, suivant lui, une conjuration universelle. La vérité est qu'il n'est presque aucun de ces agents dont il n'eût blessé l'amour-propre en recevant avec dédain des avis souvent donnés à propos et qui ne s'arrangeât d'avance pour tirer parti de sa chute prochaine. Mais il en était deux en particulier, l'un et l'autre considérables à divers titres, qui ne dissimulaient plus leur mauvaise humeur. C'était d'abord son ami personnel, l'évêque de Rennes; puis l'abbé de La Ville, naguère ministre en Hollande et devenu, depuis qu'il avait quitté La Haye, premier commis des affaires étrangères.

Vauréal, on le sait, s'était mis de bonne heure sur le pied de correspondre avec son ministre par des lettres privées et familières. Mais, de cette facilité, née de leur vieille amitié, il profitait maintenant pour lui dire en face les vérités les plus rudement désobligeantes. Il est vrai qu'il pouvait garder sur le cœur la semonce qu'il avait reçue pour s'être mis en avant, sans ordre, dans l'affaire du mariage espagnol. Mais Vauréal était fin courtisan et aurait su dévorer une injure, s'il

ne lui avait pas paru plus utile et plus commode de s'en venger. En réalité, averti par ses relations à la cour, et en particulier par la vieille duchesse de Brancas (dame d'honneur désignée de la nouvelle dauphine, comme elle l'avait été de la première), de l'orage qui grondait, il prenait les devants, pour ne pas être engagé, par les liens d'une amitié trop étroite, dans une solidarité compromettante. D'Argenson, revenant, dans une de ses lettres, sur l'incident du mariage, lui avait reproché assez doucement de s'être, dans cette circonstance comme dans d'autres, trop préoccupé de se faire bien voir de la cour de Madrid. « Quand on est sur un point de l'Europe, lui disait-il, on y rapporte tout, et je remarque que les meilleurs esprits se laissent aller à penser que tout est perdu, si on ne sacrifie pas tout à l'extrême bienveillance de la cour où ils résident. » Suivaient quelques réflexions faites d'un ton dolent, mais qui n'avaient rien de nouveau, sur le prix excessif dont il fallait payer l'alliance espagnole et le danger d'une intimité trop grande avec une associée si exigeante. « Ne soyons pas trop mal avec l'Espagne, cela suffit, lui disait-il. En vérité, si nous voulons continuer à tourmenter nos voisins pour l'établissement des

infants, nous déplairons à Dieu et aux hommes. » Et en finissant, il poussait encore quelques soupirs sur l'impossibilité d'amener aussi bien le nouveau roi d'Espagne que le précédent à une intelligence quelconque avec le roi de Sardaigne, ce qui serait toujours possible et certainement profitable.

Il faut entendre en quels termes virulents Vauréal, si calme d'ordinaire, mais jouant l'indignation pour la circonstance, relève une critique si peu sévère et en prend occasion pour tracer au ministre lui-même le portrait assez fidèle, bien que tiré au noir, des résultats de sa politique :

« Se contenter de n'être pas mal avec l'Espagne, monsieur, permettez-moi de vous le dire, il faut être bien avec quelqu'un; et avec qui serons-nous bien à la fin de cette guerre? Elle finira par l'établissement d'une nouvelle maison d'Autriche, plus puissante que la première, malgré les démembrements de la Silésie et de Plaisance, plus engagée à nous haïr que la première, parce que celle-ci n'oubliera jamais que nous avons voulu l'étouffer dans son berceau... De plus, cette ancienne maison d'Autriche se sentait de la vieillesse, et depuis que Charles VI était sans espérance d'enfants mâles, nous regardions ce colosse

comme prêt à tomber et à mettre en pièces : aujourd'hui, le sauvageon qui a été enté sur ce vieil arbre a produit une plante nouvelle plus ferme et plus vigoureuse que l'ancienne et qui portera des fruits encore plus amers pour nous. Dans le Nord, nous restons plutôt avec des connaissances qu'avec des amis, connaissances qui nous coûtent notre argent et dont le plus grand fruit que nous tirerons sera de n'être pas nos ennemis. L'amitié du roi de Prusse, nous savons ce que c'est : il nous hait foncièrement, il ne voudra pas qu'on nous fasse l'espèce de mal qui pourrait retomber sur lui ; mais il verra fort tranquillement tous les autres nous arriver. L'Espagne, monsieur, vous n'avez que l'Espagne. »

Il s'évertue ensuite à démontrer que, loin de faire des sacrifices exagérés pour l'Espagne, la France n'avait écouté et suivi que son intérêt en cherchant à étendre en Italie le domaine de la maison de Bourbon, aux dépens de celle d'Autriche. « Ne nous flattons pas, dit-il, qu'on ait cru ici un seul instant que nous étions inspirés par le pur amour... Nous n'aurions pas beau jeu à faire valoir à l'Espagne ce que nous avons fait pour elle, et la protection que nous lui avons accordée ne doit pas nous faire craindre l'ana-

thème qui vous effrayait lorsque, en prenant le style qui conviendrait davantage à mon état d'évêque, vous m'avez écrit : « Si nous voulons » ainsi tourmenter nos voisins, nous déplairons » à Dieu et aux hommes. » Enfin, pour ne rien épargner et toucher le signataire du traité de Turin au point le plus sensible et encore saignant de son amour-propre, il rappelle qu'on n'avait jamais rien retiré d'aucune avance faite à la maison de Savoie, sinon le ridicule d'être dupe de ses finesses et de servir d'instrument à son astucieuse ambition. « Voilà, monsieur, le point sur lequel j'ai un système fixe et qui, bien loin d'être ébranlé par tout ce que je vois et entends, est, au contraire, confirmé davantage. C'est qu'en Europe il n'y a pas une cour plus foncièrement ennemie de la France que celle de Savoie, qu'il ne lui manque que des forces pour se déclarer à l'égal de celle de Londres et de Vienne : sa médiocrité l'oblige à des finesses, à des faussetés, à des apparences de bonne volonté; mais toutes ces singeries aboutissent toujours à des désertions éclatantes ou à des trahisons couvertes qui, souvent, sont pires que des hostilités déclarées. Voilà, monsieur, notre ennemi radical, qui, depuis deux cents ans, n'a rien gagné qu'aux

dépens de la France. Voilà le favori constant du plus puissant et du plus irréconciliable de nos ennemis, qui est l'Angleterre. Je ne vous dissimulerai donc point que, lorsque vous dites que la crainte qu'on voudrait avoir d'un duc de Savoie, fût-il roi de toute la Lombardie, serait une crainte ridicule, jamais je ne serai de votre avis... J'étais fâché, l'année passée, de prévoir que l'établissement de l'infant coûterait au roi toutes ses conquêtes; mais, du moins, l'honneur était en quelque sorte satisfait par les avantages d'un prince gendre du roi : aujourd'hui, vous me faites pressentir une paix sans que le roi garde aucune de ses conquêtes et sans établissement de l'infant; j'en suis effrayé, je vous l'avoue, et pour l'honneur et pour l'intérêt : ces deux motifs me font regarder une telle paix comme peu honorable pour le roi, et peu digne d'un ministre tel que vous. » La conclusion est que, dans l'abandon où est tombée la France, et avec la facilité qu'a l'Espagne de se jeter dans les bras de l'Angleterre, il faut tout faire pour garder son alliance. « Par là, dit l'évêque en finissant, je ne vous propose pas une conquête facile ni une maîtresse sans humeur; il vous en coûtera des soucis, des peines, des sacrifices; vous essuierez des dégoûts, ceux

qui seront chargés ici des ordres du roi auront besoin de beaucoup de patience, de dextérité et de persévérance; il faudra souffrir tout cela. La raison est qu'elle trouvera autant d'alliés qu'elle voudra et que nous ne trouvons qu'elle sur qui nous puissions compter. »

Ainsi vertement interpellé, d'Argenson répondit avec une bonne humeur aimable, signe de cette élévation d'âme désintéressée qu'on retrouvait toujours quand sa personne seule, non ses convictions ou ses illusions, était en jeu : « Je vois avec grand'peine, monsieur, dans vos lettres, que vous cherchez dans les miennes la lettre plutôt que l'esprit, et vous avez pris beaucoup de peine pour y découvrir des absurdités désobligeantes. Content de vos recherches, vous auriez mieux fait de justifier votre cour que de l'inculper et de moins justifier la façon de penser des Espagnols... Mais pourvu que vous vous plaisiez en Espagne, votre œuvre sera accomplie. Dites-moi ce qu'il vous faudrait pour y être mieux... Nous ne vous parlerons plus de négociation avec Turin... Le roi est également lassé des petites finesses (du roi de Sardaigne) et des grands soupçons (du roi Ferdinand). Pour tout le reste, votre bon esprit vous conduira. Adieu, monsieur. »

Tant de douceur aurait dû réveiller, dans le cœur de Vauréal, le souvenir d'une ancienne affection; mais le rusé prélat n'avait nulle envie de rentrer en grâce auprès d'un ami qui n'était plus en crédit et dont les jours ministériels étaient comptés [1].

Encore s'il se fût borné à harceler son chef de ces propos irrévérencieux et railleurs, c'eût été peu de chose, puisque d'Argenson était décidé à y opposer ce calme philosophique. Mais il ne tarda pas à trouver le moyen de lui porter un coup plus sensible : ce furent les nouvelles chaque jour plus alarmantes d'Italie, dont le contre-coup se faisait toujours ressentir à Madrid, qui lui en donnèrent la facilité. Repoussées, comme on l'a vu, d'étape en étape jusqu'à l'entrée du comté de Nice, il semblait que là, au moins, les deux armées gallispanes, trouvant une station convenable pour prendre leurs quartiers d'hiver, auraient dû arrêter, de concert, leur mouvement de retraite. Aussi ce fut avec une surprise voisine de la consternation qu'on apprit à Paris, comme en Europe, que le général espa-

1. D'Argenson à Vauréal, 16 octobre, 23 novembre. — Vauréal à d'Argenson, 3 novembre 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

gnol, le marquis de La Mina, déclarant, sans dire par quel motif, que la situation était intenable, prenait le parti de se replier plus loin encore avec toutes ses troupes et de les ramener, à travers la Provence, pour hiverner en Savoie. Maillebois, ainsi abandonné avec un effectif que cette désastreuse campagne avait réduit jusqu'à l'insignifiance, dut se retirer aussi lui-même au moins jusqu'au delà du Var, et c'était la frontière française qui, cette fois, était menacée.

On n'a jamais bien su ce qui avait dicté à La Mina une conduite qui, dans la circonstance, pouvait passer pour une véritable trahison. Y était-il secrètement autorisé par quelque instruction du roi Ferdinand, écrite sous l'empire de l'irritation qu'avait causée au prince le refus de la main de sa sœur, ou bien, comme il le prétendit, prenait-il seulement les devants contre une défection dont il se croyait menacé lui-même, ayant surpris le général de Maillebois en flagrant délit de continuer ses intrigues avec le roi de Sardaigne? Quoi qu'il en soit, ce fut cette version, parfaitement fausse, que l'évêque de Rennes, chargé de faire à Madrid les représentations les plus énergiques, ne manqua pas d'accepter et même d'accréditer par son assentiment. Il se déchaîna en propos

violents contre Maillebois, qu'il accusait d'avoir sciemment desservi l'Espagne pour se venger de ce que, après lui avoir promis la grandesse, on ne la lui avait pas donnée. Ces imputations furent transmises au roi par l'intermédiaire de l'infante sa fille, qui en fit part aussi au maréchal de Noailles. La révocation de Maillebois fut dès lors déclarée nécessaire pour obtenir que La Mina consentît à rejoindre l'armée française et à veiller en commun avec nous à la défense de notre territoire.

Personne n'ignorait — et l'évêque de Rennes moins que personne — les liens de famille et d'amitié qui unissaient d'Argenson au maréchal de Maillebois, père de son gendre; d'ailleurs, les soupçons d'intrigues secrètes suivies avec la cour de Turin passaient évidemment par-dessus la tête du général pour arriver jusqu'au ministre. Le trait était donc direct, et rien ne fut épargné pour le rendre plus cruel. Le successeur désigné de Maillebois n'était pas un personnage moindre que le fameux Belle-Isle. Un ordre du roi alla le chercher et le trouva languissant et frémissant depuis un an déjà dans sa retraite de Begy, où il gémissait, dit un observateur du temps, de voir sa gloire obscurcie par celle du maréchal de

Saxe. Belle-Isle se fit prier : il sentait bien qu'en l'envoyant commander une armée que le roi ne visitait jamais, on lui réservait un rôle ingrat et peut-être sacrifié. La situation, disait-il lui-même, était désespérée : c'est pour cela, lui a dit le roi avec une bonne grâce toute princière « qu'il n'y a que vous à qui je puisse la confier ». On lui promit l'envoi d'un renfort de quarante bataillons que Maillebois avait vainement réclamé. Puis, pendant qu'il préparait, de concert avec son ami Pâris-Duverney, toutes les dispositions nécessaires pour la reprise de la campagne, son frère, le chevalier, que sa belle conduite à Rocoux mettait au premier rang parmi les officiers de son grade, dut se rendre tout de suite en Provence pour prendre provisoirement le commandement; et ce fut par lui que Maillebois apprit son remplacement, dont, sans égard pour ses cheveux blancs et ses longs services, on n'avait pas même daigné le prévenir.

« On le renvoya, dit d'Argenson, avec une grande dureté, et cela dut m'annoncer ma propre disgrâce. » En eut-il, dès lors, le sentiment aussi net? En tout cas, il n'en laissa rien voir, et son langage, en annonçant lui-même la résolution à l'évêque et en l'engageant à faire valoir

auprès de l'Espagne le mérite de ce sacrifice, eut un caractère de dignité vraiment touchante : « J'ai un motif personnel, dit-il, qui augmente à mes yeux l'éclat de ce changement, mais je sais oublier de pareilles considérations en faveur du bien public, et la volonté du roi est la seule règle de mes pensées et de ma conduite. Les Espagnols ne sauraient du moins refuser à M. le maréchal de Maillebois la gloire de les avoir menés audacieusement au combat et de leur avoir donné l'exemple de la valeur la plus signalée et du courage le plus intrépide. » A cette réflexion si tristement digne, Vauréal se vante d'avoir répondu « qu'il ne ferait pas bon tenir ici un tel discours, les Espagnols se croyant mieux faits pour donner de tels exemples que pour les recevoir ».

D'Argenson n'en persista pas moins à le ménager; il poussa même l'abnégation jusqu'à recommander à Belle-Isle de s'abstenir de tout rapport personnel avec la cour de Turin et de jamais se laisser dire un mot de diplomatie sans en prévenir à Madrid l'ambassadeur, dont il lui parla sans rancune et en fort bons termes. Belle-Isle n'ayant pas manqué de faire savoir à Vauréal ce jugement favorable de son ministre : « Ce que vous me dites, répondit celui-ci, de la façon dont

M. le marquis d'Argenson vous a parlé de moi, me fait un sensible plaisir : cela me surprend non seulement par rapport à ses procédés envers moi, mais parce que je lui ai écrit clairement sur les inconvénients de sa politique et sur les criminelles complaisances de son prédécesseur, qui sont la seule cause de nos défaites. Renvoyez-moi ce billet, je vous prie [1]. »

L'abbé de La Ville était, pour d'Argenson, un adversaire plus déclaré encore, et, dans la circonstance plus à craindre. J'ai dit comment cet ecclésiastique distingué, après avoir rempli, en l'absence du marquis de Fénelon, dont il avait élevé les enfants, les fonctions de chargé d'affaires à La Haye, les avait quittées quand les rela-

1. Vauréal à d'Argenson, octobre et novembre, *passim*. — D'Argenson à Vauréal, 13 novembre 1746. — D'Argenson à Belle-Isle, 15 novembre 1746. (*Correspondance d'Espagne*. — Ministère des affaires étrangères.) — Vauréal à Belle-Isle (billet sans date). (Ministère de la guerre, partie supplémentaire.) — *Journal de Luynes*, t. VIII, p. 10. (Correspondance de l'ambassadeur de Venise à Paris, 14 novembre 1746.) — (*Mémoires et Journal de d'Argenson*, t. V, p. 26 et 27.) — Il y a lieu d'être surpris que d'Argenson, après avoir reconnu que le renvoi de Maillebois fut amené par les plaintes du gouvernement espagnol et les intrigues de Vauréal, attribue pourtant à ses efforts et même à son habileté les ordres qui furent donnés ensuite à La Mina de se rapprocher de Belle-Isle; il est trop clair que ce changement d'instructions fut la conséquence de la satisfaction donnée aux rancunes de l'Espagne par la révocation d'un général qui lui déplaisait. L'habileté du ministre n'y fut pour rien.

tions diplomatiques avec la république durent être rompues. Un agent qui s'était bien comporté ne pouvant être rappelé sans compensation, on l'avait placé aux affaires étrangères en qualité de premier commis, poste auquel son habile talent de rédacteur semblait le rendre particulièrement propre. D'Argenson convient que ce don, chez lui, allait presque jusqu'à l'éloquence, ayant été, dit-il, agent de rhétorique chez les jésuites. A ce titre il venait même d'être appelé à l'Académie française en compagnie de Voltaire, et presque le même jour. C'était donc, à tous égards, un homme bon à ménager. Mais, de La Haye même, La Ville n'avait jamais cessé de blâmer en termes assez nets les ménagements excessifs gardés avec les républicains des Provinces-Unies. C'était non avec des politesses, mais par la menace, la force et de haute lutte qu'on pouvait, suivant lui, réduire ces bourgeois hargneux et timides à capituler. Tel était le thème qu'il soutenait dans des altercations assez vives avec son ministre, et qu'il prenait pour règle de conduite dans les négociations avec les agents hollandais, auxquelles il avait bien fallu le mêler, ne fût-ce que pour lui faire tenir la plume. Il s'y montrait raide, difficultueux, n'hésitant pas même à rayer

au besoin certains articles que le ministre aurait souscrits et qu'il trouvait contraires *à l'honneur du roi*. Sorti de là, il ne se gênait pas pour donner, par des indiscrétions dédaigneuses, matière aux railleries des frondeurs de Versailles et de Paris et tourner en ridicule l'étrange attitude qu'on laissait prendre aux agents hollandais en les traînant à la suite de la cour pour suivre des négociations qui ne finissaient pas.

Fatigué de cette opposition qui, partant de son intérieur, faisait comme un bourdonnement importun à ses oreilles, d'Argenson eut la pensée de dépêcher lui-même à La Haye un agent secret chargé de vérifier si, comme l'affirmait toujours La Ville, le parti pacifique de Hollande nous leurrait de promesses aussi peu sincères que peu efficaces. Il ne s'applaudit pas, dans ses *Mémoires*, du choix qu'il fit pour cette mission délicate. Le marquis de Puisieulx (c'était le nom de l'envoyé désigné) appartenait bien à une de ces familles de secrétaires d'État où les traditions politiques et administratives étaient héréditaires, car il était petit-neveu de Brulart de Sillery, le chancelier de Henri IV; mais il était dénué (c'est d'Argenson qui l'affirme) de tout mérite personnel. Pendant trois ans qu'il avait occupé le poste d'ambassa-

deur à Naples, il n'avait fait preuve d'aucun talent : « nul génie, des idées communes », tout au plus « un extérieur de sagesse et de réserve » qui dissimulait la médiocrité. Ce qui décida d'Argenson à jeter les yeux sur un sujet de si peu de valeur, c'est (il en convient lui-même) que Puisieulx, revenu de Naples, assez mal dans ses affaires, s'était en quelque sorte mis à sa discrétion, suppliant d'être replacé, mais ne voulant l'être que par un chef digne de son estime. « C'est à cause de moi, disait-il, à cause du respect qu'il me portait, qu'il voulait servir, et non sous tout autre ministre... Je trouvais à cet homme assez de sagesse pour penser qu'il ne gâterait rien à une ambassade aisée, et surtout qu'il y apporterait de la docilité. »

Le roi, à qui il fallut bien en parler, ne fut pas, malgré son goût pour les opérations secrètes, aussi aisément persuadé que la mission fût aisée, ni qu'il suffît de la docilité pour la remplir. Il faisait peu de cas de l'homme et espérait peu de l'affaire. « J'obtins cependant que ma proposition fût exécutée. » Quand on songe que, six mois après, Puisieulx était installé au ministère comme successeur de d'Argenson, il faut reconnaître que jamais on ne convint de meilleure grâce de s'être

laissé jouer; et tant de bonhomie désarme le critique [1].

La mission ainsi préparée répondit à ce qu'on pouvait en attendre. Puisieulx eut toute la docilité désirée, et, nommé pour avoir plu, n'eut garde de ne pas continuer à plaire. Annoncé, d'ailleurs, par les agents hollandais présents à Versailles comme l'homme de confiance d'un ministre dont ils n'avaient qu'à se louer, il fut reçu avec empressement par les magistrats de La Haye, qui, appartenant tous au parti républicain, faisaient, bien que timidement, des vœux pour la paix. On lui donna de bonnes paroles, qu'il prit ou fit mine de prendre au sérieux. On parut même très heureux de profiter de sa présence pour demander que le maréchal de Saxe mît moins de hâte à démolir les fortifications des villes des Pays-Bas dont il se rendait maître, puisque, la paix étant prochaine, elles étaient destinées à redevenir la barrière de la république. « Bref, dit encore d'Argenson, il rendit le compte que je voulais pour réparer les impressions qu'avait données l'abbé de La Ville [2]. »

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. IV, p. 345-348.
2. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, I, c. Voir dans la correspondance de Hollande, juin 1746, les lettres de Puisieulx pendant sa mission secrète. — (Ministère des affaires étrangères.)

Son retour eut pourtant une conséquence que peut-être d'Argenson n'avait pas prévue. Ce fut d'avertir Wassenaer et Gilles que la prolongation de leur séjour à Versailles, dans une complète inaction, n'était vraiment plus possible, puisqu'on en était réduit à traiter en dehors d'eux et en quelque sorte au-dessus de leur tête. Ils tentèrent donc un sérieux effort pour obtenir du cabinet britannique, qu'au moins en apparence la négociation fît un pas, et, à force d'instances, ils eurent permission d'offrir qu'une conférence fût ouverte dans une ville neutre, où un plénipotentiaire anglais, venant se joindre à eux, interviendrait directement dans les transactions à débattre. A défaut d'autre avantage, sa présence aurait toujours celui d'épargner les allées et venues de messagers à travers la mer, et la longue attente des réponses.

D'Argenson accepta la proposition; il croit que ce fut une *faute d'État* et se la reproche dans ses *Mémoires* : il aurait dû penser, dit-il, que la présence d'un agent anglais rendrait les Hollandais moins accommodants. A mon sens, il s'accuse à tort. La vraie faute, c'était d'avoir permis aux envoyés d'un petit État, qu'on tenait à discrétion, de s'ériger en médiateurs de la paix

européenne. C'était celle-là qu'il n'était plus temps de réparer. Mais, une fois qu'elle était commise, la Hollande ne pouvant servir que de porte-parole à l'Angleterre, mieux valait mettre bas les masques et causer, à visage découvert, avec un interlocuteur qu'on pouvait interroger et qui pouvait répondre.

La concession du gouvernement anglais, d'ailleurs, n'était qu'apparente, car si quelques-uns des ministres britanniques désiraient la paix, pour mettre fin à des dépenses très onéreuses, le roi lui-même y était moins disposé que jamais, et on ne lui arracha son consentement qu'à la condition de lui laisser prendre, par le choix du commissaire, toute garantie qu'on ne le mènerait dans la voie pacifique, ni plus vite ni plus loin qu'il ne voudrait. C'est ce que le premier ministre Pelham expliquait clairement à un de ses amis. « Nous allons nommer, écrit-il, un plénipotentiaire pour le congrès secret qui doit se tenir à Breda, ou dans toute autre ville neutre. Je vous ai dit, je crois, qu'on ne trouvera personne qui, sachant de quoi il s'agit, se soucie de cette mission. Je disais vrai : puisque celui à qui on songe pour la remplir est lord Sandwich. Le roi le trouve à son gré, et le motif

à mes yeux de cette préférence, c'est qu'il le sait décidé à ne jamais céder sur le Cap-Breton, et le roi n'ignore pas que, sans cela, il n'y a pas de paix possible. De plus, il pense que, comme lord Sandwich est un jeune homme sans expérience dans les affaires, il semblera naturel de ne lui donner aucune instruction définitive, ce qui l'obligera à ne rien accepter qu'*ad referendum*, et Sa Majesté sera ainsi en liberté de dire *non* à tout ce qui ne conviendra pas soit à son intérêt, soit à son humeur. Sandwich fera sûrement du mieux qu'il pourra; mais si nous n'allons pas plus droit chemin nous-mêmes, on aurait beau envoyer un ange, il n'aboutira à rien [1]. »

Ce fut, en effet, Breda (comme l'indiquait le ministre anglais) qui fut choisi pour le lieu du rendez-vous : la ville était bien en territoire hollandais, mais la Hollande, nominalement au moins, était toujours réputée neutre. Puisieulx fut désigné pour s'y rendre. Confident des sentiments de d'Argenson et choisi pour les seconder, il devait, semble-t-il, y porter des intentions plus sincères que le commissaire anglais. Mais pendant les quelques semaines nécessaires pour pré-

1. Pelham à Walpole 29 juillet 1746. — *Pelham administration*, t. I, p. 332.

parer sa mission, l'habile homme qui cachait, sous un extérieur humble, beaucoup de savoir faire, d'esprit et d'entregent, avait eu le temps de prendre langue à la cour. Les frères Pâris, qu'il connaissait, l'introduisirent dans ce que d'Argenson appelle les *détours du sérail*, c'est-à-dire probablement chez madame de Pompadour, où son *jésuitisme* et son *patelinage* (c'est toujours d'Argenson qui parle) furent goûtés. Il ne lui fallut pas longtemps pour s'apercevoir que, pour arriver à l'oreille du roi, il y avait des chemins couverts plus directs que ceux qui partaient du cabinet de son ministre. Il eut l'art de se faire demander des mémoires sur l'état général des affaires dont (pour ne pas être pris en flagrant délit d'intrigue) il avait soin de remettre parfois le double au ministère. Bref, quand son nom fut prononcé au conseil, le roi, qui avait fait tant de difficultés la première fois, n'en éleva cette fois aucune. C'était une surprise qui aurait dû servir d'avertissement [1].

Les instructions qu'on donna à Puisieulx, passablement confuses et, jusqu'à un certain point, même contradictoires, furent de nature à lui

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. IV. P. c.

laisser toute liberté de se comporter suivant ce qu'il jugerait convenable dans l'intérêt de ses vues personnelles : « Sa Majesté, disait la dépêche, approuve que dans la négociation qui vous est confiée, vous montriez toute la dignité, et, s'il était besoin, toute la hauteur convenable aux circonstances où nous nous trouvons, mais que vous deviez éviter avec le plus grand soin tout ce qui pourrait rompre la négociation; car on ne manquerait pas de faire tomber sur nous tout le démérite d'une pareille rupture; elle répandrait bien de la douleur et de la consternation dans le public, qui fonde sur le succès de vos conférences l'espoir dont il se flatte d'une paix prochaine... Il faut faire observer aux Anglais et aux Hollandais que les succès des Autrichiens en Italie sont bien compensés par le progrès de nos conquêtes dans les Pays-Bas, avec cette différence que nous avons perdu en Italie ce que nous y avions déjà gagné et que nous demeurons en possession du comté de Nice et de la Savoie, au lieu que la reine de Hongrie, qui a perdu la Flandre, le Brabant et le Hainaut, n'a pas pris sur nous un pouce de terrain... Mais encore une fois, quelles que puissent être les réponses et les propositions des ministres d'An-

gleterre et de Hollande, ne rompez point la conférence; paraissez occupé du soin d'imaginer des expédients, faites entendre que vous en rendrez compte au roi, que vous demanderez de nouvelles instructions et des ordres ultérieurs à Sa Majesté... Enfin faites usage de tous vos talents et de toute votre dextérité pour bien constater aux yeux du public que, si malheureusement la négociation échoue, on ne saurait l'attribuer qu'à nos ennemis et à leur envie de perpétuer la guerre [1]. » Il était clair qu'avec le mélange difficile à concilier de hauteur et de patience qui lui était commandé, le négociateur restait libre de hausser ou de baisser le ton, de presser le pas, ou de tout arrêter, suivant que, informé de l'état des esprits à Versailles, il lui conviendrait de faire accuser son ministre de trop de raideur ou de trop de faiblesse.

Les occasions ne lui manquèrent pas longtemps, d'ailleurs, pour trouver, même sans avoir de peine à prendre, des complications qui lui permissent de pêcher en eau trouble. Les commissaires ne furent pas plus tôt réunis, qu'avant même qu'ils eussent commencé à causer, on

1. D'Argenson à Puisieulx, 24 septembre 1746. (*Correspondance de Hollande.*— Ministère des affaires étrangères.)

s'aperçut qu'on n'était nullement d'accord sur le caractère de l'entretien qui allait s'engager entre eux. Dans la pensée du gouvernement français, ce devait être une conversation dans laquelle on essayerait de s'entendre à trois sur des bases préliminaires qui n'auraient rien de définitif, et que chacun aurait à proposer ensuite, à l'approbation de ses associés. Il s'agissait uniquement de chercher un terrain d'entente où la France tenterait d'amener l'Espagne, tandis que l'Angleterre et la Hollande s'efforceraient d'y faire arriver l'Autriche et la Sardaigne. On éviterait de la sorte de mettre tout de suite tous les intérêts contraires en présence et toutes les prétentions aux prises. Simple échange d'idées, en un mot, ne ressemblant en rien à un congrès où chacun, arrivant avec des instructions précises et des pouvoirs limités, se place tout de suite sur la défensive, et où les discussions sont d'autant plus vives que les résolutions, une fois prises, deviendraient obligatoires et feraient loi dans les relations internationales.

Du premier mot que dit lord Sandwich, on s'aperçut combien on était loin de compte. L'Anglais déclara, en effet, tout de suite qu'il n'ouvrirait pas la bouche jusqu'à la venue des

représentants autrichiens et sardes, qui devaient arriver d'un moment à l'autre, puisqu'ils étaient déjà désignés, et il les nomma : c'étaient le comte d'Harrach à Vienne et le comte de Chavannes à Turin. Surprise et confusion générales; et comme Puisieulx se récriait : « Mais c'est chose convenue, ajouta Sandwich, et la Hollande sait parfaitement que, sans cette condition, je ne me serais pas mis en route. » L'embarras des Hollandais, vers qui Puisieulx se retournait plus ému que jamais, devint extrême. « Aux reproches sanglants que je leur fis, dit-il, de cette manœuvre cachée, ils s'en défendirent comme beau meurtre, et se donnèrent au diable de savoir qui l'a faite, mais ils n'en ajoutèrent pas moins timidement que, si on voulait bien admettre le ministre de Marie-Thérèse, ils se faisaient forts de tout terminer en vingt-quatre heures [1]. » Vérification faite, on découvrit, ou on fit sem-

1. Puisieulx à d'Argenson, 3 octobre 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Journal et Mémoires de d'Argenson,* t. IV. — C'est d'Argenson qui accuse Van der Heim de ce qu'il appelle une *friponnerie.* Les dépêches anglaises établissent très nettement, au contraire, que la résolution de demander l'admission des agents autrichiens et sardes à la conférence fut prise par tous les magistrats hollandais (Gilles en particulier) après de longues hésitations et sur la demande expresse de lord Sandwich après son arrivée à La Haye.

blant de croire, que le malentendu venait du fait du pensionnaire Van der Heim qui, averti des exigences du gouvernement anglais, n'en avait pas donné avis pour ne pas empêcher l'ouverture de la conférence. Van der Heim, venant de mourir subitement, n'était plus là pour réclamer, et on mit la faute sur son compte.

Mais, l'envoyé anglais n'en maintenant pas moins son exigence, il fallut en prévenir le cabinet français et attendre de savoir ce qu'il en penserait. La réponse de d'Argenson porta l'empreinte de toute l'honnêteté de son âme : d'une part, l'indignation causée par une manœuvre déloyale; de l'autre, la crainte, en s'abandonnant à ce sentiment, de briser tout de suite le dernier fil d'une négociation dont pouvait dépendre la fin des maux de la guerre. On ne pouvait, suivant lui, qualifier trop sévèrement une conduite inattendue qui n'était ni *décente ni honnête*, et la nomination de l'envoyé autrichien dont on ne nous avait pas même prévenu était une véritable insulte. « Aussi, monsieur, c'est par un ordre formel et précis de Sa Majesté, que je vous répète ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous mander, de vous opposer absolument à l'intervention de tout plénipotentiaire autrichien

et piémontais à vos conférences, et s'il en vient, de n'avoir aucun rapport avec eux. Je connais trop, ajoutait-il tout de suite, votre sagesse et votre habileté, pour ne pas être persuadé que vous tiendrez dans cette conjoncture intéressante une contenance de dignité et de modération... et je ne dois pas oublier de vous rappeler que, tout en continuant de vous expliquer et de vous conduire avec noblesse et fermeté, vous devez toujours éviter avec grand soin de rompre la négociation [1]. »

La nuance indiquée par d'Argenson eût peut-être été difficile à trouver, mais Puisieulx, à dire le vrai, ne prit même pas la peine de la chercher. Avant de recevoir cette instruction à double face, il avait pris une attitude de dignité offensée et de hauteur railleuse dont il lui eût été difficile de descendre. Resté en relations quotidiennes avec les agents hollandais, cet homme si doux la veille et presque caressant, ne leur ménageait plus ni les soupçons injurieux, ni les expressions blessantes. Au moindre incident, il jetait feu et flamme : un des courriers s'étant laissé surprendre et arrêter en territoire hollandais par un

1. D'Argenson à Puisieulx, 16 octobre 1746.

détachement autrichien, il exigeait des excuses et des réparations publiques, et comme Gilles, nommé pensionnaire en place de Van der Heim, lui promettait de rendre le messager sain et sauf et le paquet intact : « Par Dieu, lui ai-je dit, il s'agit bien de mon courrier : toutes les troupes de votre république qui sont dans les mains de mon maître m'en répondent, mais je viens vous déclarer que le roi, en m'envoyant ici, par un excès de complaisance et de son amour pour la paix, n'a pas prétendu me mettre dans une prison, ni rendre son ministre le jouet de deux particuliers de la province de Hollande. Au reste, quand vous voudrez savoir ce que je pense, je vous le dirai en face, sans qu'il soit besoin pour vous d'arrêter mes courriers... Parvenez à déchiffrer ma lettre et vous verrez que vous ne me trompez pas autant que vous vous en flattez... Je me suis séparé en disant derechef que, quand je tiendrai de nouveau des conférences, ce serait dans une cité libre et non dans une prison, et je l'ai laissé confus et consterné. » — « C'est un bon homme, ajoutait-il en parlant de Gilles, mais fait pour gouverner la Hollande comme moi pour régir le genre humain. »

Avec l'envoyé anglais, son dédain, plus contenu, ne s'exprimait pas d'une façon moins désobligeante. Il lui laissait voir clairement qu'il ne prenait au sérieux, ni sa mission, ni même sa personne. « Les Anglais, écrivait-il, n'ont nulle envie de finir cette affaire-ci : le choix du ministre en est une preuve non équivoque; c'est un blanc-bec qui réunit l'esprit des belles-lettres à peu d'expérience et beaucoup de pédanterie. Je l'ai entretenu avant-hier deux grandes heures tout à l'aise, et il ne me parla de rien du tout. Si je reste ici et que je démêle avec le temps qu'il vaille la peine d'être attaqué, je le tâterai... » Et deux jours après : « On ne fera rien par le canal d'un jeune homme comme lord Sandwich. Je l'ai tâté et retourné en tout sens pendant deux heures, sa phrase à tout ce que je lui disais était de me répondre d'un air froid et embarrassé que son maître voulait la paix. — Oui, mylord, lui répliquai-je impatienté, il la veut avec l'Espagne et non avec nous, et tant que votre maître aura l'espérance de conclure quelque chose à Lisbonne, il vous fera jouer ici le rôle d'un soliveau; mais quand il aura perdu cet espoir, et je compte qu'il le perdra bientôt, il vous donnera ordre de me parler, et en une heure de temps,

nous en ferons plus qu'en deux heures avec ces docteurs-ci. »

Même scène et plus vive encore avec les trois commissaires réunis. « Ce triumvirat m'ayant répété plusieurs fois que leurs maîtres désiraient ardemment la paix et que toute l'Europe en était pleinement persuadée, je leur fis un éclat de rire en leur demandant s'il y avait deux continents qui portassent le même nom, parce que l'Europe que je connaissais avait annoncé plusieurs semaines à l'avance que le ministre d'Angleterre accrocherait la négociation à la première conférence et qu'elle n'avait pas mal rencontré. »

La nouvelle de la victoire de Rocoux, arrivée sur ces entrefaites, ne fit qu'encourager le ministre français à le prendre de plus haut encore. Il eut d'abord une vive altercation avec lord Sandwich sur l'issue de cette journée. « Mylord, lui ai-je dit enfin, avez-vous oui ou non passé la Meuse?... Et sur ce qu'il me répliqua qu'il le croyait : — Eh bien! lui ai-je dit, tenez que vous êtes battus, car nous avons ce que nous voulions. » Et quelques jours après, comme Wassenaer faisait des réflexions d'une sympathie hypocrite sur les malheurs des armées françaises : « Vous avez bien raison, lui ai-je dit,

car si la reine de Hongrie venait à enlever le royaume de Naples, nous nous en dédommagerions aux dépens de la république... Enfin, il est temps de se décider : il faut que vous fassiez faire la paix ou que vous soyez notre ennemi. Si vous choisissez le premier parti, vous acquerrez pour ami le plus puissant allié de l'Europe : si vous prenez le second, il faut que vous nous détruisiez ou que vous payiez tôt ou tard les désastres de l'Italie. Il m'a répondu en haussant les épaules : — Quel avenir! — et il s'en est allé [1]. » Enfin, avec d'Argenson lui-même, il résumait en ces termes l'état de la négociation : « Les Hollandais veulent la paix et ne la feront pas, les Anglais n'en veulent pas, mais la feraient peut-être. La reine de Hongrie la fuit et la craint et entraîne ses alliés. »

Rien n'était moins dans le caractère et dans les intentions de d'Argenson que cette manière de mener une négociation, le fouet levé et tambour battant; il ne reconnaissait plus l'agent naguère si complaisant et ne comprenait rien à

1. Puisieulx à d'Argenson, 7, 9, 13, 17, 22 et 30 octobre 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.) — Les correspondances relatives aux conférences de Breda et au congrès d'Aix-la-Chapelle sont classées dans les volumes de la *Correspondance de Hollande.*

cette ardeur subite de tempérament : « M. de Puisieulx, dit-il, eut une tout autre conduite à Breda qu'il n'avait eue à La Haye... autant il avait réussi à ce dernier emploi par la docilité, autant il se montra à Breda d'une suffisance stupide et atrabilaire. Il voyait tout en noir et faisait des remontrances sur tout ce que je lui prescrivais... je l'attribuais à sa mauvaise santé... — On admirait, ajoute-t-il, ses dépêches au conseil. » Il y avait donc une explication plus simple : c'est que ce n'était plus à lui que Puisieulx songeait à plaire.

Menée pourtant d'un tel train, la négociation ne pouvait tarder à être rompue, et pour éviter cet éclat, d'Argenson, voyant que Puisieulx, ou ne trouvait pas, ou ne lui proposait aucun expédient, en chercha un dans sa propre imagination, et voici celui dont il s'avisa. On ne s'opposerait pas à l'arrivée des plénipotentiaires autrichiens et piémontais, puisque aussi bien ils étaient en chemin et qu'il n'y avait pas moyen de les arrêter : mais on ne les admettrait pas non plus à la conférence, on les laisserait en quelque sorte à la porte, ne prenant pas part aux délibérations et ne communiquant qu'avec les agents anglais et hollandais, qui leur sou-

mettraient les propositions et se feraient l'interprète de leurs demandes et de leurs réponses. Ordre fut donné à Puisieulx d'employer « les insinuations et les moyens qu'il jugerait convenables pour faire goûter » ce parti mitoyen, et s'il ne croyait pas pouvoir le proposer expressément « d'en faire naître le goût et le désir ». D'Argenson faisait savoir en même temps qu'il allait engager l'Espagne à envoyer de son côté un ministre qui consentirait, lui aussi, à se tenir derrière le rideau, n'ayant de rapport qu'avec la France et observant la même réserve que ses collègues d'Autriche et du Piémont. On aurait ainsi une négociation en partie double dont l'une se passerait sur la scène et l'autre dans les coulisses[1].

Puisieulx, on le conçoit, ne goûta que médiocrement cet arrangement bâtard, et, tout en promettant de s'y prêter, en fit ressortir, sans se gêner, l'impuissance et le ridicule. Pour commencer, était-on sûr que la fierté castillane se prêtât au rôle qu'on voudrait faire jouer au ministre d'Espagne? Puis il voyait déjà arriver toutes les autres puissances d'Europe, la Prusse,

1. D'Argenson à Puisieulx, 30 octobre 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

la Russie, Gênes, Modène, venant sans qu'on pût leur reprocher un excès de curiosité, frapper, elles aussi, à la porte pour savoir, heure par heure, ce qu'on allait dire et faire. Ce serait un véritable congrès, moins les garanties d'une assemblée régulière : « Vous prendrez, monsieur, disait-il, de toutes ces réflexions peu agréables celles qui vous paraîtront mériter quelque attention. Il est de mon devoir d'exposer la vérité aux yeux du roi et de son ministre. Si je me trompe et que je voie la chose trop en noir, Sa Majesté est plus en état que personne d'en juger[1]. »

Tout en riant sous cape, il trouva pourtant manière de faire agréer la proposition aux Hollandais, aussi craintifs que le ministre français de tout ce qui pouvait brusquer la rupture. Mais restait à obtenir l'assentiment, — non pas de d'Harrach et de Chavannes eux-mêmes, déjà arrivés à La Haye, qui ne pouvaient modifier, sans nouvelles instructions, l'attitude qui leur était prescrite, — mais de leurs cours, qui n'avaient rien prévu de pareil. D'Argenson, de

1. Puisieulx à d'Argenson, 26 novembre 1746. (*Correspondance de Hollande.* — Conférences de Breda. — Ministère des affaires étrangères.)

son côté, avait besoin de quelque délai pour faire entrer le cabinet espagnol dans une pensée qui ne pouvait lui plaire. La conférence se trouva donc suspendue de fait, et lord Sandwich ayant transféré en attendant son domicile à La Haye, où il retrouvait le duc de Cumberland et tous les généraux alliés qui y tenaient conseil, Puisieulx se trouva seul à Breda dans une situation très gauche dont il ne craignait pas de faire ressortir l'inconvenance.

S'il eût écouté d'Argenson, il eût fait lui-même le voyage de La Haye pour y entrer dans des conversations privées, soit avec les diplomates, soit avec les magistrats, *sonder les esprits* et faire des *ouvertures*. Mais au premier mot qui lui fut dit de ce déplacement, il s'exprima sur une telle idée dans des termes plus insolents que s'il y eût répondu par l'annonce d'une désobéissance formelle : « J'irai à La Haye, puisque vous le voulez, quand le ministre d'Espagne y sera arrivé... mais permettez-moi de vous demander à quel titre et comment je pourrai y paraître dans un temps où vous avez tout à craindre des désagréments qu'on pourra chercher à donner au ministre du roi, qui, dans la règle, n'est hors de Breda qu'un homme de

condition... Je ferai ce que vous voudrez et je tâcherai de jeter un voile de gaze sur tout ce que j'envisage qui pourrait arriver... Au reste, je ne ferai pas ce voyage de sitôt. Je me donnerais bien de garde de débarquer à La Haye tant que M. le duc de Cumberland y sera et dans un moment où ce prince, à la tête de ses officiers généraux, et des ministres des alliés, forme une espèce de conseil pour les opérations militaires. Toutes les rues de La Haye en retentissent d'avance et toute la crédulité populaire regarde déjà cette époque comme l'humiliation de la France. Il faut laisser passer cette crise, et si d'ici là les adversaires font quelque démarche qui marque au moins des attentions et des ménagements pour le roi, je saisirai cet instant pour mettre un peu plus de douceur dans les miennes. Il ne faut pas vous flatter, monsieur, de rattraper à La Haye le terrain qu'on y a perdu. Ce temps n'est pas propre à le reprendre. Je ne hasarderais pas de vous dire aussi librement mon sentiment si je croyais, en consultant ma personne et la dignité du roi (puisque je suis son ministre), pouvoir parvenir au grand objet de la pacification; mais j'avoue que je ne puis consentir à m'aller prostituer en pure perte,

persuadé que rien n'est plus dangereux que le ridicule et le discrédit[1]. »

Je soupçonne fort que Puisieulx ne tenait pas essentiellement à abréger les délais qui ajournaient indéfiniment la réunion de la conférence, informé qu'il était de ce qui se préparait à Versailles et attendant l'issue d'une crise intérieure dont le résultat l'intéressait bien davantage. Les choses marchaient en effet, le travail poursuivi contre d'Argenson était poussé avec activité : ses ennemis, tous réunis, s'apprêtaient à frapper le dernier coup, et il leur en fournissait lui-même l'occasion par l'envoi de l'ambassade extraordinaire dont il avait pris tant de soin à organiser les préparatifs.

II

En réalité (on n'allait pas tarder à le voir), le malentendu le plus complet existait entre les deux cabinets saxon et français sur le parti que l'un et l'autre entendaient tirer de cette alliance princière, objet de deux négociations, l'une officielle et l'autre secrète. Dans la pensée de d'Argen-

1. Puisieulx à d'Argenson, 17 décembre 1746.

son, le rapprochement des deux familles royales, naguère ennemies, ne devait être que le préliminaire d'une autre réconciliation qui lui tenait presque autant au cœur; c'était celle d'Auguste III et de Frédéric. Le rétablissement de relations intimes entre les deux voisins était l'idée fixe de d'Argenson, recommandée à ses agents, dans toutes ses instructions, l'un de ses rêves, en un mot, et de tous peut-être le plus impossible à réaliser dans la circonstance et avec les caractères donnés. Auguste, au contraire, et plus encore Brühl, son tout-puissant favori, persuadés l'un et l'autre (et ils n'avaient pas tort) que Frédéric leur portait une haine mêlée de dédain qui ne pardonnerait pas, ne se souciaient nullement de courir après une amitié qu'ils ne se flattaient pas d'obtenir. Toujours inquiets d'être atteints par quelques traits nouveaux d'une ambition remuante qui ne laissait personne en repos, ils se rapprochaient, au contraire, de plus en plus de l'Autriche et de la Russie avec qui ils venaient de conclure un nouveau traité d'alliance défensive dont les dispositions étaient plus étroites encore que les précédentes. Le rêve de Brühl (car lui aussi rêvait éveillé) c'était, après s'être porté médiateur entre Louis XV et Marie-Thé-

rèse, d'entraîner plus tard la France dans une coalition nouvelle contre la Prusse. C'est à quoi il avait travaillé et cru réussir l'année précédente, dans cette négociation engagée à la veille de la paix de Dresde, qui en aurait prévenu peut-être les humiliantes conditions et qui n'avait manqué que par la mauvaise volonté de d'Argenson et l'obstination du ministre français à rester fidèle à tout ce qui venait de Berlin.

Quelle meilleure occasion pour renouer la trame rompue que l'arrivée d'un ambassadeur extraordinaire de Louis XV, porteur d'une mission toute de concorde et de paix! Mais la condition était d'écarter l'obstacle qui l'avait fait manquer une première fois, et cet obstacle s'appelait d'Argenson. En un mot, entre deux ministres qui cherchaient à exploiter l'alliance nouvelle dans deux sens contraires : l'un tirant à gauche et l'autre à droite, l'un vers la Prusse et l'autre vers l'Autriche, l'accord et même la vie commune n'étaient pas possibles. L'un ou l'autre devait être sacrifié, et Brühl, passé maître en fait d'intrigue et plus solide dans sa situation que ne l'était d'Argenson, avait résolu que ce ne serait pas lui.

La divergence se vit tout d'abord, quand il

s'agit de faire partir le duc de Richelieu et sa suite. Tout était déjà arrangé autour de d'Argenson pour que le duc, avant de paraître à Dresde, commençât par aller toucher barre à Berlin. Il devait s'y rendre en compagnie du jeune marquis de Paulmy et en repartir avec de bonnes paroles, et, s'il était possible, un commencement de liaison entre la cour de Saxe et de Prusse. Ils y arriveraient l'un et l'autre, d'ailleurs, annoncés et recommandés par Voltaire qui avait l'air de faire de cette ambassade son affaire personnelle : — Très magnifique ambassadeur, écrivait le poète :

De votre petite maison
A tant de belles destinée,
Vous allez chez le roi saxon
Rendre hommage au dieu d'hyménée.
Vous, cet aimable Richelieu
Qui, né pour un autre mystère,
Avez souvent battu ce dieu
Avec les armes de son frère.
Revenez cher à tous les deux,
Ramenez la paix avec eux
Ainsi que vous eûtes la gloire,
Aux campagnes de Fontenoy,
De ramener aux pieds du roi
Les étendards de la victoire.

Et se servant d'une similitude que pouvait seule faire excuser la licence poétique, il comparait le

galant Richelieu, devenu témoin officiel d'un mariage, à ces femmes de mœurs faciles « qui, à certains jours de leur existence, éprouvent le besoin de régulariser leur état dans ce monde par une alliance légitime ».

Averti du caractère que ces effusions de l'entourage ministériel donnaient à la mission de l'envoyé de Louis XV, le ministre de Saxe s'empressa d'y mettre un terme. Il aurait bien voulu, et c'était le désir du roi de Pologne lui-même, que le duc ne partît pas, et qu'on se dispensât d'envoyer un ambassadeur extraordinaire qui ne pouvait manquer de causer beaucoup de dépenses à une cour déjà trop obérée. Mais n'ayant pu obtenir de Louis XV qu'on ne rendît pas à la nouvelle dauphine les honneurs faits à la précédente, on se borna à faire changer le caractère de la mission.

« Ayant appris sous main, écrit le comte de Loos au comte de Brühl, que M. de Voltaire et madame du Châtelet avec lesquels le duc est extrêmement lié, lui avaient mis dans l'esprit qu'il ferait bien de profiter de son voisinage de Berlin pour se faire connaître au roi de Prusse en se faisant donner quelque commission pour ce prince, tendant à réunir les cours de Dresde et

de Berlin... j'ai tâché de détourner ce projet, ayant fait insinuer par mes canaux au marquis d'Argenson que je ne croyais pas que ce voyage pût être agréable au roi notre maître... et j'ai lieu de me flatter qu'on n'y pensera plus [1]. »

Frédéric, à qui la visite avait été annoncée, exprima poliment à Voltaire lui-même son regret d'avoir à y renoncer. « Le marquis de Paulmy, écrivit-il, sera reçu comme le fils d'un ministre français que j'estime et comme un nourrisson du Parnasse, accrédité par Apollon même. Je suis bien fâché que le duc de Richelieu ne le conduise pas à Berlin : il a la réputation de réunir mieux qu'homme de France, les talents de l'esprit et de l'érudition aux charmes et à l'illusion de la politique. C'est le modèle le plus avantageux à la nation française que son maître ait pu choisir pour cette ambassade : un homme de tout pays, citoyen de tous les lieux, et qui aura dans tous les siècles les mêmes suffrages que lui accorde la France et l'Europe entière. Je suis accoutumé à me passer de bien des agréments dans la vie : j'en supporterai

1. Le comte de Loos au comte de Brühl, 9 novembre 1746. (Archives de Dresde.)

plus facilement la privation de la bonne compagnie dont les gazettes nous avaient annoncé la venue [1]. » Et pour comble de bonne grâce, il envoyait lui-même à Dresde, sous prétexte de féliciter Auguste du mariage de sa fille, mais en réalité pour faire en son nom à Richelieu les honneurs de l'Allemagne, un de ses chambellans dont la venue devait lui être particulièrement agréable : car ce n'était autre que le marquis d'Argens, ce Français émigré, familier de la coterie de Voltaire et de madame du Châtelet, qui avait dû quitter sa patrie pour avoir exprimé trop hardiment, dans quelques écrits, les sentiments de libre pensée dont, entre le châtelain et les visiteurs de Cirey, on ne s'entretenait encore qu'à demi-voix. Rien de plus aimable assurément que ce soin de faire trouver un Parisien, à plus de deux cents lieues de chez lui, en pays de connaissance. Cette attention délicate n'avait-elle pourtant d'autre but que de lui complaire? D'Argens, attaché aux pas de Richelieu, n'était-il pas au fond aussi bien chargé de le surveiller que de le complimenter?... C'est possible : de la part de Frédéric, amitiés, politesses, tout était sus-

1. Frédéric à Voltaire, 18 décembre 1746. — Voltaire à Richelieu 24 décembre 1746. (Correspondance générale.)

pect, parce que lui-même, l'esprit toujours en éveil, tenait tout le monde en suspicion [1].

En tout cas, si ce n'était pas l'envoyé extraordinaire, d'Argens, c'était le ministre accrédité à Dresde, le conseiller de Klingræff, qui était chargé de veiller de près aux faits et gestes de Richelieu. « Je ne connais pas personnellement, lui écrivait le roi, le duc de Richelieu, mais je crains fort les algarades françaises... Voici la conduite que vous devez tenir avec lui : dès qu'il sera arrivé et que vous lui aurez fait les politesses ordinaires, vous devez pénétrer d'abord si c'est un homme capable à prendre conseil de vous, ou s'il est fier, présomptueux et indocile eu égard (*sic*) des conseils d'autrui. Au second cas, vous devez vous conduire bien prudemment avec lui, et observer tous les pas que vous ferez avec lui pour ne pas être mêlé à ses brouilleries. Mais en ce cas que ce soit un bon naturel, capable à suivre les bons conseils, vous devez agir fort honnêtement avec lui, et le mettre au fait de toutes les circonstances de la cour où vous êtes, afin qu'il ne risque pas de faire quelque faux pas

1. *Correspondance de Prusse,* décembre 1746 et premiers jours de janvier 1747. (Ministère des affaires étrangères.) — On a lieu d'être surpris que M. Droysen ait pris d'Argens pour un secrétaire de l'ambassade de France, envoyé à Richelieu par Valori.

ou démarche fausse. Vous devez même lui dire que c'est par un ordre exprès que je vous avais donné d'agir très confidemment envers lui, et d'aller en tout de concert avec lui. Au surplus, vous ne manquerez pas d'être bien alerte sur tout ce qu'on fera avec lui et de me faire des rapports assez détaillés et exacts [1]. »

C'était déjà beaucoup de soustraire l'envoyé extraordinaire de Louis XV aux caresses de Frédéric, auxquelles un ami de Voltaire n'aurait été que trop sensible : pouvait-on faire quelque chose de plus, et le tournant en sens opposé, faire servir cette mission d'apparat à entamer avec la cour de Vienne une négociation dont celle de Dresde serait l'intermédiaire? Rien n'était impossible, suivant le comte de Loos, pourvu qu'on sût prendre le duc par son côté faible. « En le flattant, en applaudissant à ses magnificences, écrivait l'envoyé saxon, on le gagne aisément, puisqu'il se pique de passer pour un des plus magnifiques seigneurs du royaume... Les politesses qu'on lui fera feront beaucoup d'impression sur son esprit [2]. »

1. Frédéric à Klingræff, ministre à Dresde, 29 décembre 1746. (*Pol. corr.*, t. V, p. 277.)
2. Loos à Brühl, 1er décembre 1746. (Archives de Dresde.)

L'opération était délicate pourtant, vu l'intimité du duc avec d'Argenson et la communauté de vues qui semblait exister entre eux. Un seul homme parut propre à tenter l'épreuve : ce fut le maréchal de Saxe, moins sans doute par son influence personnelle (Richelieu se croyait trop près d'être son égal, sinon son supérieur, pour lui témoigner tant de déférence), mais parce que le haut degré de faveur où il était parvenu devait faire voir en lui un homme à ménager par quiconque prétendait rester dans les bonnes grâces de madame de Pompadour et du roi. Richelieu, on pouvait l'espérer, était bien assez courtisan pour que le moindre signe suffît à lui faire comprendre de quel côté la faveur allait incliner, mais il n'était pas assez gouverné par ses sentiments pour rester fidèle à l'amitié dans la disgrâce.

Le premier pas à faire était d'amener Maurice lui-même à des idées pacifiques et à un projet de réconciliation avec la cour de Vienne. On pouvait douter qu'un homme de guerre dont toute l'importance tenait aux victoires qu'on lui devait déjà et à celles qu'on attendait de lui, fût très pressé de hâter lui-même le terme de ses exploits. Puis les armées autrichiennes lui avaient offert de si faciles triomphes qu'il pouvait renoncer diffici-

lement à porter le dernier coup qui devait les écraser. De plus, depuis ses campagnes d'Allemagne, il était resté en termes plus que médiocres avec le comte de Brühl, à qui il attribuait et avait même plusieurs fois reproché l'attitude hostile prise par le roi son frère envers la France.

L'ouverture à faire était donc assez malaisée. Brühl l'aborda pourtant sans hésiter en prenant pour prétexte d'entrer en correspondance les remerciements qui étaient dus à Maurice comme à l'heureux négociateur du mariage, mais il l'entretint tout de suite par une adroite flatterie de considérations de haute politique, comme si c'était bien son affaire et qu'il en dut être pleinement au courant. « La réussite de cette grande affaire, lui écrivit-il le 6 novembre, a été d'autant plus agréable qu'on a fait la chose généreusement, et sans y attacher de conditions relatives à la politique. L'on n'y perdra rien, vu que tout ce que le roi pourra faire pour complaire aux désirs de Sa Majesté Très Chrétienne, il le fera sans cela, par amitié pour le monarque et par tendresse pour la princesse, future dauphine... Si, d'ailleurs, par la quantité des différents intérêts, les conférences de Breda

ne veulent point avancer, qu'on dise le dernier mot, et qu'on nous laisse le soin de ménager la négociation à la cour de Vienne. Les deux cours une fois d'accord, le reste s'ensuivrait infailliblement. Nous nous y prendrions avec tant de précaution, qu'en cas que, contre notre attente, nous ne puissions pas réussir à souhait, nous ne commettrions la France en rien. Il est d'autant plus à souhaiter qu'on en vienne bientôt à des explications qu'il y a sans cela, si l'affaire traîne, à craindre que l'Angleterre, redoublant d'efforts auprès de la Russie, ne trouve moyen d'émouvoir cette grande machine, ce que nous ne serions pas en état d'empêcher, quelque volonté que nous en eussions... Quant au roi de Prusse, il n'aura rien à craindre tant qu'il restera tranquille, mais la France devrait une bonne fois ouvrir les yeux sur ce qui regarde ce prince. Rusé comme il est, il flatte de nouveau de toute façon la France, mais l'exemple du passé où il a deux fois fait sa paix particulière, sous les auspices de l'Angleterre, sans se soucier des intérêts de cette couronne, cela ne devrait-il pas lui faire craindre que le roi de Prusse pourrait fort bien, quand la France serait épuisée, lui jouer un nouveau tour, plus sanglant encore que les précé-

dents, en se tournant tout à fait du côté des puissances maritimes et de leurs alliés, par où la France se trouverait fort embarrassée de sa situation, pendant que le roi de Prusse obtiendrait par là la plus forte garantie pour la Silésie et peut-être encore d'autres nouveaux avantages? Or, si ce cas est possible, comme il l'est, pourquoi ne pas le prévenir quand on le peut? Je remets ces faibles réflexions au jugement plus éclairé de Votre Excellence, en ajoutant seulement que, quant à nous, nous avons une fois payé trop cher l'alliance prussienne pour y retourner une seconde fois... Je finis par où j'aurais dû commencer, c'est-à-dire par vous féliciter, monseigneur, des glorieux exploits que vous avez faits dans la dernière campagne, laquelle, après tant de places prises, vous avez encore terminée par une sanglante bataille et une victoire complète. Vous avez travaillé l'été à la guerre de la bonne façon. Tâchez donc d'en faire autant pendant l'hiver pour la paix, et vous mettrez le comble à votre gloire immortelle! »

Et quelques jours après, sous prétexte de régler certains détails du voyage de la dauphine, il reprend la plume et complète cette fois tout à fait sa pensée : « Le ministre du roi a ordre de

vous communiquer tout, monseigneur... et j'espère que Votre Excellence me fera réparation entière sur ma façon de penser. L'ambassade extraordinaire qu'on veut envoyer nous embarrasse un peu : mais nous tâcherons de l'accommoder le mieux que nous pourrons, si l'affaire n'est pas à changer. Ayant du reste dans ma dernière lettre déjà dit tout ce qu'il y a à dire sur les affaires du temps, je ne puis que m'y rapporter, ajoutant seulement que selon des notions toutes fraîches encore de la cour de Vienne, nos espérances augmentent de pouvoir acheminer les choses à un accommodement, si la France veut bien nous déposer ses sentiments relativement à une paix. Je dois dire en secret que la cour de Vienne accuse MM. d'Argenson et un faux système qu'ils auraient adopté d'être cause qu'on n'en pourrait venir à un accommodement [1]. »

Maurice, on l'a déjà bien vu, malgré l'ardeur bouillante qui lui donnait, à certain moments, l'air d'un emportement étourdi, n'était pas homme à se lancer sans réflexions dans une affaire délicate. Les lettres du comte de Brühl le rejoignirent à Versailles, où il était attendu, et

1. Le comte de Brühl à Maurice de Saxe, 8, 16 novembre 1746. (Vitzthum, p. 87-94.)

fut reçu avec un accueil qu'on s'efforça de rendre aussi brillant que celui de l'année précédente. A la suite de sa première audience, il faisait partir un courrier, chargé d'une expédition qui réglait tous les moindres détails de l'ambassade extraordinaire. Il y joignait lui-même un énorme paquet pour le roi et la reine de Pologne, destiné à aller au-devant de toutes les inquiétudes que de tendres parents pouvaient éprouver à la veille de se séparer d'une fille très aimée. Il y parlait de tout, d'abord du caractère de toutes les personnes de l'intérieur royal avec qui la nouvelle mariée aurait à vivre, — y compris celle qui devait à la beauté et à l'amour, la plus grande bien que la moins légitime des influences, — puis des moindres étiquettes, des robes et des pierreries, des fourrures, de ce qu'on trouverait dans le trousseau et de ce qu'il conviendrait d'apporter; enfin des vains efforts qu'il faisait pour obtenir qu'on laissât à la princesse au moins sa femme de chambre et son confesseur (points sur lesquels, dit-il, *j'ai été repoussé à la barricade*).

Après tant de pages griffonnées à la hâte, il ne lui restait plus « que quelques instants, écrivait-il à Brühl, pour répondre aux deux lettres dont Votre Excellence m'a honoré, et qui demandent

un détail réfléchi. La cour de Vienne pourrait bien ne pas se tromper tout à fait, *Basta*! Je prie Votre Excellence d'être persuadée que je suis avec elle comme on est avec une coquette aimable, on se brouille avec elle souvent, mais on se raccommode et on s'aime toujours... Je vous ai toujours aimé tendrement, et pourrai vous chanter cette chanson de M. le duc d'Orléans :

> Reviens, Philis, à cause de tes charmes,
> Je ferai grâce à ta légèreté [1]. »

Rien n'était plus encourageant, et effectivement la lettre de Brühl était arrivée au bon moment. D'une part, en effet, Maurice revenait très fatigué des entraves qu'on avait mises à l'essor de sa brillante campagne. A aucun prix il ne voulait recommencer dans de pareilles conditions, et il accusait, comme tout le monde, de la gêne qu'il avait subie, la politique indécise de d'Argenson et ses ménagements pour les bourgeois d'Amsterdam. Son bon sens naturel, d'ailleurs, lui faisait comprendre qu'à tant faire que vouloir la paix, il fallait la chercher directement à Vienne, où on pouvait l'obtenir, mais non en

1. Maurice de Saxe au comte de Brühl, 1er décembre 1746. (Vitzthum, p. 104.)

Hollande, où on ne ferait jamais qu'en parler : et de là à penser que personne n'en dicterait mieux les conditions que le capitaine vainqueur qui tenait en gage une partie du patrimoine de la maison d'Autriche, il n'y avait déjà pas loin.

Mais à toutes ces considérations d'intérêt public, une autre se mêlait, plus personnelle, et, je le crains bien, plus puissante sur l'esprit du maréchal. Avec quelques honneurs qu'il fût accueilli à Versailles, il n'avait pu manquer d'y rencontrer le prince de Conti décoré de son titre de généralissime : sa seule présence lui rappelait la compétition élevée entre eux et l'avantage moral que donnait à son rival un titre qui le mettait hors de pair et comme à la tête de l'armée française. Il savait bien d'où était parti le coup, puisque madame de Pompadour s'en était confessée à lui-même, et que la prudence avait contenu, le premier jour, l'expression de son ressentiment; mais le trait n'en restait pas moins gravé dans son cœur, et n'osant s'en prendre à l'auteur principal, il faisait retomber volontairement sa colère sur le ministre qui avait signé la malencontreuse ordonnance. A la vérité, le comte d'Argenson et son frère n'étaient guère amis, mais c'était entre eux une querelle domestique peu

connue au dehors et surtout à l'armée, et que Maurice pouvait au moins faire semblant d'ignorer. Le nom de d'Argenson n'en sonnait pas moins très mal aux oreilles de Maurice, et il était tout préparé à entrer dans le concert formé pour porter à la position de l'aîné une atteinte qui devait ébranler celle du cadet. D'ailleurs, il n'eût pas fait deux pas à Versailles sans être entouré des ennemis de d'Argenson qui le comblaient de caresses, d'autant plus sensibles pour lui que le ministre, connu par la rudesse de ses manières, était plus sobre de ce genre de témoignages. Dans le nombre et parmi les plus acharnés dans leur haine était, on le sait, le maréchal de Noailles, que Maurice appelait, par plaisanterie, son maître dans l'art de la guerre, mais qui l'était bien en réalité dans l'art de manœuvrer à la cour.

Excité par ces flatteries intéressées, Maurice donna librement carrière à son ressentiment et il faut qu'il ait fait entendre même son irritation aux échos pour que le prudent Luynes ait cru devoir en enregistrer l'expression dans son *Journal :* « Comme M. le maréchal de Saxe avait été bien reçu, dit-il, par le roi, on voulut lui faire compliment sur la manière dont le roi le traitait.

Ce compliment ne parut pas le toucher, d'autant plus qu'il était peiné du brevet qu'avait obtenu M. le prince de Conti... Voici à peu près ce qu'il dit dans ce temps à un homme de bonne foi de qui je le sais : — Le roi me parle, il est vrai, mais il ne me parle pas plus qu'à Assemate (gentilhomme de la vénerie). Si j'étais actuellement dans la même situation où je me trouvais il y a sept ou huit ans, c'est-à-dire simple courtisan, je n'aurais pas sujet de me plaindre, mais puisqu'il faut parler de soi, si l'on veut examiner ce que j'ai fait depuis la prise de Prague, je crois qu'on pourra dire que j'ai ranimé le courage et la valeur des troupes françaises qui paraissaient un peu endormies. Qu'on les examine à Dettingue et à Fontenoy, et on verra si le même esprit règne dans l'armée. C'est peut-être pour me flatter qu'elles prétendent être invincibles quand je suis à leur tête, mais au moins les ennemis du roi craignent-ils d'être battus lorsque je commande une armée vis-à-vis d'eux. Je sais le respect qui est dû aux princes de la maison de France et je ne m'en écarterai jamais : que le roi les déclare tous généralissimes de ses armées au berceau, je n'ai rien à dire; mais que M. le prince de Conti ait acquis ce titre en récom-

pense de ses services, je crois avoir droit de me plaindre. Après cela j'aime le roi et je dois exécuter ses ordres : quand il voudra que je marche, il faudra bien marcher, mais dans le fond qu'ai-je à espérer? J'ai plus de bien qu'il ne m'en faut : j'ai tous les honneurs que je puis désirer. Si les affaires de l'État devenaient pressantes à un certain point, je crois pouvoir dire qu'on aura recours à moi. Je souhaite que cette situation malheureuse n'arive jamais, et qu'on veuille bien me laisser jouir d'un repos dont ma santé a besoin. Je n'ai qu'à perdre; un événement malheureux flétrit les lauriers. On prétend m'avoir l'obligation du mariage de M. le dauphin... Cela n'est pas juste, le roi l'a fait parce que cela lui a convenu, je n'y ai point de mérite [1]. »

Des sentiments si peu dissimulés ne pouvaient rester ignorés de ceux qui avaient intérêt, soit à les entretenir, soit à les calmer. Des amis de d'Argenson (du comte, au moins, car le marquis n'en avait guère à la cour) essayèrent bien d'intervenir, et le marquis de Valfons qui était du nombre et qui avait si bien travaillé dans la querelle du comte de Clermont, se vante dans ses

1. *Journal de Luynes*, t. VIII, p. 27, 28.

Souvenirs d'avoir obtenu un succès pacifique du même genre en ménageant au maréchal une entrevue avec le ministre, où une compensation lui fut promise et qui finit en assez bons termes. Mais Valfons convient lui-même que ce ne fut qu'un *replâtrage*, et la plaie était encore très vive, comme on va le voir, dans le cœur de Maurice, quand il dut recevoir la visite que ne pouvait manquer de lui faire l'ambassadeur extraordinaire partant pour Dresde.

Richelieu, contre son ordinaire, était fort ému ce jour-là. Il n'avait pu ignorer que sa mission, au moins dans les conditions où ses amis et lui avaient rêvé qu'elle aurait lieu, avait été mal prise à Dresde et qu'on avait tout fait pour la prévenir. De plus, ayant demandé pour quelle raison le maréchal de Saxe n'était pas chargé lui-même d'aller chercher et ramener sa nièce, on lui avait bien répondu que la qualité d'étranger récemment naturalisé rendait le maréchal peu propre à représenter le roi dans une occasion si solennelle ; mais on lui avait en même temps laissé voir que dans la disposition toujours hostile où était l'Allemagne, la personne d'un ambassadeur français n'était pas toujours sûre d'être respectée et qu'on ne voulait pas exposer

le commandant de l'armée à quelque aventure comme celle dont Belle-Isle avait été victime. Cette perspective en soi n'avait rien de rassurant. Maurice n'eut pas de peine à se rendre compte des alarmes de Richelieu. « Il m'est venu voir avant-hier, écrivait-il au comte de Brühl, et m'a conté ses peines. Il m'a dit qu'il s'était chargé de cette commission, pensant qu'elle serait agréable, et qu'il voudrait (maintenant) que les hussards le prissent en chemin pour qu'il n'arrivât pas chez vous. Cela pourrait bien arriver, car on n'a pris aucune précaution pour l'empêcher... J'ai fait ce que j'ai pu pour le tranquilliser et le mettre à l'aise. Je lui ai dit qu'il n'y avait rien contre lui personnellement, mais que, comme c'était une ambassade solennelle, on craignait les prétentions de l'ambassadeur... — Hélas! mon Dieu, m'a-t-il répondu, je ne prétends rien, je me suis chargé d'une commission honorable, et que j'ai crue agréable. Je désire de plaire au roi, à M. le comte de Brühl, et à toute la cour, et voilà tout. Je ne suis chargé de rien de plus, et je ne resterai que le temps qu'il faudra pour amener cette princesse tant désirée avec le respect que je dois à Leurs Majestés et au roi mon maître... M. le duc de Richelieu part donc dans

l'intention de plaire à la cour et de vous plaire en particulier... Le roi de Prusse avait désiré le voir : il n'a pas voulu y aller pour ne pas sentir le Prussien en vous arrivant... Tout cela ne doit ni vous effaroucher, ni vous déplaire. »

Se mettant tout à fait à l'aise, il laisse voir au comte de Brühl que son parti est pris et qu'il est entré tout à fait dans ses desseins... « Les d'Argenson branlent au manche, comme on dit; celui des affaires étrangères est si bête que le roi en est honteux, celui de la guerre veut faire le généralissime et n'y entend rien. Les tracasseries, les intrigues de cour l'appuient uniquement. Il va à la parade partout et ne fait pas sa besogne, qui est immense, moyennant quoi tout va à la diable. Les affaires ne s'expédient pas, il est noyé par les affaires et ne peut plus se mettre au courant... il est haï : ses bureaux ne le secondent pas et il se noie dans les crachats, cela me fait rire quelquefois. Le roi, qui est sage et qui a plus de judiciaire qu'eux tous, le voit et ne sait quel parti prendre : car nous avons de la gloire. Pour moi, qui n'ai pour toute arme que le bouclier de la vérité, l'on me craint, le roi m'aime et le public espère en moi... Je vous assure entre nous que, s'ils ne m'avaient pas,

ils ne sauraient où donner de la tête. Hommes, argent, rien ne leur fait défaut, *aber sie wissen nicht es einzurichten* (mais ils ne savent pas s'y prendre). Outre cela, la troupe et l'État ont confiance en moi, et cela fait beaucoup pour le maintien intérieur de l'État et la tranquillité de la monarchie. Vous voyez bien que je ne vous boude plus, puisque je vous parle comme cela : direz-vous que je ne vous aime pas? Voilà, dit-il enfin, un tableau de ce pays ici; il est impossible que cela dure : je ne veux pas me fourrer dans la mêlée, car mon poste est bon et honorable et je ne le quitterai pas. On commence à soupçonner ici M. d'Argenson de ne pas vouloir sincèrement la paix. *C'est un pétard, si on y met le feu, il sautera :* car tout le royaume la veut, le roi, la cour et le clergé. Tous sont persuadés que je la désire, mais si ces messieurs font naître des incidents, je ne puis rien [1]. »

Il était impossible de dire plus clairement qu'on ne demandait pas mieux que d'être médiateur de la paix et de se faire, pour y travailler à l'aise, l'exécuteur des d'Argenson, enfin que Richelieu en passerait, sans trop se faire prier,

1. Maurice de Saxe au comte de Brühl, 10 décembre 1749. (Vitzthum, p. 107, 110.)

par où on voudrait. Dès lors, le plus simple aurait été d'obtenir du roi la permission d'engager l'affaire directement sans consulter le ministre, puisque, loin qu'on pût compter sur lui pour la faire aboutir, il était convenu qu'il y périrait. Le procédé cependant parut un peu violent à proposer à un ami, et d'ailleurs le comte de Loos, qui avait eu à se louer de d'Argenson dans plus d'une circonstance, voulut qu'on y mît plus de ménagement. Il fut donc résolu qu'on entretiendrait d'Argenson des offres pacifiques de Brühl, afin d'obtenir au moins son assentiment apparent qui, fut-il donné du bout des lèvres, permettrait de faire officiellement des ouvertures, sauf à les pousser ensuite plus vivement par des voies secrètes.

Ce fut Maurice qui se chargea d'abord de *tâter* (c'est son expression) *le ministre;* mais il fut si mal reçu qu'il vint dire à Loos qu'il n'en avait tiré que des *platitudes*. Loos s'y prit sans doute avec plus d'art, car il réussit à se faire écouter. D'Argenson, tout en se montrant plein de méfiance et de très mauvaise grâce, consentit cependant à laisser le roi de Pologne sonder le terrain à Vienne, mais en enfermant d'avance son action dans des conditions qui rendaient

vraiment la démarche dérisoire et le succès impossible. Il voulait qu'on prît pour point de départ les articles convenus au printemps précédent avec les Hollandais, et qui portaient en première ligne, on peut s'en souvenir, la cession du grand-duché de Toscane à l'infant. Dans l'état si gravement empiré des affaires d'Italie, c'était aller au-devant d'un refus certain. Mais ce n'était rien encore; il ajoutait que le nouvel arrangement devrait prendre pour bases les répartitions de territoire faites par les traités de Worms et de Dresde, ce qui mettrait ainsi non seulement les dernières concessions faites à la Sardaigne, mais les conquêtes de la Prusse sous la garantie expresse de la France. Demander à Marie-Thérèse, qui ne pouvait avoir d'autre pensée, en se rapprochant de Louis XV, que de le brouiller avec Frédéric, de commencer par établir une solidarité plus étroite que jamais entre ses ennemis de la veille, c'était vraiment se moquer, et Loos dut avoir quelque peine à garder son sérieux. Mais l'essentiel était d'obtenir que Richelieu fût chargé d'un mandat général, dont on se réservait ensuite de lui faire élargir les termes. Ce point, en définitive, fut obtenu, et le duc put partir, emportant l'acceptation expresse des bons

offices d'Auguste III, et comprenant à demi-mot que si, de la part de d'Argenson, cette commission n'était qu'une vaine formalité, elle était prise beaucoup plus au sérieux par des personnages plus puissants qu'un ministre discrédité : assuré, d'ailleurs, qu'une fois mis en règle avec les égards qu'il devait à l'amitié, il était en liberté d'agir dans la mesure que son intérêt lui commanderait [1].

Effectivement, il avait beau emporter, dans ses instructions officielles, l'ordre de tâcher de rompre le *charme fatal* qui attachait Auguste à son ministre, il n'était pas arrivé depuis vingt-quatre heures et avait eu à peine le temps d'être présenté à la princesse dont il allait devenir l'époux par procuration que déjà il était mis avec Brühl sur le pied d'une confidence intime. Du reste, il ne pouvait se tromper sur la nécessité de s'entendre avec ce favori, s'il voulait même être écouté jusqu'au bout dans sa première audience; car Auguste III avait choisi ce moment même pour donner à Brühl, qui jusque-là n'était que simple secrétaire d'État, la dignité de premier ministre, comme pour bien faire voir que

1. Le comte de Loos au comte de Brühl, 9, 14 décembre 1746. (Archives de Dresde.)

rien ne le déciderait à s'en séparer. Aussi l'accord entre l'ambassadeur extraordinaire et le nouveau premier ministre fut-il tout de suite si complet que, dès le 27 décembre, un courrier partait pour Vienne, chargeant le ministre de Saxe d'entrer, au nom du roi de France, en pourparlers avec Marie-Thérèse. Naturellement, dans ces premiers entretiens, il ne pouvait être question que des communications dont Richelieu était officiellement porteur. Elles sont bien vagues et bien générales, faisait observer Brühl, et le traité de Dresde, qu'on y veut mêler, peut tout gâter. C'est assez cependant pour commencer la conversation : qu'on nous dise maintenant le dernier mot de la France, et nous nous chargeons de le proposer nous-mêmes. « Seulement, il faudrait laisser le roi de Prusse *hors du jeu.* » Richelieu, quoique sachant parfaitement qu'il apportait le dernier mot, sinon du roi, au moins du ministre, et que, sur le second point en particulier, il allait directement contre les intentions de son ami, ne fit nulle difficulté de demander ce complément ou plutôt cette rectification d'instructions. Il s'y serait refusé, d'ailleurs, qu'on se serait passé de lui, car Brühl faisait directement la même démarche par l'in-

termédiaire du comte de Saxe, à qui il racontait son entretien avec l'ambassadeur extraordinaire, en le priant de tâcher qu'on vît enfin plus clair sur le roi de Prusse et résumant tout par ce mot significatif : « Votre Excellence dit que, pour faire l'accommodement, il faudrait faire *sauter un pétard;* qu'elle veuille donc bien le charger elle-même et l'allumer [1]. »

L'accueil fait à Vienne par Marie-Thérèse à l'ouverture du ministre saxon aurait été concerté avec Brühl lui-même que rien n'aurait pu mieux entrer dans ses vues. La démarche trouva l'impératrice assez troublée et plus disposée qu'elle ne l'avait été depuis longtemps à entendre parler d'accommodement. Les dernières victoires de Maurice en Flandre l'avaient vivement émue, et après les échecs réitérés de son beau-frère, le prince de Lorraine, elle ne savait, en vérité qui opposer à cet invincible adversaire. D'Italie aussi, malgré l'heureuse tournure que ses affaires y avaient dernièrement prise, elle recevait des nouvelles qui l'alarmaient. L'insistance de l'Angleterre l'entraînait, assez malgré elle, dans une agression contre la Provence, tandis qu'elle

1. Brühl à Maurice de Saxe, 27 décembre 1746. (Vitzthum, p. 134, 135.)

aurait préféré rester dans la Péninsule avec toutes ses forces pour y conserver et peut-être compléter, par la conquête du royaume de Naples, la grande situation qu'elle y avait reconquise. De plus, le général Braun, croyant lui complaire, avait tellement exagéré à Gênes les rigueurs et l'oppression de la conquête, qu'un mouvement insurrectionnel venait d'éclater dans cette cité toujours turbulente et que la garnison autrichienne, prise à l'improviste, sans forces suffisantes, avait dû évacuer la ville. Enfin, à Vienne, comme partout, régnait une fatigue extrême de cette longue guerre et un désir assez général de ne pas voir commencer, avec l'année nouvelle, une nouvelle série de périls et de luttes.

L'impératrice accueillit donc d'assez bonne grâce le ministre de Saxe, auquel elle ne fit pas même difficulté de conter ses peines. Mais dès qu'il eut commencé à exposer sur quelles bases le cabinet français était disposé à entrer en pourparlers : « Ce sont les projets de MM. d'Argenson, dit-elle tout de suite; je les connais, et il n'y a pas à y songer. » — Mais ce fut bien autre chose quand on prononça le mot du traité de Dresde et de la garantie nouvelle qu'on lui demandait d'y

laisser donner. « Je ne vois pas, dit-elle vivement, ce que la paix de Dresde peut avoir de commun avec un accommodement avec la France... Elle s'arrêta alors sur ce dernier point (dit la dépêche saxonne) et me parla de cette garantie de la France qu'on voulait stipuler en faveur du roi de Prusse comme d'une chose de la dernière conséquence, si impossible qu'elle croyait qu'il valait mieux continuer encore deux ans la guerre que de la permettre. Elle m'allégua pour sa principale raison que cette garantie fournirait à tout bout de champ des prétextes spécieux à la France de se mêler dans toutes les bisbilles qui pourraient naître entre Sa Majeste Impériale et la Prusse... Je vis bien que cet article tient entièrement au cœur à Sa Majesté Impériale, et que, si l'on pouvait porter la France à faire abstraction de cette garantie, la négociation deviendrait beaucoup plus aisée. » Le même langage fut tenu à l'envoyé saxon par les ministres Bartenstein et Uhlfeld, à qui l'impératrice donna l'ordre de s'entretenir avec lui. « M. le comte d'Uhlfeld me dit qu'il voyait bien, par la substance des ouvertures que je venais de lui faire, qu'il fallait que le contenu fût en partie du cru de MM. d'Argenson, parce qu'il était conforme à leur façon

de penser assez connue. Je lui répondis qu'il se pourrait bien qu'ils y eussent leur part [1]. »

On ne peut être surpris que Brühl, en recevant cette espèce d'acte d'accusation contre le ministre dont il tenait à tout prix à se délivrer, n'eût rien de plus pressé que de l'envoyer à Paris pour le faire passer sous les yeux du roi de France; c'était bien, vraiment, la mèche à allumer pour *faire sauter le pétard*. Mais on pouvait être plus surpris que Richelieu, à qui, sans doute, Brühl ne laissa rien ignorer, bien loin de se montrer découragé de continuer une négociation dont la suite devenait si menaçante pour son ministre, ne s'en montra que plus empressé de la poursuivre. Il laissait même si bien voir ses sentiments, dans une lettre adressée à d'Argenson lui-même; il y indiquait avec tant de soin la voie à prendre pour continuer l'affaire, quand lui-même serait forcé de quitter Dresde; enfin, il rappelait avec si peu de ménagements les causes qui avaient fait échouer la transaction de l'année

1. Loos, ministre de Saxe à Vienne (c'est le frère du ministre de la même cour à Paris portant le même nom que lui), au comte de Brühl, 6 janvier 1747. (Archives de Dresde.) — D'Arneth affirme également que Marie-Thérèse était résolue à n'ouvrir l'oreille à aucune proposition d'accommodement, tant que d'Argenson serait au pouvoir (t. III, p. 262).

précédente et qu'il fallait cette fois éviter, que d'Argenson, en recevant ces conseils si peu de son goût, comprit enfin qu'il était joué même par l'ami de Voltaire. Au dos de la copie de la lettre qu'il se fit remettre, on trouve cette note de sa main : « S'il a été envoyé quelque ordre à ce sujet au duc de Richelieu, c'est par quelque lettre du roi dont je n'ai pas eu connaissance [1]. » Ce qui est surprenant, c'est qu'il eût tardé si longtemps à sortir d'illusion.

1. Richelieu à d'Argenson, 8 janvier 1747. (*Correspondance d'Autriche.* — Ministère des affaires étrangères.) — La note de d'Argenson porte la date du 10 janvier, avant-veille de sa révocation. — La dépêche du duc de Richelieu relatant l'entretien de Marie-Thérèse avec le ministre saxon fut-elle transmise à temps à Paris pour avoir été une des causes déterminantes de la chute de d'Argenson? C'est ce que je n'oserais affirmer. Ce que j'ai tenu à mettre en lumière, c'est le concert d'attaques dirigées contre ce malheureux ministre à la fois de Breda, de Dresde, de Madrid et de Vienne. Parmi ces attaques, quelles sont celles qui ont été suivies d'effet, et y en a-t-il qui se soient trouvées inutiles parce que la chute de d'Argenson qu'elles avaient dessein de provoquer était un fait accompli, quand le roi en put prendre connaissance? C'est ce qu'il est, je crois, impossible de déterminer avec la lenteur et l'irrégularité des postes à cette époque. Le fait essentiel (la conspiration unanime poursuivie contre d'Argenson du dedans comme du dehors) n'en reste pas moins acquis, et c'est assez pour détruire l'opinion (accréditée par d'Argenson lui-même) qu'il ne fut renvoyé que pour avoir déplu à madame de Pompadour. A tort ou à raison, par ses qualités, comme par ses défauts, il en était arrivé à déplaire à tout le monde et à n'être plus défendu par personne.

III

L'orage, en effet, grossissait contre lui d'heure en heure, et il était presque le seul à ne pas l'entendre gronder. Ce n'était plus une conspiration, c'était un siège en règle fait autour du roi, à ciel découvert. Ministres, maîtresse, maréchaux, princes, courtisans en crédit et diplomates étrangers, tous étaient unanimes à l'accuser d'être le seul obstacle à la paix. Le reproche était exprimé dans des termes souvent contradictoires. De Breda, Puisieulx accusait sa timidité et sa mollesse; de Dresde, tout à l'opposé, c'était son obstination à braver l'Autriche dont on lui faisait un crime; mais si les paroles étaient différentes, l'air et surtout le refrain étaient les mêmes. Puis, comme il arrive quand les courtisans sentent tourner le vent de la popularité et de la faveur, des qualités dont on avait peut-être apprécié jusque-là le mérite et surtout la rareté, paraissaient des singularités insupportables. La familiarité de sa conversation, peu conforme, il est vrai, aux usages diplomatiques, mais qui avait paru d'abord vive et piquante, était taxée de tri-

vialité et de grossière ignorance des usages. Sa candeur, qui le portait à dire souvent ce que, dans son propre intérêt, il eût mieux fait de taire, n'était plus qu'une indiscrétion qui ôtait toute sûreté à son commerce. Enfin, tout lui réussissait mal, même des actes en soi bien conçus et qui, dans d'autres circonstances, n'auraient trouvé que des approbateurs.

Ainsi, informé du travail incessant que l'Angleterre faisait à Lisbonne pour se ménager, par l'intermédiaire du beau-père de Ferdinand VI, un arrangement particulier avec la cour de Madrid, il avait eu la pensée d'aller au-devant lui-même de cette transaction clandestine en engageant le roi de Portugal à offrir d'une façon générale ses bons offices à toutes les parties belligérantes. C'était un dessein assez heureusement imaginé, car on disputait ainsi à l'Angleterre un terrain où de vieux souvenirs paraissaient lui ménager un avantage, et on s'assurait que rien ne serait conclu à Lisbonne à l'insu de la France et à son détriment. La proposition, bien que flatteuse pour la vanité d'un petit État, ne fut pas agréée sans peine : le roi Jean V et son premier ministre, le cardinal de Mollia, étaient l'un et l'autre des vieillards cacochymes, peureux et

ne songeant qu'à vivre en paix au milieu des difficultés européennes sans se créer trop d'embarras. Quand on les eut décidés enfin à force d'instances à faire une démarche quasi-officielle, ce fut avec une extrême timidité et beaucoup de réserves, en protestant que si le Portugal s'offrait comme conciliateur, il n'avait nul dessein de s'imposer et surtout d'aller sur les brisées des plénipotentiaires réunis à Breda. Malgré ces précautions, précisément parce que la manœuvre déjouait une intrigue qu'on espérait voir aboutir, elle fut très mal prise à Londres, à Vienne, et même à Madrid, où la reine d'Espagne, qu'on avait eu le tort de ne pas prévenir, se montra fort blessée que son père se fût mis en avant sans la consulter. On traita de haut cette ingérence intempestive d'un souverain sans importance dans des affaires où il n'avait rien à démêler. Aux premiers signes de mécontentement qui leur furent donnés, roi et ministre portugais reculèrent avec une sorte d'effroi, et comme d'Argenson, avec l'intempérance de langue qui ne lui était que trop habituelle, avait eu l'imprudence de se vanter de leur intervention comme d'un succès personnel, ce fut sur lui qu'ils furent très empressés de rejeter toute responsa-

bilité du tort qu'on leur reprochait. Le cardinal-ministre s'en exprima avec l'envoyé de France à Lisbonne, dans les termes les plus sévères, et ce fut dans tout le monde diplomatique d'Europe un concert contre le ministre français, qui, au moment même où s'ouvrait sur sa demande une conférence solennelle à Breda, cherchait sous main à lui dérober la matière même de ses délibérations [1].

Rien n'était moins juste, car, tandis que d'autres ne se gênaient nullement pour agir dans l'ombre, lui n'était coupable que d'avoir parlé trop tôt et trop haut; mais le malheur voulait que ceux qui auraient dû justifier ou du moins expliquer sa conduite, ses propres agents, étaient occupés à tout autre chose qu'à le défendre. A Madrid, quand la reine l'accusait, c'eût été à Vauréal à plaider sa cause, mais on a vu quel avocat il avait désormais dans ce prélat intrigant. A Lisbonne, c'était pis encore, il n'était représenté que par Chavigny, le même dont il avait méconnu

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. V, p. 38, 42. — Note de d'Acunha, ministre de Portugal à Paris, 20 novembre, et lettre de d'Argenson à d'Acunha, 29 novembre. — Conversation du cardinal de Molla avec Chavigny, ministre de France à Lisbonne, 27 décembre 1746. (*Correspondance de Portugal.* — Ministère des affaires étrangères.)

les services à Munich et qui, relégué par lui dans ce poste reculé, lui en voulait mortellement de cette disgrâce : « C'est un homme, disait Chambrier, que d'Argenson hait et craint. » — Les deux agents, liés de longue date par une amitié commune avec Belle-Isle, l'étaient maintenant par leurs ressentiments, et profitaient de leur voisinage pour entretenir une correspondance toute pleine d'invectives contre leur chef commun où respirait l'attente impatiente de la chute que tout le monde annonçait. D'Argenson n'était jamais nommé entre eux que par ces appellations, *notre homme*, *le fou*, *le fanatique que vous savez*.

Vauréal surtout, tenu au courant jour par jour par ses relations à Versailles, élève le ton à mesure que la crise approche et s'apprête ouvertement à porter le dernier coup à son ancien ami : « Je n'ai point encore passé le Rubicon, écrit-il le 2 décembre, mais selon la réponse que je vais recevoir sur certains points, je me déclarerai tout à fait. » — Et, effectivement, quelques jours après, il se déclare en morigénant son ministre sur un ton qui fait voir qu'il ne conserve plus aucun doute sur la chute prochaine. Il lui dit sans détour qu'il n'a pu faire accepter un mot de sa justification sur la négociation engagée

avec le Portugal : « Pour vous dire la vérité, ajoute-t-il dans sa lettre officielle, je ne comprends ni le sujet du mystère, ni l'utilité de cette négociation qui donne au roi de Portugal un air d'importance qu'il ne peut pas soutenir, au lieu qu'il était auparavant dans l'habitude de penser que c'était lui qui avait besoin de la médiation du roi pour ses affaires particulières avec cette cour-ci. Je regarde cette anecdote comme une des choses qui, sans pouvoir produire aucun fruit, sont le plus capables de nous décréditer en donnant à penser que nous cherchons toute sorte de chemins et que dans nos recherches notre premier soin est de nous cacher de l'Espagne : cela est certainement aussi contraire à votre intention qu'aux assurances que vous m'en donnez tous les jours. Cependant, le malheur a voulu que, depuis la mort de Philippe V, Leurs Majestés Très Chrétiennes ont toujours cru avoir des raisons de s'en plaindre[1]. » Et rendant compte à Chavigny de cette démonstration inconvenante : « Je ne m'étonne pas, dit-il, de n'être cru ici par personne, car on y tient notre homme pour le plus grand menteur

1. Vauréal à Chavigny, 2, 9 décembre, — à d'Argenson, 17 décembre 1746. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

du monde. » Puis se moquant des négociations diverses engagées sur tous les terrains à la fois : « Voilà, mon cher confrère, comment procède notre marquis; on dit qu'il est bon d'avoir plusieurs cordes à son arc, je ne pense pas qu'il faille l'entendre de cette façon. »

Dans la même lettre, pour n'épargner à d'Argenson aucun désagrément et lui donner des leçons de convenance diplomatique, il lui reproche de communiquer à la reine d'Espagne le texte même des dépêches de ses agents, entre autres de Puisieulx : « Il y a peu d'amis, dit-il, à qui on puisse confier ainsi l'intérieur de son ménage... Croiriez-vous que la reine m'a demandé ce que c'était qu'un soliveau (c'était le mot dont Puisieulx s'était servi pour qualifier le rôle de lord Sandwich à Breda) et si c'était là un mot dont on pût user avec un ministre étranger? »

J'ai le regret de constater qu'à ce langage d'une si audacieuse impertinence, d'Argenson ne répondit pas cette fois avec le ton de noblesse et de fierté qui lui était habituel. Loin de se fâcher, il se justifie : « Je n'ai certainement ni ordre ni dessein de vous cacher aucune chose, monsieur, si cela arrive, je vous en fais de bon cœur mes excuses et elles tomberont plus sur mes

omissions que sur mes intentions. On ne saurait pousser plus loin que je ne fais une confiance dans votre habileté et dans votre amitié que je désire plus que jamais sans doute et sans nuage [1]. » Étrange excès d'illusion! si elle était sincère, qu'aurait-il donc fallu pour la dissiper?

A une autre extrémité de l'Europe toujours dans la meilleure et, au fond, la plus raisonnable intention du monde, il n'avait réussi qu'à se créer un embarras presque aussi grave. Il n'était pas assurément le premier politique français qui, dans la lutte engagée contre la prépondérance autrichienne, eût eu la pensée d'aller chercher un auxiliaire à Constantinople afin de prendre la cour de Vienne en quelque sorte à revers en lui suscitant des difficultés sur sa frontière orientale. C'était une manœuvre dont la tradition remontait aux premiers jours de la rivalité de Charles-Quint et de François Ier. Seulement une alliance ouverte avec l'infidèle, de la part du roi Très Chrétien, aurait eu toujours, même en plein XVIIIe siècle, un assez mauvais renom, et de leur côté les dévots musulmans n'auraient pas goûté une intimité trop publique entre la croix et

1. D'Argenson à Vauréal, 30 décembre 1746.

l'Islam. On se bornait donc toujours à des relations indirectes, dont on couvrait l'apparence de certains voiles. La Porte, même quand elle venait en aide par des hostilités sur le Danube à une guerre engagée sur le Rhin, tenait toujours à établir qu'elle agissait spontanément et sans avoir reçu ni excitation ni conseil, et la France à son tour protestait qu'elle n'était pour rien dans la coïncidence dont elle profitait. Ce fut à ces ménagements de prudence et de décorum que manqua le comte de Castellane, ambassadeur de France auprès de la Porte, en rédigeant lui-même un mémoire où il invitait formellement le sultan à se ranger parmi les ennemis de Marie-Thérèse, en lui promettant même en termes assez clairs un subside de trois cent mille livres pour les premiers frais de l'entrée en campagne. Il était encouragé dans cette démarche inconsidérée, par le célèbre comte de Bonneval, cet aventurier de qualité qui, après s'être distingué par sa valeur successivement au service de la France et de l'Autriche, et s'être fait chasser des deux armées par son indisipline, était venu terminer, à Constantinople son étrange carrière par une abjuration qui lui avait valu la dignité de pacha et une place élevée dans les conseils du Divan. Bonneval

tenait, avant de finir ses jours, à se réhabiliter aux yeux de sa première patrie, en faisant servir aux intérêts français le crédit dû à son apostasie. C'était par son conseil que le mémoire avait été écrit et par son intermédiaire qu'il fut remis. D'Argenson qui en fut informé et en reçut copie n'hésita pas à l'approuver et à faire même adresser des remerciements et des félicitations à Bonneval. On ne sait par quelle indiscrétion commise, soit à Constantinople, soit à Paris, le malencontreux écrit revêtu de l'approbation ministérielle tomba entre les mains d'un agent autrichien qui en fit aussitôt part à Marie-Thérèse. On devine l'usage que l'impératrice sut en faire. C'était donc la France qui voulait ouvrir les portes du Saint-Empire aux ennemis du Christ, et livrait des populations chrétiennes aux brutalités d'une invasion barbare. Le bruit fut tel que d'Argenson dut opposer à une accusation trop bien prouvée un désaveu qui l'humilia sans tromper personne. J'eus tort, dit-il tristement dans ses *Mémoires*. Il faut avouer ses fautes [1].

Une autre résolution, celle-là très sagement et

1. *Correspondance de Constantinople*, 1746 *passim*. (Ministère des affaires étrangères.) Le mémoire du comte de Castellane est daté du 10 février 1746; mais il ne fut connu que dans les derniers mois de l'année.

même très prudemment prise, avait eu aussi pour effet de créer à d'Argenson, au lieu d'un défenseur qu'il aurait pu se ménager, un puissant ennemi de plus. Au moment où l'hostilité du maréchal de Saxe contre son frère et contre lui devenait apparente, une habileté vulgaire lui aurait conseillé de se rapprocher du prince de Conti, et effectivement peut-être pour lui complaire, il avait, sur sa recommandation, nommé à l'ambassade de Saxe (vacante depuis le rappel de Vaulgrenant), un protégé de la famille du prince, le marquis des Issarts, bien que, originaire du Comtat Venaissin, ce seigneur ne fût Français que par adoption. Mais la nomination une fois faite et des Issarts déjà parti, le hasard lui fit savoir que l'intérêt que le prince portait à son protégé n'était pas dicté uniquement par l'amitié ou la bienveillance. Des seigneurs polonais appartenant à ce qu'on nommait dans cette contrée turbulente le parti national (c'est-à-dire celui qui avait été opposé à Auguste III et qui avait succombé avec Stanislas), étaient venus en visite à Versailles pour rendre leurs devoirs à la reine. Ils avaient profité de cette occasion pour rappeler à Conti qu'un prince, son aïeul, avait été appelé au trône électif de Pologne et lui avaient fait entendre

qu'advenant la mort probablement prochaine d'Auguste III, le même choix pourrait se porter sur lui, pourvu que, s'y prêtant lui-même, il eut l'art d'y préparer les esprits. Il n'en avait pas fallu davantage pour que l'esprit remuant et mobile du prince eut pris feu sur cette espérance, et l'ambassadeur de France à Dresde ayant à suivre souvent le roi Auguste sur le théâtre agité des diètes de Pologne, le choix d'un homme à sa dévotion, pour un poste de cette importance, était évidemment à ses yeux un jalon posé d'avance sur la voie qui devait le conduire au trône.

Ce fut une indiscrétion du confident polonais du prince de Conti qui ouvrit les yeux à d'Argenson sur un dessein que rien n'avait pu lui faire soupçonner. Il y vit tout de suite et avec raison (ce que c'était en effet) une chimère dont la réalisation, fût-elle possible, serait d'un avantage douteux, mais dont la révélation, arrivant aux oreilles d'Auguste III, était de nature à compromettre gravement les bonnes relations si récemment rétablies avec la maison de Saxe. Auguste avait sûrement le désir de léguer à son fils la succession qu'il avait lui-même tenue de son père et de perpétuer dans sa famille l'union de la couronne héréditaire de Saxe et de la couronne

élective de Pologne. Rien n'eût été plus inconséquent et plus absurde que de le blesser dans ses affections paternelles, le jour même où on recherchait l'alliance de sa fille. D'Argenson prit donc très raisonnablement le parti de couper court absolument à une tentative aussi inopportune. On eut beau lui faire entendre que la reine et peut-être le roi lui-même ne décourageaient pas les vues du prince de Conti et lui permettaient de les suivre, — le comte son frère, qu'il consulta et qui avait l'œil plus ouvert que lui sur les menées secrètes dont le roi avait de jour en jour davantage le goût et l'habitude, l'engagea vainement à procéder avec ménagement, de peur de rencontrer quelque fantaisie royale sur son chemin, — il n'en persista pas moins à faire envoyer au marquis des Issarts l'ordre formel de s'abstenir de tout ce qui pourrait donner le moindre ombrage au roi Auguste. Des Issarts se le tint pour dit, et quand il dut suivre Auguste en Pologne, il s'y comporta de manière à ne donner à la cour de Saxe aucun sujet de plainte. Mais Conti comprit d'où était venu l'obstacle qui l'obligeait d'ajourner indéfiniment ses espérances et entra avec passion dans le dessein de s'en venger. Les influences diverses se trouvèrent toutes ainsi

réunies dans le même sens et avec la même ardeur, et le roi n'entendit plus retentir à ses oreilles que le son de la même cloche [1].

Il hésitait pourtant encore, rien ne lui étant plus pénible, disent ceux qui l'ont observé de

1. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. V, p. 48-52. — Note de d'Argenson sur la mission de Blandowski, octobre 1746. (*Correspondance de Pologne.* — Ministère des affaires étrangères.) — Cette prétention du prince de Conti au trône de Pologne, approuvée par Louis XV à l'insu de ses ministres, a été, on peut se le rappeler, l'origine de cette diplomatie occulte dont j'ai eu l'occasion de faire l'exposé complet dans *le Secret du roi*. J'ai donc dû mentionner au début même de cet ouvrage le trait de d'Argenson que je rapporte ici; seulement, je porte aujourd'hui sur la conduite de ce ministre un jugement un peu différent. L'étude plus approfondie de la situation m'amène à approuver ce que j'avais autrefois qualifié plus sévèrement. Rien n'eût été, en effet (d'Argenson a raison de le dire dans ses *Mémoires*), plus déraisonnable que de mettre en question une alliance très utile et tout récemment conclue avec la maison de Saxe pour un projet en l'air d'une exécution à peu près impossible. Je laisse également indécise la question que j'avais tranchée négativement, de savoir si le nouvel ambassadeur à Dresde, le marquis des Issarts, fut initié au secret d'une négociation clandestine. Il est certain que Conti, en faisant nommer un de ses protégés à l'ambassade de Dresde, avait le dessein de frayer la voie à son élection. Mais rien n'atteste que le roi, qui peut-être le laissait faire par complaisance, l'ait dès lors autorisé à entretenir avec cet agent officiel une correspondance régulière dont il se fût fait rendre compte lui-même, comme ce fut plus tard le cas avec le comte de Broglie. Rien dans la correspondance de ce dernier ne fait supposer qu'il a été devancé dans cette mission secrète par son prédécesseur, et il ne reste aucune trace au ministère d'une correspondance de des Issarts avec Conti. Je persiste à croire que la diplomatie secrète ne prit un caractère régulier et une consistance véritable qu'après la paix d'Aix-la-Chapelle, et, par suite, probablement, du mécontentement que la fin peu satisfaisante d'une longue guerre avait dû laisser dans l'esprit de Louis XV contre tous ses ministres.

près, que de se séparer d'un de ses ministres. Quand il lui fallait se résoudre à une exécution de ce genre, on s'en apercevait à la pâleur de son visage, à une agitation nerveuse qui trahissait son malaise intérieur. En général, à mesure qu'il avançait en âge, loin que l'habitude du pouvoir lui donnât la confiance dans l'exercice du commandement, tout acte d'initiative et de responsabilité à prendre semblait lui coûter davantage. On sentit qu'il fallait, pour le décider, lui offrir le moyen de se mettre à couvert derrière l'autorité d'un de ses conseillers plus considérable que tous les autres par l'âge, la réputation et les grands souvenirs qui se rattachaient à son nom. En même temps qu'arrivaient les dépêches accusatrices de Brühl, les récits railleurs de Puisieulx, les perfides insinuations de Chavigny, le tout colporté et commenté par madame de Pompadour (qui se trouvait heureuse de complaire à la fois à Maurice de Saxe et à Conti), un mémoire était remis au roi en mains propres par le maréchal de Noailles. Singulière composition oratoire où étaient relevés, sur le ton tour à tour du réquisitoire et de la satire, les moindres torts ministériels de d'Argenson, avec tous ses défauts et même ses légers ridicules.

Le début est solennel : « Sire, il est des conjectures où tout doit céder à l'obligation de parler au maître : tous vos sujets vous doivent la vérité, à plus forte raison ceux que leur charge, leur emploi et le serment qu'ils vous ont prêté attachent plus étroitement à votre personne. » — Suivait la peinture la plus noire de la situation politique, mais tout le mal n'était, suivant l'auteur du mémoire, que la conséquence et la suite des fautes d'un seul homme. Après la mort de Charles VII, on pouvait se réconcilier avec Marie-Thérèse en lui faisant acheter la reconnaissance de la dignité impériale de son époux : un seul homme s'était opposé à cette issue honorable de tant d'efforts, par suite « d'un faux système né de sentiments étranges et d'antipathie sans raison ». C'était encore lui qui avait tout perdu en Italie par une négociation cachée qui avait offensé l'Espagne et inspiré au roi de Sardaigne une confiance dont l'honneur français avait été victime. Ici intervient naturellement le fameux billet adressé à Maillebois, cause unique de l'humiliation subie à Asti par nos armes : « C'est plus qu'une simple imprudence, s'écrie l'auteur du mémoire, je n'ose caractériser la conduite du nom qu'elle mériterait. » Pour réparer cette faute

capitale, on s'est jeté sans réserve dans les bras des Hollandais sans se demander s'ils n'étaient pas dans la dépendance servile de l'Angleterre. « Tout le monde commet des fautes, c'est la condition de l'humanité; quand ceux qui les commettent les sentent et les reconnaissent, elles peuvent devenir utiles pour se corriger et se réformer : mais il n'est pas possible de les multiplier et de les accumuler à un certain degré, à moins qu'elles ne proviennent du fond du caractère, alors le mal est sans remède. »

C'est ici que le ton s'élève et que s'exhale tout le fiel d'une haine longtemps concentrée. Ignorance, présomption, indiscrétion, grossier oubli de toutes les convenances, il semble que tous les vices se soient donné rendez-vous dans une seule âme. A de justes critiques sont joints des reproches qui sont le contraire de la vérité et même de la vraisemblance. Ce ministre qui lisait tout, annotait tout, et dont l'écriture remplit des volumes de nos archives, qui vivait à la cour dans une solitude qu'on trouvait renfrognée et maussade, est sérieusement accusé de se livrer à la paresse et de perdre son temps aux spectacles. Une remarque, peut-être plus juste et dont la finesse contraste avec ces choquantes exagéra-

tions, est celle-ci : « L'illusion dans laquelle il vit lui fait journellement voir tout ce qu'il imagine et ce qu'il désire... Il est dangereux, sire, de ne point apercevoir les objets, il l'est peut-être plus encore de les voir différents de ce qu'ils sont : rien n'est plus à craindre que de fausses lueurs; l'obscurité même est préférable. »

La conclusion est qu'il faut, dans son intérêt même, ne pas laisser plus longtemps « un ministre du roi en spectacle aux yeux de la cour, de la ville et des étrangers, dans un poste qu'il avilit par son peu de capacité, par ses travaux et par les ridicules qu'il s'est donnés... Le feu roi (dit le mémoire en terminant, et à défaut de signature, cet appel à un souvenir de Louis XIV en tiendrait lieu) regardait cette place avec raison comme la première du ministère et comme celle qui exigeait le plus de connaissances et de supériorité de génie : et je me suis persuadé qu'on ne peut mieux parler à Votre Majesté qu'en empruntant les expressions de son illustre bisaïeul [1]. »

Contre tant d'efforts réunis et tant de haines accumulées, quelle protection efficace le ministre,

1. Mémoire présenté au roi par le maréchal de Noailles, le 15 décembre 1746. — Rousset, t. II, p. 252 et suiv.

ainsi pris de toute part à partie, aurait-il pu encore invoquer? Une seule peut-être : celle du roi de Prusse, qui la lui devait assurément, sinon par amitié ou par reconnaissance, au moins par intérêt et pour ne pas laisser sortir du conseil de Louis XV le seul des anciens partisans de l'alliance prussienne qui n'en fût pas dégoûté. Aussi lorsque, tout à fait à la dernière heure, d'Argenson prit enfin l'alarme et vit ce qui se tramait autour de lui, ce fut de ce côté qu'instinctivement il se décida à chercher un appui. Une occasion se présentait naturellement pour Frédéric de lui tendre une main secourable, et ce n'eût été que la récompense d'un nouveau service qui lui était rendu. Un traité d'alliance défensive était négocié et presque conclu entre la Prusse et la Suède pour préserver l'une et l'autre de ces deux puissances contre le voisinage dangereux de la Russie. Le ministre de France à Stockholm avait activement travaillé à amener ce résultat, auquel Frédéric (inquiet comme il l'était toujours de la sécurité de sa frontière septentrionale) attachait beaucoup de prix. Pour vaincre la résistance de la diète suédoise, la France consentait non seulement à renouveler, mais à accroître les subsides qu'elle donnait de

longue date aux héritiers de Gustave-Adolphe. En échange de ce sacrifice d'argent, on ne réclamait qu'une seule chose, c'était que le traité, au lieu de deux signatures, en portât trois, et que la France figurât comme partie principale dans une alliance dont elle devait faire presque tous les frais. C'était peu, en vérité, mais le seul fait d'apporter au conseil, dans ce moment critique, un acte diplomatique, scellé à la fois par la France et par la Prusse, et qui pouvait paraître le gage et le germe d'un nouveau pacte fédératif, eût été un triomphe pour lui : il eût répondu ainsi victorieusement à ceux qui l'accusaient de ne rien obtenir par ses caresses et de porter au plus volage des alliés de la France une affection sentimentale qui n'était jamais payée de retour.

Si légère que fût la faveur, Frédéric la refusa impitoyablement : l'argent de la France, il voulait bien le recevoir et même la presser de le fournir; son concours diplomatique, il était bien aise d'en tirer parti; mais contracter envers elle, sous une forme quelconque, un engagement dont elle pourrait se prévaloir, le cas échéant, pour l'entraîner dans une action commune, c'est à quoi il était décidé à ne pas se prêter. « Faites bien savoir au marquis d'Argenson, répéta-t-il

sur tous les tons à Chambrier comme à Valori, que je ne veux pas m'embarquer avec la France; qu'elle cesse de me le demander, elle y perdrait sa peine et gâterait mes affaires [1]. »

Quand ce refus hautain fut transmis à d'Argenson, en réponse à ses instances multipliées, il éprouva un véritable accès de désespoir. C'était comme s'il eût senti la dernière planche de salut qui se brisait sous ses pieds. « Il me dit, écrit Chambrier, qu'il ne pouvait pas me cacher que l'éloignement que Votre Majesté faisait paraître pour la triple alliance que le roi son maître avait fait proposer, avait navré le roi de France, et que si, lui, d'Argenson, était disgracié, ce serait par Votre Majesté qu'il le serait, quoiqu'il eût rompu plus de vingt lances pour elle, mais que ses ennemis faisaient valoir, tant qu'ils pouvaient, le mépris qu'ils attribuaient à Votre Majesté pour l'alliance du roi son maître; et, pour persuader à sa Majesté Très Chrétienne que les assurances que lui, d'Argenson, avait données du contraire, procédaient de son peu de discernement et de l'illusion qu'il s'était toujours faite des sentiments de Votre Majesté pour la France. » — « Le roi de

1. *Pol. corr.*, t. V, p. 237, 249, 251, 262, 274.

Prusse ne veut donc plus nous connaître! ajoutait-il avec amertume. Tient-il l'alliance de la France pour une honte, ou la regarde-t-il comme une puissance qui ne compte plus? » — Puis, prenant lui-même la plume, il écrivit à Valori : « Vous savez nos sentiments pour le roi de Prusse, nous sommes ses amis et ses admirateurs et nous pouvons nous flatter d'un retour sincère de la part de ce prince; mais, depuis quelque temps, il n'est plus le même à notre égard, » — et il énumérait sur le même ton de sensibilité blessée toutes les marques de froideur et d'indifférence que la Prusse ne cessait de donner à son ancienne alliée[1].

Ces plaintes, au lieu de toucher Frédéric, ne firent que l'irriter, — on dirait volontiers, — l'agacer au plus haut degré. Il voyait décidément plus clair que d'Argenson dans le jeu qu'on suivait à Dresde. Ses informations, toujours exactes, ne lui laissaient rien ignorer de l'intimité visible et croissante établie entre Richelieu et le comte de Brühl, et ce n'était pas à lui qu'on pouvait faire croire (comme Richelieu l'écrivait à d'Ar-

1. Chambrier à Frédéric, 2 janvier 1746. — D'Argenson à Valori, même date. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Droysen, t. III, p. 282.

genson) qu'il ne s'agissait entre eux que de rivaliser de magnificence pour les fêtes du mariage de la dauphine. Richelieu ne s'avisait-il pas de prendre parti contre lui pour la Saxe au sujet de certains différends survenus pour l'exécution du dernier traité? Évidemment on l'avait trompé, on avait voulu lui faire croire que le mariage et l'ambassade étaient destinés à servir ses intérêts dans le nord de l'Allemagne. Ambassade et mariage, au contraire, tout était mis à profit contre lui, et les regards n'étaient plus tournés que vers l'Autriche [1]. D'Argenson était-il dupe ou complice de ce manège? Qu'importait? S'il n'avait pas l'esprit de s'en apercevoir ou le crédit suffisant pour y mettre un terme, à quoi bon ménager un ministre que ses propres agents raillaient à sa barbe? Le parti fut donc pris de ne pas attendre sa disgrâce imminente et de lui signifier nettement son congé. « Si le marquis d'Argenson, lui fit-il dire, a la bile si facile à aigrir, je ne lui ferai plus aucune confidence ni ouverture... Vous pouvez lui faire remarquer qu'il ne me convient nullement d'être le don

1. « J'apprends, écrivait-il un peu plus tard à Chambrier, que le duc de Richelieu a été fort satisfait du comte de Brühl, sa trop grande vivacité ayant succombé aux paroles emmiellées et trompeuses de ce dernier. » (*Pol. corr.*, p. 309.)

Quichotte de la France; c'est une erreur de croire que je ne puis respirer sans la France. L'amitié du roi de France sera toujours un objet de mes plus chers désirs; mais tout ce que j'en attends, c'est principalement d'avoir la garantie de toutes les puissances contractantes lorsqu'on parviendra à faire la paix générale. Pour le reste, je ne vois pas de raison de me mêler de toutes les affaires de la France. » Et il engageait en même temps son envoyé à se mettre d'avance dans les bonnes grâces du maréchal de Saxe et de Pâris-Duverney, puisque c'étaient eux qui auraient la plus grande influence dans le changement, devenu inévitable [1].

C'était le coup de grâce : d'Argenson n'eut pas le temps de le recevoir. Le jour même (10 janvier) où cette dure épître partait de Berlin, il avait, avec le ministre de Prusse, un dernier entretien où, revenant sur la vivacité de ses paroles, il l'assurait qu'après tout ses sentiments pour la Prusse étaient inaltérables. « L'alliance de la Prusse et de la France est un système dont les bases doivent être inébranlables. C'est le mien.

1. *Pol. corr.*, Frédéric à Chambrier, t. V, p. 272, 280, 288, 291. — Droysen, t. III, p. 288, rapporte comme un fait certain le charme exercé par Brühl sur Richelieu.

Je sais bien que tout Paris dit que je vais être disgracié, mais je ne le pense pas. » — « Je n'eus pas la force, ajoutait Chambrier, de répondre à ce ministre, parce que je savais que son renvoi était décidé. »

Effectivement, le lendemain, au sortir d'un dîner de noces donné pour le mariage du fils du comte d'Argenson avec une demoiselle de Mailly, les deux frères recevaient chacun une lettre royale. Le marquis était congédié; le comte, plus habile, et qui avait su se garder à temps, était confirmé, au contraire, dans sa situation; et, pour bien marquer que son crédit n'était pas ébranlé, on lui accordait la faveur des grandes entrées. On sut bientôt à quel prix il avait obtenu d'être épargné dans le naufrage de sa famille. Le maréchal de Saxe était promu au rang de maréchal-général, dignité que personne n'avait occupée depuis Turenne, égale à celle de généralissime pour l'honneur et pour l'éclat, et donnant plus directement droit au commandement suprême. — « Hé bien! mon cher comte, écrivait-il au comte de Brühl, le *pétard a donc sauté!* Je vous fais mon compliment sur la charge de premier ministre. Vous l'aviez depuis longtemps, mais vous ne vouliez pas en convenir. Pour moi,

on me fait maréchal-général de camp et des armées, ce qui veut dire en allemand général feld-maréchal. Cela me fait le premier général du royaume et au-dessus de tous les maréchaux de France. Quant au militaire, je ne puis monter plus haut, *oder es wird halsbrechende Arbeit daraus* (ou bien je me casserai le cou). Je voudrais, à cette heure, que la paix vînt bien vite pour m'en retirer avec honneur [1]. »

Ainsi sortait du pouvoir, après l'avoir exercé deux années, ce ministre si différent de ceux qui l'avaient précédé et qui l'allaient suivre et dont le mélange original de qualités et de défauts tranche si fortement sur la médiocrité générale qui régnait autour de lui. L'attrait que l'étude d'un tel caractère inspire me fera excuser de l'avoir suivi jour par jour, au prix même de quelques longueurs, dans toutes les phases d'une carrière dont j'ai eu plus d'une fois à déplorer les erreurs. On ne rencontre pas tous les jours, sur les chemins souvent arides de l'histoire, une nature si élevée, un esprit d'un tour si piquant, tant de droiture dans les intentions, et une telle bonne foi dans d'honnêtes illusions. Malgré le regret et

1. Maurice de Saxe au comte de Brühl. (Vitzthum, p. 154.)

même l'impatience que cause parfois le spectacle de si rares qualités dépensées sans fruit, on ne se sépare pas volontiers d'un guide si intéressant à suivre, même dans les fausses voies où on le trouve engagé. Puis, après avoir feuilleté de gros volumes, souvent insipides, des correspondances diplomatiques, quelle joie n'était-ce pas d'apercevoir en marge d'une dépêche insignifiante une note écrite d'une main pressée, dont le trait saccadé, qui n'est pas méconnaissable, trahit la vivacité de la pensée ! C'est, ou l'élan d'un sentiment généreux, ou une saillie qui peint toute une situation au naturel. Rien de convenu, rien d'officiel, la vieille feuille jaunie s'anime : ce n'est plus un diplomate qui calcule, ni un ministre qui ordonne : c'est un causeur brillant qui suit la fantaisie de sa pensée et qu'on se plaît à écouter.

Il semble que malgré le concert d'attaques dont il venait d'être l'objet, ceux mêmes qui applaudissaient à la chute de d'Argenson ne purent se défendre de rendre hommage à l'intégrité de son caractère. La haine s'arrêta dès qu'elle fut satisfaite, parce que, s'il avait gêné plus d'une ambition, il n'avait fait tort à aucun droit. Comme on ne craignait de sa part aucune intrigue contre ses successeurs, on ne prit pas la précaution

ordinaire de l'envoyer en exil méditer sur sa disgrâce : de larges pensions lui furent conservées. « La clameur publique, dit Luynes, contre M. le marquis d'Argenson n'est pas l'effet d'une prévention particulière, car il n'a pas d'ennemis. Tout le monde convient qu'il est honnête homme, qu'il a de très bonnes intentions et qu'il veut le bien : mais il n'a pas les talents nécessaires pour l'accomplir [1]. »

Le jugement le plus sévère que je rencontre parmi les témoignages contemporains, qui l'aurait cru? c'est celui de Frédéric. Non pas qu'il se soit fait faute de s'associer publiquement aux regrets éprouvés par la coterie lettrée et philosophique qui perdait dans le ministre son protecteur et dont il tenait à ménager la popularité croissante. Quand le changement opéré à Versailles fut connu à Berlin, le jeune marquis de Paulmy y était venu, après sa mission de Saxe finie, afin de présenter ses hommages au grand homme du jour, en achevant son tour d'Allemagne. Il était logé et choyé au palais et on l'avait même présenté à l'académie nouvellement fondée (sur le modèle de celle de Paris), où il fit,

1. *Journal de Luynes,* t. VIII, p. 80.

dit Valori, un très beau discours : ce fut donc là qu'il fallut lui apprendre la disgrâce paternelle. Frédéric ne négligea rien pour lui adoucir le coup, et les soins qu'il lui prodiguait furent plus empressés et plus délicats le lendemain que la veille. Mais il n'en écrivait pas moins en même temps à Chambrier : « Je suis d'opinion que la France n'a pas perdu grand'chose au marquis d'Argenson, je ne saurais me l'imaginer autrement, et je l'ai toujours pris pour un homme médiocre qui ne ferait jamais ni grand bien ni grand mal, et de ces sortes d'esprits faibles qui, quand ils prennent des préjugés, il n'y a pas moyen de les en faire revenir. » Quelle oraison funèbre prononcée devant une tombe ministérielle qui se fermait (nous venons de le voir) sur une parole de fidélité et de dévouement! La vérité n'y était pas moins blessée que la reconnaissance. Car assurément, médiocre, c'est ce que d'Argenson était le moins. Ni ses mérites ni ses défauts n'étaient pris dans la moyenne ni mesurés au niveau commun. Et quant à ses préjugés, était-ce à celui qui en avait tant profité qu'il convenait de s'en plaindre [1]?

1. Frédéric à Chambrier, 30 janvier 1747. (*Pol. corr.*, t. V, p. 302.)

Une vieille amitié dictait à Valori une appréciation à la fois plus fine et plus juste. Assurément il va un peu vite, en affirmant dans ses *Mémoires* que d'Argenson avait un grand sens et une bonne judiciaire : ce n'étaient pas là ses traits distinctifs. Mais il a raison d'ajouter que « peu au fait de la cour, il n'avait jamais pu acquérir l'esprit d'intrigue nécessaire pour s'y maintenir, et qu'il est la preuve que de petits ridicules y sont souvent plus nuisibles que de grands. » Et il conclut justement en disant « qu'il n'en est pas moins vrai qu'il fut capable de grandes idées générales et que peu d'hommes ont apporté au ministère plus de lumières sur tous les sujets [1]. »

Une intelligence assez large pour saisir de grandes idées générales, c'est bien là, en effet, la supériorité qu'on ne peut contester à d'Argenson, mais qui malheureusement, pour être mise à profit dans la politique, ne peut se passer d'autres qualités moins relevées : le sens pratique, la mesure du possible, la connaissance des hommes. Des parties de l'homme d'État, d'Argenson eut ainsi les plus hautes; celles qui lui firent défaut furent les plus ordinaires, qui ne sont pas les

1. Valori, *Mémoires*, t. I, p. 271.

moins nécessaires. Sa pensée s'étendait trop au dehors et au-dessus de lui pour le laisser voir assez clairement ce qui se passait à ses côtés ou même à ses pieds. Chose étrange, cependant : cet esprit si libre qui s'affranchissait si hardiment des préjugés de son entourage, il est une tradition du passé, une seule à laquelle il est resté aveuglément attaché, sans s'être demandé un seul jour si les progrès des temps n'en rendaient pas la modification nécessaire. Le système politique inauguré par François Ier, suivi par Henri IV et Louis XIV, lui parut une sorte d'évangile diplomatique, dont il n'osait pas s'écarter. L'abaissement de la maison d'Autriche fut sa préoccupation unique et constante, absolument comme si rien ne s'était passé en Europe depuis Pavie et depuis Rocroy. L'avènement d'une royauté nouvelle au nord de l'Allemagne, patiemment fondée par une suite de souverains éminents, et tout d'un coup illuminée par le génie, ne l'avertit pas que la conséquence était peut-être qu'il était temps pour la France aussi d'infléchir l'orientation et l'axe de sa politique. Le changement qui allait devenir à peu près inévitable si peu d'années après, il n'en eût pas le soupçon et en eût repoussé la pensée avec une invincible répugnance. C'est

avec une obstination consciencieuse qu'il quittait le pouvoir en répétant sa propre maxime favorite, à savoir que l'agrandissement de la Prusse valait pour la France mieux que l'extension de son propre territoire. Sur ce point, du moins, il faut convenir qu'il n'eut pas le pressentiment des menaces de l'avenir.

Que serait-il arrivé cependant, si, à ce moment critique, un politique digne de ce nom, devinant le tournant fatal des événements, eût pris résolument le parti d'offrir à Marie-Thérèse un concours qu'elle n'aurait pas pu payer trop cher, et, couronnant lui-même son époux, l'eût aidée à prévenir l'accroissement d'une grandeur nouvelle dont la seule apparition portait déjà une perturbation profonde dans l'équilibre de l'Europe? Ce qui fut advenu d'une telle résolution hardiment prise est d'autant plus impossible à prévoir, qu'à ce nouveau Richelieu ou ce nouveau Mazarin n'aurait pas manqué au besoin un nouveau Turenne. La Providence plaçait à cette heure, pour la dernière fois, le drapeau de la monarchie française dans les mains d'un grand capitaine. En lui donnant Maurice, elle lui faisait une grâce qui ne devait pas être renouvelée, car la victoire ne peut rester longtemps fidèle à ceux qui ne savent pas

profiter de ses faveurs. Ce qu'une main habile et ferme aurait su faire d'un tel instrument, qui peut le dire? En tout cas, il est deux reproches que la postérité française a le droit de faire à d'Argenson : il ne s'est jamais défié de Frédéric et n'a pas su se servir du maréchal de Saxe.

CHAPITRE VI

MINISTÈRE DU MARQUIS DE PUISIEULX. — CAMPAGNE DU MARÉCHAL DE BELLE-ISLE EN PROVENCE. — RÉVOLUTION EN HOLLANDE ET RÉTABLISSEMENT DE STATHOUDERAT.

Incertitude sur le choix du successeur de d'Argenson. — Nomination du marquis de Puisieulx. — Campagne du maréchal de Belle-Isle à la tête de l'armée de Provence; il réussit à forcer les Autrichiens à évacuer le territoire français. — Insurrection de Gênes; les Autrichiens sont contraints de sortir de la ville. — Puisieulx se fait remplacer à la conférence de Breda par le premier commis Laporte Dutheil et maintient les propositions de paix faites par d'Argenson. — La négociation occulte entamée avec la cour de Vienne reste sans résultat. — Reprise des conférences de Breda. — Difficultés imprévues suscitées par le représentant de l'Espagne, Melchior Macanaz qui veut prendre part aux délibérations malgré les conventions contraires. — La conférence est de nouveau suspendue. — Maurice de Saxe demande à être autorisé à porter la guerre sur le territoire hollandais. Son crédit à la cour. — Il obtient l'autorisation qu'il réclame. — Invasion et conquête de la Zélande. — Mouvements populaires dans les Provinces-Unies. — Le prince d'Orange est proclamé Stathouder.

La nomination du successeur de d'Argenson ne suivit pas immédiatement sa disgrâce et, de fait,

le choix présentait de sérieuses difficultés. Plusieurs noms étaient prononcés; aucun ne paraissait remplir les conditions convenables. Chauvelin, le plus capable peut-être, ou du moins réputé tel, s'était perdu à jamais dans l'esprit du roi, pour lui avoir reproché, avec trop peu de ménagement, sa condescendance aux volontés du cardinal de Fleury. « Il m'est insupportable, disait Louis XV, je ne puis le souffrir. » — Faire revenir d'ailleurs un politique disgracié de l'exil où il languissait pour le porter au ministère, c'eût été trop humilier la dignité royale. On parla de Chavigny, de Saint-Séverin, le dernier ministre à Francfort; mais l'un semblait d'une extraction trop peu relevée; l'autre, Italien de naissance, était devenu Français depuis trop peu de temps. « C'est une chose étrange, dit un excellent observateur, l'ambassadeur de Venise, que dans ce vaste royaume où il y a tant d'hommes intelligents, on n'en trouve aucun qui soit désigné pour un tel poste [1].

La question fut tranchée, au bout de quelques jours, par l'influence de deux personnages étran-

1. *Journal de Luynes*, t. VIII, p. 380. — Tron, ambassadeur de Venise à Paris, 30 janvier 1747. (Bibliothèque nationale.)

gers l'un et l'autre aux carrières politiques et à peine admis à la cour, l'intendant militaire Pâris-Duverney et le banquier du trésor, Pâris de Montmartel. J'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion d'expliquer l'importance croissante que s'étaient acquise ces deux frères intimement unis et qui se prêtaient un mutuel appui : l'un devant son crédit à l'habile direction qu'il savait donner à l'administration militaire, l'autre à sa grande fortune et à des avances faites à propos à un trésor obéré. Sans leur concours, rien d'important ne pouvait être médité, et surtout rien d'heureux accompli sur le théâtre de la guerre. Et c'est par là qu'ils avaient su se rendre également nécessaires, j'ai presque dit également chers, aux commandants des deux armées que la France devait entretenir, à si grands frais, au nord et au midi, le maréchal de Saxe et le maréchal de Belle-Isle. La rivalité sourde de ces deux hommes de guerre et l'hostilité moins cachée de leur entourage étant connues de tout le monde, c'était un vrai tour de force d'avoir su se maintenir dans la confidence de l'un et de l'autre. Joignez, à ces amitiés précieuses, la vieille affection de madame de Pompadour, et on comprendra que la vacance du pouvoir laissait les frères Pâris, du

fond de leur cabinet d'affaires, absolument maîtres du terrain ministériel. C'est ce qu'avait su discerner de loin un grand connaisseur, Frédéric, à travers les rapports verbeux et confus de son ministre Chambrier. « Comme ce sera visiblement (lui écrivait-il même avant la chute de d'Argenson) le sieur Pâris-Duverney qui aura la plus grande influence, vous tâcherez de me le gagner et de le rendre favorable à mes intérêts par toutes sortes de politesses, que vous lui ferez de ma part... » et peu de jours après : « Entretenez soigneusement cette confidence, dont vous tirerez plus de lumières que de tout ce qu'il y a de ministres en France qui ne vous parlent jamais aussi intelligiblement que le sieur Duverney l'a fait [1]. »

Le candidat préféré par cette discrète, mais toute-puissante influence ne fut autre que le marquis de Puisieulx, le plénipotentiaire de la conférence de Breda, qu'on fit revenir de Hollande en toute hâte. Il est probable qu'il s'attendait à cette faveur, ayant de longue date, avec les frères Pâris, des relations qu'il n'avait eu garde de laisser tomber pendant son ingrate mission. Le

1. Frédéric à Chambrier, 31 janvier, 10 février 1747. — *Pol. Cor.*, t. V, p. 280, 317.

blâme, très librement exprimé dans ses dépêches, sur les travers diplomatiques de d'Argenson ne fut sans doute pas la moindre recommandation qui plaida en sa faveur auprès des collègues du ministre déchu, mais la raison officiellement donnée fut que, venant de remplir un rôle actif sur le théâtre même des négociations engagées, il devait connaître mieux que personne à quelles conditions pouvait s'opérer le rétablissement de cette paix, qui était le désir général.

C'était bien, en effet, on peut se rappeler, en représentant d'Argenson comme le véritable obstacle à la fin d'une guerre qui fatiguait tout le monde qu'on était parvenu à ruiner son crédit dans l'esprit du roi, et à exciter contre lui un véritable soulèvement de l'opinion. A quel titre il méritait ce reproche, c'est ce qu'auraient été assez embarrassés de dire ceux qui le lui faisaient le plus haut, et ils eussent été plus en peine encore de s'accorder sur les motifs qu'ils donnaient de leur accusation; car c'était tour à tour, je l'ai déjà dit, de l'obstination de ses préjugés et de la trop grande complaisance de son caractère que les uns ou les autres lui faisaient un crime. En tout cas, le tort qu'on ne pouvait lui imputer, ce n'était assurément pas de s'être

montré trop exigeant dans ses offres pacifiques, d'élever trop haut les prétentions de la France, de réclamer une indemnité trop large de ses sacrifices, et de tâcher de tirer un trop haut prix des victoires de Maurice de Saxe et de la possession des Pays-Bas.

On sait, en effet, quel était le plan de pacification rédigé par d'Argenson lui-même, le printemps précédent, de concert avec les plénipotentiaires de Hollande, et que Puisieulx avait été chargé de proposer comme base de négociation à la conférence de Breda. La France, du premier mot, faisait l'abandon de toutes ses conquêtes : elle réclamait seulement de l'Angleterre une renonciation pareille pour Louisbourg, le cap Breton et tous les points occupés par la marine britannique sur les côtes de l'Amérique septentrionale. Ainsi, pleinement désintéressée pour elle-même, elle ne prenait les intérêts que des alliés qu'elle avait entraînés à sa suite dans la guerre. Pour l'électeur palatin, en récompense de sa fidélité, elle voulait obtenir l'annexion de la province de Limbourg à son petit État; pour le duc de Modène, époux d'une princesse française, la restauration de la souveraineté dont il était dépouillé; enfin, au profit du troisième fils de Phi-

lippe V, l'établissement d'une nouvelle *secundo-geniture* de la maison de Bourbon en Italie. Encore, sur ce point le plus contesté, le plus difficile à arracher à Marie-Thérèse, d'Argenson consentait déjà, dans les derniers temps de son ministère, à réduire beaucoup (au moins en conversation) les termes qu'il avait posés d'abord. La triste conduite de l'infant en Italie, pendant la dernière campagne, et plus encore la mort de son père, qui lui enlevait l'appui de l'ambition maternelle d'Élisabeth, avait dû le préparer lui-même à abaisser ses espérances. Il n'était plus question de lui attribuer un lot aussi considérable que le grand-duché de Toscane : il ne s'agissait que de lui assurer dans la péninsule un établissement quelconque dont l'étendue et la nature restaient à déterminer. A ce prix, la nouvelle maison d'Autriche pouvait obtenir la reconnaissance unanime de la dignité impériale dans la personne de l'époux de Marie-Thérèse, et rentrait ainsi définitivement dans tous les droits et les privilèges de l'ancienne. A la vérité, elle payait ce retour de grandeur par la perte de la Silésie : le roi de Prusse restait donc seul à bénéficier de tout le sang versé et de tous les efforts dépensés par son généreux allié. D'Argenson en

convenait et n'hésitait pas à s'en applaudir. Pour un ministre parlant au nom de l'héritier de Louis XIV et du vainqueur de Fontenoy, ce n'était pas, on en conviendra, prendre le ton trop haut et se montrer d'un orgueil trop intraitable.

Comment donc une paix si libéralement offerte n'était-elle pas acceptée déjà par le cri unanime de cette Europe dévastée, où populations et souverains, après sept ans de luttes stériles, ne devaient soupirer qu'après un peu de soulagement? Comment devait-elle même se faire attendre pour n'arriver, comme on le verra, après une nouvelle année de combats et une nouvelle et large effusion de sang, qu'à des conditions qui ne devaient pas différer sensiblement du plan primitif? C'est la question que l'historien lui-même se pose et à laquelle, à première vue, il a quelque peine à trouver une réponse. En y regardant de près cependant, on doit reconnaître que c'était précisément la modération excessive du langage que d'Argenson avait fait tenir à la France qui, en encourageant la résistance de ses adversaires, retardait pour tout le monde le moment de poser les armes; et sur ce point, l'instinct confus de l'opinion publique ne se trompait pas absolument. Les sacrifices que

la France demandait à ses ennemis en échange de ceux qu'elle leur offrait de si bon cœur étaient légers, à la vérité; mais pourquoi les auraient-ils faits, s'ils pouvaient se flatter, moyennant un effort de plus et sans rien compromettre, de n'avoir pas à s'imposer même cette faible privation? Du moment où on connaissait le dernier mot de la France, on ne risquait rien, on jouait même à coup sûr, avec chance de gagner et sans crainte de perdre, en ne se pressant pas de répondre à des propositions qu'on serait toujours à temps d'accepter.

On peut se rappeler d'ailleurs combien devenaient de jour en jour plus difficiles et souvent orageuses les relations des deux grandes puissances qui, déjà divisées au fond d'intérêts comme de tendances, et constamment en méfiance l'une de l'autre, n'étaient plus unies que par habitude et par une tradition vieillie dans leur inimitié commune contre la France. Entre l'Angleterre et l'Autriche on a vu combien de fois, depuis le commencement, et à chacune des phases de la guerre, une querelle vivement engagée, suivie de récriminations réciproques, avait été sur le point d'amener une rupture. Le lecteur n'a point oublié les altercations violentes

du ministre britannique à Vienne et de l'altière impératrice. Les propositions de la France devenaient, dans ce ménage si peu tendre, un nouveau sujet de discorde. Chacun des deux coalisés trouvait naturel ce qu'on demandait à son allié, et insupportable ce qu'on exigeait de lui-même. L'Autriche, par exemple, acceptant le principe posé par la France du rétablissement du *statu quo ante bellum*, ne voyait nulle difficulté à la restitution des conquêtes anglaises dans le Nouveau-Monde : l'échange du cap Breton contre les Pays-Bas lui paraissait tout à fait équitable. Mais à quel titre, disait-elle, cette règle réparatrice une fois posée, y dérogerait-on à son détriment en Italie? Quels que fussent les territoires qu'on lui demanderait de céder, ils faisaient partie d'un domaine non pas nouvellement conquis, mais anciennement possédé par elle, et elle devrait les détacher de son patrimoine. Ce qu'on réclamait de l'Angleterre, c'était de rendre; on la condamnait, elle, Autriche, à perdre. Pourquoi un partage si inégal des charges communes? N'avait-elle pas déjà consenti, sur les instances de l'Angleterre, en faveur du roi de Sardaigne, à une première mutilation de son bien? Et, en Allemagne, l'appui moral du cabinet britannique

n'avait-il pas secondé, presque autant que la victoire et le génie, la cupidité de Frédéric? Les traités si douloureux de Dresde et de Breslau n'avaient-ils pas été préparés et n'étaient-ils pas encore garantis par l'Angleterre? Était-ce donc toujours à l'Autriche, si injustement attaquée au début, à contribuer seule au rétablissement de la paix, et pourquoi aucun traité ne serait-il jamais conclu qu'à ses dépens?

L'Angleterre n'était pas embarrassée de répondre que, si l'Autriche était appelée à faire les frais de la paix, c'est que, depuis six ans déjà écoulés, elle laissait son alliée faire tous les frais de la guerre. Les soldats de l'impératrice, aussi bien que ceux de la Hollande, ne vivaient que des deniers de l'Angleterre, et ne se battaient qu'avec les armes qu'elle leur mettait dans la main. Dans la communauté, c'était toujours l'Autriche qui recevait et l'Angleterre qui payait. Sans les larges subsides si généreusement octroyés pas le parlement britannique, ce n'était pas de quelques provinces seulement, mais de toutes ses possessions héréditaires, que la fille orpheline de Charles VI se verrait aujourd'hui dépouillée : elle serait errante encore, fugitive et abandonnée, dans les steppes de la Hongrie. Quelques points reculés du

Nouveau-Monde étaient une faible indemnité pour une part si libéralement prise à une compétition qui, à vrai dire, touchait l'électeur de Hanovre bien plus que le roi d'Angleterre, et, à moins que cela, les ministres du roi Georges seraient accusés d'avoir fait jouer à leur patrie un rôle de dupe. Et ce qu'on ne disait pas tout haut, mais ce que tout le monde sentait en Angleterre, c'est qu'il n'y avait pas seulement des avances pécuniaires à compenser, mais surtout à panser une blessure d'amour-propre. La guerre continentale avait rapporté aux armes britanniques aussi peu d'honneur que de profit : sauf la journée si chèrement disputée de Dettingue, et dont, le lendemain, on avait si mal profité, partout ailleurs, ni à Fontenoy, ni à Rocoux, la ténacité anglaise, mise aux prises avec la valeur française, n'était sortie de la comparaison à son avantage. Cumberland avait toujours menacé bruyamment Maurice sans l'atteindre et sans réussir à réveiller, même dans les plaines de Ramillies, l'écho des souvenirs de Marlborough. Un moment même, la dynastie protestante se sentant ébranlée dans ses fondements, et Londres craignant d'être enlevée par une poignée de montagnards écossais, le drapeau anglais avait dû s'éclipser précipitamment et dis-

paraître de tous les champs de bataille. C'était de la mer seulement que la consolation était venue dans ces jours d'épreuve. Les succès remportés par l'escadre de l'amiral Anson sur les rives de l'océan Atlantique, la garnison française de Louisbourg faite captive tout entière et jetée sans armes sur une côte de Bretagne, c'étaient là les seuls souvenirs qui flattaient l'orgueil national, et dont la possession du cap Breton demeurait l'éclatant témoignage. On ne renonçait pas facilement à perdre le fruit unique de tant d'efforts partout ailleurs ingrats. « Gardez-nous le cap Breton! » Telle était, disait-on, la dernière parole adressée par le prince de Galles à lord Sandwich, en l'embarquant pour la Hollande. La prédominance des intérêts commerciaux et maritimes sur tous les autres devenait d'ailleurs de plus en plus le caractère persistant de la politique anglaise.

Ce dialogue, si vivement suivi et à tout moment repris entre les cabinets de Vienne et de Londres, arrachait parfois à Marie-Thérèse des traits piquants et d'une assez amère ironie. Ainsi M. d'Arneth nous apprend que, lorsqu'elle se sentait trop vivement pressée de faire une part à l'Espagne en Italie (soit pour répondre aux pro-

positions de la France, soit pour travailler à Lisbonne, par l'intermédiaire du roi de Portugal, à détacher Ferdinand VI de Louis XV) : « Il y aurait un moyen bien simple, disait-elle, de mettre tout le monde d'accord et de contenter l'Espagne. Le bruit n'a-t-il pas été répandu et ne tient-on pas pour certain que le roi de Sardaigne, sortant de la coalition, s'est entendu un jour secrètement avec la France pour opérer, à son profit, un partage des provinces septentrionales de l'Italie, et le ministre de Charles-Emmanuel n'en a-t-il pas fait à Turin une demi-confession? Qu'on apporte donc la preuve de cette défection, et, pour punir l'allié infidèle qui l'a commise, qu'on lui retire les acquisitions qui lui ont été assurées par le traité de Worms. Voilà un lot tout préparé pour l'infant Philippe. Et de quoi se plaindrait le roi de Sardaigne, ajoutait l'impératrice; s'il a violé lui-même le traité de Worms, n'est-il pas de toute justice qu'on le tienne pour annulé?.. »

L'Angleterre n'aurait pas été embarrassée, nous le savons, de fournir la preuve réclamée, puisqu'elle avait été tenue au courant, jour par jour, des défaillances du cabinet piémontais; et, à défaut d'autre document, la correspondance de son ministre à Turin, pendant cet instant critique, en

aurait fourni l'incontestable témoignage. Mais elle ne se souciait nullement, en livrant Charles-Emmanuel aux ressentiments ordinairement implacables de Marie-Thérèse, de s'aliéner son plus important, sinon son plus fidèle ami dans la Péninsule. Elle était moins pressée encore de convenir qu'elle avait elle-même connivé aux faiblesses piémontaises en en gardant le secret. On peut croire que Marie-Thérèse, qui, si elle n'avait pas tout su, avait au moins tout soupçonné et tout deviné, savait parfaitement que, si la faute avait été commise, on ne lui livrerait pas le coupable, et surtout on se garderait bien de lui en fournir la démonstration. Cette insistance vraiment dérisoire n'avait pour but, évidemment, que de mettre son interlocuteur dans l'embarras [1].

Le temps s'écoulait cependant dans ces propos aigres-doux et dans ce jeu d'escrime un peu puéril : la saison des opérations militaires approchait, et on se reprenait à penser qu'une nouvelle campagne, mieux préparée, mieux secondée par la fortune, réduirait la France à retirer même

1. D'Arneth, t. III, p. 265. — Cette proposition de Marie-Thérèse, dont j'ai trouvé la trace aussi dans d'autres documents, ne me paraît pas avoir été faite sérieusement. C'était, à mes yeux, une manière de faire entendre à l'Angleterre ce qu'elle pensait de l'attitude louche gardée à Turin par le ministre anglais pendant la défaillance de Charles-Emmanuel.

l'expression de ses vœux timides, ce qui finirait le sujet de discussion et dispenserait chacun de prendre sa part dans un sacrifice qui ne serait plus nécessaire. Au pis-aller, on était sûr de retrouver la France à la même place, puisque, victorieuse ou vaincue, elle avait promis d'avance de tenir toujours le même langage.

Il est clair que la conduite de tous eût été différente, si, au lieu d'engager l'avenir par une promesse déclamatoire, le roi de France eût laissé entendre qu'on pouvait lasser sa patience et qu'à négliger ainsi l'occasion de mettre à profit son désintéressement, on courait risque de ne plus le retrouver d'aussi bonne composition, en un mot qu'une victoire de plus remportée et une année de plus passée dans les Pays-Bas pouvaient lui donner le goût de n'en plus sortir. Ce langage fermement tenu eût fait réfléchir tout le monde.

Cette attitude était-elle si difficile à prendre pour le successeur de d'Argenson, et quelque scrupule de loyauté devait-il l'en détourner? Rien, au contraire, n'eût été plus simple et plus légitime. Il suffisait à Puisieulx, sans retirer les offres verbales qu'il avait été porter lui-même à Breda (et dont la conférence n'avait pas eu le temps d'être officiellement saisie), de leur ôter le

caractère de profession de principe et en quelque sorte d'axiome philosophique que leur avait donné son prédécesseur. Il est parfaitement admis par la coutume, comme par le bon sens, que tant qu'une guerre dure, des offres de paix n'ont jamais rien de définitif, et qu'elles peuvent être modifiées à toute heure, si le sort des armes, favorisant une des parties belligérantes, lui donne le droit, en même temps que la force, d'élever ses exigences. Puisieulx pouvait donc parfaitement dire à ses anciens collègues de Breda : Ou prenez ce qui vous est proposé, ou si nous retournons en champ clos, et que la victoire nous seconde, attendez-vous que de nouveaux sacrifices exigeant de nouvelles compensations ne permettront plus à la France la même abnégation. Ce n'eût point été là, quoi qu'on ait dit, un marchandage indigne de la royauté, mais bien le seul moyen d'empêcher la générosité de dégénérer en duperie.

I

La tâche fut même simplifiée tout de suite pour le successeur de d'Argenson, et d'une manière brillante qui lui permettait d'élever le ton sans

présomption. Très peu de jours après son entrée au ministère, l'attaque des Autrichiens sur la Provence était repoussée victorieusement par Belle-Isle, et l'horizon s'éclaircissait au point même où il avait paru un instant chargé des nuages les plus menaçants.

C'était un changement d'autant plus heureux qu'il était moins attendu. Belle-Isle, en effet, en venant prendre le commandement dont il s'était chargé à regret, avait trouvé la situation plus mauvaise et plus compromise encore qu'il ne le croyait. Les Autrichiens, sous la conduite du général Braun, étaient déjà établis de l'autre côté du Var, s'étaient rendus maîtres de Cannes, et des îles de Lérins, et mettaient le siège devant Antibes, tandis que les Piémontais s'étendaient dans l'intérieur du pays, jusqu'à Grasse et Castellane. Devant cette marche audacieuse, les troupes françaises, épuisées par une campagne désastreuse et réduites par l'abandon des Espagnols à un très faible effectif, avaient dû se retirer précipitamment jusqu'à Hyères et au Puget, aux portes mêmes de Toulon : une véritable terreur panique était répandue dans toute la Provence. Les commerçants de Marseille étaient prêts à ouvrir leurs portes et ne songeaient qu'à se

racheter à prix d'argent. Évêques, notables et bourgeois, écrivait Belle-Isle, sont également frappés d'épouvante. Et pour ajouter au trouble général, les protestants, encore nombreux dans ces provinces, saisissaient ce moment pour faire entendre des plaintes légitimes contre les rigueurs dont ils étaient l'objet. Une pétition, rédigée sur un ton presque menaçant, était remise par eux à l'intendant de Montpellier, et l'on signalait des personnages inconnus, des *chapeaux noirs*, qu'on supposait être des prédicants anglais, circulant dans les montagnes et poussant les mécontents à l'insurrection.

Cet état de trouble est dépeint avec des détails assez curieux par les principaux fonctionnaires avec qui Belle-Isle dut entrer en relation pour organiser la défense nationale. Rien n'atteste mieux le désordre qui régnait dès cette époque dans l'administration intérieure de la France et la résistance que rencontrait déjà, même dans des jours où le péril public aurait dû faire taire tous les dissentiments, le pouvoir royal encore investi, en apparence, d'une autorité si absolue.

Le chevalier d'Orléans, commandant des galères à Marseille, écrit au maréchal : « Vous m'avez fait l'honneur de me marquer, dans le peu d'heures

que vous avez été à Marseille, le mauvais esprit des habitants, et vous espériez que je les ferais revenir. Je crains qu'en cela vous ne présumiez trop de mon éloquence. La mauvaise volonté augmente à mesure que notre armée, se rapprochant de nous, fait sentir que l'ennemi se rapproche aussi. J'ai fait hier une nouvelle assemblée de tous les métiers : il en manquait au moins un tiers. Tous les corps de métiers me présentent successivement des mémoires pour se dispenser de fournir les contingents. S'il n'y avait de mauvaise volonté et de mutinerie que dans un petit nombre, il serait aisé de le punir. Mais cet esprit est si général que les prisons de la citadelle, du fort Saint-Jean, de la ville et des galères, ne suffiraient pas pour y mettre, tant de la ville que de la campagne, ceux qui se sont dispensés de se trouver au rendez-vous. »

Et le comte de Marcieu, qui commande à Grenoble, écrit le 29 décembre pour se plaindre que le clergé lui-même ne l'aide pas dans les mesures à prendre contre les complots des protestants. « Je ne dormirai qu'un œil ouvert, dit-il, sur les complots et les intentions des religionnaires : la prêtraille et la mitraille servent fort mal le roi et l'État sur cet article. On ne sait que leur faire

cependant. M. et madame de Montrond (famille de gentilshommes protestants) sont toujours à bon compte, en cage, bien gardés et bien séparés de cette ville. M. d'Audiffret a fait en personne l'enlèvement de ces gentilshommes dangereux et de tous leurs papiers, avec toute la prudence, la dextérité et le bonheur possibles. On n'oublie rien pour procéder à la capture des autres *chapeaux noirs* et des *prédicants* qui vont secrètement et nuitamment dans le pays, où ils font cesser depuis quelque temps leurs assemblées afin de nous endormir dans la sécurité. Le calme subit dont nous jouissons en ce moment doit nous précautionner davantage contre les orages fomentés par des émissaires étrangers [1]. »

Belle-Isle, en face de cette situation critique, se retrouva tout entier comme dans ses meilleurs jours. Le calme de son attitude, la fermeté, au besoin la sévérité de son langage, en faisant renaître la confiance, rappelèrent au sentiment de l'honneur et du devoir une multitude épeurée. L'action convenait à cette vive nature qui venait de souffrir d'un repos prolongé et dont le péril

1. Le chevalier d'Orléans à Belle-Isle, décembre 1746. — Marcieu à Belle-Isle; Grenoble, 29 décembre 1746. (Ministère de la guerre, partie supplémentaire.)

ranimait et exaltait toutes les facultés. Il ne fallait rien de moins que son ardente énergie pour suppléer à l'insuffisance des moyens dont il disposait. Hommes, vivres, munitions, tout faisait également défaut. Les rangs étaient dégarnis, les magasins vides, les hôpitaux remplis. Se mettre en campagne dans cette pénurie, à travers des régions montagneuses et en pleine saison d'hiver, c'eût été folie. Force fut donc de marquer le pas et de rester en arrêt pendant près de six semaines, tant que les secours promis n'arrivaient pas et que les Espagnols ne se décidaient pas à quitter leurs quartiers d'hiver déjà pris en Savoie pour venir rejoindre leurs alliés. Belle-Isle poussait de véritables cris de désespoir. « Je suis outré, s'écriait-il, de me voir à la tête d'une armée où tout manque, de déshonorer les armées du roi et moi-même, en demeurant spectateur de ce qu'il plaît à l'ennemi de faire sans pouvoir s'y opposer [1]. »

Ce qui redoublait son impatience, c'est qu'il se

1. Belle-Isle au comte d'Argenson, 1er, 17, 31 décembre 1746 5 janvier 1747. (Ministère de la guerre.) — Il y a ici, comme pour toutes les campagnes auxquelles le maréchal de Belle-Isle a été mêlé, deux séries de correspondances au ministère de la guerre, l'une officielle et l'autre plus mélangée de lettres et pièces d'un caractère privé. Ce sont les papiers laissés par le maréchal au département, quand la mort l'y surprit.

sentait surveillé et critiqué à Versailles, où on se plaisait à comparer la lenteur et l'indécision apparente de ses premiers mouvements avec l'impétuosité habituelle du maréchal de Saxe. A le voir hésiter ainsi, on se mettait complaisamment à douter qu'il songeât réellement à reprendre l'offensive, et le maréchal de Noailles, qui ne l'aimait guère, lui donnait même, dans une lettre doucereuse, le conseil de ne pas tenter une entreprise si périlleuse. Il lui suffirait, disait-il, de compter, pour venir à bout des Autrichiens, sur les difficultés qu'ils devaient rencontrer eux-mêmes à se nourrir et à faire leur chemin dans un pays épuisé, au milieu de populations hostiles [1].

Le changement survenu dans le ministère ne faisait même que rendre sa situation plus délicate, car par le fait seul peut-être que les deux autres maréchaux avaient pris vivement parti dans les derniers jours contre d'Argenson, Belle-Isle s'était trouvé porté à se ranger de son côté, et il perdait à son tour, avec le ministre disgracié, un ami et un défenseur : « Je compte, lui écrivait d'Argenson quelques jours après sa révo-

1. Le maréchal de Noailles au maréchal de Belle-Isle, 14 janvier 1747. (Ministère de la guerre. Partie supplémentaire.)

cation, sur des amis tels que vous et madame la maréchale. Vous êtes constant dans vos amitiés : vous joignez un bon cœur au génie : vous ne devez avoir d'ennemis que les envieux, mais cela s'étend bien loin dans ce temps-ci, et vouloir du bien à sa patrie, c'est vouloir bien du mal à la cour [1]. »

Belle-Isle se montra plus soucieux de mériter les compliments de d'Argenson que de suivre les conseils d'une loyauté douteuse que lui donnait Noailles. A force de peine et en accablant de ses lettres pressantes ses amis, les frères Pâris, à Versailles, et Vauréal, à Madrid, il finit par se faire écouter. Les trente bataillons annoncés arrivèrent, et lentement, péniblement, les Espagnols se décidèrent à se mettre en route et purent entrer en ligne dès le commencement de janvier. La campagne fut engagée alors, malgré la rigueur de la saison, avec une extrême énergie. Chevert, conduisant une partie des bataillons français, pénétra dans le pâté de montagnes qui domine le cours du Var pour en chasser les Piémontais, tandis que Belle-Isle lui-même, aidé de son frère, le chevalier (qui ne le quittait plus),

1. D'Argenson à Belle-Isle, 28 janvier 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire).

et secondé par les Espagnols, suivait le littoral de la Méditerranée et venait chercher les Autrichiens devant Antibes. Braun, surpris par la vivacité de cette attaque, à laquelle ne l'avaient préparé ni l'époque de l'année, ni l'état où il croyait l'armée française réduite, leva précipitamment le siège. Un premier échec est fatal à une armée d'invasion, parce que les populations, un instant terrifiées, reprennent courage, la regardent en face, et que le terrain, toujours mal assuré, semble se soulever sous ses pas. Forcés de rétrograder, les Autrichiens se sentirent perdus et lâchèrent pied. Belle-Isle les poursuivit de poste en poste, l'épée dans les reins jusqu'à la frontière, et, dès le 3 février, il pouvait écrire : « Il ne reste plus un seul Autrichien de l'autre côté du Var, la Provence est entièrement délivrée; il serait plus brillant sans doute d'avoir pu livrer bataille; mais le roi y aurait perdu beaucoup de bons et braves sujets, au lieu que cette expédition ne coûte pas en tout cent hommes, tandis que les déserteurs de l'armée autrichienne sont en si grand nombre que je n'en puis pas encore relever l'état, et qu'entre ce qui a été tué et ce que les paysans ont assommé ou assomment tous les jours, leur perte se monte au moins à

quatre mille hommes. » — « Voilà un résultat bien inespéré, » écrivait Noailles avec plus d'empressement que de satisfaction. « Vous serez désormais appelé Belle-Isle le Provençal, » disait Vauréal avec un contentement plus sincère. « Vous êtes parvenu, disait Pâris-Duverney, à exécuter un projet qui, pour les connaisseurs, est sans exemple [1]. »

Quelque juste et bien mérité que fût l'hommage rendu à la vigoureuse action de Belle-Isle, un changement à vue si rapidement opéré ne pouvait cependant s'expliquer par une seule cause. D'autres motifs avaient contribué à jeter le découragement dans les rangs des envahisseurs. D'abord l'expédition elle-même n'avait jamais été du goût, pas plus des généraux autrichiens et piémontais que de leurs souverains. Marie-Thérèse, j'ai eu l'occasion de le dire, ne laissait pas amoindrir sans inquiétude la forte situation qu'elle avait conquise en Italie et qu'elle croyait toujours menacée tant qu'un Bourbon régnant à Naples, les provinces et les côtes méridionales de la Péninsule échappaient à sa domi-

1. Noailles à Belle-Isle, 15 février. — Vauréal à Belle-Isle, février. — Pâris-Duverney à Belle-Isle, 22 février 1747. (Ministère de la guerre. Partie supplémentaire.)

nation. Charles-Emmanuel, de son côté, n'oubliant jamais qu'il pouvait être pris à revers par la Savoie et le Dauphiné, ne dégarnissait pas sans regret son royaume d'une partie de ses défenseurs. Pour vaincre ses répugnances, il n'avait pas fallu moins que les instances répétées et presque impérieuses de l'Angleterre, et voici qu'un événement d'une gravité inattendue venait justifier toutes les craintes qu'avait fait concevoir cette pointe témérairement poussée hors du sol italien.

J'ai déjà dit que la population de Gênes, poussée à bout par les vexations tyranniques des généraux autrichiens, s'était brusquement soulevée, et tombant à l'improviste sur la garnison autrichienne, qui occupait la citadelle et la ville, l'avait culbutée et jetée hors des murs. On put croire d'abord que ce n'était qu'une émeute sans conséquence et qu'on viendrait facilement à bout d'une multitude désarmée. Mais il fut bientôt évident que le vieux ferment républicain et patriotique s'était réveillé avec une sorte de fureur dans la cité des Doria, des Spinola et des Fiesque, et que tout se préparait pour l'organisation d'une formidable résistance. Le doge, le sénat, les nobles qui s'étaient tenus d'abord à

l'écart du mouvement se virent forcés d'y prendre part : les canons, laissés par les Autrichiens en se retirant, furent employés à mettre les remparts en état de défense : une levée en masse fut décrétée : on put mettre sur pied un effectif plus ou moins bien armé de trente mille hommes. Un siège en règle était ainsi devenu nécessaire. Le marquis de Botta, n'ayant plus, depuis le départ d'une partie de ses troupes pour la Provence, les forces suffisantes pour l'entreprendre, fit signe à son lieutenant Braun de lui venir en aide, et c'était cette diversion inattendue, sur laquelle Belle-Isle ne comptait pas, qu'il ignora même jusqu'à la dernière heure, qui, achevant de troubler le général autrichien, précipitait sa retraite jusqu'à lui donner l'apparence d'une véritable déroute.

II

Quoi qu'il en soit, et quelle qu'en fût la cause, le succès n'en était pas moins grand, et c'était pour l'entrée en possession du nouveau ministre une bienvenue inespérée. Le malheur voulut que Puisieulx ne fût pas en mesure d'en profiter. Il

revenait de Breda très souffrant, et peu de jours après son arrivée, une petite vérole confluente, d'un mauvais caractère, se déclara et mit ses jours en danger. Pendant plus de six semaines, il fut hors d'état de prendre part à aucune affaire et dut être remplacé provisoirement par son collègue le ministre de la marine, Maurepas. Dans cette situation intérimaire, un ministre d'un jour ne pouvait pas même avoir la pensée de donner sur aucun point une direction normale. Maurepas se borna à profiter du coup d'œil qu'il avait l'occasion de jeter sur l'ensemble de la politique extérieure pour se livrer en plein conseil à une satire rétrospective des procédés d'esprit du malheureux d'Argenson. Les tentatives que le ministre révoqué avait faites pour entrer en pourparlers au sujet de la paix sur tous les théâtres à la fois, et en frappant, disait-il, à toutes les portes, étaient surtout l'objet de ses railleries et, dans le nombre, l'ébauche encore informe de négociation entamée à Vienne, — cette transaction secrète dont personne, sauf peut-être le roi, n'avait connu le fond véritable, dont d'Argenson lui-même (on l'a vu) n'avait jamais eu la confidence complète, — ne fut pas la moins maltraitée : « M. de Maurepas, écrit Chambrier à

son maître Frédéric, n'a pas été fâché de donner connaissance à ses collègues des négociations secrètes de M. d'Argenson, afin de répandre un nouveau ridicule sur les choses qui partaient de ce dernier en y comprenant le duc de Richelieu qu'il n'aimait pas. Le comte de Maurepas et le maréchal de Noailles m'ont toujours dit que le marquis d'Argenson donnait tête baissée dans toutes les idées qui lui passaient par la tête et que ses négociations ont eu un succès que justifiait la solidité de sa judiciaire. »

Chambrier, on le voit, tenu au courant de tous les secrets ainsi révélés au conseil, n'avait garde de les conserver pour lui. On peut juger l'impression que ressentit Frédéric, confirmé par là dans tous les soupçons qu'il avait déjà conçus sur le rôle de Richelieu à Dresde et persuadé, comme il l'était toujours, que tout rapprochement entre les cours de France et d'Autriche ne pouvait être opéré qu'à ses dépens, surtout quand on essayait d'y procéder à son insu [1].

Quoi qu'il en soit, toutes les cartes étant ainsi abattues et mises sur table, c'était à Puisieulx, quand il fut rétabli, à décider celle qu'il lui con-

1. Chambrier à Frédéric, 23 avril 1747. (Ministère des affaires étrangères.)

viendrait de jouer. Richelieu était de retour, n'ayant pu prolonger son séjour à Dresde au delà du mariage de la nouvelle dauphine qu'il devait ramener en France. Mais, avant son départ, Brühl l'avait instamment prié de rester en correspondance avec lui pour suivre la négociation engagée avec Marie-Thérèse, dont la Saxe tenait à rester l'intermédiaire. N'ayant nulle raison, cette fois, de rien déguiser au nouveau ministre, Richelieu dut le mettre au courant du point où en était l'affaire et lui demander s'il lui convenait de passer outre. C'était à Puisieulx de répondre. En même temps les conférences de Breda devaient être reprises, les cours de Sardaigne, d'Autriche et même d'Espagne ayant, au moins en apparence, accepté l'arrangement bâtard inventé par d'Argenson. Elles consentaient à laisser leurs ambassadeurs à la porte de la conférence, où les représentants de France, d'Angleterre et de Hollande seraient seuls admis, pour porter la parole, chacun au nom de ses alliés, mais à la condition de ne rien conclure sans l'approbation commune. Il était douteux qu'une si étrange combinaison pût être sérieusement et sincèrement mise en pratique : mais c'était la France qui l'avait proposée et elle ne pouvait guère se refuser à en faire

l'essai. Puisieulx avait donc, en nommant son successeur, à lui faire connaître nettement de quelles instructions il entendait le charger.

On voit que sur deux points également importants une décision était exigée et ne pouvait se faire attendre. Mais il fut tout de suite évident que Puisieulx n'était pas homme à prendre une résolution énergique et encore moins, une fois prise, à la suivre avec vigueur. Pour commencer, au sujet de la négociation entamée à Vienne (de toutes les affaires évidemment la plus pressante et celle qui voulait être menée avec le plus de secret et de rapidité), il parut, en vérité, ne savoir absolument que faire. Il pouvait, à son gré, ou la prendre en main avec le désir et le dessein de la faire réussir, ou s'en dégager complètement : c'était son droit, puisqu'il n'y avait personnellement pris aucune part. Il ne sut adopter ni l'un ni l'autre parti. Il permit à Richelieu de reprendre et de continuer avec Brühl une correspondance privée, mais sans s'y mêler lui-même directement, en quelque sorte en fermant les yeux et en s'abstenant d'y donner aucun caractère officiel. C'était le vrai moyen de rendre la tentative, non seulement insignifiante, mais ridicule.

Il était possible, en effet, que Marie-Thérèse,

sous l'influence d'une défaillance passagère, eût conçu un instant la pensée de s'entendre directement avec la France. Il était possible aussi et peut-être plus vraisemblable que, satisfaite de la chute de d'Argenson, elle fût tentée de voir si son successeur serait moins que lui enchaîné sous le joug de la Prusse. Mais l'essentiel, en tout cas, était de l'aboucher directement avec un négociateur véritable, ayant en main tous les pouvoirs pour conclure et dont la parole lui inspirât confiance. Le détour suivi par Puisieulx ne lui offrait rien de pareil. Comment aurait-elle pu prendre au sérieux une conversation en l'air qui lui arrivait par une voie indirecte, sur la foi d'un ambassadeur de parade tel que Richelieu, connu seulement à Vienne par l'éclat d'une frivole élégance? Il n'y avait rien là qui pût l'engager à se compromettre dans une démarche d'une nature par elle-même très délicate. Tout était donc manqué d'avance, et il aurait fallu être volontairement aveuglé pour conserver sur un succès, toujours peu probable, la moindre illusion.

Une seule personne peut-être aurait pu avoir, même dans ces conditions mal définies, une autorité personnelle suffisante pour se faire écouter. C'était Maurice, au comble maintenant

du crédit comme de la renommée, et dont un mot pouvait suppléer à toutes les instructions ministérielles. Mais Maurice, on l'a vu, n'était pas entré sans hésitation dans une négociation qui, si elle réussissait et mettait un terme à la guerre, ne pouvait manquer de lui enlever, avec l'espoir d'acquérir une gloire nouvelle, le fruit de ses exploits passés. S'il s'était décidé à y mettre la main, c'était surtout pour consacrer par une action commune l'union des deux familles royales dont il était désormais l'allié, et traverser les desseins d'un ministre dont il désirait la chute. Ce double résultat obtenu, son zèle se refroidissait visiblement.

Le printemps qui approchait lui apportait de nouvelles perspectives de victoires, tandis que, pour offrir la paix à l'Autriche dans des conditions de nature à la séduire, il fallait commencer par lui promettre la restitution des Pays-Bas, et renoncer ainsi à ce joyau précieux dont il avait pu se flatter de faire don à la couronne de France. Ce sacrifice lui coûtait et lui semblait médiocrement compensé par un chétif établissement accordé à un infant d'Espagne en Italie. C'est ce qu'il laissa clairement voir en envoyant à Brühl la première lettre de Richelieu. Il l'engageait vivement à faire

prononcer l'Autriche sans délai, parce que, si on laissait, disait-il, la France reprendre, avec la suite de la guerre, le cours de ses victoires, le roi serait peut-être moins disposé à se dessaisir de la jouissance du Brabant qui lui rapportait *déjà cinquante millions*. « Vous conviendrez que c'est un objet, ajoutait-il, et voilà tout ce que je peux vous dire sur cette affaire. »

Si c'était Louis XV lui-même qui eût fait entendre une telle menace, tout le monde, même Marie-Thérèse, y aurait peut-être regardé. Mais, tenu par Maurice seul et confié à l'oreille du comte de Brühl, ce langage ne devait ni être écouté, ni parvenir à son adresse. Ce fut tout cependant, et depuis lors, pas un mot ne se retrouve plus sur ce sujet dans la correspondance de Maurice [1].

Ni Richelieu ni Brühl, à la vérité, n'avaient les

1. Maurice de Saxe au comte de Brühl, 13 février 1747. — Vitzhum. p. 170. — Une des idées exprimées dans cette lettre, c'est que, si Louis XV persistait dans son système de renoncement personnel, il pourrait au moins établir l'infant dans les Pays-Bas et poser ainsi une *barrière* entre la France et la république de Hollande. — Le comte de Loss s'était aperçu de la froideur du maréchal, car, en envoyant cette lettre avec celle de Richelieu au comte de Brühl : « Nous avons, dit-il, eu une longue conversation sur ce grand objet chez le maréchal de Saxe, qui n'a abouti à rien et dont je ne suis guère content. » (Loss à Brühl, 13 février 1747. — Archives de Dresde.)

mêmes motifs pour quitter la partie si facilement. Tout au contraire, l'un avait peine à renoncer à la confidence d'un secret d'État qui accroissait son importance, l'autre, resté tout Autrichien au fond du cœur, tout en touchant l'argent de la France, se plaisait dans ce rôle de médiateur qui lui permettait de se maintenir à la fois en relations amicales avec les deux cours ennemies. L'un et l'autre devaient donc continuer plusieurs mois encore, en piétinant sur place, et sans faire un pas vers une solution, des correspondances qui, communiquées à l'impératrice, n'obtenaient d'elle que des réponses de plus en plus vagues et dilatoires; ils demeuraient seuls en réalité à y attacher quelque importance [1].

La vérité, d'ailleurs, c'est que, pour faire sérieusement affaire avec Vienne, il aurait fallu se

1. La correspondance de Richelieu avec Brühl se poursuit, pendant les mois de février, mars et avril, jusqu'à la reprise des hostilités, en tournant en quelque sorte dans un cercle. Un point surtout paraît faire une difficulté qui ne peut être levée. Marie-Thérèse refuse obstinément de comprendre, dans un arrangement avec la France, aucune convention relative à l'Espagne, avec qui elle se réserve de traiter directement par l'intermédiaire du Portugal. Elle demande aussi l'envoi d'un négociateur à Vienne, tandis que Richelieu insiste pour que, si on traite directement, ce soit à Paris que les conférences aient lieu. Le renouvellement de la guerre au printemps met fin à ces communications, qui ne présentaient plus d'intérêt. Voir Appendice A le récit fait par Richelieu lui-même de cette négociation sans résultat.

décider (surtout après les indiscrétions de Maurepas) à encourir successivement le déplaisir de Berlin. La chose absolument impossible, c'était de se rendre agréable aux deux endroits à la fois; et sur ce point, Marie-Thérèse et Frédéric, parfaitement au courant de leurs sentiments réciproques, s'entendaient sans se concerter. Qui se rapprochait de l'un, par là même s'éloignait de l'autre. Or, si Puisieulx, comme tous les politiques de la cour, ne s'était pas fait faute d'accuser les faiblesses de d'Argenson pour un ami aussi douteux que Frédéric, quand, une fois ministre, il s'agit, en changeant brusquement cette attitude, de se poser lui-même en adversaire déclaré d'un souverain puissant et irascible, il semble que la peur le prît et que le cœur lui ait manqué. Il n'est assurément ni le premier ni le seul ministre à qui la responsabilité du pouvoir, tombée inopinément sur ses épaules, ait paru plus lourde qu'il ne pensait, et qui se soit empressé de courir après des paroles prononcées à la légère quand elles ne tiraient pas à conséquence. C'est à un sentiment de cette nature qu'il faut attribuer l'empressement subit qu'on le vit mettre, sans attendre qu'on lui eût fait un reproche ou même une question, à bien établir qu'en fait de fidélité et de

dévouement à l'alliance prussienne, il ne le céderait pas à son prédécesseur.

A peine entré en convalescence, il se fit ménager un rendez-vous avec le ministre de Prusse, à Plaisance, chez Pâris-Duverney, et là, ouvrant son cœur avec une sorte d'épanchement mélancolique : « Le roi de Prusse, lui dit-il, aurait pu faire quelque chose de plus pour nous qu'il n'a trouvé à propos : au moins quelques démonstrations, en différentes occasions, qui nous auraient fait du bien ; mais il ne l'a pas cru convenable : cela doit nous suffire, parce qu'il connaît mieux ce qui convenait à ses intérêts que nous ne pouvons le faire. Nous sommes trop heureux d'avoir un ami et un allié aussi éclairé qu'il est, et qui gouverne ses affaires par lui-même. Il faut aussi que nous nous en rapportions à sa pénétration et à ses lumières sur ce qu'il peut ou ne peut pas faire. Ses intérêts sont les nôtres et ne peuvent pas nous être indifférents. Il a la Silésie, il faut qu'il la garde. »

Puis, allant au-devant du soupçon qu'il lisait dans les regards de son interlocuteur : « Vous ne devez pas prendre le change sur nos relations avec la cour de Dresde. Notre traité de subsides avec elle et le mariage de M. le dauphin ne nous permettent pas de rompre avec cette cour-là ; mais

nous savons que M. de Brühl sera toujours Autrichien ou Russe, quoi que nous puissions faire. Nous ne pourrions nous en débarrasser qu'en le perdant, et il y aurait de la témérité à l'essayer, puisque nous n'y réussirons pas. Le mieux que nous puissions faire est de connaître la Saxe pour ce qu'elle vaut, et que notre confiance en elle n'aille pas jusqu'à un certain point... je le répète, jusqu'à un certain point [1]... »

Et, de crainte que la confidence ne fût pas assez textuellement rapportée, ses premières instructions, envoyées à Valori, étaient conçues dans des termes d'une amitié aussi chaleureuse : « Le roi de Prusse, disait-il, est trop éclairé pour ne pas sentir que le désir que nous avons de rendre la tranquillité à nos peuples et à l'Europe ne sera jamais capable, dans aucun cas, de trahir nos intérêts au point de négliger les siens. Son objet doit être de garder la Silésie et de se l'assurer à perpétuité; et, c'est aussi ce qui nous convient le mieux, l'acquisition qu'il a faite étant le seul fruit que nous retirions d'une guerre si longue et si sanglante [2]. »

Enfin, averti que les bruits qui circulaient à

1. Chambrier à Frédéric, 18, 24 mars 1747. (Ministère des affaires étrangères.)

2. Puisieulx à Valori, avril 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministères des affaires étrangères.)

Dresde sur les rapports de Richelieu avec Brühl inquiétaient sérieusement le ministre de Prusse et pouvaient être présentés par lui sous une couleur fâcheuse, Puisieulx chargeait spécialement l'ambassadeur de France, des Issarts, de rassurer son collègue : « Dites-lui bien, écrivait-il, que le roi n'a pas changé de principes, qu'il n'y a rien ou, du moins, rien de sérieux dans la mission qu'on prête au duc de Richelieu. Il ne peut avoir été question, dans cette prétendue mission, de rien qui puisse inquiéter la cour de Berlin... Il ne nous convient pas moins qu'au roi de Prusse lui-même que ce prince, à la paix générale, puisse demeurer tranquille possesseur de l'acquisition que ses victoires lui ont procurée[1]. »

D'Argenson, on en conviendra, n'aurait pas mieux dit. Les gouvernements parlementaires ne sont donc pas les seuls où l'opposition, arrivée au pouvoir, pratique souvent la conduite et tient le langage que, la veille, elle censurait le plus amèrement.

Frédéric aurait été difficile s'il ne se fût pas contenté de ces assurances, d'autant plus qu'il ne tenait qu'à lui de penser que le nouveau ministre,

1. Puisieulx à des Issarts, 11 avril 1745. (*Correspondance de Saxe.* — Ministère des affaires étrangères.)

en se jetant ainsi en quelque sorte à sa tête et en se confondant en protestations d'amitié, ne faisait qu'obéir au sentiment général du public français, et qu'il n'aurait pas été maître de le contrarier. C'est du moins ce que lui assurait au même moment, dans un langage enthousiaste, un ami du ministre tombé, qui ne demandait pas mieux que de rester le courtisan et le conseiller de son successeur. Le bruit s'étant répandu que le roi de Prusse était malade : « cette mauvaise nouvelle, sire, vous aurait fait plaisir, lui écrivait Voltaire, si vous aviez vu comme elle a été reçue. Comptez qu'on fut consterné et qu'on ne vous aurait pas plus regretté dans vos États. Vous auriez joui de toute votre renommée; vous auriez vu l'effet que produit un mérite unique chez un peuple sensible; vous auriez senti la douceur d'être chéri d'une nation qui, avec tous ses défauts, est peut-être, dans l'univers, la seule dispensatrice de la gloire [1]. »

Caresses et compliments, Frédéric, complètement rassuré sur les conséquences du changement ministériel, reçut tout avec une bienveillance dédaigneuse. « Vous ferez bien, dit-il à Cham-

1. Voltaire à Frédéric, 9 mars 1747. (*Correspondance générale.*)

brier, de glisser, dans vos discours avec les ministres de Sa Majesté Très Chrétienne, que *j'étais* parfaitement informé du *chipotage* entretenu avec la cour de Vienne par la cour de Saxe; qu'à la vérité, on ne saurait trouver à redire de quel canal la France se servait pour avoir la paix, pourvu que mes intérêts ne fussent point sacrifiés; ce que la certitude où j'étais de la droiture des sentiments et des intentions de Sa Majesté Très Chrétienne et de ses lumières, ne me permettait pas de concevoir... — Je sais très bien, ajoutait-il ailleurs, que les ministres saxons n'ont fait qu'amuser les Français et les tromper. »

Bref, il résumait en ces quelques mots la ligne prescrite à ses agents. « Je vous dirai pour votre direction, dans le fond de l'âme, que je ne souhaite rien de plus que de pouvoir rester neutre et me mettre vis-à-vis de la France, sans l'effaroucher ni la rebuter... Je connais assez mes intérêts pour être convaincu de la nécessité qu'il y a d'être indissolublement attaché à la France, si je ne voulais préjudicier à mes intérêts, comme il était réciproquement de l'intérêt de la France de me tenir à elle et de m'avantager, si elle ne voulait préjudicier à ses affaires, et qu'en conséquence nous étions naturellement si bien ensemble que nous

n'avions pas besoin de traité d'alliance, mais seulement d'agir toujours et de chaque côté, conformément à nos intérêts réciproques[1]. » — « Le duc de Richelieu, écrivait-il encore à Voltaire, a vu à Dresde des dauphines, des fêtes, des cérémonies et des fats : c'est le lot d'un ambassadeur. » Comme il était vraisemblable que Richelieu, plein de son importance, s'était vanté à Voltaire de ses hauts faits diplomatiques, c'était une manière assez directe de lui faire savoir, en haussant les épaules, le peu de cas qu'il convenait d'en faire.

En somme, il était impossible de témoigner au nouveau ministre français une confiance fondée sur moins d'estime. Autant valait dire en propres termes : Je vois que je vous suis tellement à craindre que vous n'aurez jamais le courage de vous séparer de moi. Aussi il se sentait désormais si bien maître de la situation qu'il ne craignait pas de donner publiquement aux agents français des témoignages de satisfaction pour les protéger contre le déplaisir de leur cour. Ainsi, Valori ayant exprimé la crainte que sa qualité d'ami de d'Argenson ne lui nuisît auprès de son successeur et fait mine de vouloir se retirer, il

1. *Pol. corr.*, t. V, p. 310 et 326.

l'engagea à n'en rien faire, en l'assurant sur un ton de douce raillerie de sa protection. « Le marquis de Valori, écrit le ministre Podewils, m'a fait entendre l'autre jour que ses amis en France l'avaient averti sous main que sa cour n'était pas trop contente de lui, et qu'elle pourrait bien le faire remplacer par quelque autre qui eût l'esprit plus vif et qui possédât mieux le don de plaire... — Vous pouvez lui dire, répond Frédéric, que tout ce qu'il vous a dit sur ce sujet nous est inconnu, et que je n'y ajoute aucune foi, que l'on était content de son personnel, et que dans les affaires on faisait autant de cas de sa pesante raison que de la brillante imagination des autres [1]. »

C'est avec la même confiance dans son crédit et la même conviction qu'on n'avait rien à lui refuser qu'il insista auprès de Valori pour faire obtenir un bénéfice ecclésiastique à l'abbé de Maupertuis, frère du célèbre mathématicien qui s'était attaché à sa personne et qui vivait retiré à sa cour. L'idée était étrange, car si Maupertuis avait quitté la France, c'était en grande partie parce qu'avec ses opinions philosophiques un peu

1. *Pol. corr*, t. V, p. 327.

trop libres, il ne s'y sentait pas en pleine sécurité. La proposition fut cependant transmise à l'évêque de Mirepoix, qui avait la feuille des bénéfices. Le dévot prélat se récria, disant que l'abbé était un petit collet sans mérite et sans mœurs, pas beaucoup plus croyant que son frère, et qui ne ferait pas d'honneur à l'Église. Valori n'osa même pas faire part à Frédéric de ce refus déguisé. — « Qu'importe, répliqua-t-il, si l'abbé ne sert pas l'Église, sa nomination servira au moins l'État et l'Église n'est-elle pas dans l'État? » La raison parut convaincante à Puisieulx, et l'Église de France posséda un dignitaire de la façon du roi de Prusse [1].

Si Puisieulx n'osait pas regarder en face un allié et un neutre, on ne pouvait attendre de lui une attitude plus énergique vis-à-vis des puissances ennemies dont les représentants étaient réunis à Breda. Là aussi le changement de son langage fut complet. Lui qui avait si dédaigneusement blâmé l'extrême modestie des propositions qu'on l'avait chargé de défendre, — lui qui s'était vanté de malmener de si haut, tant les bourgeois de Hollande que le jeune lord anglais qu'il traitait de

1. Valori à Puisieulx, 13 mai 1747. (*Correspondance de Prusse.* Ministère des affaires étrangères.)

blanc-bec sans expérience, — baissant subitement de ton, se garda bien d'étendre en quoi que ce soit le terrain étroit sur lequel son prédécesseur s'était placé.

Son premier soin fut de réitérer les protestations de désintéressement absolu dont d'Argenson s'était montré si prodigue au nom de Louis XV. La seule différence, c'est qu'en professant ce système de renoncement, d'Argenson obéissait à des inspirations généreuses et à des maximes plus élevées que politiques : Puisieulx était tout simplement retenu par la crainte, en se montrant plus exigeant qu'on ne l'avait été avant lui, d'être rendu responsable de l'éloignement indéfini de la paix. Ce qui était excès de scrupules chez l'un n'était que timidité chez l'autre. En tout cas, rien ne ressemblait moins à la fameuse déclaration du grand cardinal annonçant à l'Europe, le jour de son entrée au pouvoir, que son roi en changeant de ministre changeait aussi de politique.

Il est vrai que pour tenir ce fier langage, il aurait fallu un autre interprète que celui que Puisieulx chargea d'aller porter la parole à sa place à Breda. Ce rôle important fut confié (à la surprise générale) à un des deux premiers com-

mis des affaires étrangères, La Porte-Dutheil, très bon serviteur à la vérité, dont on vantait l'intelligence et l'habileté et qui, depuis le commencement du siècle, avait été employé en sous-ordre avec succès dans toutes les négociations importantes. Mais son origine était obscure et, en dehors de son ministère, son nom était inconnu. C'était donc, dans les idées d'hiérarchie sociale qui régnaient alors, un bien petit personnage pour aller représenter la France devant l'Europe assemblée. Peut-être était-ce là son principal titre aux yeux de Puisieulx, à qui le rôle de plénipotentiaire avait servi de marchepied pour arriver au ministère, et qui pouvait craindre, en faisant un choix plus éclatant, de servir les intérêts d'un rival et de se préparer un remplaçant. Mais l'effet ne fut pas moins très fâcheux, et au premier moment même, l'envoyé anglais, lord Sandwich, se refusait à entrer en rapport avec l'agent français, prétendant qu'un pair d'Angleterre ne pouvait traiter d'égal à égal avec un simple commis. Il fallut lui envoyer une généalogie vraie ou fausse qui établissait que Dutheil était bon gentilhomme et n'avait pu entrer qu'à ce titre dans un des conseils du roi dont il était secrétaire. Sandwich retira son opposition. Les

preuves de noblesse lui avaient-elles paru suffisantes, ou bien n'avait-il pas réfléchi que la supériorité de son rang lui assurait un avantage dont il aurait tort de ne pas se prévaloir [1]?

Si le choix du nouvel envoyé français n'avançait pas les affaires, celui de l'envoyé espagnol, bien autrement étrange, était juste ce qu'il fallait pour tout compromettre. On ne sait par quelle fantaisie le ministère de Ferdinand VI avait eu la pensée de confier la tâche de représenter l'Espagne à Breda, dans une conjoncture si délicate, à un vieux magistrat qui avait su, à la vérité, acquérir une certaine réputation, mais qui, dans les circonstances mêmes auxquelles il la devait, avait fait épreuve du tour d'esprit le plus dépourvu de la souplesse et de la dextérité convenables à un poste diplomatique. Melchior Macanaz, c'était son nom (dont l'Espagne se souvient encore aujourd'hui), était un jurisconsulte de profession qui avait servi de conseiller à Philippe V lorsque le petit-fils de Louis XIV, d'après les avis de son aïeul, avait entrepris de réformer

1. Wassenaer à Puisieulx, 31 janvier. — L'abbé de Laville à Wassenaer, 6 février 1747. (*Conférence de Breda et d'Aix-la-Chapelle. Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

l'administration intérieure de son royaume, en restreignant les antiques franchises de Castille et d'Aragon. Une des plus grandes difficultés qui se fussent rencontrées dans cette tâche de tout point assez ardue, c'était l'étendue des immunités reconnues en Espagne au clergé, tant séculier que régulier, et qu'un prince français devait regarder comme incompatibles avec la dignité de sa couronne. Macanaz, pour venir en aide à l'autorité royale contestée, s'était engagé avec plus de passion que de prudence dans une lutte ouverte contre les prétentions ecclésiastiques, et ses écrits pleins de feu et d'érudition avaient paru respirer l'esprit et les doctrines de notre gallicanisme parlementaire. En terre d'inquisition, rien n'était plus dangereux. Toute la faveur de Philippe n'avait pu préserver des rigueurs du saint-office, ni les œuvres de Macanaz, dont la lecture fut interdite aux fidèles, ni sa personne qui dut, par prudence, être éloignée d'Espagne. Il avait passé trente ans, soit en France, soit dans les Pays-Bas, demeurant, disait-on, en correspondance avec Philippe V qui continuait à prendre secrètement ses avis. Il quittait à peine cette retraite et venait de rentrer dans sa patrie lorsqu'il fut appelé à en sortir de nouveau, chargé

d'une mission que personne ne s'attendait à voir confier à un proscrit de la veille.

Le seul qui n'en témoigna ni surprise ni mécontentement, ce fut d'Argenson, encore ministre quand la nomination fut annoncée à Paris. Il connaissait les écrits de Macanaz, approuvait ses doctrines et ne répugnait nullement à l'introduction de la science dans la politique. « J'ai présenté M. Macanaz au roi, écrivait-il, c'est un vieux philosophe fort savant dans le droit : il concourra au succès de nos affaires, ou du moins n'y gâtera rien. Le rôle qu'il va jouer à Breda est précisément celui que nous demanderions. » Vauréal, mieux informé, en jugeait bien différemment : « Je souhaite, écrivait-il, que par l'expérience que nous en ferons vous ayez lieu d'être content du choix qu'on a fait de M. Macanaz; c'est un homme sévère et caustique, hérissé de science et de formes, prévenu de lui-même, et qui se croit destiné à réformer l'univers[1]. »

1. D'Argenson à Vauréal, 31 décembre 1747. — Vauréal à d'Argenson, 10 janvier 1747. — D'Arneth, t. III, p. 270-272. — Sur le rôle de Macanaz, sous le règne de Philippe V, consulter Baudrillart : *Philippe V et la Cour de France*, p. 225-230. — Instruit par l'expérience, d'Argenson parle de Macanaz dans ses *Mémoires* autrement que dans sa correspondance. « C'est un vieux fou », dit-il.

Mais ce que ni d'Argenson, ni Vauréal, ni personne ne savait, c'est que, si en théologie et en jurisprudence Macanaz pensait à peu près comme un conseiller du parlement de Paris, il n'en était pas moins un Espagnol de la vieille roche. C'est dire qu'il avait contre la France tous les sentiments d'hostilité qui n'avaient peut-être jamais régné avec autant d'acrimonie au delà des Pyrénées que depuis que, la rivalité des deux monarchies ayant pris fin, la malveillance était accrue par le dépit d'être obligée de se contenir et de se cacher. Comme la plupart de ses compatriotes, Macanaz supportait impatiemment l'abaissement de l'Escurial devant Versailles, et ne voulait pas regarder comme inévitable cette conséquence, pourtant assez naturelle, de l'avènement d'un cadet de France au trône d'Espagne. Pendant son séjour dans les Pays-Bas autrichiens, l'idée lui était venue qu'en substituant aux relations de famille, qui avaient cessé d'exister, une alliance politique avec les héritiers de Charles-Quint, on pourrait rendre à l'Espagne quelque chose de son ancienne prépondérance sur le continent, et il était entré en relation et en confidence sur ce sujet avec des personnes en crédit à Vienne, entre autres avec l'illustre prince Eugène. Il

avait même cru un instant que son plan était prêt à se réaliser : c'était le jour où une infante d'Espagne, fille de Philippe V, déjà fiancée à Louis XV et confiée à la garde du régent, avait été brusquement congédiée par une intrigue de cour pour faire place à Marie Leczinska. Élisabeth Farnèse alors, dans un violent accès d'irritation, avait décidé son époux à conclure avec les ennemis de sa famille un traité menaçant pour la France, qui, à la vérité, ne dura qu'un jour et ne reçut pas même un commencement d'exécution. Le mauvais succès de cette folle tentative n'avait pas découragé Macanaz, et il se mettait en route pour Breda, l'esprit plein de l'espérance de reprendre son dessein favori, persuadé que le moment était venu de le mettre au jour, mais n'en faisant pourtant confidence à personne afin de conserver pour lui seul le mérite et l'honneur de l'invention.

Effectivement, l'arrivée de ce petit vieillard portant allègrement ses soixante-dix-sept ans, n'ayant plus qu'une dent dans la bouche, mais parlant avec une telle volubilité qu'on avait peine à le comprendre, mit tout de suite tout le monde en révolution. D'abord il avait été convenu que, pour se conformer au rôle secondaire que leurs

cours avaient accepté, les plénipotentiaires non convoqués à Breda resteraient à La Haye, attendant le résultat des délibérations auxquelles ils n'étaient pas appelés à prendre part, et les envoyés autrichien et sarde, les comtes d'Harrach et de Chavanne, étaient déjà à leur poste, dans l'attitude expectante qui leur était commandée; mais Macanaz déclara qu'il ne l'entendait nullement ainsi, qu'il avait bien l'intention de se rendre à Breda de sa personne, et il engagea ses collègues à faire comme lui. Chavanne se laissa entraîner par l'exemple; d'Harrach, soit que ses instructions fussent plus précises ou son naturel moins entreprenant, se borna à les regarder faire.

Arrivé à Breda, Macanaz ne perdit pas un jour pour faire connaître d'abord verbalement à l'envoyé français, Dutheil, puis à la conférence réunie, par un mémoire écrit, qu'il avait la volonté arrêtée d'être admis lui-même à discuter les intérêts de sa cour, celle-ci n'entendant charger personne de plaider sa cause à sa place. Ce fut un véritable coup de théâtre. Dutheil et Sandwich, aussi étonnés l'un que l'autre, mais l'un voulant cacher sa déconvenue, l'autre ne voulant pas laisser voir combien il s'en amusait, ne pouvaient se regarder sans rire. Il n'y avait point de

réponse à faire à une demande qui renversait toutes les conventions faites. Le secrétaire de Macanaz fut renvoyé les mains vides.

Dutheil, qui se rendit chez lui après la séance, le trouva dans un véritable accès de fureur. Il éclatait en reproches, surtout contre la France, qui fermait elle-même la porte au nez de son alliée. Dutheil essaya vainement de le calmer. — « Mais qui donc voulez-vous tuer ici, monsieur Macanaz? lui ai-je dit, laissez-moi plutôt vous embrasser et vous exhorter à réfléchir que nous n'avons point à nous quereller quand nos maîtres s'entendent. » — Il n'en fallait pas moins donner avis de l'incident à Paris et à Madrid, et tout fut de nouveau en arrêt [1]. Et, en attendant, les yeux restaient fixés sur l'étrange figure que faisaient les deux envoyés de la maison de Bourbon, si ridiculement en conflit l'un avec l'autre.

A Paris, cela va sans dire, la prétention de Macanaz fut traitée, ainsi qu'elle le méritait, comme une fantaisie sans gravité. L'ambassadeur d'Espagne, plus surpris que personne, se montra même très offensé que Macanaz, passant par la

1. Dutheil à Maurepas, 1er mars 1717. (*Correspondance de Hollande. Conférence de Bréda.* — Ministère des affaires étrangères.) Quand l'incident éclata, Maurepas gérait encore l'intérim des affaires étrangères.

France, ne l'eût pas prévenu de son incartade : il promit d'y mettre ordre et suppliait qu'on n'y attachât pas d'importance. Tout au plus quelques ennemis de d'Argenson se donnèrent-ils le malin plaisir de faire remarquer qu'il n'était pas bien surprenant qu'une machine si mal mise en train ne pût pas même faire un tour de roue. « Je connais des gens, écrivait Duverney à Dutheil lui-même, qui ont dit au défunt ministre des affaires étrangères que la forme qu'il voulait donner à cette assemblée lui causerait plus d'un embarras; mais on est souvent obligé de marcher à la suite de l'imbécillité des autres. Ayez donc courage et patience [1]. »

A Madrid, les choses allèrent un peu différemment. Au premier moment, les arrangements pris étant formels, il n'y avait pas moyen de les nier, et le comte de Carvajal (c'était le nom du nouveau ministre appelé par Ferdinand VI à diriger les affaires étrangères) fut bien obligé de convenir que l'extrême vivacité de Macanaz avait pu lui faire faire quelque étourderie : « Je crois que c'est le premier homme de quatre-vingts ans,

1. Pâris-Duverney à Dutheil, 14 mars 1747. (*Correspondance de Hollande. Conférence de Breda.* — Ministère des affaires étrangères.)

fit observer Vauréal, qu'on ait réprimandé à titre de vivacité et d'étourderie. » Mais quelques jours après, tout était changé, et quand Vauréal vint s'informer si des ordres avaient été donnés pour faire cesser le scandale qui avait lieu à Breda : « Il y a bien eu un scandale, répliqua Carvajal en se redressant, mais c'est M. Dutheil qui l'a donné. Si M. de Macanaz était exclu de la conférence par nos ennemis, à la bonne heure; mais que ce soit le ministre de France qui l'exclue, pendant que nos ennemis sont prêts à l'admettre, c'est ce qui n'a jamais eu d'exemple. » Vauréal resta consterné, la surprise même lui coupant la parole; il eut beau rappeler les conventions arrêtées, les promesses données, en répétant les paroles mêmes dont on s'était servi, le ministre ne voulant se souvenir de rien. « Je crois décidément, écrivait l'ambassadeur, qu'on veut maintenant faire manquer la conférence, » et il supposait que quelque séduction venue d'Angleterre à travers Lisbonne devait expliquer ce revirement incompréhensible [1].

Il ne se trompait pas, mais ce n'était pas à Lisbonne (où se continuaient toujours, par les

1. Vauréal à Puisieulx, 4 avril 1747. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.)

correspondances de la reine d'Espagne, des pourparlers qui n'avançaient pas), c'était bien à Breda même, sous les yeux et à la barbe du plénipotentiaire français, que l'idée de conclure un arrangement direct entre l'Espagne et les puissances alliées contre nous par l'intermédiaire si inopinément offert de Macanaz était sérieusement débattue. Il faut bien le croire, puisque M. d'Arneth nous l'assure et que les dépêches anglaises et autrichiennes confirment cette étrange assertion. C'était l'effet des prévenances de toute sorte dont Macanaz s'était vu l'objet dès qu'on avait su qu'il rompait en visière à son collègue de France. Anglais, Piémontais, Autrichiens, c'était à qui viendrait flatter et encourager ses prétentions. Sandwich, Chavanne, puis le comte et la comtesse d'Harrach (accourus sur-le-champ à Breda, sur le bruit de la querelle), se pressaient autour de lui, le choyant, le comblant de compliments et de politesses. Bientôt, il ne sortit plus de leur compagnie. « Il y a, écrivait Dutheil, autour de milord Sandwich, toute une volière, dont M. Macanaz est l'oiseau privé. Il y mange dans la main. » Rien de plus naturel que, dans ces épanchements, on fît parler le vaniteux vieillard sur les conditions que l'Espagne, suivant lui, pouvait mettre

à sa défection de l'alliance française. En effet, quelle aubaine inespérée? De quel ridicule ineffaçable la France ne serait-elle pas couverte, si on la voyait sortir seule de la conférence qu'elle avait elle-même convoquée, s'étant laissé dérober, à l'aide d'un véritable tour de passe-passe, le seul allié qu'elle eût encore! Le plaisir de faire jouer à Louis XV, devant toute l'Europe, ce rôle de dupe, valait assurément quelques concessions. Il n'en fallut pas davantage pour faire croire à Macanaz qu'il était maître de la situation et arbitre des conditions de la paix. Bientôt ses conversations prirent un tour assez sérieux pour que Sandwich et d'Harrach crussent devoir demander à leurs cours des pouvoirs spéciaux pour négocier et au besoin pour conclure avec cet auxiliaire inattendu, et le ministre espagnol, ébloui par les vanteries enthousiastes de Macanaz, n'osait plus désavouer un agent qui paraissait si sûr de son fait.

L'illusion, ou plutôt la comédie, ne fut, à la vérité, pas de longue durée, et ce fut la présomptueuse sottise du *vieux philosophe* qui ne tarda pas à y mettre un terme. Dans tous ses entretiens, Macanaz partait de là, que la nouvelle monarchie espagnole avait hérité de tous les

droits de l'ancienne, et que, dès lors, Philippe V avait été en réalité le seul héritier légitime de Charles VI. C'était donc à l'Espagne, non pas à solliciter qu'on lui fît sa part en Flandre ou en Italie, mais à déterminer elle-même et à dicter celle de tout le monde : il ne fallait plus demander ce que Marie-Thérèse voudrait céder en Italie, mais ce que l'Espagne consentirait à lui laisser garder. Or, en vertu de cette autorité souveraine, la Toscane était assignée à l'infant Philippe, la Lombardie et le duché de Parme avec un titre royal à Charles-Emmanuel, la république de Gênes devait rentrer dans la plénitude de son indépendance. L'Espagne gardait la Sardaigne pour elle-même, recouvrait certains droits de suzeraineté dans les Pays-Bas, et rentrait par la même occasion dans la possession de Gibraltar. Toutes ces belles choses étaient mises par écrit et confiées à tous les échos par Macanaz lui-même, avec une intempérance de langue que rien ne pouvait contenir. On peut juger ce que pensa Marie-Thérèse en recevant des communications de cette nature transmises par d'Harrach, non sans quelque embarras. Elle ne daigna ni les discuter, ni même les lire jusqu'au bout. « L'homme a perdu la tête », dit-elle en haussant

les épaules, et d'Harrach eut défense de continuer la conversation.

Sandwich essaya bien de la poursuivre, et à force de peine amena Macanaz à se réduire à quelques propositions plus raisonnables. Mais quand il s'agit d'exhiber des pouvoirs pour rédiger au moins des préliminaires, Macanaz dut convenir qu'il n'en avait pas, et se refusa même à donner plus longtemps des signatures. Ainsi finit cette sotte entreprise, laissant assez confus ceux qui avaient été assez naïfs pour y ajouter foi [1].

Mais le ridicule était pour tout le monde, aussi bien pour le gouvernement français, ouvertement bravé par son allié, que pour ses ennemis qui avaient failli tomber eux-mêmes dans le piège qu'ils lui avaient tendu, et c'était la conférence tout entière qui, après avoir donné ce spectacle grotesque, ne pouvait se remettre à l'œuvre sans être l'objet de la risée publique. En particulier, il ne pouvait plus être question de l'expédient bâtard et boiteux imaginé par d'Argenson, du moment que le premier essai avait si mal tourné

1. D'Arneth, t. IV, p. 278-280. — Dutheil à Maurepas et à Puisieulx, *passim*. (*Correspondance de Hollande. Conférence de Breda.* — Ministère des affaires étrangères.)

et n'avait pu fonctionner même un seul jour. Aussi le découragement était général. Dutheil demandait à grands cris à être rappelé. L'Espagne ne pouvait ni soutenir ni désavouer l'agent qui l'avait compromise. Puisieulx cherchait quelque moyen de revenir à des bases plus acceptables. La reprise des opérations militaires et une révolution politique qui en fut la suite, en fermant la bouche à toutes les négociations, vinrent à point pour tirer tout le monde de peine.

III

Du moment, en effet, où la paix était de nouveau indéfiniment ajournée, c'était à la guerre qu'il fallait songer et pourvoir. Et tout de suite la plus grave question avait dû se présenter. Dans quelle condition devait s'engager la nouvelle campagne? Une chose, on le sait, avait été reprochée à d'Argenson, presque autant que ses idées chimériques et ses faiblesses sentimentales, c'étaient les ménagements excessifs qu'il avait gardés avec les bourgeois de Hollande et l'instruction donnée au maréchal de Saxe de ne

jamais franchir, même au lendemain d'une victoire, la frontière du territoire de la république. C'était cette consigne suivie par Maurice avec scrupule, bien qu'en frémissant, jusqu'à la dernière heure, qui l'avait contraint pendant toute une saison à piétiner sur place par de belles, mais stériles manœuvres, et en contenant avec peine l'ardeur de son armée. A plus d'une reprise (on l'a vu), obligé d'expliquer à Frédéric cette timidité involontaire, il s'était attiré une réponse aussi flatteuse pour lui-même, que sévère et dédaigneuse pour les supérieurs dont il avait dû, malgré lui, exécuter les ordres. Ce véritable métier de dupe allait-il lui-être imposé de nouveau? A quoi lui servait alors la chute du marquis d'Argenson? Ce n'eût pas été la peine d'avoir poussé lui-même en quelque sorte un ministre dehors, pour continuer à subir ces ridicules entraves. Il réclama donc très impérieusement la liberté de s'en affranchir et d'ouvrir ses opérations de l'année par une attaque directement portée sur le sol même de la Hollande.

Toute naturelle que fût cette insistance, il n'obtint pas sans peine qu'on en tînt compte, mais comme il ne s'agissait pas cette fois, comme dans le cas des pourparlers engagés avec Vienne, d'une

négociation toujours incertaine à poursuivre, mais d'un point qui intéressait tout ensemble sa gloire et le bon renom des armes françaises, il ne se découragea pas si aisément. Pour se faire écouter des ministres, il n'hésita pas à mettre en œuvre toutes les ressources du crédit que lui donnaient sur l'esprit de Louis XV l'entrée de sa nièce dans la famille royale et les services qu'il était, par là même, en mesure de rendre, non plus seulement sur le champ de bataille, mais dans les démêlés intérieurs et domestiques de la cour.

Il ne s'était pas trompé, en effet, en pensant que cette alliance lui viendrait efficacement en aide pour affermir dans sa patrie adoptive sa position toujours précaire et contestée par des rivaux envieux; mais quelque avantage qu'il s'en fût promis, il n'avait peut-être pas prévu lui-même jusqu'à quel point sa parenté avec l'héritier du trône allait lui permettre de pénétrer dans l'intimité du souverain et de sa famille. Le nouveau mariage royal, si convenable au point de vue politique, si bien assorti par le rang et l'âge des époux, n'en commençait pas moins par des débuts assez pénibles. Ce n'est pas qu'une bienvenue générale n'eût accueilli la première

apparition de la princesse. Tout souriait au contraire à cette enfant de quinze ans, qui, dans l'éclat d'une situation inespérée, dont elle ne semblait ni éblouie, ni embarrassée, déployait des grâces naïves propres à lui gagner tous les cœurs. Si ses traits n'étaient pas d'une beauté régulière, la fraicheur de son teint, la noble élégance de sa taille, la douceur pénétrante de son regard, une physionomie à la fois candide et piquante, donnaient à toute sa personne un charme inexprimable. Le roi s'amusait de la vivacité ingénue de ses réparties, et elle désarmait ce que Maurice appelait les préventions *stanislaques* de la reine, en se jetant dans ses bras avec une confiance filiale. Chacun faisait tout bas une comparaison à son avantage avec la contenance sévère de la fière Espagnole qu'elle remplaçait. Le seul qui ne parût pas touché, mais plutôt impatienté de ce contraste, c'était celui qui aurait dû en être le plus séduit, le dauphin lui-même. Attaché à la femme qu'il avait perdue avec la vivacité d'un premier amour, le jeune prince était encore inconsolable et ne pouvait pardonner à la raison d'État de le condamner sitôt à l'oubli. La nouvelle mariée, disait-on, ne s'apercevait que trop des sentiments de

son époux : avant même leur première rencontre, et pendant qu'elle faisait route en France, une lettre adressée à sa dame d'honneur et tombée par erreur entre ses mains l'avait préparée à l'accueil plein de trouble et de sécheresse qui lui était réservé. Cette froideur visible parut même telle, dans les premières relations du jeune ménage, qu'on put croire que le but du mariage serait manqué et que la cour de France attendrait encore quelque temps un héritier [1].

Puis quand l'embarras des premiers moments fut dissipé, la position de la jeune femme, encore novice dans l'art des cours, au milieu d'une famille très divisée, n'en restait pas moins assez délicate. Pour commencer, quelle conduite tenir et comment se comporter envers madame de Pompadour? La marquise avait favorisé le mariage et comptait sur la reconnaissance. Puis, bien qu'on ne se fît pas faute de lui chercher des rivales, même parmi les filles des plus nobles maisons, rien n'avait pu encore détourner d'elle les regards du roi, et ce qui n'avait semblé à la première heure qu'une fantaisie passagère prenait

1. Vitzhum, *Maurice comte de Saxe, et Marie-Josèphe*, p. 158, 160, 180. — Chambrier à Frédéric, 20 février 1747. — Ministère des affaires étrangères.) Loss au comte de Brühl, février 1747. (Archives de Dresde.)

tout l'air d'un engagement durable qu'il était prudent de ménager [1].

Mais le dauphin froissé, par la vue du scandale, dans la ferveur de ses sentiments religieux, très attaché d'ailleurs à sa mère, et plus sensible qu'elle-même à l'affront fait à la reine de France, ne pouvait dissimuler sa répugnance, et l'exprimait avec la liberté de langage alors usitée dans les cercles les plus relevés, en termes très peu ménagés. Ses sœurs, Mesdames, filles du roi, d'une voix plus discrète, parlaient à l'unisson, principalement Madame Henriette, la plus spirituelle, la plus vive et la plus aimée de son frère. Enfin, l'une des dames qui avait dû prendre son service auprès de la nouvelle dauphine était madame de Lauraguais, sœur de madame de Châteauroux, et elle ne dissimulait pas combien elle était blessée de voir remplacée, par un choix si vulgaire et de si petite qualité, la noble sœur dont (si la rumeur publique disait vrai) elle avait elle-même un instant partagé la faveur. Assiégée

1. « Les fêtes, écrit à Belle-Isle un de ses correspondants de la cour, sont finies sans aucune aventure ; les bals, que bien des gens croyaient devoir être le tombeau du crédit de madame de Pompadour, ont été son triomphe. Le roi ne l'a presque pas quittée et a passé des heures à côté d'elle : on n'a rien remarqué qui ait donné le moindre soupçon d'un changement de goût; il n'a paru à personne rien qui pût donner de l'ombrage. »

de ces conseils divers, quel parti la princesse devait-elle prendre? Comment se garder de tant de pièges et d'écueils? Fallait-il flatter les complaisances du roi pour garder sa bienveillance, ou la déplaisance du dauphin pour gagner son cœur? — « Les cabales ne s'endorment pas, écrivait le comte de Loss, et les différents partis qui sont à la cour tâchent de gagner du terrain auprès de madame la dauphine pour l'attirer chacun à soi. Le parti de la reine voudrait en faire une dévote, pendant que le roi très chrétien voudrait qu'elle s'attachât uniquement à lui. Elle a fait un compliment très obligeant, qu'on lui avait conseillé, à madame de Pompadour [1]. »

Aucune de ces agitations souterraines de l'intérieur royal, de ces *chiffonnages de cours*, comme il les appelle, n'échappait à Maurice. Chargé, par les parents de sa nièce, de veiller sur les premiers pas de la princesse, il la regardait comme sa pupille et s'était fait le confident de ses peines secrètes. Mais il avait su réussir également à mettre le roi lui-même sur le pied de lui parler

1. Loss à Brühl, 18 février 1747. (Archives de Dresde.) « Le dauphin, écrit Chambrier, appelle madame de Pompadour : maman p... » D'Argenson affirme que le prince avait défendu à sa femme d'assister aux spectacles des Petits-Cabinets. Cette assertion n'est pas confirmée par d'autres témoignages.

avec une ouverture peu conforme à la nature défiante et dissimulée de ce prince; devant ce censeur si peu rigoureux, Louis, désormais livré sans combat à tous ses penchants, ne rougissait d'avouer aucune de ses faiblesses. Ainsi consulté de part et d'autre, ami et conseiller de tous, Maurice intervenait avec une bonhomie pleine de finesse, sinon pour déjouer toutes les intrigues, et sinon pour concilier tous les différends, au moins pour en prévenir l'éclat. Jusqu'où cette intimité était poussée : avec quel détail, par exemple (et de quelle nature!) Louis XV le mettait au courant de ce qui pouvait l'inquiéter dans les premières relations des jeunes époux, c'est ce que non seulement les lettres de Maurice à son frère, mais même les dépêches officielles de l'ambassadeur de Saxe nous rapportent avec une exactitude qui ne permet vraiment pas de les reproduire. L'imagination du lecteur s'en fera peut-être quelque idée par la pièce suivante dont le ton lui paraîtra déjà assez étrange; il m'excusera si nos habitudes actuelles sont un peu surprises du spectacle qui était donné, il y a cent cinquante ans, sans étonner personne, à toute la cour assemblée.

« Je n'aurai pas, écrit Maurice à Auguste III, de peine à dire des vérités agréables à Votre

Majesté sur le compte de madame la dauphine : cette princesse a réussi on ne peut mieux... elle s'est démêlée de tout ceci avec toute l'adresse imaginable. Je n'ai su que l'admirer. A quinze ans, il n'y a plus d'enfants dans ce monde-ci, à ce qu'on dit, et en vérité elle m'a étonné... M. le dauphin paraissait un écolier auprès d'elle. Aucune faiblesse, ni *enfanterie* n'a paru dans aucune de ses actions, et certes, il y a des moments où il faut toute l'assurance d'une personne formée pour jouer avec dignité ce rôle. Il y en a une entre autres, celle du lit où on ouvre les rideaux lorsque l'époux et l'épouse ont été mis au lit nuptial, qui *est terrible*, car toute la cour est dans la chambre, et le roi me dit, pour rassurer madame la dauphine, de me tenir auprès d'elle. Elle soutint cela avec une tranquillité qui m'étonna. M. le dauphin se mit la couverture sur le visage, mais ma princesse ne cessa de me parler avec une liberté d'esprit charmante, ne faisant pas plus attention à ce peuple de cour que s'il n'y avait eu personne dans la chambre. Je lui dis en m'approchant que le roi m'avait ordonné de m'approcher d'elle pour rassurer sa contenance et que cela ne durerait qu'un petit moment. Elle me dit que je lui faisais plaisir, et je ne l'ai quittée et ne

lui ai souhaité la bonne nuit que lorsque ses femmes eurent refermé les rideaux et que la foule fut sortie. Tout le monde sortit avec une espèce de douleur, car cela avait l'air d'un sacrifice, et elle a trouvé le moyen d'intéresser tout le monde pour elle. Votre Majesté rira peut-être de ce que je lui dis là, mais la bénédiction du lit, les prêtres, les bougies, cette pompe brillante, la beauté, la jeunesse de cette princesse, enfin le désir qu'on a qu'elle soit heureuse, toutes ces choses ensemble m'inspirent plus de pensées que de rire. Il y avait dans la chambre tous les princes et les princesses qui composent cette cour, le roi, la reine, plus de cent femmes couvertes de pierreries et d'habits brillants. C'est un coup d'œil unique et, je le répète, cela a plus l'air d'un sacrifice. »

Et quelques jours après : « Je fus au souper où madame la dauphine ne mangea pas... C'est la grande fatigue qui en est cause, et j'ai dit au roi que si on ne lui procurait pas de repos elle tomberait malade. J'en suis sur les dents de l'avoir suivie. Il fait une si forte chaleur dans les appartements qu'il y a de quoi mourir, par la grande quantité de monde et de bougies le soir, avec cela ses habits ont été d'un poids que je ne sais comment elle a pu les porter... Le roi me fit

prendre l'autre jour sa jupe, qui était sur un canapé, pendant que madame la dauphine était à sa toilette, elle pesait bien soixante livres; il n'y a aucune de nos cuirasses qui pèse autant. Je ne sais pas comment elle a pu tenir huit ou neuf heures sur ses pieds avec ce poids énorme [1]. »

« Il faudra donc que tout vous cède! » disait Louis XV à Maurice, après quelque scène pareille; et, de fait, il n'y avait moyen de rien refuser à un ami qu'on laissait entrer si avant dans ses secrets de famille, surtout quand cet ami était en même temps un grand serviteur de l'État, qui ne demandait que la liberté de rendre ses services plus glorieux encore et plus efficaces. Maurice obtint donc, avant de repartir pour la Flandre, ce qu'il désirait le plus au monde, la permission de conduire ses opérations à son gré et de les pousser jusqu'où lui conviendrait. Mais rien ne prouve mieux combien son intervention était nécessaire pour vaincre la mollesse et l'incertitude des conseillers de Louis XV que les pré-

1. Maurice à Auguste III, 12 février 1747. Cette lettre a déjà été citée dans la *Vie de Maurice de Saxe*, par M. Saint-René Taillandier. Pour l'ensemble de ces détails, voir l'ouvrage déjà cité : Vitzthum, *Maurice de Saxe et Marie-Josèphe*, p. 160 à 190. — Voir aussi : le comte de Loss au comte de Brühl, 18 février 1747. (Archives de Dresde.)

cautions de langage qui furent employées en lui faisant connaître une décision aussi sensée pourtant que virile. Ce fut le maréchal de Noailles qui, après l'avoir chaudement appuyée dans le conseil, fut chargé de la lui transmettre en l'accompagnant des recommandations suivantes : « En attaquant les Hollandais, lui disait-il, on est ici cependant dans la résolution d'user de beaucoup de ménagements à l'égard du pays et des peuples, on ne veut principalement que faire sentir au gouvernement les suites et les funestes conséquences de se laisser dominer par des influences étrangères, et l'obliger enfin à concourir sincèrement à des vues de paix pour assurer la propre conservation de la république. C'est un remède extrême qu'on veut administrer avec douceur, sans néanmoins préjudicier à la fermeté et à la vigueur de l'exécution. J'ai cru qu'il était important que vous fussiez informé des véritables dispositions du conseil du roi sur cet objet [1]. »

Ces paroles étaient à peu près textuellement reproduites dans la déclaration que Chiquet, l'agent resté chargé des affaires de France à La

1. Noailles à Maurice, 11 avril 1747. (*Papiers de Mouchy.*)

Haye, reçut l'instruction de porter aux États généraux, pour les préparer à l'approche imminente des armées françaises. Les preuves de modération données par la France depuis le commencement de la guerre y étaient rappelées et énumérées : la présence constante et l'accroissement prochain des troupes hollandaises dans les rangs ennemis ne justifiaient-elles pas toutes les mesures défensives? et si la victoire avait favorisé les armées des alliés, les soldats de la république auraient-ils respecté le territoire français? Du reste, ajoutait le document, tout serait conduit avec une extrême modération. Une sévère discipline serait imposée aux troupes. La religion des populations serait respectée, nulle atteinte ne serait portée à la liberté des consciences, et, pour qu'on ne pût douter du désintéressement du roi de France, il s'engageait à ne considérer les places qu'il occuperait que comme un dépôt qui serait rigoureusement restitué dès que la guerre serait terminée ou que les Hollandais auraient cessé d'y prendre part. Cette argumentation ne souffrait pas de réplique; on peut s'étonner cependant qu'une justification quelconque fût nécessaire. Tel était toutefois le respect qu'inspirait à l'Europe entière cette petite, mais sage

république, — qui, par ses capitaux, fournissait des écus aux trésors de tous les États obérés, et dont les gazettes étaient les seuls organes libres de l'opinion, — qu'au premier moment l'étonnement, j'ai presque dit l'indignation, fut encore, plus que la peur, le sentiment dominant dans l'assemblée, véritablement stupéfiée. A force de servir de refuge aux proscrits de tous les pays, la Hollande s'était accoutumée à se regarder elle-même comme un territoire d'asile inviolable où le bruit des armes ne devait jamais se faire entendre et dont la force, même victorieuse, devait respecter le seuil. « Tous les membres qui composaient l'assemblée, écrit Chiquet, furent tellement consternés qu'aucun d'eux n'ouvrit la bouche, soit pour, soit contre, soit même pour aviser aux moyens de détourner le coup dont cet État est menacé, et l'on se contenta de mettre l'affaire en commission et d'ordonner que lesdites pièces seraient envoyées aux provinces respectives de l'Union [1]. »

L'impression fut plus vive encore et plus générale lorsque l'effet vint, sans tarder, suivre

1. Chiquet, chargé des affaires de France, à Puisieulx, 21 avril 1747. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

la menace. Une fois en liberté d'agir, Maurice se mit à l'œuvre avec son énergie et sa promptitude accoutumées. Ce fut sur la province maritime de Zélande et sur les places fortes bordant le cours inférieur de l'Escaut jusqu'à son embouchure qu'il dirigea sa première attaque. En partant de Versailles, le 30 avril, il avait annoncé que tout serait fini en quinze jours, et personne ne le voulait croire, car on avait peine à comprendre comment une armée embarrassée d'un matériel de siège, pourrait manœuvrer sur un sol mouvant, coupé de mille canaux et détrempé par de constantes inondations. Mais il ne voulait pas même avoir l'air de prendre la difficulté au sérieux. « Soyez le bienvenu, monseigneur, écrivait-il au comte de Clermont, qui lui demandait ses ordres et le lieu où il devait le rejoindre, nous ferons de la bonne besogne, s'il plaît à *Gott*, ce dieu des Allemands. Ces messieurs voulaient nous manger avant que nous pussions être rassemblés : il faut les gruger par détail, et puis leur donner des coups comme à Rocoux... Les Hollandais crieront : Aïe! Aïe! mais qu'ils crient ou ne crient pas, il n'importe guère [1]. »

1. Maurice de Saxe au comte de Clermont, 10 avril 1747. (*Papiers de Condé.* — Ministère de la guerre.)

La gageure fut tenue; et, entre le 1er et le 17 mai, les citadelles de l'Écluse, de Sas de Gand, d'Hulst et d'Axel avaient successivement capitulé, et tout le cours du fleuve, jusqu'à la mer, était sous la possession des armes françaises. C'était justement parce qu'on avait trop compté sur les défenses naturelles et sur la longanimité du gouvernement français que les garnisons, partout surprises, n'étaient nullement prêtes à la résistance. Lowendal portait les coups que Maurice dirigeait de son quartier général, qu'il avait transporté à Anvers. Il put croire un instant que le duc de Cumberland, encore occupé à La Haye à rassembler les troupes alliées, allait venir l'y chercher. Mais les succès furent si rapides, que le temps manqua même pour donner à cette menace un semblant d'exécution.

Chacun de ces brillants faits d'armes était annoncé par Maurice avec sa verve railleuse accoutumée : « Je vous envoie la capitulation de l'Écluse, écrit-il le 22 avril; elle est, comme on dit, au gros sel. Donnez une commission de colonel à celui qui vous l'apporte, c'est un de mes meilleurs marmitons. » — Et le 4 mai : « Je tiens maintenant le loup par les oreilles; il

ne me reste plus qu'Hulst, dont je viendrai à bout dans quatre jours. »

Puis le 12 : « M. Delaroque (le commandant d'Hulst) m'a fait dire que le cadre d'or qu'il avait l'intention de mettre à mon portrait serait plus ou moins large, suivant la capitulation que je lui accorderais. » — Enfin, le dernier jour annonçant la chute d'Axel : « Tout est fini; je crois que cela s'appelle viser juste, vu les difficultés qu'il y avait à surmonter [1]. »

Cette dernière conquête était de toutes la plus singulière, car la forteresse d'Axel, élevée sur une des îles de l'Escaut, semblait par là même à l'abri d'une attaque improvisée : elle se rendit cependant sans qu'il fût même tiré un coup de canon. Ce fut l'œuvre d'un très jeune officier, le comte de Broglie, second fils du dernier maréchal et frère du nouveau duc; son supérieur, M. de Contades, lui en faisait honneur dans les termes suivants : « On a raison de dire que les moyens qui paraissent le plus éloignés de la vraisemblance réussissent quelquefois. Je voyais des difficultés sans nombre pour pénétrer dans l'île d'Axel, séparée du continent par un bras de

1. Maurice de Saxe au comte d'Argenson, 13 mai 1747. (Ministère de la guerre.)

mer, ne pouvant cependant me flatter de se rendre maître d'Axel qu'après avoir débarqué dans l'île. Quelque extraordinaire que cette position me parût, j'ai envoyé un officier à Axel pour porter une lettre à l'officier qui y commande : je lui mandais que j'avais des choses à lui proposer qui lui seraient utiles à la ville et à sa garnison, et que, s'il l'approuvait, je lui enverrais un officier principal pour lui en faire part; il y a consenti, j'y ai envoyé le comte de Broglie, qui a trouvé moyen de lui persuader que je lui donnais une grande marque de bonté en lui permettant d'évacuer le pays d'Axel et de sortir de la ville avec les honneurs de la guerre. Il a signé la capitulation, que j'envoie à M. le maréchal de Saxe par M. le comte de Broglie. Je ne doute pas que M. le maréchal ne le charge de vous la porter; il est certain que j'avais remis cette importante négociation en bonnes mains et que je dois à son éloquence de n'être pas obligé d'entreprendre une besogne dont la réussite était fort incertaine [1]. »

1. Contades au comte d'Argenson, 17 mai 1747. (Ministère de la guerre.) — Le comte de Broglie dont il est ici question est le même qui fut, quelques années après, ambassadeur en Pologne et chargé de la mission confidentielle que j'ai racontée dans le *Secret du roi*. Né en 1719, il avait alors vingt-huit ans.

Maurice chargea en effet le jeune comte d'aller porter à Versailles cette nouvelle, qui complétait une série de prodiges, non sans exprimer pourtant quelque regret que, même à ce prix, la garnison d'Axel eût obtenu sa liberté : « Je vous envoie, écrivait-il, le petit comte de Broglie, qui a eu l'éloquence de persuader au commandant d'Axel de rendre la place et tout ce qui restait. Nous voilà quittes de ces gens-là jusqu'au revoir; le procès est gagné. J'aurais bien voulu avoir les six bataillons; ils me tiennent un peu au cœur. » A Versailles, on était trop satisfait pour se montrer si difficile. « M. de Broglie, écrivait le comte d'Argenson, est venu me dénicher à Neuilly, où je ne m'attendais pas à recevoir sitôt les nouvelles de la prise d'Axel et de son territoire. Il n'y a personne, à commencer par le roi, qui n'ait été saisi d'étonnement en apprenant cette nouvelle, et il ne faut pas avoir regret de voir échapper une garnison qui vous a cédé à si bon marché le pays qui était confié à ses soins. A l'égard de M. de Broglie, je le garderai jusqu'à ce que le roi m'ait donné des ordres sur les grâces que Sa Majesté jugera à propos de lui accorder [1].

1. Maurice de Saxe au comte d'Argenson, 17 mai. — Le comte d'Argenson à Maurice de Saxe, 19 mai 1747. (Ministère

« Il faut avouer, s'écriait le maréchal de Noailles, que nous avons affaire à des gens bien obligeants. » Et, ravi des succès de son ami, il se mettait lui-même en route pour la Flandre, sous prétexte de faire une tournée d'inspection, en réalité pour le féliciter lui-même et se placer, comme il le lui écrivait, *à l'ombre de ses lauriers*. « Ce que je vois ici, s'écriait-il en arrivant, est incroyable à qui ne le vérifierait pas de ses propres yeux. » — Il était heureux de lui annoncer en même temps que le roi portait son traitement de maréchal-général à trente mille francs par an, somme supérieure à celle qui avait été accordée à Turenne et à Villars, qui n'en avaient jamais reçu que vingt-quatre mille [1].

C'était toucher Maurice à un point très sensible, car il n'était, on le sait, nullement indifférent à ce genre de récompense, et le profit lui semblait un juste complément de la gloire. Il avait même songé un instant (c'est la correspon-

de la guerre.) — Voici comment l'ambassadeur de Venise à Paris raconte cet incident : Le comte de Broglie, jeune homme plein d'esprit et de vivacité, est monté en bateau, accompagné seulement d'un tambour; s'approchant de la forteresse, il a crié à haute voix qu'un officier de distinction voulait parler au gouverneur au nom du roi de France.

1. Noailles à Maurice de Saxe et au comte d'Argenson, 11 avril-17 mai 1747. — D'Argenson à Maurice, 27 mai 1747. (Ministère de la guerre.)

dance de Noailles lui-même qui nous l'apprend) au début de la campagne, à profiter de l'occasion et de la victoire pour se procurer une source de gains, qui, moins honorable que les grâces royales, eût été plus lucrative. On avait, suivant lui, un moyen d'atteindre les marchands de Hollande à un point qui leur tenait plus au cœur même que l'intégrité de leur territoire : c'était de donner à l'entrée de leurs ports la chasse aux navires qui leur rapportaient les richesses du monde entier. L'exécution eût été confiée à des bâtiments armés en course dont Maurice aurait eu lui-même l'entreprise. C'était s'adjuger d'avance une part de prise dont, vu l'étendue du commerce hollandais, le montant aurait pu être assez élevé. Malheureusement l'intention était trop évidente et tout le monde y aurait vu clair. Ce furent les conseils de l'amitié éclairée de Noailles qui le détournèrent de ternir ainsi, par un bas calcul d'intérêt, tout l'éclat de sa renommée : « L'amitié que je vous ai vouée, mon cher maréchal, lui avait-il écrit, veut et exige que je vous écrive en particulier sur le projet d'envoyer en votre nom des vaisseaux en mer pour courir sus aux Hollandais. Je crains l'abus que vos envieux et vos ennemis en pour-

raient faire contre vous. Vous êtes l'objet de l'amour et de l'admiration du public, il faut éviter toute démarche qui pourrait tendre à altérer des sentiments qui doivent vous être d'autant plus agréables qu'ils sont l'effet et le fruit des services que vous avez rendus à la nation. L'entreprise de courir sus aux vaisseaux hollandais peut avoir de grandes suites, elle peut être une occasion de perpétuer la guerre. Vous connaissez le désir de toute la France, c'est de vous qu'elle en attend la fin et non la continuation : ne trompez pas son attente, vos propres réflexions suppléeront à tout ce que je pourrais vous marquer sur la couleur noire et odieuse que nombre de gens que votre mérite efface, ne manqueraient pas de donner à cette entreprise. Défendez-vous des mauvais conseils qui vous sont donnés et ne souffrez jamais qu'on donne atteinte à votre gloire. — D'ailleurs, ajoutait-il, ne poussez pas trop fort les Hollandais : on peut réduire les gens au désespoir et ils usent de tous les moyens; regardez ce qui s'est passé à Gênes. »

C'était parler avec autant de noblesse que de raison, et le dernier conseil en particulier ne manquait pas de prudence, car l'événement ne

tarda pas, ce semble, à le justifier. L'opération, si vivement menée par Maurice, n'avait qu'un tort qui ne lui était pas imputable : c'était d'arriver trop tard et de manquer par là l'effet principal qu'elle aurait dû produire. Si l'exécution eût eu lieu à pareille date, une année auparavant, quand l'Angleterre retenait chez elle toutes ses troupes et son meilleur général pour tenir tête à l'insurrection écossaise, quand l'armée autrichienne, concentrée tout entière au fond de l'Allemagne, n'était pas encore remise de l'humiliation que lui avaient imposée les armes victorieuses de Frédéric, la république délaissée et prise à la gorge sans trouver un défenseur n'aurait eu de ressources que de demander grâce par la plus humble et la plus prompte soumission. Mais les dispositions avaient changé avec les événements : la partie, presque gagnée par l'Autriche au midi de l'Europe, était redevenue, malgré la stérile victoire de Rocoux, incertaine ou du moins possible encore à disputer au nord, et le duc de Cumberland était présent de sa personne à La Haye, entouré de généraux et des ministres de toutes les puissances alliées : une convention militaire qui venait d'être signée lui assurait la disposition de cent trente mille hommes

(soixante mille Autrichiens, quarante mille Hollandais, le reste composé d'Anglais, de Hanovriens ou de Hessois à la solde britannique). Céder ou même reculer d'un pouce avec une pareille force en main, c'était une humiliation inacceptable pour un jeune prince, très fier de son renom militaire. Rien d'étonnant qu'il mît tout en œuvre pour s'en épargner le dégoût; et un conseiller aussi bien armé ne manquait pas d'arguments pour faire agréer, même aux plus timides, des partis de résistance et d'énergie. Aussi l'idée de défendre à tout prix la patrie et la religion menacées se répandit-elle bientôt dans les masses populaires, toujours d'autant plus promptes à braver le péril qu'elles sont plus incapables d'en mesurer la portée. L'esprit de parti et le fanatisme se réunirent pour exploiter ce réveil du patriotisme. Tandis que, du haut des chaires, les prédicateurs (surtout ceux qui, de race française, se rappelaient les rigueurs de la révocation de l'édit de Nantes) alarmaient les consciences et excitaient à courir sus à l'oppresseur papiste, les partisans de la maison de Nassau faisaient entendre plus haut que jamais leur éternelle complainte sur l'incapacité des magistrats républicains et la nécessité de concentrer tous les

moyens de la résistance nationale entre les mains d'un chef unique. Ainsi fomentée et entretenue, la fermentation devint en peu de jours extrême d'un bout à l'autre des Provinces-Unies. A chaque fois que les courriers arportaient la nouvelle d'un nouveau succès de l'armée française, c'étaient dans les cités populaires des explosions d'indignation publique, et la faiblesse trop visible de la défense était taxée de lâcheté et de trahison. Des bandes furieuses parcouraient la rue, portant des étendards aux couleurs de la maison de Nassau et faisaient entendre le cri de : « Vive le prince d'Orange! » Serrés ainsi entre deux craintes égales, se sentant même plus menacés dans leurs personnes par la violence populaire que par l'invasion étrangère, les pauvres magistrats républicains perdaient véritablement l'esprit : leur imagination était hantée par le souvenir des scènes sanglantes dont, au siècle précédent, tout le courage des deux Witt n'avait pu les préserver. Dans leur désespoir, ils s'en prenaient, eux aussi, à la France qui les jetait sans pitié dans de tels embarras : « Vous nous perdez, disait Wassenaer à Dutheil, c'est vous qui allez faire le stathoudérat. » — « Je vois bien, écrivait Chiquet, le chargé d'affaires de France,

que cet épouvantail commence à ne plus les effrayer [1]. »

Dans leur perplexité, un dessein étrange paraît même leur être venu à la pensée; c'était d'envoyer à Berlin offrir à Frédéric ce pouvoir du stathoudérat, illustré par de si grands souvenirs, pour lui-même ou pour un prince de sa maison. Et pourquoi non? Guillaume III n'avait-il pas été stathouder de Hollande en même temps que roi d'Angleterre? Pourquoi le roi de Prusse ne serait-il pas, à son exemple, investi d'une double qualité qui ferait de lui le champion armé des intérêts protestants et de la résistance à l'oppression française? Ils espéraient détourner par cet artifice le mouvement qu'ils ne pouvaient plus contenir, et échapper à l'humiliation de subir le joug de leur ennemi héréditaire. C'était pour un jeune vainqueur un grand rôle à jouer : aussi le ministre de Prusse à La Haye, Ammon, parut-il flatté de cette perspective et ne se cacha pas de l'encourager. Mais en fait de projets de grandeur, Frédéric ne prenait conseil que de lui-même. Il n'avait nulle envie de quitter le poste

1. Chiquet à Puisieulx, 27, 28, 29 avril-9 mai 1747. — Dutheil à Puisieulx, 21-30 avril 1747. — *Conférence de Breda. Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

d'observation où il restait juge des coups pour se mêler de nouveau aux conflits européens, avant l'heure qu'il aurait choisie et dans d'autres conditions que celles qu'il aurait fixées lui-même. Il repoussa la proposition aussi bien pour lui-même que pour les siens. « Je suis bien aise, écrivait-il à son envoyé, de voir que j'ai encore des partisans en Hollande, et qu'on y est revenu des préjugés qu'on avait à mon égard... Mais ceci ne m'aurait pas accommodé du tout : mon État ne trouverait aucun avantage d'un pareil établissement, cela me brouillerait également avec la France et l'Angleterre [1].

Et pour ne laisser aucune incertitude sur ses intentions, il dit tout haut, en pleine table, devant le marquis de Valori, que le roi de France faisait très bien d'agir résolument avec les Hollandais, et que la paix serait déjà faite, si on n'avait pas usé de tant de ménagements [2].

1. Frédéric à Ammon, ministre à La Haye. *Pol. corr.*, t. V, p. 395). Droysen, t. III, p. 336. L'attitude du ministre de Prusse à La Haye est signalée par Chiquet (25 avril) en termes assez nets pour que Puisieulx, alarmé, croie devoir l'engager à surveiller avec soin la conduite de cet envoyé (29 avril). — L'ambassadeur de Venise à Vienne affirme aussi (17 mai) qu'aussitôt que la déclaration de la France fut connue, les magistrats hollandais en firent part au roi de Prusse en invoquant son assistance.

2. Valori à Puisieulx, 29 avril 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

En attendant, le flot qui grossissait d'heure en heure devenait irrésistible. Celui qui portait par héritage le titre de prince d'Orange n'était que le parent éloigné des grands stathouders : c'était, de plus, un petit homme chétif, difforme et n'ayant donné aucun signe qu'il fût digne de sa race. Peu importe, il portait le même prénom que le Taciturne et, comme l'adversaire heureux de Louis XIV, il avait épousé une fille du roi d'Angleterre. Dans les jours de crise, l'imagination populaire n'est pas difficile : les ressemblances extérieures et nominales lui suffisent; on se plut à décorer Guillaume IV du nom de tous les talents de ses ancêtres, et on le porta sur le pavois sans lui en demander davantage [1].

La province de Zélande, où la maison de Nassau possédait de grands biens, et qui souffrait la première de l'invasion française, fut aussi la première à donner le signal. Une émeute força les bourgmestres républicains à se démettre, et

1. Voici le portrait que fait le duc de Luynes de prince d'Orange : « Il a trente-six ans, il est petit et bossu; d'ailleurs, il a de l'esprit. On prétend que le caractère de son esprit est d'être porté à la critique. Voici le moment que la scène s'ouvre pour juger de lui. Ce qui est certain, c'est qu'il n'est point militaire et qu'il n'a aucune expérience des troupes. » (*Journal de Luynes,* t. VIII, p. 216.)

l'assemblée provinciale proclama le pouvoir du prince. La même scène fut bientôt suivie de ville en ville, jusqu'à ce qu'enfin, le 15 mai, l'idole populaire fît son entrée triomphale à La Haye, au milieu des acclamations d'une foule enivrée, et les États généraux, subissant docilement la contrainte, lui décernèrent, avec le titre de stathouder, celui de capitaine général et d'amiral, et la pleine disposition de toutes les forces de terre et de mer. — « Je doute, écrivait Chiquet, qu'on en ait jamais plus fait pour aucun monarque. La populace l'a fait stathouder, et les bourgeois, pour ne le céder à personne, le traitent en souverain; peu s'en faut qu'il ne le soit. » Il ajoutait qu'on ne pouvait plus sortir dans les rues sans porter la cocarde de la maison d'Orange : ceux qui ne la prenaient pas couraient risque d'être jetés dans les canaux. Quant à lui, il n'osait plus mettre le pied hors de sa demeure, personne ne voulait plus le connaître, pas même les ministres étrangers, ses collègues, et d'heure en heure il pouvait voir sa maison pillée ou détruite.

Le premier acte du nouveau stathouder fut d'ordonner une levée supplémentaire de trente mille hommes, et de rappeler van Hoey, qui était

encore à Versailles le représentant nominal de la république [1].

Quand la nouvelle de cette soudaine révolution arriva en France, d'Argenson en triompha dans sa retraite, rappelant qu'il avait toujours dit qu'en poussant à bout les Hollandais, on ne réussirait qu'à les exaspérer et non à les faire capituler. Il oubliait que le tout en politique est de saisir le moment opportun, et que, faite à temps, la même entreprise aurait eu probablement un résultat opposé. Quant à Puisieulx, son successeur, il affecta de n'éprouver ni surprise, ni désappointement : « Je serais fâché, écrivait-il à Chiquet, que la république prît des partis violents : mais nous nous y attendions, et malheur aux vaincus. » — « Les Hollandais, disait Louis XV, avec un sang-froid peut-être plus naturel, sont de bonnes gens : on dit qu'ils vont nous déclarer la guerre, ils y perdront plus que nous [2]. »

A Breda, ville hollandaise, le plénipotentiaire

1. « J'ai toujours dit la vérité, disait le brave homme au désespoir en s'en allant ; mais les rois d'Israël disaient aux voyants : Ne nous dites pas des visions de droiture, mais des choses qui nous seront agréables, des paroles de moquerie. »

2. *Journal et Mémoires de d'Argenson*, t. IV. — Puisieulx à Chiquet, 3 mai 1747. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.) — Louis XV au maréchal de Noailles, 19 mai 1747. Rousset, t. II, p. 278.

français ne pouvait plus rester en sûreté pour sa personne. Dutheil reçut l'ordre de rejoindre sans délai le quartier général du maréchal de Saxe pour y attendre que la délibération pût être reprise dans un lieu où l'on jouirait de plus de liberté. Au fond, personne n'était fâché de trouver, pour interrompre indéfiniment une conversation si mal engagée, une raison qui ne fût pas un prétexte [1].

1. Puisieulx à Dutheil, 10 mai 1747. (*Correspondance de Hollande*, — conférences de Bréda. — Ministère des affaires étrangères.)

CHAPITRE VII

Situation des diverses puissances au début de la campagne de 1741. — Maurice de Saxe et le duc de Cumberland restent en observation entre Anvers et Bruxelles. — Le roi se rend à l'armée. — On presse Maurice de commencer les opérations. — Il s'y décide et se rend à Tongres avec le roi pour commencer le siège de Maëstricht. — Cumberland le suit et vient offrir la bataille, sous les murs de cette ville. — Arrivée du ministre Puisieulx et de l'ambassadeur d'Espagne venant demander au roi de trancher un différend survenu entre les généraux français et espagnols en Italie.

Opération de l'armée française en Italie sous le commandement du maréchal de Belle-Isle, aidé par son frère le chevalier. — Reprise des îles Sainte-Marguerite, et conquête de tout le comté de Nice. — Le duc de Boufflers est envoyé à Gênes pour prendre le commandement de la ville assiégée par les Autrichiens et les Piémontais. — Il demande du secours aux armées française et espagnole. — Dissentiment entre Belle-Isle et le général espagnol La Mina sur le moyen de lui venir en aide. — La Mina veut arriver à Gênes en suivant le littoral ; Belle-Isle veut opérer une diversion en franchissant les Alpes, pour menacer le Piémont et Turin. — Le différend est soumis à la décision du roi, en Flandre. — Délibération du conseil royal à Tongres. — Le plan de Belle-Isle est rejeté bien que jugé préférable, mais afin de ne pas mécontenter le gouvernement espagnol.

Maurice de Saxe et Cumberland en viennent aux mains devant Maëstricht autour du village de Lawfeldt. — Incidents de la

bataille. — Victoire des Français. — Résultat imparfait de la journée. — L'armée des alliés repasse la Meuse et sa présence rend l'investissement de Maëstricht impossible.

Suite des opérations militaires d'Italie. — Belle-Isle commence sans attendre la décision royale à préparer le passage des Alpes et l'attaque sur le Piémont. — Cette menace décide le roi de Sardaigne à faire lever le siège de Gênes. — Belle-Isle croit pouvoir profiter de cette délivrance imprévue, pour ne pas tenir compte des ordres du roi et poursuivre son plan dont l'exécution est confiée à son frère le chevalier. — Le roi de Sardaigne aidé par les Autrichiens fortifie les défilés des Alpes. — Attaque du fort d'Exiles. — Combat du col de l'Assiette et mort héroïque du chevalier de Belle-Isle. — Désespoir du maréchal. — Discorde et récriminations réciproques des généraux espagnols et français. — Impression fâcheuse produite par l'échec d'Exiles qui compromet tout le succès de la campagne d'Italie. — Mécontentement du roi, du conseil et de la cour contre Belle-Isle.

« Je vois, écrivait Voltaire à Frédéric, ce qui était vrai en automne devenu faux au printemps, et tout le monde criant la paix, la paix, et faisant la guerre à outrance. » On ne pouvait mieux définir la situation. Après six mois de discussions et de conférences de toutes sortes sur divers théâtres, la guerre recommençait sur toute la ligne exactement dans les conditions où elle s'était arrêtée l'année précédente. L'invasion du territoire hollandais ayant produit dans le gouvernement intérieur des Provinces-Unies, une réaction toute différente de celle qu'on espérait (et qu'on aurait probablement obtenue quelques mois plus tôt), le seul effet de ce coup

d'éclat était d'ouvrir un champ plus libre aux opérations de Maurice et de le débarrasser des entraves qui l'avaient gêné dans la dernière campagne. Mais, sauf cette différence (qui n'était assurément pas sans importance pour les chances de la lutte nouvelle), les combattants rentraient en lice dans la même position respective qu'à pareille date, un an auparavant. C'étaient toujours France et Espagne d'un côté; Angleterre, Autriche, Sardaigne et Hollande de l'autre; et entre deux, l'Allemagne en observation et la Russie sur la réserve, maintenues, par des sentiments divers, dans une neutralité inquiète. Le théâtre de la guerre qui recommençait n'avait pas non plus changé. C'étaient encore l'Italie à reconquérir et la Flandre à garder, les mêmes pièces, en un mot, aux mêmes cases de l'échiquier. Tant d'efforts et de sang versé n'avaient fait faire, à vrai dire, aucun pas dans aucun sens.

Et à l'intérieur des divers États engagés dans le conflit comme acteurs ou comme spectateurs intéressés, les dispositions aussi étaient les mêmes. Entre les deux royautés de la maison de Bourbon, on allait voir encore le même renversement des rôles naturels : l'aînée, la plus puis-

sante, celle qui aurait dû commander et conduire, suivant à regret et avec une docilité chagrine les injonctions de la cadette et de la plus faible, et Ferdinand VI exerçant sur Louis XV la même pression que son père, bien que par d'autres et plus doux moyens. Ce n'étaient plus, à la vérité, les violences de l'impérieuse Farnèse; mais la reine portugaise, plus adroite que l'italienne, tenait tout autant, sans en avoir l'air, à rester maîtresse dans son ménage et dans son royaume. Elle avait l'art d'entretenir à Lisbonne, dans son ancienne patrie, tantôt avec l'Angleterre, tantôt avec l'Autriche, une négociation qui continuait toujours sans aboutir jamais : manœuvre censée secrète, mais que tout le monde soupçonnait, qu'elle désavouait un jour et à laquelle elle faisait mine le lendemain de vouloir associer l'ambassadeur de France. L'Espagne gardait ainsi une porte ouverte pour sortir de l'alliance, à son gré, le jour où elle trouverait mieux son compte ailleurs, en laissant dans l'isolement la France privée de son seul auxiliaire. C'était une menace toujours suspendue dont on pouvait à tout moment supposer et craindre l'exécution. Il n'en fallait pas davantage pour qu'on n'osât jamais mécontenter

une alliée si peu sûre et qui pouvait, d'un jour à l'autre, cesser de l'être. En regimbant, en murmurant contre des prétentions capricieuses et des exigences incommodes, on finissait toujours à Versailles par obéir. L'artifice avait beau être apparent, Puisieulx, on va le voir, ne devait pas mieux parvenir que d'Argenson à s'en dégager. Et le plus disposé comme le plus propre à faire jouer tous les ressorts de cette politique captieuse, c'était le nouveau ministre de Ferdinand, le comte de Carvajal, Anglais d'origine et toujours attaché à la patrie de ses aïeux, dont un agent britannique qui le connaissait disait quelques années plus tard : « Nous ne le rendrons jamais aussi Anglais que nous le voudrions, mais je réponds qu'il ne sera jamais Français [1]. »

On se rappelle quel trouble cette méfiance réciproque, entretenue entre les deux cours alliées, avait jeté déjà, à plus d'une reprise, sur le théâtre de la guerre où leurs armées devaient manœuvrer en commun, et par suite de quelles déplorables rivalités l'Italie septentrionale, un instant conquise, avait été perdue et le territoire français envahi. Il n'y avait malheureusement pas

1. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, t. IV, p. 60.

plus de garantie que par le passé et beaucoup moins d'espoir encore que ces fâcheux dissentiments ne se reproduiraient pas. La substitution de Belle-Isle à Maillebois, réclamée par la cour d'Espagne et accordée pour lui complaire, n'avait produit entre les deux états-majors en conflit qu'une conciliation momentanée. Le général espagnol, le marquis de La Mina, gardait toujours avec ses ressentiments contre la prépondérance française, la prétention d'exercer, malgré le nombre et la qualité très inférieure des forces dont il disposait, la direction suprême des opérations. Belle-Isle, comme on le connaît, n'était pas homme à la lui céder sans contestation. De là, désaccord, incertitudes, fausses manœuvres et par suite nouvelles défaites et nouveaux désastres en perspective.

Heureusement pour la France, les mêmes divergences existaient avec un degré au moins égal d'acrimonie, dans les rangs des puissances coalisées contre elle. Je n'ai point à revenir sur ce que j'ai tant de fois fait connaître, — la querelle toujours ouverte entre l'Angleterre et l'Autriche, — chacune, au fond de l'âme, désirant que la paix fût conclue aux dépens de l'autre, — la méfiance trop fondée qu'avait dû laisser dans

l'âme de Marie-Thérèse, contre les intentions suspectes du roi de Sardaigne, le souvenir d'une défection un instant consommée. Là aussi, ces soupçons réciproques, ce défaut de concert et d'union, se faisaient ressentir dans la conduite des opérations militaires; chacun des mouvements exécutés en commun donnait lieu, soit dans l'action à de vives discussions, soit à des récriminations amères quand le succès n'avait pas répondu à l'espérance. Si l'Autriche accusait l'Angleterre d'avoir entraîné malgré elle ses troupes d'Italie dans la mauvaise campagne de Provence, l'Angleterre répondait en imputant les succès de Maurice de Saxe au retard et à l'insuffisance des contingents autrichiens envoyés en Flandre. C'est du reste l'histoire assez monotone de toutes les coalitions, et on peut la deviner d'avance sans qu'il soit nécessaire d'en signaler à chaque incident la répétition.

La seule modification notable que le cours d'une année eût apportée aux dispositions dans lesquelles les puissances alliées engageaient la lutte, c'était un refroidissement très sensible survenu en Angleterre dans les sentiments belliqueux, non pas encore du roi, mais du parlement et du public. On n'en était plus à Londres

à l'accès de confiance enthousiaste qui avait suivi l'écrasement de l'insurrection écossaise. Le retour du duc de Cumberland en Flandre n'avait nullement produit l'effet qu'on se promettait de la seule apparition du vainqueur de Culloden : c'était une déception que venait encore d'accroître l'échec de l'invasion autrichienne en Provence, objet un instant des espérances du fanatisme protestant. Et il n'en fallait pas moins inscrire au budget de la nouvelle année plus de deux millions de livres sterling pour l'entretien des troupes anglaises sur le continent et les subsides distribués aux souverains allemands : il n'était pas étonnant que cette proposition fût tristement accueillie. On avait espéré vaincre : il fallait encore combattre et toujours payer. La fatigue gagnait même les rangs ministériels et on disait que, même dans le cabinet, les avis étaient partagés et que plus d'un ministre, lassé de demander toujours de l'argent, eût été désireux de poser les armes. Les deux frères Pelham, qui présidaient le conseil, semblaient même s'être fait entre eux, pour conserver le pouvoir, un partage de rôles tout à fait significatif. Tandis que l'aîné, le duc de Newcastle, faisait sa cour au roi en partageant ses désirs guerriers, le

cadet, chargé de conduire la majorité parlementaire, commençait à exprimer assez haut ses souhaits pacifiques et son dégoût de tant d'efforts stériles et ruineux. Un instant même on put croire que le parti de la paix allait l'emporter dans le ministère, quand on vit le secrétaire d'État chargé de la politique extérieure, lord Harrington, faire place à un successeur inattendu qui ne fut autre que le célèbre Chesterfield. Cet homme aimable, d'humeur conciliante, en relations affectueuses avec les principaux personnages de la cour de France, ne devait pas aimer la guerre, encore moins travailler à la faire durer.

Bien loin cependant qu'on dût voir dans cette nomination imprévue un acheminement vers cette paix qui devenait le vœu général, c'était plutôt le contraire qu'on devait attendre de la circonstance qui l'avait amenée. Si Harrington sortait du conseil, c'est qu'il avait découvert que le roi, se méfiant des instructions conciliantes qu'il avait pu donner à Sandwich à son départ pour Breda, entretenait avec ce plénipotentiaire une correspondance secrète par le moyen du duc de Newcastle, afin de pouvoir prévenir à temps toute concession trop facile. Harrington s'étant

montré justement piqué de cet espionnage royal, offrit sa démission qui fut immédiatement acceptée. Quant au choix, effectivement inattendu, de son successeur, il s'expliquait tout simplement par ce fait que Chesterfield, appelé par la lieutenance d'Irlande à entrer quelquefois en relation personnelle avec le roi, avait su désarmer ses préventions grâce à l'agrément de ses manières. Cette fonction, de plus, l'avait éloigné de Londres, au moment de la crise de l'année précédente, dont le dénoûment avait été si pénible pour la royauté, obligée de congédier son favori, après quelques jours seulement d'un pouvoir éphémère. George ne voyait pas en lui un des auteurs directs de l'humiliation qu'il avait dû subir. Faut-il croire aussi, suivant la remarque ingénieuse que fait à cette occasion un noble historien anglais (descendant lui-même de de Chesterfield), qu'un esprit vulgaire ne peut contenir qu'une certaine dose d'affection et de haine et la transporte toujours d'un sujet à l'autre sans la diminuer ni l'accroître? Bref, Chesterfield, d'ennemi personnel qu'il était la veille, se voyait l'objet, sinon d'une faveur, au moins d'une préférence royale. — « J'ai foi en vous (*I believe you*), » lui avait dit le roi. Il fallait

bien répondre à cette confiance, au moins au début, par un peu de complaisance, et sans renoncer à ses sentiments personnels, les contenir au fond de son cœur jusqu'à un moment plus propice pour les produire au dehors [1].

C'est, ce me semble, ce que laissait entendre le nouveau secrétaire d'État, avec le tour habituellement gracieux de son esprit, en répondant à une de ses amies françaises, qui, apprenant qu'il était ministre, croyait déjà la paix conclue. « Vous me demandez la paix comme si je l'avais en poche : je voudrais bien l'y avoir. Si vous voulez la prendre comme je vous la donnerais, vous l'aurez dès demain : mais malheureusement, vous voulez que nous la prenions telle que vous nous la voulez donner, et voilà ce que nous ne voulons pas plus que vous ne voulez de la nôtre. Dans cette différence de sentiments, je doute fort si les plénipotentiaires à Breda seront assez habiles pour constater un certain milieu raisonnable, et il me semble que vous nous forcerez à renvoyer cette négociation à cent quarante mille plénipotentiaires que nous aurons en

1. Coxe, *Pelham administration*, t. I, p. 340 à 346. — *Journal de lord Marchemont* (ami de Chesterfield), t. I, p. 180 et suiv.

Flandre, et à soixante mille autres qui vont actuellement négocier en Provence [1]. Je ne doute nullement que vous n'envoyiez à leur rencontre un nombre égal de ministres que vous croyez aussi habiles qu'eux, et le résultat de ces conférences sera sûrement plus intéressant et plus décisif que ne le serait celui des conférences de Breda. Pour dire deux mots sur cet article, voici la vérité du fait. J'avoue vos succès en Flandre : avouez-moi vos pertes en Italie. Vous voulez une paix sur le pied de vos succès : une telle paix nous serait aussi funeste que la campagne la plus malheureuse, il vaut mieux tenter l'une que de se soumettre à l'autre. Pour faire montre de ma lecture, je vous remarquerai que c'était la maxime des Romains, de ne jamais faire la paix que victorieux : peut-être poussaient-ils cette idée quelquefois trop loin, mais au fond ils s'en sont bien trouvés. Ne croyez pas, au reste, que je cherche plaies et bosses : au contraire, je vous assure que je suis pacifique, et que je serais bien heureux de contribuer à une paix qui fût solide et ne bouleversât pas l'Europe [2]. »

1. La lettre est écrite avant la séparation de la conférence et pendant l'invasion de la Provence.

2. Lettre à madame la marquise de Monconseil. — 2 décembre 1746. (*Correspondance de Chesterfield*, t. III, p. 186.)

Une chose aussi venait, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, en aide au roi pour combattre le sentiment de lassitude qui aurait pu porter ses sujets et son parlement vers une conclusion de paix trop accommodante à son gré : c'étaient les avantages aussi glorieux que profitables que les flottes anglaises ne cessaient de remporter sur mer et le bénéfice que le commerce anglais pouvait s'en promettre. Il y avait là une source d'honneur et de lucre à laquelle les moins belliqueux ne renonçaient pas aisément, et sur ce point aucune satisfaction n'était refusée à l'amour-propre pas plus qu'à l'intérêt bien entendu, d'une nation qui mettait déjà son commerce au premier rang de ses préoccupations. Ce n'était pas seulement l'expédition tentée par le duc d'Enville pour reprendre Louisbourg, le cap Breton et Annapolis qui venait d'échouer misérablement, les vaisseaux français s'étant vus jetés par la tempête sur une côte désolée de la Nouvelle-Écosse où le duc lui-même avait péri. Ce succès, quelque important qu'il fût déjà, n'était rien auprès de l'éclatante victoire que remporta l'amiral Anson en vue même des côtes anglaises au cap Finistère, juste au moment où la guerre allait recommencer sur le continent, et à propos

pour tempérer l'effet étourdissant produit par la poussée audacieuse de Maurice en Hollande. Dix vaisseaux de la marine royale, escortant sept navires de la compagnie des Indes, également armés en guerre, étaient capturés d'un coup avec leurs chargements et leurs équipages. L'issue du conflit, à la vérité, n'avait pu être un instant douteuse; toute la valeur déployée par les navires français et leur commandant La Jonquière ne pouvait rien contre l'écrasante supériorité de l'escadre anglaise qui comptait dix-sept vaisseaux de haut bord. Mais la prise n'en était pas moins d'une valeur inappréciable; on eut de quoi remplir vingt-deux chariots d'or, d'argent et de denrées de prix, auxquels on fit remonter la Tamise et traverser Londres au milieu d'une foule enthousiasmée. De tels trophées allaient au cœur même des négociants de la cité, d'autant plus que l'avenir promettait encore plus d'une perspective flatteuse du même genre, la marine de France ainsi réduite ne pouvant plus guère suffire à faire la police de la mer, ni à protéger son commerce. « C'est le dernier soupir de notre marine, » disait d'Argenson (dans le *Journal* dont il avait repris la suite au fond de sa retraite), et cette réflexion

un peu chagrine n'était pas dépourvue de vérité. Après des journées pareilles le parlement, de quelque humeur d'économie qu'il fût animé, aurait eu mauvaise grâce à chicaner sur l'argent qu'on lui demandait, quand on pouvait prétendre qu'en définitive il était placé à gros intérêts.

On voit qu'en fin de compte, ceux qui descendaient en champ clos n'y portaient guère moins d'obstination et d'ardeur que par le passé. En revanche, ceux qui s'étaient abstenus d'y paraître, les témoins et les neutres, éprouvaient moins d'envie que jamais de s'y engager. La neutralité de l'empire, encore douteuse l'année précédente, était, cette fois, tout à fait assurée. La diète faisait décidément la sourde oreille aux exhortations passionnées de Marie-Thérèse : à ce point que la princesse, désespérant de faire mouvoir ce corps immense et inerte, se bornait à essayer de grouper dans des associations particulières les États qui, plus exposés en cas d'invasion, pouvaient se croire plus intéressés à se mettre en garde. C'est ainsi qu'elle avait rêvé d'établir une petite confédération au sein de la grande, composée des cinq cercles du Haut et du Bas-Rhin, de Souabe, de Bavière et de

Franconie; mais cette tentative restait également sans résultat, parce que la France conservait parmi les princes compris dans ces circonscriptions administratives, des amis ou des partisans attachés à sa cause soit par affection héréditaire, soit par des motifs moins désintéressés. C'était le cas du duc de Wurtemberg dans le cercle de Souabe et de l'électeur palatin dans le Haut-Rhin, et ce dernier apportait un concours d'autant plus efficace, qu'à sa dignité personnelle, il joignait la qualité de chef de la maison de Wittelsbach, dont la branche cadette régnait en Bavière et fournissait habituellement, suivant une coutume consacrée par le temps, un souverain ecclésiastique à l'électorat de Cologne. D'Argenson lui avait très heureusement suggéré l'idée d'user de son autorité de chef de famille pour unir dans une ligne de conduite commune, par une sorte de pacte domestique, les trois souverains issus du même sang. Cologne et Bavière avaient bien quelque peine à s'y décider, étant liés, chacun pour son compte, envers les puissances maritimes ou l'Autriche par des obligations dont aucune n'était gratuite. Mais comme ce n'était qu'une surenchère à établir, et que la France ne se refusait pas à en faire les frais, le

marché était à débattre et en attendant qu'il fût conclu, personne ne bougeait[1].

En réalité, aucun mouvement sérieux n'aurait pu être suscité dans le midi de l'Allemagne tant que les deux principales puissances du nord, Saxe et Prusse, décidées à rester en repos, maintenaient la confédération entière dans un équilibre pacifique. Or, sur ces deux théâtres de grande bien qu'inégale importance, une résolution pareille était dictée par des sentiments différents. Auguste III avait trouvé le moyen de devenir le parent et même pécuniairement l'obligé de Louis XV, sans cesser d'être l'ami de Marie-Thérèse. Ce tour de force politique était dû à l'habile manœuvre de Brühl que j'ai fait connaître. En faisant prendre à son souverain un rôle de médiateur plus apparent que réel, et en prolongeant cette situation à dessein sans beaucoup d'espoir d'aboutir, cet adroit ministre lui avait permis de rester en relation avec les deux ennemis, et de jouer un double jeu sans être accusé de duplicité. Grâce à cet artifice, Auguste

1. Voir sur la tentative d'association des cinq cercles la *Correspondance de Lanoue,* résident à Francfort. (*Correspondance d'Allemagne.*) Et pour le pacte de famille de la maison Palatine, celle de Tilly résident à Manheim, d'Aunillon à Cologne et de Renaud à Munich.

pouvait être à la fois dans les confidences intimes de Versailles par l'appui fraternel de Maurice et par les filiales communications de la dauphine [1], et le même jour négocier son accession à un traité de garantie et de défense réciproque de l'Autriche et de la Russie. C'était pourtant là une balance d'intérêts et d'affection très difficile à maintenir, et qu'un parti décisif, dans quelque sens qu'il fût pris, aurait troublé. Auguste, d'ailleurs, ne pouvait oublier que, s'étant trouvé successivement, depuis le début de la guerre, l'allié, tantôt de la France, tantôt de l'Autriche, il n'avait pas été plus à son aise dans un camp que dans l'autre : l'une des deux alliances l'asservissant aux caprices, et l'autre l'exposant à la colère de son fâcheux voisin de Prusse. Ce souvenir toujours présent suffisait pour que son opposition fût assurée à toute mesure qui l'aurait exposé à être de nouveau appelé sur le champ de bataille. Et dans l'état de division de l'Allemagne, une résistance moins puissante même que celle du vicaire-général de l'empire aurait suffi pour tout arrêter. « Dites

1. La dauphine, dit Chambrier, accroche tout ce qu'elle peut par madame de Pomardour et par toutes les cordes qui tiennent au roi de France. (22 avril 1747. — Ministère des affaires étrangères.)

bien au roi, monsieur l'ambassadeur, disait Auguste un jour à l'envoyé de France, que l'Allemagne est comme la Pologne, chacun y a sa voix, et on ne peut jamais être unanime : comptez sur moi et sur mes amis. » Puis, après cette déclaration qui, au fond, n'avait rien d'héroïque, il buvait au succès des armes françaises, sans avoir négligé de s'assurer auparavant qu'il n'était ni vu, ni entendu de l'envoyé d'Autriche [1].

C'était bien aussi une crainte (bien que plus virilement supportée) d'être compromis par des complications nouvelles, qui retenait à Berlin Frédéric dans cette attitude de neutralité et même d'indifférence un peu dédaigneuse dont j'ai plus d'une fois indiqué les causes. Sans doute il ne redoutait plus autant qu'au lendemain de la paix de Dresde le danger qui l'avait un instant menacé de se trouver pris entre deux feux, entre la Russie en armes sur ses derrières, et l'Autriche en face, rendue libre de ses mouvements par une réconciliation soudaine avec la France. Les protestations complaisantes de Puisieulx devaient le rassurer contre tout revirement de la politique française. Et, de son côté, l'indolente

1. Des Issarts à Puisieulx, 20 mai 1747. (*Correspondance de Saxe.* — Ministère des affaires étrangères.)

tsarine était retombée dans son sommeil et dans ses incertitudes, dont pendant plus d'une année les incitations de Marie-Thérèse ne devaient pas réussir à la faire sortir. Les armements russes, toujours annoncés, toujours ajournés, perdaient leur caractère menaçant. Mais ce n'étaient là que des gages d'une sécurité momentanée, et il n'était pas dans la nature de cet esprit vigilant et perspicace de se confier à la tranquillité du jour en oubliant les périls de la veille et du lendemain. Les chances de cette coalition d'Autriche, Russie et France (qui, effectivement un jour réalisée, devait le mettre à deux doigts de sa perte) étaient, on le voit, toujours présentes à son esprit, et il n'en fallait pas davantage pour que, ne se fiant désormais à aucun des partis qui se disputaient la victoire, — se rendant aussi peut-être la justice qu'il n'inspirait pas plus de confiance qu'il n'en éprouvait, — il fût résolu à rester en arrêt, laissant la querelle se vider sous ses yeux sans s'en mêler.

De plus, un des motifs — si ce n'est le principal — qui le décidait plus que jamais à rester en dehors des hasards de la guerre, c'était son désir très vif et même son dessein très arrêté de se faire comprendre dans l'acte final qui, tôt ou

tard, y mettrait un terme. Obtenir que sa conquête de Silésie lui fût expressément reconnue et garantie dans le traité qui viendrait, en rétablissant la paix générale, rendre une stabilité nouvelle à l'ordre européen, c'est la pensée qui reparaît à chaque instant dans sa correspondance et qu'il ne laisse jamais oublier à ceux qui le représentent à Paris, à Londres, à La Haye et même à Vienne, partout, en un mot, où une ombre de négociation possible paraît à l'horizon. La crainte de laisser échapper cettte sanction suprême semble l'obséder, et si on ne craignait de faire trop d'honneur à sa conscience en le supposant capable d'un scrupule, on dirait, à certains moments, qu'il ne se croira complètement maître d'un bien acquis par la force que lorsqu'une consécration unanime en aura fait disparaître le vice originel. Mais quel moyen plus assuré d'arriver à être ainsi confirmé par tout le monde que de rester immobile au-dessus des orages dans la situation supérieure que la victoire lui a faite? De quelque côté que la balance penche à la dernière heure, quels que soient les vainqueurs ou les vaincus, s'il a eu l'art de n'offenser mortellement personne, il trouvera dans les rangs des uns comme des autres, des avocats pour plaider et gagner sa

cause. Ce sera, ou la France, qui a proclamé d'avance que la Silésie, passée des mains de l'Autriche à celles de la Prusse, avait à ses yeux le caractère d'une conquête personnelle et suffisait pour la payer de tous ses sacrifices; ou l'Angleterre, qui s'est déjà portée caution de toutes les cessions faites à Dresde et à Breslau, et ne laissera pas protester sa signature. L'objet désiré va donc tomber tout naturellement entre ses mains, pourvu qu'il sache rester en repos et ne rien commettre de nouveau à la fortune des combats.

Aussi, point d'intervention, pas même de médiation, dussent un roi à Versailles et une république à La Haye se mettre à ses pieds pour le conjurer de se faire l'arbitre de leurs prétentions. Les médiations font toujours un et le plus souvent deux mécontents, c'est ce qu'il veut surtout éviter. Son rôle est de sourire à droite et à gauche et de faire entendre, aux échos des deux côtés, des appels à la conciliation. Rien n'est curieux et parfois comique comme de voir ainsi celui-là même qui, mettant le premier le feu à la mèche, a allumé l'incendie dont en ce moment l'Europe est embrasée, se présenter gravement au monde comme un modérateur suprême, exempt de toutes les passions qu'il a déchaînées, puis de

l'entendre pleurer sur les maux des peuples et entonner une véritable idylle sur les bienfaits de la paix. « A Vienne, écrit-il à son ministre Podewils, on me regarde comme un ennemi implacable; à Londres, on me croit plus remuant, plus ambitieux et plus riche que je ne suis; Bestucheff suppose que je suis vindicatif... Ils se trompent tous : détrompons l'Europe prévenue [1]. »

« Monsieur mon cousin (écrit-il au prince d'Orange, qui lui a notifié son avènement) vous allez maintenant monter sur un théâtre où vous pourrez déployer aux yeux de toute la terre ces vertus que, jusqu'à ce temps, vous ne renfermiez pas tant en vous-même que vos amis ne les connaissent. Vous trouverez les affaires de la république dans une situation critique; c'était dans des circonstances semblables où les Romains élisaient des dictateurs, et que souvent le mérite d'un seul homme donnait à cet état une face heureuse et nouvelle. Puissiez-vous contribuer à ramener dans votre patrie cette paix dont toute l'Europe a tant besoin, et que toute l'Europe désire, en continuant la guerre. Les mains ensan-

1. *Pol. corr.*, t. V, p. 315.

glantées qui *cueillissent* des lauriers sont souvent détestées par le mal involontaire qu'elles font et par ces veuves et ces orphelins qui redemandent leurs pères et leurs parents. Il n'y a que les mains pures qui *cueillissent* l'olive qui reçoivent des bénédictions d'autant plus sincères qu'elles s'emploient réellement pour le bonheur de l'humanité. Votre façon de penser m'est trop connue pour que je m'expose à m'égarer dans mes conjectures, et je vous assure que je saisirai, avec l'empressement le plus vif, les occasions où je pourrai concourir avec vous au rétablissement du repos de l'Europe et à l'affermissement d'une république dont mes ancêtres ne furent pas des alliés inutiles [1]. »

Et en même temps il ne négligeait rien pour bien convaincre les spectateurs naïfs qui tenaient les yeux fixés sur lui, que, libre de toute préoccupation d'ambition ou de guerre, il ne songeait plus qu'à faire le bien de ses sujets par d'utiles réformes, et à chercher d'honnêtes délassements dans ses études favorites de philosophie et de littérature. Le 1er mai, juste au moment ou tout retentissait du bruit des armes, il inaugurait sa

1. Frédéric au prince d'Orange, 17 mai 1747. — *Pol. corr.*, t. V, p. 394.

modeste et champêtre demeure de Sans-Souci, où il ne se réservait que trois chambres, dont une bibliothèque, et où il avait d'avance fixé sa tombe. S'il envoyait à Paris son ami d'Argens, c'était uniquement afin de lui ramener des comédiens pour son théâtre. Enfin, le 2 juin, il faisait à l'Académie une lecture solennelle des premiers chapitres de son travail historique sur les débuts de la maison de Brandebourg. « Ce morceau, disait Valori en sortant ravi de la séance, est d'un goût bien singulier, beau et noble, sentant la liberté et la grandeur de l'auteur... également curieux par la beauté et la singularité du style... Il m'a paru que son modèle, quant aux digressions, est M. le président de Montesquieu dans *la Grandeur et la Décadence des Romains*. » — « Je m'applaudis sans cesse de ma position présente, écrivait enfin le solitaire royal à un de ses confidents habituels, d'où je vois les orages gronder et la foudre qui tombe sur les chênes les plus inébranlables sans que cela me touche. Heureux lorsqu'on est tranquille par sagesse et que l'expérience amène avec elle la modération ! A la longue, l'ambition n'est que la vertu d'un fou : c'est un guide qui vous égare et qui vous casse le cou en vous conduisant dans un précipice qui est

couvert de fleurs. » Notez que le correspondant à qui ces lignes bucoliques étaient adressées avait été employé à de délicates négociations et savait parfaitement à quoi s'en tenir sur leur sincérité. Mais les grands acteurs aiment à jouer la comédie même devant ceux qui les voient rire sous leur masque [1].

I

Quand Frédéric invitait le nouveau stathouder de Hollande à travailler avec lui au rétablissement de la paix, ni lui ni personne n'avait assurément l'illusion que de tels conseils seraient écoutés. Ce n'était pas d'une contrée en feu, où une invasion armée venait de susciter une réaction révolutionnaire, que pouvaient venir des inspirations pacifiques. Ce qui fut plutôt surprenant, c'est qu'après une si vive impulsion belliqueuse donnée de part et d'autre, la guerre,

1. Valori à Puisieulx, 2 juin 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Rothembourg, 24 juillet 1747. (*Correspondance générale.*) — Rothembourg est l'envoyé que Frédéric avait chargé en 1744 de négocier avec la France le traité qui précéda la seconde guerre de Silésie et qui disait à cette occasion à Valori : *Il faut une pâture à mon oiseau.* (*Frédéric et Louis XV*, t. II p. 185.)

engagée aux portes mêmes du pays menacé, subit un temps d'arrêt inattendu de quelques semaines, comme si assaillants et défenseurs eussent craint également d'en venir aux mains.

De la part de l'armée des puissances coalisées, cette hésitation s'expliquait assez naturellement. A la première nouvelle de l'entrée des troupes françaises en Zélande, Cumberland, qui s'était fait investir du commandement suprême, avait cru, je l'ai dit, pouvoir parer le coup en venant mettre lui-même le siège devant Anvers : il se flattait de prendre les agresseurs à revers et au dépourvu et de ne trouver dans la place qu'une garnison réduite et insuffisante. Mais la rapidité des succès enlevés par Maurice avait trompé son attente, et, craignant de se voir en face du vainqueur si promptement de retour, il avait dû arrêter sa marche, retardée d'ailleurs par la formation lente et irrégulière des contingents autrichiens et hollandais qui étaient placés sous ses ordres. Il restait campé dans un espace étroit entre les deux affluents de l'Escaut qui portent le nom de la petite et de la grande Nêthe.

De là il surveillait et tâchait de deviner le prochain mouvement de son adversaire. Si Maurice continuait à procéder comme il avait opéré dans

les Pays-Bas, et comme il venait de faire en Zélande, son dessein devait être de s'emparer successivement de toutes les places fortes qui dominaient la contrée. Il y en avait deux, également pourvues d'un système de fortifications respectable et qui, situées à deux extrémités opposées du territoire proprement dit de la république, étaient comme les clés qui en ouvraient et fermaient l'entrée : Berg-op-Zoom et Maëstricht. Laquelle devait être l'objet de la première attaque? Cumberland, dans la position qu'il avait prise, se trouvait à peu près à égale distance de l'une et de l'autre et tenait à rester en mesure de les secourir au premier signal : il n'osait bouger, craignant de se découvrir à droite s'il se portait à gauche et réciproquement. L'incertitude le tenait dans l'inaction.

De plus, pour prendre l'initiative de marcher à l'ennemi, il eût fallu être certain d'être suivi sans résistance par tous ceux qui devaient obéir; or, cette docilité absolue n'était le fait ni du prince de Waldeck, qui commandait encore les Hollandais, ni du général Bathyanyi, qui remplaçait le prince de Lorraine à la tête des Autrichiens. L'un et l'autre, assez blessés de la position secondaire qui leur était faite, se montraient tou-

jours disposés à attendre quand leur supérieur proposait d'agir, ou à se porter en avant quand il inclinait à rester en place. A ces difficultés naturelles de tout commandement partagé, venaient s'ajouter des complications imprévues produites par le changement politique qui était survenu en Hollande. L'élu du peuple, bien que très novice en fait d'opérations militaires, se montrait désireux d'y prendre part et croyant de son devoir de veiller à la défense nationale, envoyait de La Haye des demandes incommodes et élevait des exigences qui ressemblaient à des ordres. Orange et Cumberland étaient beaux-frères, l'un fils et l'autre gendre du roi d'Angleterre, mais il fut bientôt évident que cette parenté si proche semblait faire naître entre eux plus de rivalité que d'affection. On eût dit que chacun des deux regrettait de ne pas joindre à son propre rôle celui qui était échu à l'autre. Le prince magistrat trouvait dur de ne pas être chargé de défendre lui-même l'indépendance de l'État qui lui était confié, et le prince général, qui avait peut-être rêvé un instant que le choix populaire se porterait sur lui, aurait voulu tenir en main les pouvoirs civils aussi bien que militaires. De là, dans l'opération à laquelle ils devaient s'em-

ployer en commun, des contrariétés et par suite des lenteurs inévitables : « Nos deux héros, écrivait le ministre anglais Pelham, s'accordent assez mal ensemble; le nôtre (Cumberland) est ouvert, franc, résolu, peut-être un peu vif. L'autre est prétentieux, pédant, raisonneur et tenace. L'un qui voit le danger à sa porte demande qu'on l'assiste d'un ton de maître; l'autre, plus circonspect, ne veut jamais se priver des forces dont il ne croit pas pouvoir se passer avec sécurité [1] ».

Ce serait faire trop d'honneur au sens politique de Maurice que de supposer que, soupçonnant ces dissentiments intérieurs de la coalition, il patientait, de son côté, uniquement pour laisser opérer le désordre et le désarroi qui en étaient la suite; son calcul, en se posant en face de Cumberland et en restant l'arme au bras, était plus simple. Il considérait la position que Cumberland s'obstinait à occuper comme étroite, gênée, impossible à conserver indéfiniment. Tandis que

1. D'Arneth, t. III, p. 313, 316. — Suivant cet historien, Bathyanyi aurait voulu agir tout de suite, il n'y put décider le général anglais. — Le général Pajol (*Guerre de Louis XIV*, t. III, p. 529, d'après les correspondances du ministère de la guerre *français*) pense au contraire que Cumberland était pressé de livrer bataille et fut retenu par ses associés. — Coxe, *Pelham administration*, t. I, p. 372.

lui-même, maître de toutes les ressources des riches provinces flamandes, assis sur une base d'opérations aussi large qu'assurée, n'ayant à craindre ni pénurie de subsistances, ni obstacle quelconque dans ses communications, campait aussi à l'aise que s'il eût été en France, en pleine paix, l'armée alliée, au contraire, se trouvait resserrée dans une bande de terre de quelques lieues de superficie, que la consommation de plus de cent mille hommes ne devait pas tarder à épuiser. Le moment devait donc arriver (si on savait l'attendre) où le général anglais n'aurait que l'alternative soit d'opérer un mouvement rétrograde sur la Hollande, qui aurait la honteuse apparence d'une fuite sans combat, soit de faire un effort pour se dégager et de venir ainsi chercher la bataille en rase campagne. De ces deux résolutions, il n'était guère douteux que la seconde serait au dernier moment préférée par un guerrier en renom qui avait l'honneur de Culloden à soutenir et à prendre la revanche de Fontenoy : et, d'ailleurs, le parti qui régnait à La Haye, obéissant à des passions populaires toujours en fermentation, ne lui aurait pas laissé la liberté de l'hésitation. C'étaient donc pour l'armée française quelques jours à passer après lesquels le

combat serait offert dans les conditions mêmes que son chef aurait choisies, et, le lendemain de la victoire, qui ne pouvait manquer (il l'espérait bien) de lui rester fidèle, le siège pouvait être mis indifféremment devant telle place forte qui conviendrait, sans gêne d'aucune sorte, toute armée de secours se trouvant détruite et dispersée d'avance. C'est ce que Maurice a expliqué lui-même dans quelques lignes pleines de sens : « Mon opinion, dit-il, était, après la prise de la Flandre hollandaise, de ruiner par notre position l'armée de l'ennemi et de conserver la nôtre et d'attendre le bénéfice du temps. — Mais, ajoute-t-il, cette conduite a été jugée trop unie, et on a jugé à propos d'opérer et de provoquer les événements [1]. »

Qui voudrait le croire, en effet, si ces paroles un peu tristes n'en étaient le témoignage assuré? Tout l'éclat, tout l'enchantement des premiers succès si rapidement obtenus en quelques semaines ne devaient pas suffire pour affranchir Maurice cette année plus que la précédente de la critique frivole des impatients et des envieux. On

1. Maurice au maréchal de Noailles, 17 août 1747. (Ministère de la guerre.) On verra plus loin à quelle occasion fut écrite la lettre où se trouve ce passage.

s'accoutume d'ailleurs vite aux prodiges, et la curiosité éveillée en attend et bientôt en exige chaque jour de nouveaux. On s'était habitué à apprendre par chaque courrier la prise d'une ville et la capitulation d'une garnison. Quand cette marche triomphale fut un instant interrompue, ce fut une déception que vint accroître la douloureuse impression causée par la défaite de la marine française au cap Finistère. On croyait marcher à une prompte fin : tout était donc encore une fois suspendu et à recommencer. Les murmures se firent de nouveau entendre à la cour, à Paris et à l'armée, et Maurice étant, parmi les puissants du jour, le plus en vue et le plus en crédit, s'y vit tout particulièrement exposé. Il était impossible, à la vérité, après l'épreuve qu'on venait de faire, d'accuser la lenteur et la timidité de ses conceptions; aussi on se rabattit sur une imputation d'un autre genre : c'était bien lui, dit-on, qui, pouvant tout terminer par un coup d'éclat, se refusait à toute action décisive pour prolonger avec la guerre la position dominante qu'elle lui assurait et l'apparence comme les agréments d'une véritable souveraineté exercée sur les provinces conquises. Il était le roi des Pays-Bas et voulait

le rester : « M. le maréchal de Saxe, écrit Chambrier (à la suite d'une conversation avec quelqu'un, dit-il, qui voit clair), regardera toujours son intérêt personnel... il aime la conquête qu'il a faite pour le bien qui lui en revient, et au comte de Lowendal, son favori. Le maréchal de Saxe est, dit-on, comme le souverain des Pays-Bas autrichiens; il y taille, il y rogne comme il lui plaît : cette position est trop flatteuse pour lui pour qu'il risque de la perdre sans y être forcée... Ses envieux disent qu'il se soucie médiocrement que la guerre finisse, parce qu'il lui est bien plus avantageux de toutes les façons que la situation brillante dans laquelle il est se prolonge le plus longtemps possible, que de se retirer à Chambord, de n'être plus rien et d'être exposé aux critiques qu'on pourra faire sur son compte lorsque personne ne le craindra et ne croira pas en avoir besoin [1]. »

Si cette humeur frondeuse n'avait été le fait que des courtisans, des nouvellistes ou d'une jeunesse trop ardente, Maurice, accoutumé aux mauvais propos, s'en serait médiocrement soucié; mais la présence du roi, qu'il n'avait probable-

1. Chambrier à Frédéric, 16 juin 1747. (Ministère des affaires étrangères.)

ment pas souhaitée, vint lui donner un plus sérieux embarras. Louis XV arrivait précipitamment, faisant violence au désespoir de madame de Pompadour qui, peu de jours auparavant, écrivait encore au comte de Clermont : « J'ai pris des eaux ces derniers jours pour une bile affreuse qui m'est causée par l'attente du moment qui s'approche et que ma mort certaine ne me ferait pas reculer quand il sera nécessaire pour la gloire de celui à qui je suis attachée. » Afin d'éviter le cruel moment des adieux, le départ eut lieu, nous dit Luynes, de grand matin, par un escalier de derrière du palais, sans que personne, même la reine, fût prévenu de l'heure exacte. Tant de hâte ne pouvait s'expliquer que par l'attente d'un événement décisif et la crainte d'en manquer l'occasion. Le roi avait cru sans doute que tout allait se passer comme à Fontenoy, où il était arrivé à point ainsi qu'au théâtre, tout, acteurs et décorateurs, étant prêt à lui donner le spectacle d'une bataille. Quand au lieu de cette entrée de jeu brillante il lui fallut voir des jours, puis des semaines s'écouler dans une inaction monotone, l'ennui le prit : ce mal lui était familier, et il le laissa si bien voir sur son visage qu'à Paris même on en fut informé :

« A l'armée de Flandre, écrit Barbier dans son *Journal*, on ne fait que des mouvements sans rien entreprendre encore, ce qui fait dire que le roi s'ennuie. » Chacun alors se mit à se plaindre, à trouver comme lui le temps long et à faire tout haut des vœux et même des plans d'attaque pour sortir de cette torpeur [1]. »

Enfin, il n'y eut pas jusqu'au ministre de la guerre lui-même, le comte d'Argenson, qui bien qu'ayant su se faire épargner dans la disgrâce de son frère, en voulait toujours au maréchal de Saxe de l'avoir provoquée, laissa clairement entendre qu'il était de l'avis des mécontents.

Ce n'était pas cependant que, pour faire prendre patience à son monde, Maurice n'eût pris soin,

1. Madame de Pompadour au comte de Clermont, 19 mai 1747. (Ministère de la guerre. Papiers de Condé.) — *Journal de Luynes*, t. VIII, p. 230. — *Journal de Barbier*, juin 1747. — « Comme le Français est impatient, ajoute Barbier on a fait courir le bruit qu'un secrétaire de M. le maréchal de Saxe trahissait et donnait depuis un temps avis aux ennemis des marches qu'on pouvait faire ». Ce couplet du temps, fait sur un refrain connu, donne aussi l'idée des propos qu'on tenait déjà pour rabaisser la gloire de Maurice :

Que Maurice, ce fier-à-bras,
Pour avoir forcé de se rendre
Cités qui ne résistaient pas,
Soit plus exalté qu'Alexandre.
Ah! le voilà, ah! le voici!
Celui qui n'en a pas souci.

Voir aussi *Journal de d'Argenson*, t. V, p. 84.

cette fois encore, de lui procurer des divertissements. L'inappréciable Favart était revenu, prenant autant que jamais son rôle de chantre de l'armée au sérieux, et pour ne favoriser personne et ne point faire de jaloux, sa troupe était divisée en deux bandes, dont l'une faisait son joyeux office à Namur, où le comte de Clermont tenait garnison, et l'autre auprès de Louvain, ayant honneur de distraire, à l'occasion, le maréchal et le roi lui-même. Les rivalités et les querelles de ces deux compagnies donnaient lieu (ce sont les correspondances quasi-officielles elles-mêmes qui l'attestent) à des scènes dignes du roman comique et presque aussi amusantes que les pièces de leur répertoire.

Je recommanderais volontiers à ceux qui voudraient faire une étude de mœurs peignant bien la physionomie de cette armée aussi brillante que frivole, toute une série de lettres échangées, presque sans rire, au milieu des rapports et des ordres de service, entre le comte de Clermont et le comte de Saint-Germain (plus tard ministre de la guerre et fameux à plus d'un titre) : c'est au sujet d'une petite actrice qui veut quitter sa troupe pour passer dans la rivale, et que son directeur veut retenir malgré elle. Le prince se vante d'être

le *défenseur des princesses affligées*, et le général accepte le rôle du *seigneur châtelain qui les délivre*, « bien que, dit-il, tout Louvain soit en deuil, et que le directeur, au désespoir, veuille se passer l'épée au travers du corps; et souhaite que la captive affranchie témoigne à son libérateur sa reconnaissance ». Le prince l'en remercie, « mais quant à la reconnaissance, ajoute-t-il, vous savez que selon les règles du roman, le cavalier doit courir bien longtemps avec son héroïne en linge sale et en pierreries, avant d'oser seulement la toucher du bout du doigt ».

Une aventure non moins réjouissante est celle de la demoiselle Grimaldi qui, voyageant sans escorte, est surprise par un parti de hussards autrichiens et, qui, au moment où ses défenseurs vont dégainer pour la protéger, se jette entre les combattants, dans un négligé plus que galant, en suppliant qu'afin d'éviter l'effusion du sang, on la prenne pour seule victime du combat. Enfin celui qui prête, sans le savoir, le plus à rire, c'est le pauvre Favart lui-même, risquant, à plus d'une reprise, d'être enlevé dans ses tournées d'inspection, et qui, une fois entre autres, pour rester inaperçu, doit passer trois jours et trois nuits sans dormir, debout, appuyé sur un

arbre et les pieds dans l'eau, « enviant, écrit-il lui-même à sa femme, le sort du plus misérable bourgeois de Paris [1] ».

Encore si le digne homme n'avait à se plaindre que de ses mésaventures guerrières; mais les assiduités chaque jour plus visibles du maréchal pour la femme dont il est lui-même plus épris que jamais, l'exposent à des plaisanteries d'un autre genre; celles-là, il faut bien en convenir, atteignent aussi le grand homme de guerre, incapable, même dans cette heure critique, de dominer ou de dissimuler ses faiblesses. Les relations du mari et du protecteur de la belle Chantilly deviennent, cette année, très orageuses. Inquiet de l'effet que pourraient produire les hommages de ce redoutable soupirant, Favart, tout en jurant qu'il n'est pas jaloux et n'aura jamais lieu de l'être, fait partir sa femme pour Bruxelles, sous prétexte d'y chercher des soins pour une maladie qui ne lui permet plus de paraître en scène. Le vainqueur de Fontenoy, alors, pour lui faire ses adieux, se met en frais de rhétorique galante et même de poésie : « Mademoiselle de Chantilly, lui écrit-il, je prends congé de vous :

1. Le comte de Clermont à Saint-Germain à Clermont, 12, 20, 21 mai 1747. (Ministère de la guerre. — Papiers de Condé.)

vous êtes une enchanteresse plus dangereuse que feue madame Armide. Tantôt en pierrot, tantôt travestie en amour, vous faites si bien que vous nous enchantez tous. Je me suis vu au moment de succomber aussi, moi dont l'art funeste est d'effrayer l'univers. Quel triomphe pour vous, si vous aviez pu me soumettre à vos lois! Je vous rends grâce de n'avoir pas usé de tous vos avantages. Vous ne l'entendez pas mal pour une jeune sorcière, avec votre houlette, qui n'est autre que la baguette dont fut frappé ce pauvre prince de Flandre, qui Renaud se nommait, je crois. Déjà, je me suis vu entouré de fleurs et de fleurettes, équipage funeste pour tous les favoris de Mars : j'en frémis! Qu'aurait dit le roi de France et de Navarre, si, au lieu du flambeau de sa vengeance, il m'avait trouvé une guirlande à la main? Malgré le danger auquel vous m'avez exposé, je ne puis vous savoir mauvais gré de mon erreur, elle est charmante.

Adieu, divinité du parterre adorée ;
Faites le bien d'un seul et le désir de tous,
Et puissent vos amours égaler la durée
De la tendre amitié que mon cœur a pour vous.

» Pardonnez, madame, à un reste d'ivresse, cette prose rimée que votre talent m'inspire; la

liqueur dont je suis abreuvé dure souvent plus qu'on ne pense. »

Il est regrettable que Favart, qui insère cette épître tout au long dans ses *Mémoires*, pour attester la vertu de sa femme, n'ait pas produit le *fac-simile* de l'original. Écrite de l'orthographe qu'on connaît, ce devait être une pièce tout à fait piquante. Mais le malheur voulut que les rieurs, qui probablement en avaient eu connaissance, insinuèrent discrètement au maréchal que la maladie prétendue n'était qu'une feinte pour lui échapper en se jouant de lui. « Envoie-moi, écrit Favart tout effaré, à sa femme, un certificat du chirurgien pour le faire voir au maréchal... On m'a menacé de te faire venir de force par des grenadiers et de me punir si j'en impose sur ta maladie [1]. » Ces alternatives de douceurs et de menaces donnaient aux dépens du commandement suprême une assez triste comédie.

On avait beau rire cependant : rien n'ôtait l'envie de se battre. Maurice, voyant que l'impatience gagnait tout le monde, se décida à la satisfaire. Le comte de Clermont qui, à plusieurs

1. *Mémoires de Favart*, t. I, p. 24, 34.

reprises, avait écrit à madame de Pompadour « son regret de n'avoir rien à lui mander », put enfin lui annoncer que l'armée du roi allait se mettre en mouvement et que lui-même devait marcher vers Maëstricht [1]. Ce fut, en effet, dans cette direction et avec l'intention manifeste de mettre le siège devant cette place importante que tous les corps d'armée successivement reçurent l'ordre de se porter. Le roi quitta Bruxelles, transportant avec le maréchal lui-même son quartier général à Tirlemont, puis à Tongres. — « J'obéis, » disait plus tard le maréchal, ne se dissimulant pas qu'il commettait une faute en étendant sa ligne, et en donnant à Cumberland la facilité de la couper. Il risquait par là de se voir séparé de Bruxelles et de sa base d'opérations. « Cet événement, ajoutait-il, aurait mis nos ennemis dans l'abondance, et nous, fort à l'étroit et dans la nécessité de *manger notre pain.* » Heureusement il y a remède à tout, et le vice de l'opération fut réparé par l'habileté de l'exécution. Le dangereux mouvement fut assez bien masqué, et conduit avec assez de promptitude pour que Cum-

1. Le comte de Clermont à madame de Pompadour, 14 juin 1747. (Papiers de Condé.) — Maurice à Noailles, lettre déjà citée du 17 août 1747.

berland n'en fût averti que quand il était à peu près accompli et que toute l'armée française était déjà groupée en vue et à portée de Maëstricht. Le prince craignit alors d'être encore cette fois gagné de vitesse, et se porta rapidement lui-même vers la place menacée. Restait à savoir s'il arriverait à temps pour s'opposer à l'investissement. En ce cas, la bataille tant désirée était inévitable, et chacun dut s'y préparer.

Il semble qu'à ce moment solennel, le roi de France eût dû n'avoir d'autre devoir et d'autre souci que de veiller au succès de cette grande épreuve où il allait engager encore une fois l'État tout entier, avec sa personne. Mais ce n'était pas le moindre des inconvénients de la présence du souverain à l'armée que tout le gouvernement s'y transportait avec lui et que, dès lors, les affaires de toute nature, même les plus étrangères à l'action engagée, devaient être traitées et toutes les résolutions devaient être débattues devant lui, au milieu de l'agitation des camps, tantôt à la veille, tantôt au lendemain des émotions du champ de bataille. C'est ainsi que, pendant que tout se préparait pour un combat qui pouvait devenir nécessaire d'une heure à l'autre,

on vit arriver à Tongres, où était encore le quartier général du roi, le ministre des affaires étrangères, Puisieulx, et l'ambassadeur d'Espagne, le duc d'Huescar. Aussi troublés l'un que l'autre, ces importants personnages venaient soumettre au jugement de Louis XV un différend très grave survenu entre le marquis de La Mina et le maréchal de Belle-Isle et solliciter une décision dont pouvaient dépendre l'accord des deux couronnes de France et d'Espagne et le sort de leurs armées combinées en Italie.

Il fallut bien les écouter, toute affaire cessante, Le narrateur est donc obligé de faire comme le roi et son conseil et d'oublier pour un instant les deux armées prêtes à entrer en conflit dans les plaines de Flandre, pour se transporter en esprit à trois cents lieues de là, sur les bords de la Méditerranée. Ce temps d'arrêt est indispensable si l'on ne veut pas perdre de vue l'ensemble de cette situation complexe, qui présente à tout instant deux intérêts, l'un politique, l'autre militaire, solidaires l'un de l'autre et engagés à la fois sur deux théâtres différents.

II

La nouvelle campagne d'Italie s'était ouverte sous d'assez brillants auspices. Belle-Isle était venu reprendre son commandement après quelques mois passés à la cour, où il s'était vu très chaudement félicité par les uns pour avoir chassé l'ennemi du territoire français, non moins vivement critiqué par d'autres pour n'avoir pas su profiter de l'occasion et reprendre pied tout de suite en Italie. Il se remettait à l'œuvre très excité par ce mélange bruyant de blâmes et d'éloges qui est le propre de ce qu'on appelle la gloire. Après quelques années de retraite et d'oubli, attristées peut-être par la comparaison du succès d'un rival, il jouissait de voir s'ouvrir devant lui un champ nouveau d'activité et d'émulation. Ses amis, au nombre desquels il fallait compter tous ceux qu'importunait la renommée du maréchal de Saxe, se plaisaient à faire remarquer que les victoires remportées en Flandre avaient été jusque-là plus brillantes qu'utiles, et que c'était en Italie réellement que le sort de la guerre allait se décider. Ils lui faisaient sentir

toute l'importance du rôle qui lui était rendu. En réalité, une sorte de concours était ouvert entre les deux hommes de guerre de France les plus en renom, et c'était à qui aurait l'honneur de porter à l'ennemi le coup décisif et de rendre à sa patrie le bienfait de la paix.

A plus de soixante ans accomplis, cependant, et déçu déjà une fois dans ses plus hautes espérances, s'il ne se fût agi que de travailler à son succès personnel, peut-être Belle-Isle eût-il été moins sensible que par le passé aux désirs et aux rêves de l'ambition. Mais une pensée plus désintéressée et presque aussi chère l'animait dans cette nouvelle épreuve. Son frère, le chevalier, avec qui il était dès l'enfance tendrement uni, et qui avait toujours modestement rempli à ses côtés le rôle de confident et de conseiller, venait de sortir aux yeux de tous de cette position secondaire. Appelé par son tour de service à servir d'aide de camp à Maurice dans la journée de Rocoux, il s'était acquitté si valeureusement de son devoir qu'une part de la victoire lui était attribuée d'un commun aveu. Depuis lors, la direction de l'armée d'Italie lui avait été remise avant l'arrivée, puis pendant l'absence de son frère, et il y avait fait preuve de toutes les qua-

lités propres au commandement supérieur. Ces services très appréciés le plaçaient au premier rang des officiers de son grade. S'il venait à y joindre quelque action d'éclat dont le résultat fût incontestable, il n'était pas de si haute récompense qui ne pût lui être légitimement accordée. L'amitié fraternelle devait chercher à lui en fournir l'occasion et à lui en réserver l'honneur. Deux maréchaux dans une seule famille, c'eût été une grandeur presque sans exemple. Quelle aventure si, de la disgrâce où ils étaient nés, les deux petits-fils du proscrit Fouquet finissaient par s'élever l'un et l'autre à cette fortune inouïe!

Confiée à des frères si intimement liés, la nouvelle campagne prenait en quelque sorte le caractère d'une affaire de famille : et pour que rien ne manquât à cette réunion, le maréchal se faisait suivre cette fois par son jeune fils, à peine âgé de quinze ans, cet aimable comte de Gisors, dont la brillante destinée devait être si tôt tranchée et qui a dû, de nos jours, à un récit plein de sentiment et de grâce, une célébrité posthume qui ne périra plus. Le petit comte, bien que mis nominalement, suivant l'usage du temps, à la tête d'un régiment (celui de Royal-Barrois), était encore accompagné de son gouverneur et servait de

secrétaire à son père, quand le chevalier était séparé du maréchal et que des communications confidentielles devaient passer de l'un à l'autre. Les correspondances militaires de ce temps fécond en contrastes réservent, en vérité, à celui qui les étudie, après d'arides recherches, des moments de surprise qui ont leur prix. Je n'ai pas craint, il y a peu d'instants, de faire sourire le lecteur par des anecdotes de coulisse tirées des papiers de l'armée de Flandre, ceux de l'armée d'Italie présentent un autre genre d'agrément. Qui ne serait touché d'y rencontrer des détails d'intérieur et de familiarité domestique comme ceux-ci? « Donnez, écrit le maréchal à son frère, les ordres nécessaires pour nos équipages. Je porte un lit de fer léger pour l'enfant. » Et en *post-scriptum* à une lettre tracée d'une main enfantine : « Vous trouverez, mon cher oncle, un pâté dans la lettre de mon cher papa où il y a de mon écriture. Je vous avertis qu'il n'est pas de moi; j'avais presque envie de le mettre à la marge : je suis bien aise de vous avertir, parce que vous connaissez mon inclination pour toutes sortes de pâtés. »

Les troupes espagnoles et françaises passèrent en commun le Var dès les premiers jours du

printemps, et, comme pour répondre au vœu secret du maréchal, débutèrent par un fait d'armes dont l'heureux succès dut être attribué principalement au chevalier. Les Autrichiens, ne possédant plus un pouce du sol français sur la terre ferme, restaient encore maîtres des îles Sainte-Marguerite, et six gros vaisseaux anglais croisant en vue des côtes, sous la conduite de l'amiral Byng en personne, pour prévenir tout débarquement, semblaient rendre impossible de les en déposter. On réussit cependant à tromper la vigilance de l'amiral. Une flottille de bâtiments de transport vint silencieusement prendre à Cannes son chargement d'hommes, de canons et de munitions de toute espèce; puis, un gros orage ayant, un soir, obligé les vaisseaux anglais d'aller chercher un refuge dans le port de Villefranche, tout se trouva prêt d'avance; le lendemain, la descente dans l'île put être opérée en quelques heures. La tranchée fut immédiatement ouverte devant le fort de l'île principale, et le capitaine autrichien, pris au dépourvu, dut capituler et se rendre prisonnier de guerre avant que l'amiral Byng, prévenu de la surprise, eût put donner le signal de retour à son escadre. L'exécution de ce coup d'audace avait été confiée au

brave Chevert, qui l'accomplit avec sa précision et sa vigueur habituelles; mais la pensée première et l'habile combinaison des préparatifs étaient l'œuvre du chevalier, et le maréchal, arrivé au camp de la veille seulement, tint à lui en rendre publiquement le témoignage.

Les Gallispans, entrés aussitôt dans le comté de Nice, n'y rencontrèrent ni une plus longue, ni une plus forte résistance : au bout de quelques semaines, la ville de Nice même avait fait sa soumission sans combat; les forts de Montalban et de Villefranche cédaient au premier coup de canon, et le siège était mis devant la place de Vintimille, dont la défense, un peu plus solide, ne pouvait cependant être prolongée au delà de quelques jours. Ce fut à ce moment et sur la suite qu'il convenait de donner à cette brillante entrée en campagne que s'éleva, entre les deux généraux La Mina et Belle-Isle, un différend si profond que, aucune conciliation n'étant possible et aucun d'eux ne voulant céder, il fallut en remettre la décision à leurs cours, et, quelque fâcheux que fût le délai, aller chercher une solution à la fois à l'Escurial et en Flandre.

Voici quel était le sujet, effectivement très grave, du dissentiment. Ces premiers succès, si

facilement obtenus, avaient au fond plus d'éclat que d'importance, car ils s'expliquaient par la même cause qui avait amené la fin précipitée de l'invasion de la Provence. Les garnisons autrichiennes et piémontaises laissées dans les places fortes étaient partout réduites à un chiffre insuffisant, parce que le gros des forces de l'impératrice et du roi de Sardaigne était concentré devant Gênes, occupé à faire le siège de cette ville où une population tout entière en armes et un gouvernement rétabli par l'insurrection se défendaient avec ténacité. En réalité, ce siège de Gênes était l'affaire principale et (comme nous dirions de nos jours) le véritable objectif de la campagne nouvelle sur lequel tout le monde avait les yeux fixés. Une révolte victorieuse de troupes réglées et sachant se maintenir contre elles; la résistance populaire justifiée par le sentiment patriotique; c'étaient à cette époque, des faits assez étranges pour exciter une curiosité et même un intérêt général. « Je ne sais, écrivait Vauréal à Belle-Isle, si jamais la république romaine a fait un acte aussi hardi et aussi vigoureux. Quoi qu'il en soit, les deux couronnes (de France et d'Espagne) n'ont pas, ce me semble, à délibérer sur la résolution de faire l'impossible

pour soutenir un peuple dont le courage, si on l'abandonne, n'aura eu d'autre effet que d'assurer son entière destruction, qui imprimera une tache éternelle à l'honneur des deux monarchies. »

L'évêque disait vrai : l'honneur français et castillan avait trop souffert l'année précédente de l'abandon qui avait causé la chute de la noble république; renouveler la même faiblesse et laisser succomber, faute d'aide, des gens qui savaient si bien s'aider eux-mêmes, c'eût été le comble de l'humiliation. Mais, de son côté Marie-Thérèse ne pouvait digérer l'injure faite à ses armes par une population rebelle, et à tout prix il lui fallait sa vengeance. Le point d'honneur était ainsi engagé des deux parts, soit à seconder, soit à écraser cet effort suprême d'une nation au désespoir.

On avait si bien senti cet intérêt à Madrid et à Versailles, que, dès le commencement de l'hiver, on était tombé d'accord de faire passer à la république, dès que l'état de la mer le permettrait (la voie de mer étant la seule ouverte), un corps de douze mille hommes, moitié Français, moitié Espagnols, et, pour relever le caractère de l'expédition, on lui donnait comme chef un très grand seigneur qui était aussi un bon militaire, le duc

de Boufflers. Effectivement, dès le commencement de mars, les bataillons français étaient embarqués, partie à Toulon, partie à Marseille; mais des deux convois, un seul put arriver au port, l'autre ayant dû renoncer à passer sous le feu des croisières anglaises. Quant aux bataillons espagnols, ils avaient dû être expédiés de Naples, où leur présence était inutile (puisque l'infant qui y régnait n'avait à craindre aucune attaque). Mais à l'heure dite, on n'en entendit pas parler, et La Mina (ce fut le premier sujet de querelle entre les deux généraux) ne se mit nullement en peine de les faire venir, de sorte qu'en définitive le secours annoncé se borna à un faible corps de deux à trois mille hommes, très inférieur à l'attente de la population et peu en rapport avec la dignité de son commandant.

Le duc de Boufflers n'en fut pas moins très bien accueilli; et, pour faire oublier le pauvre appareil dans lequel il se présentait, il crut devoir enfler son langage et donner en paroles et en promesses ce qu'il n'apportait pas en réalité. « Sérénissime prince et très excellents seigneurs, disait-il au doge et au sénat de Gênes, le monarque de l'Europe le plus puissant, et, ce qui n'est pas un moindre titre, le plus fidèle à ses

engagements, m'envoie vers vous pour partager vos travaux et votre gloire. Il m'ordonne de déclarer qu'il est résolu, à quelque prix que ce soit, de rendre à cette généreuse et infortunée république la splendeur et l'indépendance que les nations les plus barbares rougiraient de vous disputer... Une puissance décidée à vous subjuguer a détruit vos forteresses, elle a tenté de vous réduire à l'esclavage le plus humiliant... mais elle n'a pu vous enlever ni votre honneur ni votre liberté; ces biens inestimables, mille fois plus précieux que la vie, sont en votre pouvoir... C'est à vous-mêmes que vous devez cette heureuse révolution qui a prévenu le secours de vos alliés; c'est vous, illustre république, qui vous rendez l'émule de cette ancienne Rome, de ce sénat romain dont la présence d'Annibal et d'une armée victorieuse, répandue sous ses murailles, ne put ébranler le courage. Ne perdez donc jamais de vue vos véritables intérêts : d'un côté la honte et l'esclavage, de l'autre la gloire et la liberté... Très excellents seigneurs, daignez prendre confiance, je vous en conjure, en l'homme du monde qui a le plus à cœur votre liberté. Je n'en suis que meilleur Français en devenant le plus zélé de vos citoyens. Montrez-moi le péril; ma

charge est de le connaître. Je ferai toute ma gloire de vous en prémunir. »

Malgré le ton un peu emphatique de ces assurances, Boufflers n'était pas, ou du moins ne fut pas longtemps dupe lui-même de l'illusion qu'il voulait causer. Pendant qu'il tenait en public ce langage retentissant, il prenait connaissance de la véritable situation et se mit discrètement en devoir d'avertir que la partie était très compromise et ne pouvait, en réalité, être continuée dans de telles conditions. Le peuple, plein de courage, était sans discipline et sans habitude des armes : les patriciens qui composaient le gouvernement suivaient mollement un mouvement qu'ils n'avaient pas provoqué, et, tremblant pour leurs biens, leur personnes et leurs familles, étaient disposés, au fond de l'âme, à accepter les conditions de l'Autriche, pourvu qu'on leur offrît quelque accommodement raisonnable. Boufflers ajoutait que l'argent faisait défaut, que les fonds qu'il avait apportés ne tarderaient pas à être épuisés, et il concluait que, ne pouvant rien avec les ressources dont il disposait, un secours devait lui être donné au plus tôt, si on ne voulait pas qu'une aventure, si glorieuse à son début, finît d'une façon aussi triste pour les Gênois que

ridicule pour lui-même et pour la couronne de France [1].

Ni Belle-Isle ni La Mina, informés du péril et de l'urgence par des émissaires qui traversaient les lignes des assiégeants, ne pouvaient méconnaître la nécessité de répondre promptement à l'appel qui leur était adressé avec tant d'insistance. Mais ce fut sur le moyen le plus efficace d'apporter le secours réclamé que leur désaccord prit naissance. Le plus simple, celui qui se présentait le plus naturellement à l'esprit et auquel tout le monde était préparé, c'était, une fois la capitulation de Vintimille obtenue, de continuer à marcher résolument le long de la côte et d'arriver ainsi par Oneille, Finale et Savone sur les derrières des assiégeants. C'était l'avis de La Mina, qui ne paraissait même pas admettre qu'un autre plan pût être suivi. Belle-Isle, à la surprise assez générale, ne partagea point ce sentiment. Quelque naturelle que fût la voie indiquée, il ne la trouvait ni facile ni sûre. Rien de plus imprudent, suivant lui, que d'engager deux armées, qui réunies formaient plus de cent mille hommes, dans le chemin étroit et resserré, coupé de tor-

1. Boufflers à Puisieulx, 9, 17, 23 mai 1747. (*Correspondance de Gênes.* — Ministère des affaires étrangères.)

rents et d'accidents de toute nature, qui circule pendant une distance de plus de quarante lieues le long de la mer et au pied des montagnes, de Vintimille jusqu'à Gênes. Il représenta vivement, pour emprunter les expressions d'un historien militaire de nos jours, « le danger de s'avancer ainsi sur une route hérissée de mauvais pas, où l'on ne pouvait marcher qu'un à un, la difficulté de garder ensuite une communication aussi éloignée en prêtant le flanc, d'un côté, aux ennemis occupant les hauteurs, et de l'autre à la flotte anglaise, qui tenait la mer, » et Vintimille (il le déclara très nettement) était pour lui les *colonnes d'Hercule* que l'armée ne devait pas dépasser.

Aussi, à un plan qui, sous un air de simplicité, cachait des pièges sans nombre, il substituait une conception plus hardie en apparence, mais qui, frappant l'ennemi droit au cœur, allait par là-même plus directement au but. Trente bataillons avaient déjà été laissés en Dauphiné, autour de Briançon, pour garder les passages des Alpes ; que vingt autres, détachés de l'armée d'Italie, vinssent rapidement s'y joindre, et, cette force devenant assez considérable pour passer de l'observation à l'action, l'entrée du Piémont pouvait

être emportée d'assaut. La route de Turin se trouverait ainsi ouverte, et Charles-Emmanuel, menacé dans sa personne et dans sa capitale, serait contraint de rappeler à lui toutes ses troupes : le général autrichien, privé du contingent piémontais qui était sous ses ordres, ne pourrait continuer le siège de Gênes. Turin mis en péril, c'était Gênes délivrée sans coup férir.

Que ce dessein si audacieusement conçu dépassât le courage ou l'intelligence de La Mina, toujours est-il qu'il refusa absolument de s'y associer et donna, pour s'y opposer, des raisons dont la valeur était au moins spécieuse. Le temps d'arrêt subit de la marche de l'armée, suivi d'un mouvement rétrograde d'un important détachement, serait, dit-il, considéré comme un commencement de retraite. On y verrait l'abandon de tout effort immédiat pour délivrer Gênes. Le bruit, accueilli avec triomphe par les Autrichiens, ne tarderait pas à se répandre dans la ville assiégée et jetterait le découragement dans les rangs de ses défenseurs, qui se croiraient une seconde fois délaissés. L'honneur ne permettait pas de prêter au soupçon d'une telle faiblesse. A cette imputation blessante, Belle-Isle n'était pas embarrassé de répondre que, les bataillons espa-

gnols n'étant pas arrivés à temps au rendez-vous, c'étaient eux, non pas les Français, qu'on pouvait soupçonner de défaillance. Mais cet échange de récriminations, en aigrissant les esprits, ne faisait que rendre la dissidence, déjà très grave en elle-même, moins susceptible encore d'accommodement.

Le recours à une décision supérieure était nécessaire, et les deux généraux ne songèrent plus qu'à plaider leur cause par écrit auprès de leurs cours. Mais Belle-Isle était si convaincu de l'excellence de la sienne et de la conviction qu'il saurait porter dans l'esprit, tant du roi que du ministre de la guerre dont il était resté l'ami, qu'il n'hésitait pas à tout préparer d'avance pour ne pas perdre un instant quand lui parviendrait la décision qu'il préjugeait. Tout était réglé et concerté dans le moindre détail avec son frère. C'était, en effet, dans sa pensée, le chevalier qui devait être chargé d'exécuter le coup hardi qu'ils avaient imaginé en commun. Serait-ce faire tort au héros de Prague de supposer que, parmi les considérations qui militaient dans son esprit en faveur de son audacieux projet, figurait (au second rang sans doute, et loin derrière les raisons stratégiques) le désir d'en confier le soin et

d'en assurer la gloire à ce frère aimé? Ne peut-on pas croire qu'il le voyait déjà en espérance, descendant en vainqueur les pentes des Alpes, et dictant dans Turin même à Charles-Emmanuel épouvanté une soumission qui jetterait le désordre dans la coalition des ennemis, et donnerait peut-être ainsi le signal de la paix générale? Ainsi un nouveau Belle-Isle terminerait glorieusement la guerre qu'un autre Belle-Isle avait commencée.

Malheureusement, il était beaucoup plus aisé au général espagnol de faire partager aux médiocres ministres de Ferdinand VI ses vues étroites et son jugement superficiel, qu'au général français d'associer à la hardiesse de son dessein l'irrésolution et la timidité des conseillers de Louis XV.

Le comte d'Argenson avait déjà entre les mains le mémoire envoyé par Belle-Isle à la défense de son système et peut-être avait-il eu le temps d'en donner connaissance au roi, quand arrivèrent, comme on l'a vu, au quartier général de Tongres, le ministre des affaires étrangères accompagné du duc d'Huescar. Cet ambassadeur apportait l'ordre exprès de sa cour de réclamer à tout prix la marche immédiate de toute l'armée combinée

sur Gênes et de s'opposer tout aussi nettement à la diversion méditée par le Dauphiné sur le Piémont. Il jetait les hauts cris, disait plus tard Puisieulx, déclarant qu'il y allait de l'honneur de son souverain et, par suite, du maintien de l'alliance entre les deux cours. Ce fut sous l'impression de cette menace que la question dut être portée par les deux ministres devant le roi : il s'agissait de mettre en balance les raisons militaires développées par Belle-Isle et les considérations d'un tout autre ordre que Puisieulx, très à regret, mais par la nécessité de son office, était obligé d'exposer. Le seul qui fut admis à la délibération tout intime de ce petit concile, ce fut le maréchal de Noailles, encore présent en Flandre et à qui Belle-Isle (quelque peu de goût que les deux maréchaux eussent l'un pour l'autre) avait cru devoir écrire directement, en faisant appel, pour obtenir son appui, à son expérience : « Ce n'est pas vous, disait-il, qui nous conseillerez de nous embarquer dans cet *étau de Gênes* par un défilé de cinquante ou soixante lieues, sans plage, sans communication et sans subsistances [1]. »

1. Belle-Isle à Noailles, 7 juin 1747. (Papiers de Mouchy.)

Quant au maréchal de Saxe, présent aussi sur les lieux, et dont le conseil eût été peut-être bon à prendre, il était trop occupé de sa tâche propre et des préparatifs du combat qui ne pouvait guère être retardé, pour s'en distraire un seul instant. Il eût été délicat d'ailleurs de le consulter sur un intérêt qui touchait à la réputation d'un rival; le comte d'Argenson, qui tenait de moins en moins à lui complaire, n'était nullement pressé de rendre un tel hommage à la supériorité de son caractère et de son jugement.

Il fallait que la démonstration de Belle-Isle fût bien concluante et le danger d'aventurer l'armée sur le littoral étroit de la Méditerranée, mis par lui en bien pleine lumière, car personne ne songea, semble-t-il, à en contester l'évidence ou même à en atténuer la gravité, et cependant la conclusion fut qu'il fallait ordonner à Belle-Isle de commettre cette souveraine imprudence en exigeant de lui ce sacrifice comme une preuve de son patriotisme et en le déchargeant par avance de toute la responsabilité des conséquences. Le danger de mécontenter l'Espagne et de la pousser à abandonner l'alliance l'emportait sur toute autre considération.

Il faut avoir lu de ses propres yeux cette

incroyable résolution pour y ajouter foi, et il faut la laisser commenter à ceux qui la prirent avec une candeur qui accroît encore la surprise. Le premier à qui il convient de donner la parole, c'est le roi lui-même :

« Mon cousin, écrit-il de sa propre main, le 30 juin, si je ne consultais que l'intérêt de la conservation de mes troupes, et si je n'avais d'autre objet que de faire en Italie une guerre offensive, telle qu'elle pût avec le temps procurer un établissement à l'infant Philippe, mon gendre, j'entrerais dans les vues que vous me proposez d'agir, après la prise de Vintimille, par la voie de la diversion en Piémont : j'en sens toute la sagesse et toute la solidité, et je conviens qu'elle est plus conforme aux règles militaires et à la sûreté de nos opérations; mais des motifs plus puissants m'obligent de passer par-dessus cette considération : c'est le reproche éternel que j'aurais à me faire si la république de Gênes, venant à succomber, pouvait imputer sa ruine au défaut d'un secours que j'aurais pu lui donner... Soyez persuadé que je ne vous imputerai rien des événements, tels qu'ils soient, qui peuvent résulter de l'exécution des ordres que je vous donne, et que je vous saurai gré de tous

les efforts que vous ferez pour les rendre heureux [1]. »

C'est Puisieulx maintenant qui ne craint pas (on se demande si c'est sérieusement) de vanter le désintéressement du roi et de faire à Belle-Isle un devoir et un mérite de s'y associer : « Aucun des dangers, lui écrit-il, que vous faites envisager comme devant être une suite nécessaire de cette marche, n'a échappé à la pénétration de Sa Majesté, mais des motifs supérieurs ont déterminé la résolution qu'elle vient de prendre, de céder aux instances et aux désirs de la cour de Madrid... La crise est violente et je vous avoue que je ne puis y penser de sang-froid ; mais le roi, après avoir mûrement posé tous les risques, a pris sa résolution avec une fermeté et un désintéressement dignes de la grandeur de son âme, et Sa Majesté compte trop sur votre zèle pour son service pour n'être pas bien persuadée qu'en soumettant votre juste répugnance aux raisons qui l'ont décidée, vous lui donnerez de nouvelles preuves de votre respect et de votre attachement... Je sais avec quelle noblesse vous subordonnez toute autre considération aux

1. Le roi à Belle-Isle, de Tongres, 30 juin 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

volontés du roi et au bien de son service. Au reste, quel que puisse être l'événement, Sa Majesté vous saura toujours gré de ce que vous croirez devoir et pouvoir faire pour la parfaite exécution de ses ordres. » — « J'ai vu et lu toutes vos lettres, écrit-il encore peu de jours après, monsieur le maréchal, Sa Majesté ne vous rendra sûrement pas responsable des événements. Elle est convaincue que, quoique la nécessité l'ait obligée à tenir une route dangereuse et tout opposée à votre opinion, vous n'en aurez pas moins mis d'attention à faire réussir le projet de M. de La Mina. »

Puis c'est le tour du comte d'Argenson : « Je sens tout le poids de la besogne dont vous allez être chargé; mais je vous demande en grâce par l'amitié que j'ai, que j'aurai toute ma vie pour vous, de vous y livrer comme si elle était de votre choix et de votre goût [1]. »

Le maréchal de Noailles enfin répond lui-même à Belle-Isle : il sent bien qu'il n'était pas possible de prendre au sérieux le motif tiré de la nécessité de courir promptement au secours de Gênes, puisque (ce que Belle-Isle mettait en doute) c'était précisément la possibilité d'arriver

1. Puisieulx à Belle-Isle, 28 juin. — D'Argenson à Belle-Isle, 30 juin 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

à Gênes par la voie directe, et il se met en devoir de donner, non sans embarras, les vraies raisons et ce qu'il appelle les raisons politiques de l'épreuve à laquelle le roi se décide à soumettre son général et son armée : ces raisons d'ordre supérieur, c'est en deux mots la subordination pure et simple aux volontés et aux fantaisies de l'Espagne. « Il n'est pas douteux, dit Noailles, que l'Espagne ne se déterminera jamais à agir par la seule voie du Dauphiné : on lui a exposé toutes les difficultés d'agir par la côte de la mer, et elles ne l'ont point détournée de préférer cette route à tout autre, en sorte qu'elle regarde aujourd'hui ce point comme convenu et qu'on ne peut s'en écarter sans me compromettre et courir le risque de rompre avec cette couronne. *Il serait à craindre que, si on la sollicite de faire un accommodement particulier, elle ne s'y laissât entraîner, si on lui en fournissait un prétexte plausible.* » Puis, après quelques considérations assez obscures sur la nécessité de reprendre pied dans le centre même de l'Italie pour rendre plus facile l'établissement de l'infant et par suite la conclusion de la paix : « Dans la situation actuelle, ajoute-t-il, l'objet militaire est encore moins intéressant que l'objet politique.

J'ai senti quelquefois dans le cours de ma vie combien les intérêts politiques mettent d'entraves aux opérations militaires, et que souvent ils font abandonner les projets qui seraient le plus conformes aux principes de guerre pour en exécuter d'autres qui le sont moins; mais lorsqu'on réunit comme vous, monsieur, ces différentes vues, on sent combien il est indispensable de se conduire suivant les circonstances... c'est ici le cas... Du succès de ce que vous allez tenter dépendra en grande partie le rétablissement de la paix, et on ne douterait presque plus de l'obtenir s'il vous était possible de remplir les objets qui vous sont indiqués. Un si puissant motif est bien propre à vous exciter de mettre tout en usage pour surmonter des difficultés et des obstacles dont je ne sens que trop l'embarras : quel que soit l'événement, s'il n'est point heureux, dès que vous aurez pris toutes les précautions qu'exige la prudence, l'ordre du roi vous justifie. S'il est heureux comme on peut l'espérer, vous en recueillerez la gloire en rendant à l'État les services les plus signalés. Il n'y a que de ne pas tenter l'exécution de ce que le roi veut et désire qui pourrait vous compromettre[1]. »

1. Noailles à Belle-Isle, 10, 13 juillet 1747. (Papiers de Mouchy.)

Si l'on veut maintenant savoir ce que pensaient au fond de l'âme de cette décision souveraine, ceux mêmes qui l'avaient conseillée et étaient chargés de la transmettre, il faut entendre Puisieulx lui-même, parlant à cœur ouvert et en dehors de son rôle officiel : « Je tremble, écrit-il dans une lettre particulière adressée à Madrid, à Vauréal, en pensant à l'Italie : on l'a voulu et on a travaillé longtemps pour mettre ces affaires dans l'état où elles sont... Je vous avoue que tout cela me désespère. L'Espagne nous échappait quand je suis parvenu au ministère. J'ai fait l'impossible pour la ramener, j'y avais presque réussi, un instant renverse tout, et notre situation est telle que, si M. de Belle-Isle n'exécute pas le projet d'aller par la côte de Gênes, nous nous brouillons sans retour avec l'Espagne; nous n'entrerons pas en Italie, et nous laisserons Gênes et Naples exposées : et si au contraire M. de Belle-Isle, en exécutant les ordres du roi, défère aux sentiments de M. de La Mina, il en résultera peut-être la perte de l'armée du roi, et en ce cas, ajoute-t-il ailleurs, je dois convenir que la complaisance serait un peu forte [1]. »

1. Puisieulx à Vauréal, 28 juin 1er juillet 1747. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères.) La der-

Quel aveu! Encore si cette complaisance, comme il l'appelle, devait être appréciée de ceux à qui le sacrifice est offert! Mais Vauréal, en lui répondant, n'a garde de lui laisser cette illusion : « C'est à nous, lui écrit-il, sur un ton de raillerie à peine déguisée, à remercier Dieu de nous avoir fait naître sous un roi encore plus généreux et plus magnanime que sa puissance n'est redoutable. Mais quand j'ai voulu faire valoir cet acte de complaisance, croyez-vous, m'a-t-on dit, que nous imaginions que le roi de France voulût sacrifier son armée par complaisance pour le roi d'Espagne? Cette complaisance serait également funeste aux deux rois; cet ordre a été donné parce que tous les généraux qui ont été consultés ont pensé comme M. de La Mina. — J'ai cru ne pas vous devoir cacher ce trait, parce qu'il importe que vous connaissiez les caractères. »

Aussi, rien d'étonnant que Vauréal, lui-même, écrive à Belle-Isle avec désespoir : « Vous n'aurez pas tardé à savoir la décision du roi, je vous avoue que les larmes m'en sont venues aux yeux. Nous perdons tout, généraux et ministres, et jamais on ne nous en saura gré, au contraire,

nière phrase est tirée textuellement d'une lettre de Puisieulx à Belle-Isle du 13 juillet.

on dira que c'est vous qui avez eu tort [1]. » Enfin, d'Argenson lui-même ne pouvait se contenir : « C'est une déraison, écrivait-il à Belle-Isle, un entêtement de la part des Espagnols, dont je ne saurais démêler le motif, ni le but. Je me suis trouvé en quatrième dans des conversations avec M. de Noailles, M. de Puisieulx et M. d'Huescar, où la patience des anges aurait échoué [2]. »

S'il en était ainsi, pourquoi donc obéir? Qui croirait que cette résignation douloureuse était imposée à des serviteurs d'un roi de France, commandant à deux grandes armées, servi par les plus grands hommes de guerre du temps, et à la veille d'une grande victoire. La funeste conséquence d'une si douloureuse faiblesse ne devait pas se faire attendre.

III

Le cœur humain, pourtant, est fécond en contrastes : ce même souverain qui, par un acte de

1. Vauréal à Puisieulx, 23 juillet 1747. (*Correspondance d'Espagne.* — Ministère des affaires étrangères; — à Belle-Isle, 14 juillet 1747.) Ministère de la guerre.

2. Le comte d'Argenson à Belle-Isle, 26 juillet 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

déplorable faiblesse, exposait une de ses armées à un désastre certain, se retrouvait dès le lendemain à la tête de l'autre, sur le champ de bataille, et y déployait des qualités vraiment dignes de sa race, la décision, le sang-froid et l'audace dont il avait déjà fait preuve dans des circonstances analogues. C'était le 30 juin qu'il signait la triste lettre adressée à Belle-Isle; et le 1er juillet, dès l'aube, il quittait Tongres et se mettait en route pour aller trouver le maréchal de Saxe sur la petite hauteur de Herderen, un peu en avant de Maëstricht, d'où il pouvait apercevoir, par un coup d'œil d'ensemble, le terrain sur lequel, les deux armées venant à se rencontrer, le conflit pouvait s'engager. A moitié route, il vit arriver à toute bride un envoyé de Maurice, le chevalier de Valfons. « Eh bien! lui dit-il, où sont les ennemis? — A une lieue et demie de Votre Majesté, répondit le chevalier. — Et le maréchal? — A une lieue en avant, plus près des ennemis. » C'était lui dire que Cumberland était arrivé, et, en effet, l'avant-garde des alliés était déjà en vue du poste où l'attendait Maurice. « Et que dit le maréchal? — Il demande les ordres de Votre Majesté, pour savoir s'il doit attaquer. — Et qu'en pense-t-il? — Il suivra exactement l'ordre que Votre

Majesté lui donnera. — Eh bien, il faut attaquer sans hésiter. Montrez-moi le chemin pour aller retrouver le maréchal. »

Dès que le roi fut arrivé sur l'éminence de Herderen, le maréchal qui, au fond de l'âme, on l'a vu, regrettait la direction qu'on lui avait fait suivre, et ne trouvait peut-être pas le terrain du combat très bien choisi, se mit en devoir de lui expliquer qu'il était encore temps d'arrêter l'armée, puisqu'elle n'avait pas quitté les environs de Tongres : on abandonnerait ainsi, à la vérité, le dessein de mettre immédiatement le siège devant Maëstricht, mais pour le reprendre plus tard après une victoire remportée, dans des conditions plus favorables. Le roi maintint sa résolution, et l'attaque fut décidée pour le lendemain.

Valfons raconte dans ses *Souvenirs* que ce fut même la présence du roi, à ce poste avancé, qui prévint une surprise, dont l'effet eût pu être fâcheux. Le maréchal (nullement décidé, au fond du cœur, à engager la partie) n'avait pas suffisamment garni les passages par lesquels l'armée française pouvait arriver au rendez-vous, et les Autrichiens, en poussant tout de suite vivement leur pointe, auraient pu s'en emparer ; mais averti

par des éclaireurs que c'était le roi en personne qui se trouvait à Herderen, le maréchal Bathyany ne put croire qu'il se fût aventuré si fort en avant, s'il n'avait pas été accompagné de tout son monde, et s'abstint de bouger ce jour-là. Le roi passa la nuit dans une chétive demeure, auprès de Herderen, et dès quatre heures du matin, il était sur pied pour surveiller lui-même l'arrivée des troupes [1].

Ce ne fut donc que le 2 juillet au matin que les deux armées se trouvèrent au complet et en regard l'une de l'autre, dans un espace assez vaste qui s'étend au pied même de Maëstricht, entre deux petites rivières : l'une, la Jaar, qui vient se jeter à ce point-là même dans la Meuse; l'autre, la Demer, qui, prenant sa source non loin de là, se dirige vers le nord pour rejoindre les affluents de l'Escaut. Cette ligne de combat était très étendue, mais c'était à l'extrémité qui touchait à Maëstricht et qu'occupaient la gauche de l'armée alliée et la droite de l'armée française que devait être le véritable siège de l'action; car, la ville de Maëstricht étant l'objet commun pré-

1. *Souvenirs du chevalier de Valfons*, p. 208-210. — *Histoire du maréchal de Saxe*, par d'Espagnac, t. II, p. 271. — *Journal de Luynes*, t. VIII, p. 259 et suiv.

sent à la pensée des deux généraux, — dont l'un voulait se rendre maître, tandis que l'autre cherchait à le couvrir, — le grand effort de chacun devait être d'en écarter son adversaire. C'est ce que Cumberland et Maurice avaient également senti, et tous deux avaient concentré sur ce point décisif ce qu'ils avaient de meilleur et de plus solide dans leurs troupes. Cumberland, laissant sa droite aux Autrichiens et le centre aux Hollandais, avait réuni à gauche sous sa direction personnelle les contingents anglais, hessois et hanovriens en leur donnant pour point d'appui le village de Lawfeldt, situé sur une éminence et qu'il avait garni, de front et sur les flancs, de batteries de canons. Maurice, de son côté, confia l'attaque de cette forteresse improvisée aux brigades des comtes d'Estrées et de Clermont, opérant sous ses ordres et en vue du point où le roi vint se placer. Les héros des deux nations se trouvèrent ainsi en face l'un de l'autre, sous les yeux du roi de France, comme deux ans auparavant dans la plaine de Tournai, et Lawfeldt, mis en défense, devait rappeler à tous le souvenir du village de Fontenoy.

Les rôles étaient renversés, mais la valeur déployée dans les deux camps fut pareille. Trois

attaques successives, quoique portées avec une extrême vigueur, furent également impuissantes à faire reculer d'une ligne les Anglais, qui restaient pressés en colonnes serrées, dans les rues de Lawfeldt et dans les haies environnantes, soutenus par le feu des batteries. Leurs rangs étaient incessamment renouvelés par les bataillons d'infanterie placés en ligne derrière le village. Le temps était mauvais, une pluie battante fouettait dans le visage des Français et détrempait le sol sous leurs pas. — « Que penses-tu de ceci? dit le maréchal à Valfons qui était auprès de lui. Nous débutons mal, les ennemis tiennent bon. — Monsieur le maréchal, répondit gaîment Valfons, vous étiez mourant à Fontenoy, vous les avez battus; vous étiez convalescent à Rocoux et vous les avez vaincus; vous vous portez trop bien aujourd'hui pour ne pas les écraser. — J'accepte l'augure, » dit le maréchal en souriant [1].

Effectivement, revenant pour la quatrième fois à la charge, les Français réussirent sinon à pénétrer dans le village, au moins à se loger dans les haies qui le bordaient. Mais c'était un avantage précaire et un abri bien peu assuré, et Cum-

1. Valfons, p. 210.

berland, revenant déjà avec des troupes fraîches, s'apprêtait à les en déposter. Maurice alors se décida à se porter lui-même en avant, l'épée à la main, à la tête du régiment du roi et suivi de la brigade d'infanterie du marquis de Salières, qui n'avait pas encore donné. Les premières attaques avaient toutes porté sur la gauche du village, et toute la résistance de l'ennemi était tournée aussi de ce côté, qui regardait Maëstricht. Cette fois, par une soudaine inspiration, Maurice s'en prit à la droite, et ce changement imprévu déconcerta la défense. — « Les ennemis, raconte-t-il lui-même, entendant tirer derrière eux dans le village, abandonnèrent les haies : nos troupes, qui les attaquaient par l'autre extrémité, les suivirent, et dans un instant toute la bordure du village fut occupée par notre infanterie avec des cris et un feu épouvantables. La ligne des ennemis fut ébranlée. Deux brigades de notre artillerie qui m'avaient suivi se mirent à tirer, ce qui augmenta le désordre. Il nous était arrivé sur la gauche deux brigades de cavalerie : j'en pris deux escadrons et ordonnai au marquis de Bellefonds de pousser à toutes jambes dans l'infanterie ennemie et criai aux cavaliers : « Comme au fourrage, mes enfants? » Devant

cette charge d'une impétuosité presque folle, la solidité renommée de l'infanterie anglaise ne put se maintenir, ses rangs s'ouvrirent par une large et sanglante trouée de plus de deux mille pas. Mais à quel prix! ce fut un épouvantable massacre. « Mes deux escadrons, dit Maurice, furent passés par les armes, il n'en revint presque personne, mais mon affaire était faite [1]. »

Maurice, en s'exposant ainsi lui-même, se comportait en soldat plus qu'en général. Ce n'était pas sans dessein; un mot de lui, que Valfons ne fut pas seul à entendre, fait voir qu'il comprenait qu'il est des instants où tous les hommes deviennent égaux, où le péril suprême et le devoir commun effacent les distinctions du rang et même du génie. Le chevalier avait eu pour la seconde fois son cheval tué sous lui; le voyant à pied : « Quoi! lui dit le maréchal, encore un cheval! Ces gens-là te font faire ton académie! Prends l'Africain. » C'était un cheval d'Espagne d'une grande beauté qu'il aimait à monter lui-même. « Non, monsieur le maréchal, dit Valfons, il est pour vous; votre personne est trop pré-

1. Maurice de Saxe au roi de Prusse. — Saint-René Taillandier, *Maurice de Saxe*, p. 327.

cieuse pour vous en priver. — Prends, prends; aujourd'hui, toi, c'est moi [1]. »

Lawfeldt emporté, tout le plan de bataille de Cumberland était détruit, et il donna le signal de la retraite. Pendant que les escadrons français, toujours enlevés par le même élan, pressaient vivement les derrières de l'infanterie britannique, qui se repliait, Maurice vint retrouver le roi au poste d'Herderen, que le prince n'avait pas quitté et d'où il avait pu suivre toutes les péripéties de l'action. Il y avait pris même part lui-même par des ordres donnés très à propos pour seconder les manœuvres de Maurice, ne témoignant aucune inquiétude, même quand la partie pouvait paraître compromise. Ce n'étaient pas seulement des félicitations que le vainqueur était empressé de chercher : il tenait à présenter tout de suite au roi des prisonniers de distinction, et entre autres l'aide de camp du duc de Cumberland, sir John Ligonier, qui passait pour l'ami personnel et le plus écouté des conseillers du prince. La prise de Ligonier avait eu lieu dans des circonstances qui en faisaient un des incidents les plus curieux de la journée. C'était un

1. Valfons, p. 213. — La même anecdote est rapportée par d'Espagnac.

réfugié protestant, né en Languedoc, élevé par sa famille en émigration et parlant le français comme sa langue maternelle; quand il s'était vu surpris, sur le point d'être arrêté, il remarqua que l'uniforme des carabiniers qui l'entouraient ressemblait à celui qu'il portait lui-même et pour se donner le temps de s'échapper, il avait imaginé de se mêler aux vainqueurs en criant avec eux, à plein gosier, mais sans le moindre accent : « Chargeons! chargeons! » L'artifice aurait réussi sans une décoration anglaise qu'il portait et qui le fit reconnaître. Un simple soldat mit la main sur lui; Ligonier lui offrit alors sa montre et sa bourse s'il consentait à lâcher prise; mais le soldat s'y refusa, et c'était lui-même qui, tenant encore son prisonnier par la main, vint le conduire jusqu'au roi. Le roi accueillit le général anglais de la meilleure grâce, et l'invita pour le soir même à dîner à sa table. Puis, en lui montrant les cadavres qui jonchaient le sol (il y avait, dit-on, dix mille morts parmi les Anglais et six mille Français) : « Ne vaudrait-il pas mieux, lui dit-il, songer sérieusement à la paix que faire tuer tant de braves gens? » Ce n'était pas là, on allait le voir, une simple politesse et un mot de parade. Cette attitude théâtrale, probablement

préméditée, avait pour but de cacher un désir de paix peut-être trop empressé à se produire sous l'apparence de la générosité dans la force[1].

Si la victoire donnait de si belles prises, elle coûtait aussi des pertes cruelles. Le comte de Bavière, frère naturel de Charles VII, le jeune marquis de Frouley, jeune homme de grande espérance, bien d'autres encore, dignes de regrets, étaient restés sur la place. Louis prit sa part de tous ces deuils, et, se tournant vers le marquis de Ségur, dont le fils, à peine remis de graves blessures reçues à Rocoux, avait voulu combattre à tout prix et dont un boulet avait fracassé le bras, il dit : « Le sort n'est pas juste; votre fils méritait d'être invulnérable. »

Pendant que l'entretien se prolongeait, que devenaient la droite et le centre de l'armée alliée, restés (à l'exception de quelques faibles détachements) immobiles toute la matinée et n'ayant ni bougé, ni souffert? Leurs commandants, Bathyany et Waldeck, avaient attendu le signal que devait leur donner Cumberland. Quand, au lieu de le recevoir, ils virent l'armée anglaise se repliant et qu'ils se trouvèrent séparés d'elle par

1. Valfons, p. 215 et 216. — Voltaire, *Siècle de Louis XIV*.

la dernière manœuvre de Maurice, ils crurent devoir suivre le mouvement, et ils le firent avec une précipitation et un désordre qui au premier moment donnèrent à leur retraite l'apparence d'une fuite et même d'une déroute. Il n'était que deux heures après midi, dans un des plus longs jours de l'année; Maurice avait grandement le temps, en se mettant lui-même à leur poursuite, de les atteindre, de les écraser et de mettre les deux tronçons de l'armée coalisée, également meurtris, dans l'impossibilité de se rejoindre. Il eut le tort de ne pas se charger lui-même d'achever sa victoire et d'en remettre le soin à deux de ses lieutenants, les marquis de Clermont-Tonnerre et de Clermont-Gallerande, qui s'en acquittèrent assez mollement. Ces généraux, d'ailleurs, étaient convaincus (comme tout le monde l'était autour d'eux) que les ennemis devaient se retirer par la route qui les avait amenés, laissant Maëstricht à découvert, et après les avoir suivis quelque temps, ils les laissèrent échapper sans trop de regret. C'était une erreur dont la conséquence fut très grave. Ne se sentant plus pressés et se trouvant hors d'atteinte, Anglais, Autrichiens, Hollandais, tous se remirent également de la première impression de la défaite. Au lieu de

s'éloigner par le chemin qu'on s'attendait à leur voir suivre, ils se rapprochèrent de la Meuse et employèrent activement la nuit à jeter des ponts sur le fleuve.

Le lendemain, à la surprise générale, ils étaient tous réunis sur l'autre rive, à une distance assez rapprochée de Maëstricht pour rendre de ce côté l'investissement impossible. L'objet direct de la bataille était donc encore manqué. C'était la même déception qu'à Rocoux. Seulement, cette fois, les Français (pas plus le général en chef que les lieutenants) ne pouvaient s'en prendre à la saison et au déclin du jour de l'imperfection de leur victoire et de l'inutilité de leurs sacrifices.

Au premier moment, cependant, les suites de la faute commise n'apparaissant pas dans toute leur gravité, la satisfaction dans l'armée victorieuse était sans mélange, et personne ne songeait à disputer à Maurice cette gloire nouvelle, dont il s'empressait lui-même de rapporter une part à la présence d'esprit et aux encouragements du roi. « Mon fils, écrivait le roi du champ de bataille au dauphin, je viens de gagner une grande victoire, et jamais notre grand maréchal n'a été plus grand qu'aujourd'hui. Ne lui en faites pas compliment, mais dites à la dauphine

de le gronder de s'être trop exposé comme un grenadier. » — Et le soir, venant s'établir au poste de la Commanderie, occupé la veille par Cumberland lui-même, qui y avait d'avance commandé son souper : « La Commanderie d'ici a changé d'hôte : c'était le duc de Cumberland hier, aujourd'hui c'est moi; je crois ce duc fort fâché, et je ne sais pas ce soir ce qu'il mangera. »

Une lettre adressée à la reine était d'un ton plus sérieux : « La victoire, lui disait-il, était due à la protection toute spéciale de la sainte Vierge, puisque la bataille avait eu lieu un de ses jours de fête (le jour de la Visitation) et qu'on n'avait eu affaire qu'aux hérétiques, les Autrichiens ayant été, suivant leur ordinaire, des spectateurs bénévoles. »

Madame de Pompadour, non plus, ne pouvait être oubliée; mais ce fut le comte de Clermont qui se chargea de lui faire savoir la joyeuse nouvelle en lui écrivant, au milieu des morts et des mourants, et faute de table sur *le cul d'un chapeau* : « Cette journée doit être bien satisfaisante pour vous, madame, puisqu'elle s'est terminée à la gloire du maître dont la présence a fait la réussite. Il est aussi respectable à la tête de ses

troupes qu'aimable au milieu de ses sujets. » Le comte était lui-même un des héros du jour, puisque c'était sa brigade qui avait attaqué la première le village de Lawfeldt, et qui, finalement l'avait emporté : aussi disait-on, en comparant sa conduite à la molle poursuite des deux Clermont, ses homonymes, que l'abbé s'était battu comme un militaire et les militaires en abbés. Et lui-même, s'en vantant dans un style peu ecclésiastique : « Je me suis démené, disait-il, comme un diable dans un bénitier, et j'ose dire que mes peines n'ont point été inutiles. J'étais goutteux comme un vieux braque, et cela ne m'a pas empêché d'être alerte comme... (Je passe et pour cause la comparaison). Je crois qu'on en dit de bonnes à l'arbre de Cracovie, je voudrais être assis sur une des chaises, à côté de toutes les perruques rousses, pour entendre le haricot qu'elles font de nous. Je crois que cela me réjouirait le cœur [1]. »

Il y a lieu de penser, en effet, que sous cet *arbre de Cracovie* (ainsi nommé, comme on sait, parce que c'était à l'ombre de ce grand marron-

1. Le roi au dauphin, 2 juillet 1747. — Clermont à madame de Pompadour et à un de ses amis 7 juillet 1747 (Papiers de Condé, ministère de la guerre) ; *Journal de Luynes*, t. VII, p. 259 et suiv.

nier des Tuileries que les nouvellistes et les badauds de Paris se réunissaient habituellement pour disserter sur la politique européenne), on devait être transporté d'aise : surtout si on s'y passait de main en main une lettre comme celle-ci, écrite par Favart dans toute l'émotion de la bataille à laquelle le comédien patriote se laissait naïvement persuader qu'il avait concouru : « Victoire! Victoire! Tout est renfermé dans ces derniers mots... L'action continue à notre avantage, nous achevons de vaincre; je dis plus, nous achevons de détruire... Pardonnez-moi, je dis nous : à force de fréquenter les héros, j'en prends le langage. Montrez cette lettre à tous nos amis : ils ont le cœur français [1]. »

L'historiographe déjà désigné de Louis XV ne pouvait manquer de mêler sa voix au concert des félicitations. A défaut de son ami personnel, le marquis (dont la chute l'avait sans doute affligé, quoiqu'on n'en trouve aucune trace dans sa correspondance), c'était au comte resté en puissance que Voltaire adressait ce billet qui (contre l'ordinaire du grand écrivain) ne brille pas par la simplicité.

1. *Mémoires de Favart*, t. I, p. 37.

A Cirey, le 4 de la pleine lune.

« L'ange Jesrad a porté jusqu'à Memnon la nouvelle de vos brillants succès, et Babylone avoue qu'il n'y eut jamais d'itimadoulet dont le ministère ait été plus couvert de gloire; vous êtes digne de conduire le cheval sacré du roi des rois, et la chienne favorite de la reine. Je brûle du désir de baiser la crotte de votre sublime tente et de boire du vin de cheval à vos divins banquets. Oromaze n'a pas permis que j'aie cette consolation, et je suis demeuré enseveli dans l'ombre, loin des rayons brillants de votre prospérité. Je lève les mains vers le puissant Oromaze, je le prie de faire longtemps marcher devant vous l'ange exterminateur et de vous ramener par des chemins tout couverts de palmes [1]. »

Et en même temps le comte d'Argenson rece-

1. Voltaire au comte d'Argenson. (*Correspondance générale*, 24 juillet 1747.) — Memnon est le nom sous lequel Voltaire avait publié le roman qu'il a depuis intitulé : *Zadig*. — On ne retrouve ni dans les correspondances de Voltaire, ni dans celles du marquis d'Argenson (au moins celles qui ont été publiées), aucune trace de lettre ayant trait à la sortie du ministère de ce dernier, ni aucune trace de l'impression que Voltaire en ressentit. A partir de ce moment même, les relations des deux amis deviennent très rares et se bornent à quelques billets assez froids. D'Argenson paraît n'avoir pas été très satisfait de l'attitude de Voltaire à ce moment de sa vie, car il s'exprime dans son *Journal*, à plusieurs reprises après cette époque, assez sévèrement sur le compte de Vol-

vait, non de Voltaire lui-même, mais de madame du Châtelet, une épître que le poète avait composée sur la demande de la duchesse du Maine. La princesse, ayant ses deux fils présents à la bataille, avait désiré que le succès auquel ils avaient pris part fût célébré. Voltaire n'avait cédé qu'à regret à ce souhait; il se rappelait les désagréments que lui avait valus son poème de Fontenoy, et ne se souciait pas de s'exposer aux mêmes inconvénients. « De Fontenoy, y était-il dit,

De Fontenoy le nom plein d'harmonie
Pouvait au moins seconder le génie;
Boileau pâlit au seul nom de Werden.
Qu'aurait-il dit, si, non loin d'Herderen,
Il eût fallu suivre entre les deux Nèthes
Bathiany, si savant en retraites ?
. . . . . .
Le nom du roi charme toujours l'oreille,
Mais que Lawfeldt est dur à prononcer !
. . . . . .
Et puis faut-il encore, à tout propos,
Donner en vers la liste des héros ?
Sachez qu'en vain l'amour de la patrie
Dicte vos vers, au vrai seul consacrés,
On flatte peu ceux qu'on a célébrés;
On déplaît fort à tous ceux qu'on oublie. »

La destinée amène souvent des coïncidences

taire. A propos des différends de Voltaire avec le roi de Prusse où des questions d'argent étaient mêlées, il dit (VI, p. 535) : « Ce grand écrivain est à cheval sur le Parnasse et sur la rue Quincampoix. » — Et ailleurs (VIII, p. 64) : « Courage d'esprit et bassesse du cœur. »

étranges et vraiment cruelles. Par les mêmes courriers qui apportaient ces félicitations empressées arrivait, de l'autre côté des Alpes, une nouvelle funeste qui allait changer en deuil toute la joie de la victoire et achever de compromettre les résultats déjà très insuffisants qu'elle avait produits.

IV

C'est qu'en effet, à cette date du 20 juillet, tout était bien changé en Italie. L'incroyable faiblesse de la décision de Louis XV avait porté ses fruits, un peu différents peut-être de ceux qu'on avait pu prévoir, mais presque aussi douloureux. Si l'armée royale ne périssait pas tout entière, comme un ministre du roi en avait exprimé la crainte, elle subissait au moins un véritable désastre, rendu plus éclatant encore par la mort héroïque d'un de ses meilleurs généraux.

Avec la lenteur des communications d'alors, plusieurs semaines étaient nécessaires pour échanger d'Italie en Flandre une demande et une réponse. L'impatience de Belle-Isle n'avait pu supporter un si long délai. Ne doutant pas d'ailleurs de la

supériorité de ses vues sur celles du général espagnol et de l'approbation qui leur serait donnée par le conseil militaire de Louis XV, — ne pouvant supposer, disait-il, que *le roi voulût perdre son armée pour suivre la fantaisie de M. de La Mina*, — il regardait chaque jour perdu comme un retard inutile et une chance de succès enlevée au projet dont il aurait à assurer l'exécution, et dont son frère attendait la gloire. Il reprit donc à nouveau la discussion avec le marquis de La Mina, et s'efforça de lui prouver que, quelle que fût la résolution de leurs cours — soit qu'on persistât à les faire marcher à la délivrance de Gênes, par la voie du littoral, soit qu'on se ralliât à la pensée d'une diversion sur le Piémont par le Dauphiné — on ne risquait rien de mettre à tout événement les troupes déjà réunies à Briançon en mesure, par un renfort suffisant, de forcer le passage des Alpes. Nécessaire, disait-il dans une des hypothèses, cette précaution était sans inconvénient dans l'autre. S'ils recevaient l'ordre d'emporter d'assaut l'entrée du Piémont, c'était un coup de main qui devait être exécuté aussitôt que résolu et en quelque sorte par surprise. Il fallait que tout fût prêt d'avance pour ne pas laisser au roi de Sardaigne le temps d'être

averti et de se mettre en garde. L'autre plan, au contraire, non seulement n'exigeait pas, mais ne comportait pas même une rapidité pareille. Il faudrait s'avancer méthodiquement, emportant successivement toutes les places de la côte, les différents corps d'armée ne pouvant s'engager que l'un après l'autre, faute d'espace pour se développer, et de subsistances pour se nourrir dans l'étroit passage qu'ils auraient à traverser. On aurait donc toujours le loisir de rappeler et de faire revenir les détachements momentanément éloignés qui arriveraient encore à temps pour former l'arrière-garde de l'armée, avant que la tête fût parvenue dans le voisinage de Gênes et en mesure de menacer les positions des assiégeants. De bonne ou de mauvaise grâce, La Mina se rendit à ses instances, et vingt bataillons furent en effet, avec son consentement, expédiés, dans les derniers jours de juin, sur le Dauphiné, dont dix-huit français et deux espagnols. Joints aux trente qui étaient restés en observation à Briançon, c'était un effectif de plus de vingt-cinq mille hommes. Le chevalier de Belle-Isle se mit en route le 7 juillet pour aller prendre le commandement de cette force, portée, par là, à un chiffre assez respectable. « La partie

devient intéressante, » écrivait Belle-Isle, plein de confiance [1].

L'intérêt devint bien plus vif encore, quand, aussitôt après le départ du chevalier, on apprit une nouvelle absolument imprévue. Gênes était délivrée : les alliés prenaient le parti d'abandonner le siège. Personne ne s'attendait moins à cette libération que les assiégés eux-mêmes et leurs auxiliaires français qui venaient de tenter deux sorties sans résultat : leur noble commandant, le duc de Boufflers, pour avoir payé de sa personne sous un soleil ardent, était atteint d'une congestion cérébrale, qui le mettait à toute extrémité. Comment ce deuil faisait-il place à une bonne fortune si inespérée? L'explication ne se fit pas attendre.

C'était le mérite renommé du gouvernement piémontais de savoir se faire seconder par un excellent service d'informations diplomatiques et militaires. Aussi dès le début de la campagne, Charles-Emmanuel avait-il été averti du rassemblement des troupes laissées par Belle-Isle au pied des Alpes, et devinant qu'un général ne se résignait pas sans dessein à se passer d'une partie de ses moyens d'action, il avait fait sur-

1. Belle-Isle au comte d'Argenson, 24, 30 juin, 7 juillet. — (Ministère de la guerre. — Partie officielle.)

veiller, avec une vigilance inquiète, tout ce qui se passerait sur cette frontière toujours menacée de ses États. Avant que les vingt bataillons de renfort détachés de l'armée royale fussent arrivés à leur destination, il était informé qu'on les attendait et au courant de tous les préparatifs faits pour les recevoir. Il ne douta plus, dès lors, que l'intention de son ennemi fût de le prendre à revers et de le venir chercher sur son propre territoire. Saisi de crainte à la pensée de voir les soldats français déboucher par quelqu'une des vallées des affluents du Pô, et marcher droit sur sa capitale, il ne perdit pas un instant pour rappeler à lui toutes ses forces, y compris douze de ses bataillons qui prenaient part aux travaux du siège de Gênes, sous les ordres du général autrichien. Schulembourg (c'était le nom du général que Marie-Thérèse avait donné pour successeur au marquis de Botta), se trouvant par cette retraite privé de moyens suffisants pour compléter l'investissement de la ville, avait dû renoncer à s'en emparer ou au moins momentanément s'en éloigner [1].

1. D'arneth, t. III p. 295 et suiv. — Henri Morris, *Opérations militaires dans les Alpes pendant la guerre de la succession d'Autriche*, p. 270. — « Ce que nous ne pouvons retarder, écrit Charles-Emmanuel à Schulembourg le 30 juin, c'est

Outre son importance stratégique, cette manœuvre si peu prévue présentait, aux yeux de Belle-Isle, l'avantage de lui ménager un éclatant succès d'amour-propre. N'était-ce pas lui qui avait soutenu, et ne s'était-il pas toujours efforcé de démontrer que le vrai moyen de secourir la république était de menacer le Piémont, et que le salut de Gênes ne pouvait être assuré qu'en mettant Turin en péril? L'événement, en confirmant ses prévisions, dépassait ses espérances : son système atteignait le but désiré, avant même d'avoir reçu un commencement d'exécution. La menace seule et la peur avaient suffi. Jamais triomphe ne fut plus complet. Par malheur, il ne lui fut pas donné d'en jouir longtemps.

Coup sur coup, en effet, les surprises se succédant d'un jour à l'autre, c'étaient les ordres du roi commentés par tous les ministres qui arrivaient quand toutes les circonstances avaient changé de face et qui venaient faire passer Belle-Isle de l'ivresse de ses espérances à la plus douloureuse consternation. Point de doute, point d'équivoque : ces ordres étaient positifs, le plan

d'envoyer des ordres comme nous faisons pour retirer nos douze bataillons... venant d'apprendre que sur nos frontières les ennemis grossissent et commencent à paraître. »

favori si bien justifié par un premier succès, on lui commandait d'y renoncer au moment même où tout paraissait le seconder et où il ne fallait plus qu'un dernier effort pour en faire la page peut-être la plus glorieuse de l'histoire de sa vie et de sa famille. Était-ce vrai? Était-ce possible? Il éprouva un véritable accès de désespoir. Puis, après l'étonnement et le dépit, vint le tour de la réflexion et de l'incertitude. Quelque précise et impérative que fût l'injonction royale, elle était cependant (le roi l'affirmait expressément) fondée sur un seul et unique motif, l'intérêt de porter secours à Gênes, et ce motif avait disparu, puisque Gênes était libre. Mais, en revanche, ce qui n'avait pas cessé d'être, c'était le péril reconnu et nullement contesté, d'engager une armée nombreuse en terre ennemie, dans des défilés resserrés entre les montagnes et la mer. Ce péril, si évident et si redoutable que, de l'aveu d'un ministre même, les plus grands malheurs en pouvaient sortir, non seulement la levée du siège de Gênes n'y apportait aucune atténuation, mais la gravité en était par là même notablement accrue. Désormais, en s'avançant dans cette voie pleine d'embûches, on ne rencontrerait plus seulement quelques garnisons impuissantes, quel-

ques avant-postes gardant des passages; ce serait l'armée autrichienne tout entière qui, n'ayant plus rien à faire devant Gênes, viendrait à la rencontre des Gallispans, et, maîtresse de toute la contrée, se dresserait devant eux comme un obstacle insurmontable. Que de plus on rendît, par le rappel des bataillons déjà envoyés en Dauphiné, la sécurité au cabinet de Turin, les troupes piémontaises n'auraient que quelques lieues à parcourir pour venir garnir toutes les hauteurs. Pourrait-on alors demander à ces hommes, quelles que fussent leur valeur et leur discipline, de marcher ainsi, non pas entre deux, mais entre trois feux croisés, pris en flanc par les croisières anglaises, en face par les soldats de Marie-Thérèse, et par les Piémontais au-dessus de leur tête? Qui aurait le courage de courir ainsi à l'abîme, les yeux tout ouverts? Serait-ce donc enfreindre l'ordre royal que de ne pas l'exécuter dans un sens manifestement contraire à la pensée qui l'avait inspiré? N'était-ce pas là un de ces cas suprêmes où le chef d'une armée, tenant entre ses mains l'honneur de sa patrie et la vie de milliers d'hommes, ne doit plus prendre conseil que de sa conscience, et où l'obéissance aveugle n'est plus que faiblesse et presque trahison?

Seul et maître de ses résolutions, Belle-Isle, je crois, n'eût pas hésité; mais La Mina avait dû recevoir, en même temps que lui, une communication pareille à la sienne, et, en aucun cas, il n'eût été possible de s'écarter de la ligne commune qui leur était tracée, sans le prévenir et le consulter. Belle-Isle, de plus, avait su assez bien lire entre les lignes de la lettre royale, pour comprendre que l'intérêt de Gênes n'était que le prétexte de la décision qui le désolait. Le motif, Noailles le lui avait dit à l'oreille, c'était le parti pris de ne se séparer à aucun prix de l'Espagne, pas plus sur le terrain militaire que politique, pour ne pas risquer de compromettre l'alliance précaire des deux couronnes. Par là même, La Mina était élevé à l'état d'arbitre souverain des opérations des deux armées. C'était donc lui qu'il fallait fléchir, car lui seul pouvait donner dispense d'obéir aux instructions concertées entre les deux cours. Après avoir obtenu de lui, non sans peine, pour le chevalier, la permission de partir, il fallait le conjurer de nouveau de ne pas ordonner son rappel. Aussi, en envoyant à son frère une lettre « qui, lui disait-il, ne vous surprendra et ne vous affligera guère moins que moi », le maréchal lui ordonnait de s'abstenir de

tout mouvement jusqu'à la réception d'instructions nouvelles, et il se résigna, en frémissant, à aller chercher dans le camp espagnol l'autorisation de ne pas arracher à des soldats français une victoire qu'ils croyaient tenir, pour les condamner ensuite, soit à une ruine certaine, soit à une impuissance absolue.

La Mina le laissa dire, et resta assez perplexe; à son tour, le sentiment de la responsabilité qu'il avait à prendre l'effrayait. Mis en demeure d'appliquer le système stratégique qu'il avait préféré, mais dans des conditions très différentes de celles qu'il avait prévues, et telles que Belle-Isle ne se faisait pas faute de les lui dépeindre sous les plus sombres couleurs, il reculait devant des conséquences qui pourraient lui être gravement reprochées. Mais, d'autre part, l'amour propre, et peut-être un secret sentiment de jalousie le retenaient. Céder, se ranger à l'avis de Belle-Isle, c'était donner tous les avantages aux deux généraux français; aujourd'hui à l'un pour avoir bien jugé la situation, demain à l'autre pour en tirer peut-être glorieusement parti. Trois jours, trois précieuses et mortelles journées s'écoulèrent ainsi dans cette incertitude, en allées et venues, échange de notes et contre-

notes, discussions toujours reprises et jamais terminées, sans qu'on pût tirer de lui une réponse positive. Ce ne fut qu'au bout de la troisième qu'il se décida à regret, et du bout des lèvres, non à donner une approbation formelle, mais à reconnaître que les choses étaient trop avancées pour reculer, qu'il était trop tard pour rappeler des troupes déjà peut-être engagées, et que dès lors l'expédition n'avait qu'à suivre son cours. Il n'en fallut pas davantage pour que Belle-Isle donnât ordre à son frère de reprendre son mouvement, et se crût en droit d'écrire au roi lui-même, en lui offrant ses félicitations sur la victoire de Lawfeldt, que tout allait se passer en Italie conformément à la décision de M. de La Mina [1].

Mais il est des moments où ce ne sont pas seulement les jours, ce sont les heures qui comptent double, et chaque minute perdue au camp français en débats stériles était employée par Charles-Emmanuel avec l'activité qu'inspire le sentiment d'un péril pressant. Plus inquiet que jamais, depuis qu'il avait appris l'arrivée à Briançon du frère et de l'*alter ego* du général en chef fran-

1. Belle-Isle à son frère, 11 juillet, au roi, 14 juillet, 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

çais, — ne se faisant plus aucune illusion sur la nature du coup droit dont il était menacé, — le roi de Sardaigne non seulement rappelait et rassemblait tout ce qu'il avait de forces disponibles, mais il invoquait l'assistance du général autrichien, qui, sur ses instances, se décida à détacher en toute hâte trois bataillons pour lui venir en aide. Ce passage rapide de troupes étrangères au pays, traversant les plaines du Piémont et remontant le cours du Pô, pour se porter au pied des Alpes, ne pouvait être ignoré des populations, et le bruit en arriva aux oreilles de Belle-Isle. Son frère lui écrivait de son côté que des éclaireurs lui rapportaient d'inquiétants détails sur le nombre et la nature singulière des retranchements auxquels ils voyaient travailler en toute hâte, pour barrer tous les passages, et principalement autour de la petite ville d'Exiles, qui était le premier point à occuper dans le plan qu'il s'était tracé.

« L'affaire, disait-il, bien que sans témoigner aucun trouble, commençait à devenir bien sérieuse. » Tant de précautions, sur lesquelles on ne comptait pas, étonnèrent le maréchal et un doute qui se glissa dans son esprit le pénétra d'une crainte soudaine. Contre cette défense

mieux préparée qu'il n'avait prévu, son frère était-il bien sûr de disposer de moyens d'action suffisants? Après le retard causé par les hésitations de M. de La Mina, serait-il encore temps d'agir avant l'arrivée des auxiliaires dont Charles-Emmanuel avait su se ménager l'appui? Qu'arriverait-il alors? Cette entreprise qui était son œuvre propre, dont il avait décidé l'exécution envers et contre toutes les oppositions, dont le succès reposait sur une tête qui lui était si chère, n'allait-elle pas se trouver compromise, faute d'avoir pu s'y prendre à temps et d'avoir bien calculé la résistance? Quelle aventure qu'un échec qui le surprendrait en pleine contravention aux ordres du roi! Quelle responsabilité, suivie peut-être de quelles conséquences! Ce fut assez pour que dans cette âme mobile autant qu'ardente, à une confiance exagérée succédât sans transition une angoisse mortelle. Il eût été rassuré si La Mina, comme il en fit encore la prière, eût consenti à lui permettre d'envoyer un nouveau supplément de troupes au chevalier dans le cas où celui-ci, après avoir reconnu la situation, ne se croirait pas en mesure de tenter l'attaque. Mais cette fois, La Mina ne voulut pas même écouter sa demande. Pour un coup de tête qu'il avait

toujours déconseillé et dont il n'espérait rien de bon, il ne détacherait, dit-il, ni un homme, ni surtout un Espagnol de plus. Il ne resta plus alors qu'à donner au chevalier des conseils d'une prudence tardive.

« A aucun prix, lui écrit le maréchal le 16 juillet, il ne faudrait risquer l'entreprise si le succès n'était pas absolument assuré : les conséquences d'un échec seraient incalculables, au lieu qu'une retraite faite à temps pourrait toujours être expliquée sans désavantage aux yeux du public. On en serait quitte pour dire que la diversion tentée sur les Alpes avait pour but la délivrance de Gênes et que, le résultat une fois obtenu, il n'y avait plus de raison suffisante pour y insister. Vous sentez tout comme moi, dit-il, mon cher frère, qu'après l'ordre du roi que j'ai reçu et tout ce qui vient de se passer, si nous réussissions à prendre Exiles, on nous en tiendra très peu de compte, et qu'au contraire, s'il arrivait un échec, tout le mal retomberait sur nous... Je sens qu'il serait infiniment plus agréable d'aller tout droit devant soi... mais il faut d'une mauvaise situation tirer le moins mauvais parti qu'on peut... nous aurons la satisfaction d'avoir rempli le principal objet, qui était la délivrance

de Gênes : tout le reste ne nous sera jamais imputé... Je viens de voir, ajouta-t-il en post-scriptum, M. de La Mina, qui m'a interrompu : je lui ai parlé de la nécessité de vous soutenir, il a battu la campagne et m'a fait voir clairement qu'il ne fera rien en Dauphiné que par force, et, s'il y est forcé, il abandonnera le comté de Nice et dira que c'est nous qui en serons la cause... Je conviens que cela est cruel, mais il faut partir d'où l'on est... Ne commencez que si vous avez la certitude de tout faire avec ce que vous avez, et laissez entendre d'avance que ce que vous faites n'est que par diversion... J'ai un fort mal de gorge, ajoutait-il, et un violent rhumatisme. Ce qui se passe ne met pas du baume dans l'âme... Ménagez vous-même votre santé, vous voyez bien qu'avec ce qui se passe, ce n'est pas la peine de se faire tuer. »

Le 20, plus troublé que jamais : « Je me repens de n'avoir pas laissé revenir les vingt bataillons dès la première réception de la lettre du roi. Mais il vaut encore mieux s'arrêter à présent que de s'exposer à une catastrophe... Nous aurons de bien bonnes raisons à donner, mais il est triste d'avoir à faire son apologie et de faire des procès par écrit... Enfin, si vous battez bien

les ennemis, il n'y aura qu'à en rire et tant pis pour ceux qui ne veulent pas laisser faire le bien. Je vais trouver le temps bien long jusqu'après-demain [1]. » Il terminait en recommandant à son frère de ne pas négliger de faire chanter un *Te Deum* pour la victoire que le roi devait au maréchal de Saxe. Quel contraste avec l'incertitude qui planait encore sur sa propre fortune et les sombres pressentiments dont il se sentait agité!

Hélas! les *Te Deum* n'étaient plus de saison. Le sort en était jeté et tout était dit. Aussitôt après avoir reçu l'autorisation de son frère, le chevalier s'était porté en avant. Pour entrer en Piémont, une fois les monts passés, il avait à choisir entre deux vallées principales, celle de la Stura, qui coule du sud au nord et se jette dans le Tanaro, et celle de la Doire, qui, sortant du mont Cenis, va se joindre au Pô à Turin même. L'accès de la première était plus facile, mais on y rencontrait deux places fortes, celles de Démont et de Coni, qui exigeaient des sièges réguliers. D'ailleurs, c'était le point par lequel le prince de Conti avait pénétré deux ans auparavant en Italie, et on pré-

1. Belle-Isle au chevalier, 18, 20 juillet 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

sumait (fort à tort, comme on va le voir) que ce serait de ce côté surtout que le roi de Sardaigne se serait mis en garde. La vallée de la Doire n'était défendue que par les deux fortins d'Exiles et de Suse, qu'on pensait pouvoir enlever plus facilement. Aussi, après avoir quelque temps hésité sur les deux voies, ou du moins en avoir fait le semblant, pour laisser l'ennemi dans l'incertitude, ce fut sur Exiles que le chevalier se décida à se porter. Il donna rendez-vous en face de cette petite ville à toute sa troupe. Elle était divisée en trois corps d'armée qui durent faire leur chemin par des voies différentes, la gauche par Modane et le mont Cenis, le centre sous les yeux du chevalier lui-même par le mont Genèvre, et la droite plus au sud, par le col de Servières. Cette première opération s'accomplit sans difficulté, les Piémontais ne se trouvant en force nulle part et se retirant dès qu'ils étaient attaqués avec une facilité et une précipitation qui devaient sembler suspectes. Mises en route le 14 juillet, les trois divisions étaient arrivées le 18, chacune au poste qui leur était indiqué.

Mais si faibles que fussent les fortifications d'Exiles, encore fallait-il, pour s'emparer de la place, pouvoir en compléter l'investissement, ce

qui ne pouvait avoir lieu qu'en pénétrant dans le pâté de montagnes auquel la ville est adossée, et qui s'étend depuis la vallée de la Doire jusqu'à la forteresse de Fénestrelle, couvrant un espace de plus de deux lieues, et percé seulement de distance en distance par des passages étroits et accidentés. De ces passages, ou de ces cols (comme on les nomme tous dans cette région des Alpes), le plus rapproché d'Exiles même et par conséquent celui dont il était le plus important de se rendre maître, c'était celui qui longe le mont connu sous le nom de l'Assiète. C'était la clé de la situation. Le chevalier s'avança pour en faire la reconnaissance lui-même, le 18, dans l'après-midi.

Un spectacle d'une singularité imposante s'offrit alors à ses regards. Toute une série de retranchements, ou pour mieux dire de barricades était sortie de terre et se prolongeait à perte de vue. C'étaient des pentes gazonnées ou de petits monticules de pierres formés de gros cailloux ou de quartiers de roches, le tout surmonté de hautes palissades qui suivaient comme une chaîne courante les arêtes et les sinuosités de tous les monts de manière à fermer ou à dominer tous les passages. De loin en loin, des accidents

de terrain, habilement mis à profit, portaient des redoutes en maçonnerie, formant comme les créneaux de ces remparts improvisés et où étaient logées des batteries d'artillerie. Les canons, dit un écrivain militaire, montraient leurs bouches aux embrasures, et au-dessus des palissades on voyait reluire les baïonnettes de l'infanterie. En avant du mont même de l'Assiète, un terre-plein présentant la forme d'un quadrilatère irrégulier (et que dans les récits du temps on appelle le *chapeau* ou la *tenaille*) sortait en saillie de la ligne des retranchements, et par des feux dirigés de trois côtés devait en rendre l'approche impossible. C'est ainsi qu'un art aussi simple qu'ingénieux avait su tirer parti de toutes les ressources qu'une nature sauvage et les aspérités du sol avaient préparées à la défense.

Le seul défaut de cette disposition si fortement combinée, c'était l'étendue vraiment démesurée d'une ligne de combat qu'il paraissait impossible de garnir d'un nombre suffisant de défenseurs. Aussi disait-on que le comte Briqueras, qui avait présidé à ces préparatifs, désespérait encore à la dernière heure de pouvoir faire face partout et se bornait à munir les points qui devaient être le plus probablement attaqués, sans oser répondre

que la continuité de ces masses de terre et de bois ne serait pas rompue quelque part, faute d'être assez bien protégée. Mais dans la nuit du 17 au 18, les bataillons autrichiens, si impatiemment attendus, arrivèrent, et tous les vides se trouvèrent comblés. C'était le triste fruit du temps perdu en conversation entre les généraux français et espagnol.

Si difficile que fût d'aborder ce front de bataille, il était trop tard pour reculer. Quelques conseils de prudence furent bien donnés à demi-voix, mais le chevalier refusa de les entendre. Plus l'instant décisif approchait, plus son courage s'exaltait : à plusieurs reprises il avait répété à haute voix pendant les derniers jours, que d'une entreprise de cette nature il fallait sortir mort ou vainqueur; mais il sentait si bien combien il était pressant d'agir qu'il se décida à tenter l'aventure, sans attendre tous les convois, dont une partie était encore en route pour le rejoindre. Le 19, à dix heures du matin, toute la troupe était arrivée en face du col de l'Assiète, conservant sa division en trois brigades. Le premier soin du chevalier fut de s'emparer d'un petit môle faisant face au terre-plein principal et dont il débusqua aisément quelques compagnies pié-

montaises; il y plaça des batteries de campagne pour répondre au feu des redoutes, et ce fut de ce point élevé qu'il donna le signal de l'attaque. Les trois colonnes durent se mettre en mouvement à la fois, celle de gauche, la plus voisine d'Exiles, sous les ordres de M. de Mailly. M. de Villemur commandait celle de droite, obligée par la nature des terrains d'opérer hors de vue et à une certaine distance. Entre les deux, celle du centre qui dut s'en prendre directement au *chapeau*, resta confiée au marquis d'Arnault, C'était celle-là qui devait porter plus que toute autre le poids du jour; de la butte où il resta placé, le chevalier pouvait en suivre tous les mouvements.

Animés par sa présence, ces braves gens se précipitèrent au cri de « Vive le roi! » avec un merveilleux élan; gravissant, sous une pluie de feu, une pente aussi rapide que glissante, ils arrivèrent au pas de course jusqu'au pied du retranchement, et là commandant, officiers et soldats se mirent tous ensemble à l'œuvre pour le démolir, en arrachant du sol les pieux qui formaient les palissades et en détachant les fascines de branches sèches qui leur servaient de ligatures. Ce travail ingrat se poursuivit une heure

durant, pendant que les Autrichiens et les Piémontais, invisibles derrière leurs couverts, pouvaient ajuster leur tir à leur loisir sans qu'il fût possible de leur répondre et même de les apercevoir. Il est vrai que les assaillants étaient attachés et presque collés au parapet du rempart, de sorte que plus d'une balle passait au-dessus de leur tête. Mais le carnage n'en fut pas moins effroyable; des piles de cadavres s'entassaient l'une sur l'autre, et il fallut à plus d'une reprise les écarter pour reformer les rangs à tous moments éclaircis par la mort.

Belle-Isle suivait ce spectacle avec angoisse, mais il avait compté et espérait encore que l'une ou l'autre des colonnes de droite ou de gauche, abordant la ligne fortifiée sur un point d'accès plus facile, réussirait à la forcer, à pénétrer dans l'enceinte et à passer derrière les défenseurs du *chapeau*; prise ainsi en face et à revers, cette position maîtresse ne pourrait plus être maintenue. Le temps s'écoulait et son attente ne se réalisait pas; l'une des colonnes, malgré les efforts de son chef, M. de Mailly, n'avait pu être entraînée par lui plus loin qu'à vingt pas des retranchements, d'où elle se bornait à répondre au feu de l'ennemi par une vive fusillade, et l'autre n'avait

pu triompher de la résistance des bataillons autrichiens à qui elle avait affaire. L'impatience du chevalier croissait de moment en moment, et quand on dut venir lui annoncer que d'Arnault était frappé mortellement, il n'y put tenir, et s'élançant au travers des monceaux sanglants de chair humaine, il vint se placer lui-même au lieu où le commandant avait péri. Prenant en main un étendard, il le plantait déjà au sommet d'une palissade; mais, à ce moment, un coup de feu lui fracassa le bras et le força de lâcher prise. Un grenadier, qui était près de lui, ramassa le drapeau et le tint levé au-dessus de sa tête. Pour lui, de la main qui restait libre, il continuait à serrer avec une étreinte convulsive et à secouer violemment un piquet de bois dont il déchirait les débris avec les dents; un second coup l'atteignit au front et il tomba sans vie.

M. de Villemur, qui vint le remplacer dans le commandement, donna le signal de la retraite, et comme l'ennemi ne fit pas mine de l'inquiéter, elle s'opéra sans désordre : les trois divisions rentrèrent dans leurs quartiers de la veille avec le calme de l'abattement et du désespoir. Les pertes étaient énormes : plus de quatre mille hommes étaient restés sur la place et dans le nombre des

officiers du premier rang et la fleur de la noblesse française [1].

Le fatal événement ne fut connu du maréchal que quatre jours après, le 29 juillet. Je renonce à peindre ce qu'il éprouva. Il perdait tout, affec-

1. Pour présenter ce récit de la journée de l'Assiète, j'ai dû consulter surtout la correspondance du ministère de la guerre. (Partie officielle et partie supplémentaire.) Les circonstances n'étant pas toujours pareilles dans ces divers comptes rendus, ce n'est pas sans quelque peine que je suis parvenu à les combiner. C'est ce qu'avait déja tenté dans un chapitre (auquel j'ai emprunté textuellement quelques pages) M. le général Pajol, *Histoire des guerres de Louis XV* (t. III, p. 254 et suiv.). On trouve aussi deux lettres de témoins oculaires de cette triste journée dans les appendices du *Journal de Luynes* (t. VIII p. 410 et suiv.). J'indiquerai enfin, parmi les textes dont je me suis servi, l'ouvrage de M. Henri Morris : *Opérations militaires dans les Alpes pendant la guerre de la succession d'Autriche* (Paris, 1880), écrit d'après des documents de source italienne.

Comme je viens de le dire, ces différents témoignages ne s'accordent pas toujours, et il n'y a lieu de s'en étonner : le chef d'expédition ayant péri ainsi que le premier et le plus important de ses lieutenants, M. d'Arnault, aucun des survivants n'était bien au courant du plan de l'opération et n'avait pu en suivre l'exécution dans son ensemble. Je ne place point au nombre des documents sérieux le récit fait par un historien piémontais (pourtant d'une réelle valeur), qui, pour accroître encore le mérite de ses compatriotes dans cette journée (qu'il compare à celle des Thermopyles), affirme que les Piémontais combattaient à découvert et sans abri (*scoperti e indefesi*) derrière de très faibles remparts. Il est impossible de renverser plus complètement les rôles (*Carutti. — Storia di Carlo Emmanuel* III, t. II, p. 20 et suiv.). On dit qu'avant d'être rendu aux Français le corps de Belle-Isle fut enterré au village de Saulse avec cette inscription qui contient un étrange jeu de mots : *hic inter salices insula pulchra jacet.* — M. d'Arneth (t. III p. 304), se plaint que dans les récits piémontais on ne fait pas assez de place à l'action des Autrichiens dont la présence pourtant décida de la victoire.

tions, espérances, renommée, et ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même, car c'était lui qui avait tout conduit, tout dirigé, tout commandé, et envoyé ce frère bien-aimé à la mort. Et ce désastre fondait sur lui, sous les yeux de ce jeune fils, peu fait encore à la souffrance, et qu'il avait amené pour le rendre témoin de sa gloire. Il n'y a point de parole qui égale une telle douleur; il vaut mieux la lui laisser exprimer lui-même, avec cette dignité touchante qui ne l'avait pas abandonné dans d'autres épreuves.

« Ce n'est qu'hier au soir, monsieur, écrit-il au comte d'Argenson, que j'ai été informé de cette malheureuse affaire du 19. Je suis pénétré de la plus vive douleur de la perte irréparable que je viens de faire de mon frère. Je le suis aussi de celle que fait le roi d'un de ses plus dignes lieutenants-généraux et les plus propres à commander ses armées. Je le suis pour la suite de la besogne dont il était chargé, et qui eût été peut-être bien différente s'il avait vécu; je le suis enfin par l'impossibilité où je me trouve de le remplacer, et par la privation d'un secours journalier dont ma santé et mes infirmités ont besoin. J'ai surmonté l'état violent où je me trouve pour m'occuper de la besogne; j'ai conféré avec M. de

La Mina, duquel je ne puis effectivement trop me louer dans cette circonstance... Je n'ai jamais été libre d'agir avec la diligence nécessaire; l'ordre du roi que j'ai reçu, précisément quatre jours après le départ de mon frère, m'a obligé de lui dépêcher un courrier pour suspendre ses mouvements, jusqu'à ce que M. de La Mina eût décidé. Ce sont ces deux jours qu'a duré cette négociation, et dont je vous ai rendu compte, qui ont donné le loisir au roi de Sardaigne de faire arriver douze bataillons de plus dans le retranchement en question, dont trois autrichiens, qui ne sont arrivés que dans la nuit du 18 au 19. Même un temps aussi précieux perdu, l'affaire devait encore réussir... Mon frère me mandait dans sa dernière lettre qu'il n'entreprendrait rien qu'il ne fût moralement sûr du succès. Il n'existe plus, et je ne puis en dire davantage [1]. »

Avec son ami Vauréal, il donnait plus librement carrière à son désespoir. « Je ne puis faire sur tout ceci, lui disait-il, ni raisonnement, ni commentaire; vous le ferez beaucoup mieux que moi. Je plains le roi, l'État, la besogne, l'armée,

1. Belle-Isle au comte d'Argenson, 24 juillet 1747. (Ministère de la guerre. Partie supplémentaire.)

je me plains moi-même de me trouver à la tête, et je ne puis former aucun jugement [1]. »

Le coup était si rude, qu'au premier moment l'émotion fut générale; amis, rivaux, ennemis même, tous y prirent part : Belle-Isle à l'armée, et madame de Belle-Isle, à Versailles, reçurent de partout des expressions de condoléance d'une chaleur inaccoutumée. Il en arrivait d'Espagne, d'Angleterre, d'Allemagne, partout où le maréchal avait passé ou était connu. « Ressouvenez-vous, lui écrivait Tencin, que vous êtes un héros, et que vous devez l'être jusqu'au bout. » Mais les bons sentiments durent rarement, et dans les cours peut-être moins qu'ailleurs. L'esprit de critique et de jalousie, qui ne dort jamais qu'à moitié, ne tarda pas à se réveiller; il faut convenir que par une suite de fautes, dont la moindre part était imputable à Belle-Isle, jamais événement ne donna plus beau jeu à la censure. Un dessein entrepris sans ordre, exécuté contre un commandement formel, pour être approuvé, devait réussir; c'eût été fermeté et hardiesse si le succès l'avait couronné; ce n'était plus qu'obstination et témérité, dès que la fortune l'avait trahi. Puis

1. Belle-Isle à Vauréal, 12 août 1747. (Fonds de France, Dauphiné. — Ministère des affaires étrangères.)

Belle-Isle n'était pas le seul à souffrir, ni la maréchale à verser des larmes; les plus nobles familles étaient dans le deuil, et se plaignaient qu'on eût sacrifié les premiers objets de leurs affections à une fantaisie de gloire personnelle. Même la mort héroïque du chevalier ne faisait pas excuser son imprudence; on ne va point ainsi, disait-on, se casser la tête à l'aventure contre un obstacle insurmontable. « Le chevalier de Belle-Isle, écrit Barbier, s'est conduit comme un mousquetaire ivre [1]. » Et le roi lui-même ne put s'empêcher de dire assez haut : « C'est l'ambition de M. de Belle-Isle qui a fait estropier mon armée. »

Maurice de Saxe, lui-même, très sobre en général de critiques et même de remarques sur la conduite de ses rivaux ne put, cette fois, s'empêcher de laisser voir le sentiment qu'il contenait habituellement au fond de son cœur. Vous serez informé, écrit-il au roi de son frère, de ce qui s'est passé dans les Alpes, et que M. le chevalier de Belle-Isle y a été tué. L'ambition a toujours été la cause des affaires que MM. de Belle-Isle ont eues à conduire. L'on ne se change guère, mais il est surprenant

1. Rousset, *le Comte de Gisors*, p. 21. — *Journal de Barbier*, t. V, août 1747.

que la cour de France retombe toujours dans le même cas avec les mêmes personnages [1].

Comme il arrive d'ailleurs dans toutes les défaites éclatantes, le chiffre des pertes était surfait. Ce n'étaient plus quatre, mais six, et bientôt dix mille hommes qui avaient péri. L'exagération était grande, mais ce qu'on ne pouvait exagérer, c'était le fâcheux effet produit, et pour la suite des opérations militaires en Italie, et pour la situation politique en général. En fait, la campagne au delà des Alpes était manquée. De la diversion sur le Piémont, il ne pouvait plus évidemment être question, et les bataillons détachés de l'armée y furent rapidement rappelés. Mais parce que le plan de Belle-Isle avait si tristement échoué, celui du général espagnol n'en était pas devenu plus facile à exécuter, et La Mina le sentait si bien que, quand rien ne l'empêcha plus de se mettre à l'œuvre, il ne parut nullement pressé de s'y décider. Il entassa, pendant des semaines, excuses sur excuses et retards sur retards pour se dispenser d'agir, et, quand on le pressait trop fort de prendre un parti, il en était quitte pour dire qu'on avait laissé passer le

1. Witzhum, p. 504.

moment opportun : que ce qui eût été facile quand les armées alliées étaient paralysées devant Gênes, devenait presque impossible depuis qu'elles s'étaient rendues libres, et que le succès leur avait inspiré confiance. Il ne fallut pas perdre beaucoup de temps dans des hésitations de cette nature, pour laisser arriver le moment où les torrents débordés, par une suite des premières pluies d'automne, rendent à peu près inaccessible la corniche étroite qui longe la mer. En fin de compte, on dut se trouver encore heureux de garder les positions acquises, sans que les alliés se décidassent à prendre l'offensive pour les reconquérir. Ils en firent à plus d'une reprise la menace; s'ils ne l'exécutèrent pas, c'est que la mésintelligence qui régnait dans leurs rangs comme dans les nôtres ne leur permit pas de s'entendre sur la direction à donner à leur attaque. Rien ne se fit donc de part ni d'autre que des marches et des contremarches sans résultat, et la fin de la campagne devait trouver les deux armées au même point qu'au commencement. Gênes, à la vérité, n'était plus assiégiée, et c'était pour les Gallispans le seul fruit de tant de sang versé. Mais, si la ville n'était plus matériellement bloquée, elle restait toujours dans une

situation isolée et précaire, ne recevant de secours que par la voie de mer, que la présence des escadres anglaises rendait très incommode : c'était là une compensation trop incomplète et trop peu assurée pour être regardée comme suffisante.

Les échecs subis en commun ont pour effet ordinaire de jeter la division entre les alliés les mieux unis : entre Français et Espagnols, qui n'avaient pas attendu le malheur pour entrer en querelle, la mauvaise fortune ne pouvait faire que changer des discussions déjà très âpres en récriminations tout aussi amères. On ne s'en fit faute d'aucun côté : Belle-Isle qui au fond de l'âme, ne pardonnait pas à La Mina la perte de ce qu'il avait de plus cher, s'autorisant maintenant de son inaction, ne se gênait pas pour dire très haut qu'au fond les Espagnols n'avaient jamais eu le dessein d'entrer en Italie, ni par une voie ni par une autre, mais bien de rester l'arme au bras, le temps nécessaire pour préparer, par des négociations déjà entamées avec l'Angleterre, une défection consommée dans leur pensée. La Mina n'était pas embarrassé de répondre que l'empressement des Français à entrer en Piémont s'expliquait par le désir d'amener le roi de Sar-

daigne à composition, afin de traiter encore une fois avec lui seul, sans prendre conseil des droits et des intérêts de l'Espagne. « On se rejette la balle de part et d'autre, écrivait le comte d'Argenson à Belle-Isle, tâchez donc d'être le plus raisonnable. » Mais c'était un conseil qu'il aurait dû donner aussi à ses collègues et suivre lui-même, car les soupçons injurieux étaient échangés entre les deux cours aussi bien qu'entre les deux armées, et les rapports du duc d'Huescar et de Puisieulx étaient devenus si aigres et si orageux, qu'ils évitaient de se rencontrer. Plusieurs des ministres (Tencin et Maurepas entre autres) ne se cachaient pas pour faire entendre que, s'il fallait toujours tout subir de l'Espagne et ne rien obtenir d'elle, ce serait un débarras de lui laisser faire sa paix particulière pour être délivré de ses caprices. Et pendant que les politiques disputaient ainsi sur les avantages et les inconvénients d'une alliance qui coûtait si cher, le public en soupirant ne constatait qu'une seule chose, c'est que, cette année encore, les revers d'Italie balançaient les victoires de Flandre, et que, la fortune partageant ainsi ses faveurs entre les belligérants, aucun ne se décourageait, tous persistaient dans leurs prétentions, et la paix était encore

indéfiniment reculée. La désolation était générale.

Belle-Isle, dès qu'il fut un peu remis de sa première émotion, sentant bien que de ce mécontentement universel la plus grande part allait à son adresse, eut l'idée assez malheureuse d'essayer de se laver de tout reproche par une apologie en règle. Malgré le jugement très raisonnable que nous lui avons vu porter sur l'insuffisance des discussions par écrit, il ne s'en décida pas moins à envoyer à Puisieulx d'abord, puis au comte d'Argenson, une lettre ou plutôt un mémoire d'une grande longueur, où il reprenait un à un tous les faits de la campagne, s'efforçant de démontrer qu'après tout elle n'avait pas si mal tourné qu'on se plaisait à le dire, que la frontière française mise à l'abri de toute attaque et la délivrance de Gênes étaient des résultats dont on pouvait se tenir pour satisfait. Quant au triste événement d'Exiles, s'il n'en pouvait parler sans douleur, il en disait au moins assez pour établir qu'on faisait trop de bruit d'un sacrifice qui n'avait coûté à la France que tout au plus quinze cents hommes; et réduite à ces proportions, la perte, disait-il, par une expression très malheureuse, la véritable et la plus

grande perte était pour lui-même et non pour l'État [1].

L'orgueil irrité ne pouvait plus mal l'inspirer. Cette justification présomptueuse révolta tous ceux qu'avait touchés son infortune, et dans la comparaison, effectivement assez peu convenable, entre sa perte et celle de l'État, on ne vit plus qu'une extrême sensibilité à ses maux privés et une choquante indifférence pour le malheur public. L'impression fut telle que l'évêque de Rennes (qui à Madrid en fut averti) crut devoir à l'amitié de l'en prévenir : « Je vais faire, lui écrivait-il, une indiscrétion, mais le motif vous engagera à me pardonner. Je donnerais beaucoup pour que de votre lettre vous eussiez retranché le mot où vous dites que l'aventure du 19 juillet ne peut être appelée un malheur que pour vous. Est-il possible que vos amis vous aient laissé ignorer combien amèrement cette aventure a été prise par les militaires, par les courtisans et par le roi lui-même; combien on a été choqué que, dans le compte que vous en avez rendu, vous ayez regardé votre perte per-

1. Belle-Isle à Puisieulx, 19 septembre, au comte d'Argenson, 23 septembre 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

sonnelle comme la seule circonstance qui pût être considérée; combien vos ennemis en ont tiré avantage contre vous : que tous les jours cet événement paraît plus cruel, qu'on le regarde comme le plus grand malheur qui soit arrivé à la France depuis longtemps, que plus vous avez diminué la perte, plus on s'est attaché à prouver qu'elle a été plus grande, que, quand au lieu d'être de cinq mille hommes, comme tout le monde le veut, elle serait réduite à quinze cents comme vous le soutenez, il ne vous conviendrait pas d'en parler comme d'une bagatelle : qu'on dit autour du roi que cette bagatelle a dérangé tout le système de notre politique et a fait sentir les plus mauvaises suites dans toutes les cours de l'Europe[1]? »

La fierté de Belle-Isle ne fléchit pas sous la réprimande : « Je vais, monseigneur, lui répondit-il, après vous avoir remercié, comme je le dois, répondre à ce qu'ont dit mes ennemis et que je n'ai point ignoré : j'en sais peut-être plus que vous ne m'en dites. Mais c'est précisément parce que j'ai su tout cela que j'ai écrit comme je l'ai fait, et je parlerai de même au roi quand j'aurai l'honneur de lui rendre compte en per-

1. Vauréal à Belle-Isle, 25 septembre 1747. (Ministère de la guerre. — Partie supplémentaire.)

sonne de cette campagne, parce que je ne sais point déguiser la vérité. Je sens bien tout le mal qu'il y a d'attaquer un retranchement et de n'y point réussir, et après tout ce n'est que cela qui est arrivé le 15 juillet... tout se réduit à cette perte de quinze cents hommes, et j'ajoute que nous sommes heureux d'avoir évité par cette perte modérée celle de toute l'armée qui était perdue et détruite si on l'eût enfournée au delà de Finale. Cette vérité est si claire et si démontrée que je ne cesserai de le dire... Au surplus, je mets tous ces messieurs, les ministres et les courtisans au pire... J'ai fait mon devoir, j'ai rendu un grand service en sauvant l'armée, et elle est en bon état... J'ai conquis le comté de Nice, délivré Gênes avec une armée inférieure en nombre de bataillons, et tout au plus égale en combattants, et cela avec la contradiction que vous savez, et après cela, si on n'est pas content et qu'on veuille bien me laisser libre, je bénirai Dieu, car je suis allé malgré moi en Provence. Je n'aspire qu'après le repos, et quand je n'aurai rien à me reprocher, je serai très content. Voilà, monseigneur, ce que je pense, et quand je n'aurai pas tort, je ne garderai pas le silence sur ce que je sais avec mon maître et ses ministres. Mais

comme il est bon d'être instruit, je vous remercie encore une fois, parce que cela me fortifiera dans la résolution où j'étais de fondre la cloche avec le roi, et de lui faire connaître la vérité. Ce n'est pas la première fois que j'en suis réduit à cette triste extrémité. Dieu veuille que ce soit la dernière, soit par la paix, soit par mon congé, car la vie que je mène ici est absolument insoutenable. Je vous embrasse, monseigneur, de tout mon cœur [1]. »

1. Belle-Isle à Vauréal, 6 octobre 1747. (Ministère des affaires étrangères. — Fonds de France, Dauphiné.)

CHAPITRE VIII

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1747. PRISE DE BERG-OP-ZOOM. — CONVOCATION D'UN CONGRÈS A AIX-LA-CHAPELLE.

Résultat imparfait de la bataille de Lawfeldt. — Accusations portées contre Maurice de Saxe à ce sujet. — Frédéric prend sa défense. — Négociation engagée avec l'Angleterre par l'intermédiaire de Maurice de Saxe et du duc de Cumberland. — Entrevue du ministre Puisieulx et de l'envoyé anglais, lord Sandwich à Liège. — Convocation d'un congrès à Aix-la-Chapelle. — Reprise de la campagne. — Siège de Berg-op-Zoom par le comte de Lowendal. — Scènes de désordre et de pillage qui suivent la prise de cette ville. — Lowendal est fait maréchal de France. — Le roi quitte l'armée, et les hostilités sont de nouveau suspendues. — Annonce de l'arrivée d'un renfort de troupes russes pour l'ouverture de la campagne suivante. — Frédéric refuse de s'opposer à leur passage à travers l'Allemagne.

Si l'échec douloureux d'Exiles condamnait à l'impuissance l'armée française, qui combattait en Italie, le résultat imparfait de la journée de Lawfeldt était loin, je l'ai dit, d'avoir avancé le succès de celle de Flandre. Dès que l'enchante-

ment de la victoire fut dissipé, il devint évident que la fâcheuse négligence qui avait permis à l'armée alliée de se reformer et de se réunir au delà de la Meuse rendait impossible l'investissement de Maëstricht, c'est-à-dire l'objet même de la bataille. Maurice, qui avait essayé un instant de se dissimuler ce mécompte, fut lui-même obligé de le reconnaître. La déception fut alors d'autant plus tristement ressentie que la joie du premier moment s'était plus vivement exprimée.

La conséquence de cette réaction naturelle fut une reprise et même un redoublement d'animosité dans l'entourage royal contre le maréchal. Les mécontents, les envieux, les frondeurs, réduits un instant au silence par l'éclat d'un exploit auquel il fallait bien rendre hommage, relevèrent la tête, dès qu'ils purent à la fois s'apitoyer et s'indigner sur le sang versé inutilement. Mais ce qu'on a peine à croire, c'est qu'au lieu de se borner à accuser, comme on l'avait déjà fait après Fontenoy, l'insuffisance et l'imprévoyance des dispositions prises par le maréchal, on eut bien le courage de reproduire, en l'aggravant, la sotte imputation qui lui prêtait le dessein de perpétuer la guerre, afin de prolonger l'importance de son rôle. S'il avait livré la bataille,

c'était bien malgré lui, dit-on, et de propos délibéré, il l'avait laissée inachevée, afin de garder en réserve l'occasion de remporter de nouvelles victoires. On voudrait douter d'un tel excès d'injustice et de crédulité si ce bruit ridicule n'était sérieusement consigné et légué à l'histoire comme un fait avéré, dans les *Souvenirs* de Valfons lui-même, si vaillamment dévoué au maréchal pendant le combat. Il est vrai que c'était le ministre de la guerre, le comte d'Argenson, qui ne craignait pas d'accréditer le soupçon par des insinuations captieuses et en témoignant une surprise affectée de ne pas se trouver le lendemain plus avancé que la veille. On disait couramment autour de lui et on écrivait à Paris que le roi, bientôt éclairé, ne tarderait pas à reconnaître le *peu que c'est que le maréchal de Saxe.*

Maurice, de son côté, avait de chauds amis, très ardents à le défendre, et lui-même n'était pas d'une patience à toute épreuve : comment n'aurait-il pas répondu ou, tout au moins, laissé dire qu'après tout il n'avait eu ni ce jour-là, ni aucun autre, la pleine liberté de ses mouvements ; qu'il n'avait choisi lui-même ni l'heure ni le lieu du combat, et qu'en risquant sa vie et en sauvant l'honneur des armes françaises, il

obéissait encore plus qu'il ne commandait? S'il est vrai qu'il lui échappa de dire : « Voilà ce que c'est que de forcer les généraux, » cette justification, sans répondre à toutes les critiques, avait sa valeur; mais ajouter, comme plus d'un de ses défenseurs n'hésita pas à le faire, que c'était le ministre de la guerre lui-même qui avait contraint le général à engager la partie dans des conditions défectueuses — avec l'espérance qu'il la perdrait et se perdrait lui-même du même coup — c'était répondre à une calomnie par une autre qui n'était ni moins odieuse, ni plus vraisemblable, et rien ne prouve que Maurice, même par représailles, s'en soit rendu coupable.

Quoi qu'il en soit, l'hostilité n'en resta pas moins désormais déclarée entre les deux hommes dont dépendait le sort des armées françaises, au grand détriment de la cause commune et sous les yeux du roi, qui les laissait se quereller sans y mettre ordre. Il y eut désormais ouvertement deux partis à la cour et à l'armée : celui du ministre et celui du général. Leurs dispositions réciproques sont assez bien exprimées par une lettre du comte d'Argenson lui-même, où il essaie de faire la part des responsabilités dans la

circonstance même qui faisait le sujet principal et la gravité de leur débat : « En ce qui concerne l'occasion, la détermination et la suite de cette bataille je n'y prétends rien que d'avoir été le témoin de la conduite du roi, qui a été admirable en tout point : l'intelligence, l'esprit, la fermeté, le coup d'œil, la justesse du raisonnement. Mais quant à la détermination et aux ordres, soyez sûr que le maréchal a tout conduit, que, depuis que le roi est arrivé à l'armée, il n'a pas été plus gêné dans ses opérations que s'il avait été seul. *L'inaction de l'armée pendant quelque temps a pu donner lieu à ceux qui sont à portée de dire leur avis, de marquer l'impatience où ils étaient qu'on en sortît.* Mais pour ce qui est des moyens et de la nature des opérations, elles ont toutes été au choix et à la volonté du maréchal de Saxe [1]. »

1. Le comte d'Argenson à Belle-Isle, 20 juillet 1747. (Ministère de la guerre. Partie supplémentaire.) — Cette lettre était adressée à Belle-Isle, qui, la recevant peu de jours après la mort de son frère, dut avoir à peine la force de la lire jusqu'au bout. — *Souvenirs de Valfons,* p. 220-221. — *Journal de Barbier*, juillet 1747. — *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, t. V, p. 86. C'est dans ce dernier récit que l'hostilité de tout un parti de la cour et de l'armée contre le maréchal de Saxe est rapportée avec le plus de détails; mais plusieurs de ces détails ne méritent pas qu'on y ajoute foi. On y voit trop à découvert l'effet de l'humeur chagrine à laquelle le marquis était livré depuis sa sortie du ministère, et qui

Dans cette controverse, qui devint bientôt très vive et dont le bruit ne tarda pas à se répandre, Maurice eut le bonheur de rencontrer un défenseur dont l'approbation pouvait le consoler même du mécontentement de son supérieur. Ce n'était autre que Frédéric lui-même, à qui il avait coutume, comme on sait, de rendre compte de toutes ses opérations, et qui témoignait autant d'estime, je dirai volontiers autant de coquetterie au héros saxon qu'il était généralement prodigue de mépris et même de paroles blessantes pour les généraux et les politiques français. Dans cette circonstance Frédéric, pour connaître et apprécier la nouvelle victoire, n'avait pas eu à attendre son rapport. Le hasard amenait au camp, le lendemain de la bataille, un de ses chambellans favoris, le marquis d'Argens, ce Français, émigré volontaire, que j'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion de nommer. Frédéric, en le laissant partir, l'avait chargé de la double commission d'offrir

n'épargnait personne, pas plus son frère qu'aucun autre, peut-être même moins, parce qu'il ne pouvait lui pardonner de n'avoir pas partagé sa disgrâce. Des faits qu'il raconte sont contredits par tous les témoignages : ainsi, il suppose que c'est au roi lui-même, et tout de suite après la bataille, que le maréchal de Saxe s'est plaint d'avoir été forcé à se battre, tandis qu'il est certain que, le premier jour, il n'y eut entre le roi et lui que des échanges de félicitations.

au roi de France une magnifique paire de chevaux de Mecklembourg et de recruter dans les théâtres de Paris des acteurs et des danseuses pour la scène de Berlin : et il venait tout à la fois présenter à Louis XV le cadeau de son maître et commencer sa recherche par la troupe de Favart (que par parenthèse il trouva très médiocrement composée). L'occasion était belle, en envoyant des remercîments pour les chevaux, d'annoncer l'heureux succès du jour. Puisieulx n'eut garde de la manquer, et dès le 3 juillet, il écrivait à Valori : « Sa Majesté se flatte que cette glorieuse journée n'affligera pas le roi de Prusse. Je voudrais que ce grand prince, qui est connaisseur, eût vu par lui-même la présence d'esprit et le sang-froid avec lequel le roi a donné des ordres dans des moments assez critiques[1]. »

Effectivement Frédéric, qui autrefois, on l'a vu, n'avait pas applaudi sans réserve à la victoire de Fontenoy, s'exprima cette fois avec une satisfaction dont la vivacité parut sincère : « Il n'appartient qu'à Votre Majesté, répondit-il, de faire de grandes choses et de les surpasser même par sa

1. D'Argenson à Frédéric, 1er juillet 1747. (*Correspondance générale de Frédéric.*) — Puisieulx à Valori, 3 juillet 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

modestie. La bataille du 2 de ce mois aura sans doute appris à M. de Cumberland à distinguer la témérité de l'audace. Les troupes de Votre Majesté seront invincibles *autant* (*sic*) qu'elles combattent sous vos yeux et qu'elles seront menées par d'aussi habiles généraux que ceux qui les commandent à présent... Les officiers que j'ai dans l'armée de Votre Majesté ne cessent de chanter des hymnes à sa louange : ils rendent bien justice aux talents supérieurs du maréchal de Saxe et à la valeur des troupes, et ils jouissent d'un avantage plus grand encore et que je leur envie beaucoup, qui est celui d'entendre et d'admirer Votre Majesté. Si mes applaudissements et mes suffrages peuvent être comptés pour quelque chose dans ce concert universel des louanges de toute l'Europe, je prie Votre Majestéd'être persuadée qu'ils partent d'une source bien pure, qu'ils ne sont altérés par aucun mélange d'envie et que je m'intéresse vivement à sa gloire [1].

Sous cet enthousiasme complaisant, quelque ironie secrète était-elle encore cachée? et pendant que la bouche parle avec emphase, surprendra-t-on un sourire déguisé aux coins des lèvres?

1. Frédéric à Louis XV, 17 juillet 1747. (*Pol. corr.*, t. V, p. 436.)

C'est possible; en fait de railleries, Frédéric était tellement coutumier qu'on peut toujours le soupçonner. Mais ce qui partait certainement du fond du cœur, c'était la joie de l'échec et de l'humiliation de Cumberland. Elle éclate d'une façon inattendue dans une lettre confidentielle, écrite tout d'un trait à d'Argens, au reçu de la nouvelle de la bataille et avant que la communication officielle lui en eût été faite. « J'ai tressailli de joie, dit-il, en apprenant la victoire que le comte de Saxe vient de remporter. Il faut avouer que M. de Cumberland est une grande pécore et quelque chose de pis; ces animaux ont vu perdre trois batailles à leurs alliés pour s'être laissé attaquer dans leurs postes et ils retombent toujours dans les mêmes fautes : pour quoi ils seront réprouvés des César, des Condé, des Turenne, des Montecuculli et hués par les Feuquière, et, s'il plaît à Dieu, damnés dans l'autre monde comme des animaux incorrigibles. Point de raison, monsieur de Cumberland, point de raison! Ah! la belle raison [1]! Ah! le beau projet dont vous venez d'accoucher! »

1. Allusion à un trait d'un écrit très connu de Saint-Évremond : *le Dialogue du Père Canaye et du maréchal d'Hocquincourt.*

Quel emportement et d'où vient tant d'amertume dans la critique d'une action militaire après tout honorablement soutenue? Le vainqueur de Mollwitz et de Kesselsdorf avait-il donc craint un instant de rencontrer dans celui de Culloden un rival de gloire, issu comme lui d'un sang royal? et tenait-il à rester le seul qui eût le droit de joindre l'éclat de la renommée à l'élévation du rang? On le croirait en vérité, ne fût-ce qu'à l'empressement avec lequel il détourne tout soupçon de ce genre, en rentrant dans son rôle de philosophe désintéressé et d'ami du plaisir, revenu des rêves de l'ambition : « Ayez bien soin de Terpsichore, ajoute-t-il... et adieu. Tous ces grands événements qui excitent l'ambition des autres amortissent cette passion en moi. Plus je fais de chemin dans le monde et plus je reconnais que les plus simples et les plus heureux sont les citoyens des vignes, qui n'ont d'autre soin que de se rendre raisonnables et les hommes heureux [1]. »

Outre la lettre destinée au roi, d'Argens en reçut une autre spécialement à l'adresse de celui

1. Frédéric à d'Argenson. 7 juillet 1747. (*Correspondance générale de Frédéric.*) — Sans-Souci avait été bâti au milieu des vignes et en avait quelque temps porté le nom.

que Frédéric se plaisait à appeler l'*Achille français*. Louis XV accusa réception des compliments dont il était comblé avec une modestie pleine de dignité et de goût : « Il n'appartient qu'à Votre Majesté de dire des choses aussi flatteuses en deux mots. Je suis bien touché des témoignages de son amitié. Elle doit et peut compter sur la mienne. Mes victoires sont l'effet de la Providence, elles ne doivent pas avoir déplu à Votre Majesté. Je travaille en les gagnant autant pour elle et pour mes alliés que pour moi-même. Celles que Votre Majesté a remportées ont procuré la paix à ses sujets, je ne suis occupé qu'à la rendre aux miens et à l'Europe; un si noble dessein et aussi désintéressé devrait être mieux secondé et trouver plus d'accès auprès de mes ennemis. Mon général m'a bien servi et m'a souvent fait craindre pour sa vie [1]. »

Maurice, sans être assurément insensible à des éloges venus de si haut, semble avoir éprouvé un peu plus d'embarras à les accepter. Il sentait bien que le bon juge qui les envoyait ne les trouverait peut-être pas absolument mérités quand il connaîtrait mieux les circonstances et surtout le

1. Louis XV au roi de Prusse. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

résultat de la journée. Comment expliquer, comment excuser auprès d'un si grand maître, qui excellait peut-être encore plus à tirer parti des victoires qu'à les remporter, cette stérilité d'une action si meurtrière?

Impossible, d'ailleurs, autant qu'inutile d'essayer de tromper la perspicacité de son coup d'œil. Maurice aima mieux convenir de la vérité tout entière. Après avoir rendu compte, suivant son usage et comme le roi de Prusse le lui demandait, du plan et des principaux incidents de la journée : « Je comptais, ajoute-t-il, faire passer, à une partie de l'armée, la Meuse à la pointe du jour, et je fus bien surpris lorsqu'on vint me dire, le lendemain matin, que les ennemis l'avaient tous passée à Maëstricht et à Schirmer, sur le pont qu'ils avaient établi pendant la nuit. Quelque incroyable que paraisse cette aventure, elle n'est pas moins véritable... » Et après quelques mots sur les précautions qu'il croyait avoir prises : « Toute l'armée avait passé la Meuse sans que personne s'en soit inquiété et m'en ait fait avertir, il n'y avait pourtant qu'à faire avancer deux pièces de canon dans la nuit et à tirer au hasard, la moitié se serait noyée. Que dire sur cela? Il faut croire que la

Providence ne l'a pas voulu autrement, car les hommes ne peuvent pas tomber dans un pareil aveuglement. Enfin, j'appris cette nouvelle à cinq heures du matin et je compris que nous avions donné inutilement cette grande bataille [1]. »

Frédéric était bien fait pour apprécier la candeur de ces aveux que le génie peut se permettre sans craindre de se diminuer et dont il a lui-même donné plus d'un exemple dans ses *Mémoires*; aussi quand Chambrier lui fit savoir de Bruxelles, où il avait suivi le roi, qu'on critiquait vivement, même parmi les membres du ministère, cette faute incontestable du maréchal, il le fit taire avec ces paroles dédaigneuses : « Je dois vous dire que ceux qui vous ont parlé du maréchal de Saxe de la façon que vous me marquez sont des gens jaloux ou mécontents de lui; car autant que je puis juger des démarches qu'il a faites jusqu'ici, elles sont fort bonnes et très convenables aux circonstances où il a été [2]. »

C'était bien d'avouer une faute et de trouver un si bon avocat pour l'excuser, mais mieux valait encore la réparer, et c'est de quoi Maurice

1. Maurice au roi de Prusse, juillet 1747. (Ministère de la guerre.)
2. Frédéric à Chambrier, 18 juillet 1747. (*Pol. Corr.*, t. V, p. 438.)

n'avait pas tardé un seul jour à s'occuper. Puisque ce n'était plus sur Maëstricht (il fallait bien le reconnaître) qu'un nouveau coup pouvait être tenté, sa pensée s'était retournée immédiatement vers une autre place, celle de Berg-op-Zoom, située, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, à l'extrémité opposée de la frontière et dominant comme Maëstricht une des entrées principales de la Hollande. Il ne pouvait songer à s'y transporter lui-même. Cumberland n'aurait pas manqué de l'y suivre avec toutes ses forces, et une nouvelle course des deux armées à travers la Flandre n'aurait abouti qu'à recommencer le même jeu dans des conditions peut-être moins favorables. Il se borna donc à envoyer celui de ses lieutenants-généraux en qui il avait le plus de confiance, le comte de Lowendal, avec un des corps d'armée et tout le matériel d'un siège, en lui donnant l'ordre d'en commencer les opérations sans délai. De deux choses l'une alors, pensait-il : ou Cumberland, cédant aux instances des Hollandais, voudrait encore cette fois porter secours à la place attaquée, et laisserait Maëstricht en prise, où la garnison de Berg-op-Zoom, restée sans appui, serait bientôt réduite à capituler; une nouvelle démonstration de vigueur serait,

dans tous les cas, ainsi faite, et la république, atteinte sur un de ses points les plus sensibles, se lasserait peut-être de servir toujours de quartier général à la coalition.

En attendant, il restait en observation pour régler ses mouvements sur ceux qu'il verrait opérer en face de lui. Un armistice de fait était établi entre les deux armées que séparaient seulement le cours du fleuve et une distance de quelques lieues, et cette situation dut se prolonger pendant quelques semaines. L'inaction, qui n'était pas du goût de Maurice, pesait encore davantage à Louis XV, obligé de séjourner dans le petit hameau et le méchant gîte de *la Commanderie*, loin de ses aises et de ses habitudes, et ne voulant pourtant pas s'éloigner sans rapporter à l'impatience du public de France quelque ombre d'espoir de paix. Fut-ce à lui, fut-ce au maréchal de Noailles, ou à Maurice lui-même, que vint la pensée qu'on pourrait profiter du voisinage du roi de France et d'un fils du roi d'Angleterre pour tenter entre les deux princes, en dehors et par-dessus la tête des ministres et des cabinets, un essai direct d'accommodement? Si cette idée, assez originale, réussissait, ce serait une brusque surprise dont les deux souverains

auraient tout l'honneur. Maurice se laissa charger d'en faire l'ouverture à Cumberland.

L'entrée en matière lui était facilitée par la position des deux camps, à portée, comme je l'ai dit, et presque en vue l'un de l'autre. Entre deux armées si rapprochées et qui ne veulent pas en venir immédiatement aux mains, il y a chaque jour des points de contact à régler et les différends à prévenir qui rendent les relations des commandants naturelles et même à peu près inévitables. Mais, pour entrer en rapport avec Cumberland (comme le roi le lui demandait), Maurice avait auprès de lui un intermédiaire tout trouvé, dans la personne de cet aide de camp favori du prince, sir John Ligonier, dont j'ai raconté la capture, faite sur le champ de bataille de Lawfeldt, dans d'assez singulières conditions. Admis par ordre de Louis XV au quartier général de l'état-major royal, et traité avec la même distinction que les officiers du grade le plus élevé, Ligonier, très aimable compagnon d'ailleurs, devint bientôt un commensal d'autant plus apprécié qu'il parlait le français, je l'ai dit, comme sa langue maternelle. C'était, aux repas pris en commun et dans les longues heures de loisir de la vie des camps, des conversations familières où Maurice

put se livrer à des épanchements d'une bonhomie affectée : « Voyez-vous, lui disait-il, le roi désire la paix, il vous l'a dit, et moi je la désire encore plus que lui. Pourquoi voudrais-je la continuation de la guerre? Je suis au comble des honneurs et n'ai plus de récompense à attendre : un échec au contraire pourrait me faire tout perdre. Je n'ai pas d'illusions à me faire. Je suis détesté ici : on me regarde comme un étranger; on m'en veut d'avoir rétabli la discipline, j'ai autant d'ennemis qu'il y a de soldats; et s'il m'arrivait malheur, le roi lui-même ne pourrait me défendre. Puis, je suis malade, ma constitution est brisée, il me faut la paix si je ne veux pas mourir à la peine. »

Comprenant à demi-mot ces confidences, Ligonier s'y prêta et y entra lui-même de si bonne grâce qu'il devint tout simple de lui proposer d'aller sur parole trouver Cumberland pour lui en faire part. Il ne fut chargé que d'un message verbal, Maurice se gardant bien de rien écrire. Mais ce fut l'Anglais lui-même qui, pour aider sa mémoire, voulut fixer par écrit les termes de sa commission, dont le résumé était à peu près celui-ci : « Que Sa Majesté Très Chrétienne avait toujours désiré la paix et la désirait encore et qu'elle ne voyait rien qui pût l'avancer avec

autant de succès que de la traiter lui-même avec le duc de Cumberland par l'entremise du maréchal de Saxe et de moi ou de tout autre général que Son Altesse Révérendissime voudrait nommer; qu'il serait bien glorieux pour Sa Majesté Très Chrétienne aussi bien que pour Son Altesse Révérendissime que la paix se fît à la tête des deux armées, et que, si l'on pouvait s'accorder sur les principaux articles, les ministres feraient le reste. » Suivait la proposition déjà connue, mais renouvelée en termes assez vagues, de traiter sur le pied de la restitution réciproque des pays conquis, le seul engagement un peu précis étant la promesse de rendre les Pays-Bas dans l'état où ils étaient présentement. — « Au reste, était-il ajouté, on connaissait trop la droiture de Son Altesse Révérendissime pour lui proposer de traiter sans la participation de ses alliés; mais on ne doutait point que tous ses alliés lui confiassent leurs intérêts et que l'inaction où, selon toute apparence, la position des deux armées les tiendrait peut-être deux mois, donnerait le temps à Son Altesse Révérendissime d'envoyer les courriers et de recevoir leur réponse et cependant on pourrait continuer les opérations de part et d'autre. »

Cumberland, qui n'était pas très fier des résultats de ses faits d'armes, accueillit avec une satisfaction visible la pensée d'être chargé de faire la paix, puisqu'il avait si médiocrement fait la guerre. Il répondit donc sans délai que la proposition du roi de France l'honorait infiniment et qu'il ne doutait pas que le roi son père y fût sensible autant que lui. Un courrier fut expédié sur-le-champ à Londres, et Ligonier dut rester auprès du prince pour attendre et rapporter la réponse. Maurice, en l'autorisant à séjourner au camp ennemi, lui écrivait : « Je vois avec satisfaction que nos intentions sont dépouillées de tout l'artifice que les négociateurs mettent à leurs moindres démarches. Nos deux princes règleront plus de choses en une heure que des ministres en un mois. » — « La franchise, répliquait Ligonier, doit être inséparable des gens de guerre : il me semble qu'on peut espérer un heureux succès d'une affaire qui serait traitée entre deux grands princes [1]. »

La proposition, arrivée à Londres, causa un véritable émoi dans les conseils du roi George et

1. Maurice à Ligonier, — Ligonier à Maurice, 7, 11, 13 juillet 1747. (*Correspondance de Hollande.* Conférences de Breda et d'Aix-la-Chapelle. — Ministère des affaires étrangères.) — *Pelham administration*, t. II, p. 364-5. — *Journal de Marchemont, ami de Chesterfield*, t. II, p. 210.

fit éclater la sourde division qui y régnait déjà depuis quelque temps. Pour la première fois, les partisans de la paix qui jusque-là se bornaient à murmurer et à gémir tout bas, osèrent élever la voix. Ce qui leur prêta courage, ce fut que le roi, dont les sentiments belliqueux ne s'étaient jusque-là jamais démentis, se montrait très flatté des égards témoignés par le roi de France à son fils. De tous ses enfants, Cumberland était le plus chéri et il lui donnait en particulier la préférence sur son héritier, le prince de Galles, qui, suivant une tradition assez habituelle dans les maisons royales, s'entendait avec l'opposition parlementaire pour faire de la popularité à ses dépens. L'aîné s'étant prononcé publiquement pour la paix, ce serait, si on était réduit à la faire, un tour plaisant à lui jouer que d'en donner tout l'honneur au cadet. S'apercevant de cette complaisance paternelle, Pelham et bientôt Chesterfield lui-même montrèrent leurs sentiments à découvert. Des paroles d'une gravité inaccoutumée furent prononcées dans le sein du conseil. La situation militaire y fut peinte sous les couleurs les plus sombres. Les Autrichiens ne savaient se défendre nulle part, et les Hollandais, si Berg-op-Zoom succombait, seraient réduits à discrétion. Combien de temps

l'Angleterre continuerait-elle à payer et à se battre pour tout le monde? On tenait la paix, pourquoi se refuser à la prendre? Elle serait moins bonne que celle qu'on aurait obtenue l'année précédente; l'année prochaine, les conditions en seraient pires encore. L'opinion contraire fut soutenue avec une vivacité égale par le duc de Newcastle, qui voulait s'obstiner dans la lutte, et par lord Sandwich, qui, de passage à Londres, était admis à la délibération et ne se souciait nullement de céder, même à un prince, l'honneur de conduire la négociation. Le roi hésitait : le conseil était divisé : comme il arrive presque toujours en cas de partage, un moyen terme prévalut. On ne refusa pas de prêter l'oreille à la proposition, mais les termes en parurent trop vagues et on demanda des explications plus précises, en particulier sur l'établissement destiné à l'infant en Italie et sur le traitement réservé à la république de Gênes [1].

Les moyens dilatoires n'étaient pas du goût et n'allaient pas au tempérament de Maurice. Quand cette réponse évasive lui fut connue, il comprit tout de suite que tout serait manqué si

1. *Pelham Administration*, t. II, p. 364-5. — D'Arneth, t. III, p. 42.

on n'allait pas plus vite et plus franchement en besogne. Aussi, pendant qu'on lui préparait un mémoire plus détaillé sur le thème déjà rebattu des propositions françaises : « Vous allez être surpris, écrivit-il à Ligonier, qu'après trois jours j'accouche d'une question. Son Altesse Révérendissime est-elle autorisée à traiter et à conclure, ou simplement ouïr des propositions? C'est un point qu'il faut préalablement éclaircir et que j'ai ordre de vous mander. Le reste sont des compliments. » Cumberland dut convenir qu'il n'avait d'autre pouvoir que d'ouvrir l'oreille, puis de transmettre un nouveau message.

Maurice n'avait pas tort de croire que l'essentiel était d'aller vite, surtout si on voulait traiter l'affaire royalement et militairement et n'admettre aucun tiers dans le tête-à-tête des deux princes. Effectivement, le temps nécessaire pour un nouvel échange de lettres, et de nouvelles allées et venues de courriers était déjà mis à profit par les conseillers belliqueux du roi Georges pour donner avis à Vienne et à La Haye que, sur le théâtre de la guerre, les deux adversaires pensaient à autre chose qu'à se battre, et l'émotion que cette révélation causa indique assez dans quel état de méfiance réciproque les coalisés vivaient à

l'égard les uns des autres. Saisie de crainte à la pensée d'être gagnée de vitesse et surprise par un arrangement direct entre la France et l'Angleterre, Marie-Thérèse, sans perdre un jour, envoya à son général, le maréchal Bathyany, l'ordre de ne laisser entamer aucune conversation entre Cumberland et Maurice sans s'y faire admettre, et en même temps tous les pouvoirs nécessaires pour y prendre part. « Je ne veux, disait-elle, retarder en aucune manière une voie salutaire, étant bien aise que les affaires se traitent par le maréchal de Saxe, que j'estime beaucoup. » Ajoutons que, pour la première fois, l'impératrice se montrait résignée à se laisser parler d'un établissement espagnol en Italie. A la vérité, elle offrait à l'infant un lot ingrat qu'elle n'avait garde de laisser prendre sur son propre domaine : c'était la Corse, propriété nominale très mal soumise et toujours à l'état de rébellion de la république de Gênes [1].

A La Haye, l'alarme fut plus chaude encore : le nouveau stathouder, élu dans un mouvement d'effervescence patriotique et populaire, ne pouvait se dispenser d'avoir toujours à la bouche les

1. D'Arneth, t. III, p. 339 et 478. — La lettre de Marie-Thérèse à Bathyany est datée du 17 juillet, évidemment écrite au moment où elle dut recevoir l'avis de Londres, où la proposition de Maurice fut connue le 11.

mots de guerre et de résistance, même quand au fond de l'âme (comme on commençait à s'en apercevoir dans ses communications plus intimes) la responsabilité du pouvoir lui inspirait des désirs et lui suggérait des conseils de prudence. Mais, de plus, sa jalousie contre son royal beau-frère était chaque jour plus excitée, et, déjà très mécontent d'avoir dû lui laisser faire la guerre à sa place, il ne pouvait se résigner à lui laisser traiter la paix en son nom. Il dépêcha en toute hâte à Londres son confident, le comte Bentinck, avec ordre de s'opposer à toute négociation clandestine. Il assurait que Berg-op-Zoom saurait se défendre, et qu'en tout cas, si on savait attendre la campagne suivante, on verrait apparaître un secours russe de trente mille hommes, déjà prêt, pourvu qu'on voulût bien le payer; et quand on demandait qui en ferait les frais, il répondait que la Hollande y contribuerait largement, moyennant un impôt de deux pour cent sur tous les revenus que les États généraux étaient, sur sa demande, déjà résolus à voter [1].

1. *Pelham Administration*, et *Journal de Marchemont*, etc. — Voir aussi dans la *Correspondance de Chesterfield*, t. III, p. 209 et suiv., les lettres de ce ministre à l'envoyé anglais à La Haye, Dayrolles, avec qui il s'entendait à l'insu du ministre extraordinaire, lord Sandwich, lequel correspondait directement avec le duc de Newcastle.

Sous l'empire de cette pression, Georges ne se décidant pas à prendre parti entre son fils et son gendre, les ministres parlementaires et pacifiques durent encore une fois faire taire, en soupirant, leurs aspirations, et une réponse d'un ton officiel, et par là même très décourageante, fut opposée au second message de Maurice : « Le roi d'Angleterre, y était-il dit, n'avait aucune démarche à faire pour solliciter la paix, n'ayant pris les armes que pour la défense de son royaume et le soutien de ses alliés, sans le concours desquels, d'ailleurs, il ne pouvait rien entendre. » Puis, tout en repoussant l'ouverture en bloc, on n'en prenait pas moins occasion pour insister sur deux exigences dont on connaissait le caractère particulièrement blessant : le rétablissement de Dunkerque dans l'état qui avait précédé la guerre, et l'exclusion à perpétuité du sol français, non-seulement du chef de la maison des Stuarts, mais de toute sa descendance et de toute sa famille. Et avec le courrier qui rapportait cette communication, assez semblable à un défi, arrivait au quartier même de l'armée alliée lord Sandwich, ayant repassé le détroit en toute hâte, comme pour établir que rien ne pouvait être engagé que par son intermédiaire, et que toute

autre voie que celle de la diplomatie restait interdite. C'était, disait plus tard Chesterfield, traiter les conditions de la paix comme les mystères de la foi, qu'on renvoie aux conciles généraux pour n'en jamais finir, ni même commencer la discussion.

Maurice ne se fit aucune illusion et comprit qu'en ce qui le touchait, du moins, tout était manqué : « Je vous envoie, écrivait-il à Puisieulx [1] sur le ton goguenard qui lui était familier, des nouvelles auxquelles je ne m'attendais pas; et comme il est bon de voir clair et que M. de Ligonier m'envoie trois paires de lunettes, vous voulez bien que je vous en envoie une, quoique assurément vous n'en ayez pas besoin; mais, comme on dit : un peu d'aide ne fait pas de mal. »

Quoi qu'en pût dire Maurice, on ne voit bien que quand on veut regarder, et, quelque désobligeant que fût le procédé du gouvernement anglais, la fatigue et l'ennui régnaient à tel point dans les conseils de Louis XV, que la mauvaise grâce ne fut pas ressentie autant que la dignité peut-être l'aurait exigé. On se persuada que l'arrivée

1. Maurice à Puisieulx, 30 août 1747. (*Correspondance de Hollande.* — Conférences de Breda et d'Aix-la-Chapelle. — Ministère des affaires étrangères.)

d'un plénipotentiaire anglais à l'armée, au lieu de fermer la porte à une entente directe, pouvait la rendre plus régulière et plus efficace, et laissant de côté la pensée, qui avait paru séduisante, de négocier avec des ambassadeurs qui avaient le sabre au côté, ce fut Puisieulx qui demanda un rendez-vous à Sandwich pour s'aboucher avec lui sans intermédiaire. L'entrevue, assez difficile à organiser, dut avoir lieu à Liège le 11 septembre.

Mais le secret en avait été si mal gardé qu'avant la date fixée, les ministres d'Autriche et de Sardaigne s'étaient rendus, eux aussi, à l'armée, de leurs personnes, et ne laissèrent partir l'envoyé anglais qu'après lui avoir fait la leçon de point en point et lui avoir fait promettre qu'il ne ferait aucune concession dont ils ne fussent convenus d'avance ou sur laquelle leur consentement n'eût été expressément réservé. Dans de telles conditions, rien ne pouvait aboutir et ce ne devait être (comme le disait Frédéric, qui lui aussi était mis, même de Berlin, dans la confidence par le bruit public) que du *papier perdu*. Effectivement, Puisieulx, s'apercevant tout de suite que Sandwich n'était en mesure de rien accorder, n'eut garde, de son côté, de lui rien

proposer, et le débat se prolongea plusieurs heures durant sans avancer, en tournant, en quelque sorte, autour des points déjà tant de fois débattus. A deux reprises, seulement, Puisieulx parut sortir de la modération habituelle de son tempérament : impatienté de ne pouvoir obtenir une réponse précise sur la restitution du cap Breton et de Louisbourg, proposée en échange des conquêtes françaises en Flandre : « Eh bien! qu'à cela ne tienne, s'écria-t-il, gardez Louisbourg et nous gardons les Pays-Bas. Voulez-vous que je signe l'échange ici même et tout à l'heure? » Une autre fois Sandwich ayant insisté sur le bannissement du prétendant comme sur une condition *sine qua non* de tout arrangement : « Ce serait bien fort, dit-il, et une grande humiliation pour le roi; et, si nous le subissions, ce serait bien le moins qu'on ne nous parlât plus de Dunkerque. » Si ce ton de menace avait été pris au sérieux, peut-être la conversation aurait-elle pris un autre tour. Malheureusement, ce n'étaient que des boutades sans conséquence, et le vrai mot de la situation était prononcé par Puisieulx lui-même qui, en se levant, dit à son interlocuteur : « Nous ne combattons pas à armes égales. Vous connaissez notre

ultimatum, vous ne nous faites pas connaître le vôtre. »

Bref, de guerre lasse, et désespérant non pas seulement de se convaincre, mais d'arriver à se comprendre mutuellement, puisqu'ils se tenaient avec un soin égal sur la réserve, ils durent convenir (ce fut l'expression de Sandwich) que le fruit n'était pas mûr, mais qu'en raison du désir général et de l'attente de toute l'Europe, il convenait d'indiquer un lieu et une date pour l'ouverture d'un congrès : et cette fois tout le monde devrait y être admis sans aucune des exclusions qui avaient rendu, à Breda, si difficile et presque impossible même, d'engager le débat. Puisieulx entra d'autant plus volontiers dans ce dessein que Sandwich laissa entrevoir que plus la réunion serait générale, plus les conversations particulières y seraient faciles... « Il me dit qu'il serait le plénipotentiaire du roi son maître, qu'il s'entendrait très volontiers avec celui du roi, qu'il me priait d'y envoyer quelqu'un qui fût un homme sage et point difficultueux; et m'assura que, s'il était tel, il se livrerait à lui en peu de temps, ils pourraient peut-être convenir des principaux points. Il m'ajouta que, si une fois nous pouvions nous accorder, nous amènerions insen-

siblement nos alliés à une conciliation générale. Il me fit entendre qu'on pouvait négocier séparément dans un congrès et que, sans trahir ses alliés, on pouvait les rendre raisonnables... Je lui fis sentir que j'étais plus content de ces dernières paroles que de tout ce qu'il m'avait dit jusque-là. »

Sandwich, en effet, ne pouvait faire comprendre plus clairement qu'il en aurait dit davantage, si, au lieu d'un tête-à-tête, dont tous les mots avaient dû être comptés et pesés d'avance, il avait pu parler à demi-voix dans une compagnie plus nombreuse, où l'attention étant plus partagée, tous les regards n'auraient pas été fixés sur lui. Cette remarque en confirmait une autre que Puisieulx avait eu occasion de faire à plusieurs reprises pendant l'entretien. Il s'était aperçu que tandis que le ministre anglais prenait vivement à cœur tout ce qui touchait la Sardaigne ou la Hollande, il ne défendait que froidement et presque que pour la forme les prétentions de l'Autriche. Parfois même il n'avait pu cacher son mécontentement de certains procédés de l'impératrice. Il y avait donc lieu d'espérer (et cette prévision, on le verra, devait être en partie vérifiée) que même en plein congrès on pourrait

trouver un joint pour passer entre les deux principales puissances de la coalition, et après les avoir tenues en échec, finir par les faire capituler l'une par l'autre [1].

Avec ce sous-entendu de part et d'autre, le rendez-vous fut pris pour le moment où la campagne devrait finir, et le lieu de réunion choisi fut la ville impériale et neutre d'Aix-la-Chapelle.

En réalité, ce qui indépendamment de toute autre cause aurait toujours empêché les pourparlers d'aboutir, c'est que, pendant que l'on conversait, chacun était dans l'attente de l'issue du siège de Berg-op-Zoom, dont la durée se prolongeait au delà de ce qu'on avait pu prévoir, et dans des conditions de nature à rendre le succès incertain : l'échec, s'il avait lieu, eût eu pour conséquence de remettre tout en question. Le biographe et le confident de Maurice, d'Espagnac, convient qu'en décidant cette entreprise un peu précipitamment peut-être, au lendemain de Law-

1. Précis de la conversation de M. le marquis de Puisieulx avec M. le comte de Sandwich, 11 septembre 1747. (*Correspondance d'Angleterre.* — Ministère des affaires étrangères.) — Lord Sandwich à Chesterfield. 11 septembre 1747. (*Record office.*) — Les deux récits anglais et français de l'entretien sont assez semblables. Seulement Sandwich, par une raison facile à apprécier, ne dit rien de la perspective d'une négociation séparée pendant le congrès, dont Puisieulx fait mention.

feldt, il ne s'était pas rendu suffisamment compte de la résistance qu'on devait rencontrer. Il est difficile pourtant de supposer qu'il ignorât avec quel soin particulier ce point important de la frontière hollandaise avait été mis en état de défense par le rival de Vauban, le célèbre Cohorn, à une date encore récente, pendant la guerre de la succession d'Espagne. Cet habile homme avait tiré le plus heureux parti de la position originale de la ville, située à peu près au sommet de l'angle que forme la bifurcation de l'Escaut à son embouchure, et en relation avec l'un des bras du fleuve par la petite rivière de Zoom qui la traverse. Après avoir enfermé la place elle-même dans une enceinte de fortifications rasantes, très enterrées et donnant peu de prise au canon, il avait établi, attenant à l'un des flancs de cette enceinte, un véritable camp retranché qui se prolongeait pendant plus d'une lieue, couronné de plusieurs forts, et dont les abords pouvaient, moyennant une double inondation du fleuve et de la rivière, être complètement submergés. De plus, un autre fort avait été dressé en dehors de la ville, à l'endroit où la Zoom se jette dans l'Escaut.

L'erreur de Maurice, nous dit toujours d'Espa-

gnac, avait été de croire que de ce côté au moins on pourrait aborder la ville à marée basse et l'enlever par un coup de main. Trompé dans cette espérance, Lowendal n'eut plus de ressource que d'entreprendre devant la place elle-même et devant les forts du camp retranché, un siège en règle qui ne pouvait manquer de traîner en longueur, puisque, l'investissement étant impossible, la porte restait ouverte indéfiniment à tous les secours. Pour commencer, le prince de Saxe Hildburghausen avait fait soutenir la garnison par un renfort de dix-huit mille hommes, pendant que lui-même restait en dehors, pouvant sur tel point qui lui conviendrait inquiéter et paralyser les efforts de l'armée assiégeante.

Ce n'était pas même le plus grand danger auquel cette armée se trouvait exposée. Du moment où Maurice restait lui-même avec le gros de l'armée royale devant Maëstricht, il avait dû se préoccuper de maintenir entre lui et l'important détachement confié à Lowendal des communications régulières. Mais de Maëstricht à Berg-op-Zoom la distance était grande, et quoique des postes fussent placés pour garder les points principaux de cette longue ligne, elle pouvait cependant être coupée par une manœuvre imprévue et inaperçue de l'armée

alliée : la position se trouverait alors renversée, et ce seraient les assaillants qui, tournés et restant en l'air, courraient risque de se voir à leur tour véritablement investis. C'est bien effectivement ce que tenta de faire le prince de Waldeck, qui, se séparant de Cumberland avec ses Hollandais, et arrivant par Breda et Bois-le-Duc, vint se placer en face de l'extrémité gauche du camp français, avec l'intention évidente de le prendre à revers et de placer ainsi l'armée tout entière entre deux feux. Lowendal, averti à temps, courut à sa rencontre pour lui offrir la bataille qu'il n'osa pas accepter, et le fit ainsi heureusement reculer.

Mais l'essai manqué une première fois pouvait à tout moment être repris avec des forces plus considérables et un général plus entreprenant. Aussi une grande inquiétude se répandit, tant dans le corps d'armée menacé, qu'au quartier de troupes devant Maëstricht, et bientôt dans l'entourage du roi. Ce sentiment, très naturel et jusqu'à un certain point fondé, s'exprima avec d'autant plus de vivacité que les ennemis de Maurice ne se firent pas faute de l'exploiter à plaisir, n'ayant garde de négliger une si belle occasion de le décrier dans l'esprit du prince. Effectivement, sa responsabilité était grande; car il avait

décidé l'expédition à lui tout seul, sans prendre avis de personne, sur des renseignements qui, à l'épreuve, se trouvaient insuffisants, et de plus (ce qui lui était peut-être reproché plus que toutes choses) il en avait confié l'exécution (au grand déplaisir de beaucoup de concurrents) à un étranger comme lui, son ami ou plutôt, disait-on, son favori. Un cri d'irritation et d'impatience assez général s'éleva : à tout moment on craignait, ou on feignait de craindre la nouvelle d'une catastrophe. Le siège durait déjà depuis plus de six semaines, sans aucun progrès sensible, à la grande satisfaction des alliés qui ne cachaient pas, ni à Londres, ni à La Haye, leurs espérances et leur joie. Combien de temps allait-on rester l'arme au bras à attendre une issue fatale? L'affaire une fois si imprudemment engagée, il n'y avait plus, semblait-il, qu'un moyen d'en sortir : c'était que Maurice se transportât de sa personne avec toute l'armée à l'aide du lieutenant qu'il s'était choisi. Le conseil en fut donné de tant de côtés et revint aux oreilles du roi sous tant de formes, que le maréchal de Noailles, toujours inquiet pour une renommée qui lui était chère, crut devoir faire part lui-même à Maurice de l'opinion commune en l'ap-

puyant, bien que sous une forme amicale avec beaucoup d'instance : « A tout prix lui écrivait-il, le 17 août, il faut empêcher les ennemis de se placer entre l'armée du roi et celle de Lowendal... Rien n'égale maintenant l'importance du siège de Berg-op-Zoom... C'est la clé de la Hollande... Le roi y met un prix extrême, et un échec serait mortel. » En même temps, ce qui était plus grave, il en écrivait à Lowendal lui-même, en l'engageant à agir prudemment et à ne rien risquer si on ne lui envoyait pas tous les secours dont il aurait besoin. Lowendal, ému de cette insistance, quoique espérant toujours bien du succès final, se décida à écrire à Maurice pour le prier de se rapprocher afin d'être en mesure de lui tendre la main en cas de péril. Il est vrai qu'il faisait cette demande à son corps défendant, moins, affirmait-il, pour assurer *la communication* qui est *bien intéressante* que pour faire taire les bavarderies d'une nation impatiente [1].

Rien ne pouvait causer à Maurice plus de contrariété que de telles instances; c'était en réalité le renversement de tout son plan et la preuve

1. Le maréchal de Noailles à Maurice, 17 août. — Lowendal à Codère, secrétaire du maréchal, 20 août 1747. (Ministère de la guerre.) — Noailles à Lowendal, 27 juillet et 19 août 1747. (*Papiers de Mouchy.*)

qu'il n'était compris par personne. Bien loin d'être surpris que tout ou partie des forces de l'armée ennemie se portât du côté de Berg-op-Zoom pour soutenir la résistance de la place, il avait prévu et au fond même peut-être désiré ce mouvement de la part de Cumberland lui-même comme une diversion, qui lui permettrait de reprendre contre Maëstricht la tentative à laquelle il n'avait renoncé qu'à regret. Et quant à la crainte de voir interrompre les communications avec le corps d'armée chargé du siège, il ne s'en inquiétait que médiocrement; convaincu d'avance que Lowendal, dont l'intelligence et la résolution lui inspiraient une confiance entière, saurait se dégager à temps, en levant le siège, s'il était nécessaire, et il lui avait même donné, on a lieu de le croire, des instructions pour ce cas [1].

Il ne voyait que des inconvénients, au contraire, à se transporter lui-même d'une extré-

1. Maurice, dans la lettre dont je vais citer un fragment, assurait que, si les ennemis marchaient au secours de la place, Lowendal pourrait se retirer sans courir le moindre risque. « C'est sur cette opinion, dit-il, que nous avons formé cette entreprise, moins pour l'objet de prendre cette place que pour opérer une diversion qui pût engager les ennemis à s'y porter en assez grand nombre pour nous donner le moyen de passer la Meuse et de faire le siège de Maëstricht, auquel les raisons militaires nous prescrivent de donner la préférence. »

mité de la Flandre à l'autre avec l'armée et la personne du roi. C'était abandonner un camp parfaitement établi, où toutes les positions étaient gardées et toutes les subsistances assurées, et s'aventurer sur un terrain où rien ne serait préparé pour un vaste déploiement de troupes. La prise de Berg-op-Zoom, quelque prix qu'on y attachât, ne valait pas à ses yeux les chances qu'un tel risque ferait courir. C'était donc la seconde fois dans le cours de la même campagne, que des propos d'intrigants et d'ignorants tenus dans des antichambres ministérielles ou royales venaient entraver des mesures arrêtées après de sérieuses réflexions. Pour le coup, il en conçut une humeur qu'il ne put contenir, et sa réponse à Noailles eut un accent de découragement et de dépit qui ne lui était pas habituel : « Les personnes d'esprit, lui dit-il, et surtout les personnes éloquentes sont très dangereuses dans une armée, parce que leurs opinions font des prosélytes et, si le général n'est pas un personnage opiniâtre et entêté de son opinion (ce qui est un défaut), ils lui donnent des incertitudes, capables de lui faire commettre de grandes fautes; c'est le cas où je me trouve. »

Rappelant alors les fausses manœuvres dues

à des influences de ce genre qui l'avaient amené malgré lui à Lawfeldt et qui étaient en partie cause du résultat imparfait de cette victoire, il n'hésitait pas à s'accuser lui-même pour mieux être en droit de se plaindre des autres; il convenait qu'il avait résolu le siège de Berg-op-Zoom, pour *justifier l'événement* du combat de Lawfeldt, croyant *par erreur que c'était une mauvaise place*, et il ne dissimulait pas que, dans les conditions où elle était entreprise, *cette entreprise paraissait dépasser les forces humaines*. « Mais, maintenant, ajoutait-il, la politique nous porte et notre amour-propre nous échauffe sur cette entreprise au point que nous sommes prêts à y sacrifier l'armée, la gloire de nos armes et celle du roi. Les esprits s'échauffent, on blâme le général de sa lenteur; il ne saurait partir trop tôt pour se précipiter dans ce labyrinthe qu'il prévoit : on parle, on remet des mémoires, on se communique ses idées comme si celui qui est chargé de la conduite de cette campagne n'en était pas occupé, on veut le faire marcher, on brigue, on cabale à cet effet... Quelque ferme que je sois sur mon opinion, je ne suis pas assez hardi pour la donner pour bonne : je dirai seulement, puisqu'il faut que je me justifie, que je ne suis pas assez

persuadé qu'on puisse prendre Berg-op-Zoom pour être d'avis qu'on y mène mon maître pour recevoir un affront, que si Berg-op-Zoom peut se rendre, M. de Lowendal a suffisamment de quoi le faire capituler... que si nous quittons les positions où nous sommes actuellement, nous abandonnons à l'ennemi des subsistances immenses et que nous nous commettons à une excursion en France... Voilà ce que mes faibles lumières me font apercevoir. Au demeurant, on me permettra de prendre le parti que prennent les médecins qui cèdent toujours à l'avis de la consultation pour ne pas encourir de blâme [1]. »

Effectivement, faisant mine, au moins, de se soumettre à l'avis général, il offrit à Lowendal d'aller le trouver si véritablement, réflexion faite son arrivée était jugée nécessaire. Mais dans l'intervalle, Lowendal s'était aperçu que ses travaux avançaient, sans rencontrer, de la part de la garnison de la ville mollement commandée, toute la résistance qu'on pouvait craindre. Rassuré aussi contre le danger d'une nouvelle attaque par l'attitude embarrassée de Waldeck (qui évidemment ne comptait pas être soutenu

1. Maurice au maréchal de Noailles. 17 août 1747. (Ministère de la guerre.)

par le reste de l'armée alliée), il avait repris complètement confiance et ne craignit pas d'affirmer que les ressources dont il disposait lui suffiraient pour s'en tirer à son honneur, et même que le dénoûment ne se ferait pas attendre. « Les communications fussent-elles interrompues, je puis, disait-il, m'en passer pendant huit jours et je ne pense pas que la prise de la ville aille au delà. » Puis, sentant bien qu'une assertion si décisive serait aisément taxée de présomption : « Si vous saviez, ajoutait-il, combien je voudrais éviter d'être suffisant et de paraître trop en sécurité, vous verriez dans quel embarras je suis en vous exposant ce que je pense. Ce qu'il y a de certain, c'est que je tâcherai de ne faire aucune étourderie. Ma situation me permet de ne hasarder rien de douteux, et l'esprit de ma troupe me promet tout [1]. »

La confiance du valeureux Danois fut justifiée, et à quelques dates près, son calcul se trouva exact. Après huit jours de batterie de brèche, on fut en mesure de livrer l'assaut, le 16 septembre; moyennant un effort de quelques heures seulement, trois bataillons de grenadiers purent se

1. Lowendal au maréchal de Saxe, 31 août 1747. (Ministère de la guerre).

ranger en ligne sur le rempart. En un instant, dit un récit du temps, le front de l'attaque fut garni des drapeaux du vainqueur. Toutes les troupes purent déboucher alors l'épée à la main, les premières venues ouvrant du dedans les portes à ceux qui les suivaient. La garnison surprise et épouvantée recula en désordre, et pendant qu'une partie se réfugiait dans les rues de l'intérieur, se mettant à couvert, ou dans les maisons, ou derrière des barricades précipitamment élevées, une autre sortait par les issues restées ouvertes du côté du camp retranché. Avant la fin de la journée, Lowendal pouvait écrire à Maurice : « Monseigneur, je vous fais mon très humble compliment sur la prise de Berg-op-Zoom que nous venons de prendre l'épée à la main... Nous avons perdu fort peu de monde, l'ennemi beaucoup : il a été nécessaire de désaccoutumer ces gens-là d'attendre cette sorte d'extrémité... *Au reste, de sang-froid on n'a tué personne.* »

Ces dernières phrases portaient l'empreinte d'un sentiment de tristesse et d'embarras qui se mêlait déjà dans l'âme du vainqueur à la joie d'un si glorieux fait d'armes. Effectivement, les plus louables efforts avaient bien été faits pour épargner, à une cité que la politique autant que

l'humanité commandait de ménager, le sort ordinairement réservé aux places prises d'assaut, et pendant les premières heures, l'ordre et la discipline furent maintenus non sans peine dans les rangs de la troupe victorieuse. Mais quand on apprit qu'une partie seulement de la garnison, comme je viens de le dire, s'était mise en retraite, et que l'autre, entassée dans les ruelles intérieures, continuait à s'y défendre, puis, qu'en essayant d'y pénétrer, on fut assailli par un feu très vif, parti des fenêtres ou des toits, l'impatience et l'irritation du soldat ne purent plus être contenues; rien ne put l'empêcher de frapper au hasard et sans pitié, et de faire main basse sur tout ce qui tombait sous sa main; plusieurs quartiers de la ville furent livrés, pendant la fin de la journée et toute la nuit qui suivit, à d'horribles scènes de violences. « Le pillage, écrivait le lendemain un témoin oculaire, a duré jusqu'à dix heures du matin, et il s'est passé tout ce que la fureur du soldat effréné peut produire. La ville, ainsi désolée, est devenue un sépulcre effroyable, remplie d'ivrognes et de malfaiteurs. » Les routes environnantes par lesquelles de malheureux fugitifs avaient essayé de se dérober à la furie du vainqueur étaient jonchées de cada-

vres. Puis le lendemain, ce fut une scène d'un autre genre qui n'était pas moins repoussante. Une sorte de foire fut ouverte, où des juifs et des trafiquants de bas étage venaient acheter aux soldats tous les objets de valeur qu'ils s'étaient appropriés.

Quand Lowendal connut l'étendue du désordre, il sentit le besoin de se justifier lui-même et ses soldats, d'y avoir volontairement concouru : il s'efforça de rejeter toute la faute sur les valets, les goujats et toute la méprisable suite qui s'attache toujours aux pas d'une grande armée. « J'aurais bien voulu, écrivait-il, préserver cette malheureuse ville du pillage, mais il n'a pas été humainement possible de le faire. Trois cents volontaires de notre armée qui me sont tombés des nues ont donné de si mauvais exemples, qu'il n'y a pas eu moyen que tous les équipages des généraux et des officiers, les approvisionnements et ce que les habitants y avaient laissé encore ne fussent entièrement pillés. »

Il est vrai qu'après s'être excusé ainsi pour la forme, il ajoutait une remarque qui ne prouvait pas que ces excès l'eussent beaucoup scandalisé. « Cela a prodigieusement enrichi l'armée, et j'espère que cela la rendra aussi audacieuse que cela

humiliera celle des ennemis, » et il entrait avec complaisance dans le détail du grand nombre de canons, de munitions, de choses de toutes sortes et de prisonniers qui restaient entre leurs mains[1].

Lowendal n'avait pas tort de craindre l'effet qu'allait produire ce douloureux dénoûment d'une journée si honorable pour lui. Il semble en vérité qu'une sorte de mauvaise chance s'attachât aux pas de l'armée de Maurice pour lui enlever le fruit de tous les succès qu'elle remportait. A Rocoux, à Lawfeldt, la victoire était restée stérile, faute d'être complétée; à Berg-op-Zoom, le but qu'on se proposait, le grand effet moral à produire fut compromis au contraire pour avoir été dépassé.

Ce ne fut pas, cette fois non plus, le premier jour qu'on s'aperçut de ce qui devait le lendemain troubler la joie du triomphe. La satisfaction, au camp français, fut d'autant plus générale qu'elle succédait à une plus longue attente et à de plus vives alarmes. Maurice, entrant chez le roi pour lui annoncer la nouvelle, n'hésita pas à lui demander sur-le-champ, pour son valeureux lieutenant, étranger et protestant comme lui, la

1. Lowendal à Maurice de Saxe, 16, 17 septembre 1747. (Ministère de la guerre.)

récompense inaccoutumée qu'il avait obtenue pour lui-même. Le roi enchanté, mais surpris, hésitait; le comte d'Argenson, debout derrière lui, gardait un silence chagrin : « Que dira ma noblesse? — Elle dira, sire, reprit Maurice, que Votre Majesté sait récompenser les grandes actions, et qu'il n'est rien d'impossible aux soldats de Votre Majesté, bien commandés. » L'assentiment royal fut ainsi enlevé, et les murmures des rivaux mécontents ne se firent plus entendre qu'à demi-voix : le ministre lui-même, tout en s'excusant et en jurant qu'il n'était pour rien dans ce choix précipité, n'en fut pas moins obligé d'écrire à Lowendal en le félicitant d'avoir à lui transmettre une grâce si bien méritée [1].

Il fallait bien qu'il s'exécutât, puisque Maurice l'avait devancé par un petit billet significatif, auquel (pour ne rien lui enlever de son caractère) je me permettrai de laisser l'orthographe. « Je suis bien aise, mon cher comte, d'aître le premier à vous saluer maréchal de France : je vous envoy notre ami Sourdis, pour vous porter cette nouvelle. La gloire ait plus dans vos œuvre que dans la grasse que le roy vous a accordés :

1. *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 234.

je ne vous en dires pas davantage dans ce moment ou la joy éclate d'une part sur les visage et la jalousie de l'autre. Vous savez ce que je vous suis [1]. »

Et le même jour, le roi, en écrivant aux évêques de France pour leur demander de faire chanter un *Te Deum*, faisait valoir, en quelques lignes dont la précision était due sans doute aux indications du maréchal de Saxe, la grandeur et l'importance de l'opération : « Pendant que je contenais mes ennemis, disait-il, retirés sur la droite de la Meuse, j'ai fait marcher sur le bas Escaut le comte de Lowendal, l'un de mes lieutenants-généraux, vers la place de Berg-op-Zoom, et cette place formidable, entourée de forts, de retranchements et d'inondations qui en empêchaient l'investissement, défendue par une armée et rafraîchie continuellement de troupes et de munitions, vient d'être emportée par la valeur de mes troupes dirigées par l'expérience du chef qui les commandait. L'importance de cette conquête qui achève de m'assurer tout le cours de l'Escaut doit faire connaître de plus en plus aux alliés de

1. Tongres, 17 septembre 1747. — Cette pièce si précieuse est en la possession de M. le marquis de Bouillé, qui a bien voulu me la communiquer.

mes ennemis qu'ils auraient dû plutôt concourir aux vues pacifiques dont je les ai faits tant de fois dépositaires, qu'à fomenter, comme ils font, une guerre dont leur pays devient le théâtre, quelque désir que j'aie de l'éviter, s'il m'avait été possible. »

Enfin, la nouvelle était d'autant mieux venue qu'on ne tarda pas à savoir que Cumberland, pressé depuis longtemps par les Hollandais d'aller au secours de la ville assiégée, allait céder enfin à leurs instances et devait se mettre en mouvement le 18, le lendemain du jour où la ville avait succombé [1]. La veille encore, un officier, envoyé tout exprès pour s'enquérir de l'état des opérations, déclarait qu'elle était imprenable par un coup de main et qu'on avait tout le temps de lui venir en aide.

Dans les rangs ennemis, la déception fut donc profonde; on avait avidement accepté l'espérance de voir la France humiliée sur le théâtre même de ses derniers exploits. On reconnaissait au contraire que, dirigée par un capitaine sans rival, elle était véritablement invincible. Il y eut dans les cours alliées un instant de découra-

1. D'Arneth nous apprend (t. III, p. 325) que c'étaient les Autrichiens qui avaient retenu jusque-là Cumberland, craignant toujours, si Maëstricht était abandonné et par suite conquis, d'être privés d'un centre de communications entre l'Allemagne et les Pays-Bas.

gement tel qu'on put les croire prêtes à rendre les armes. A Londres, le parti de la paix, qui était celui du ministre important Pelham, releva la tête en poussant un cri d'impatience et de douleur. Dans une lettre écrite et envoyée à l'armée, au reçu de la triste nouvelle, Pelham se jetait en quelque sorte aux pieds du duc de Cumberland lui-même, en le suppliant de ne pas insister davantage pour courir après la fortune qui lui tenait rigueur. « J'importunerais plus souvent, lui disait-il, Votre Altesse Royale de ma correspondance, si je croyais avoir quelque chose d'agréable à lui faire savoir, ou si une pensée quelconque de ma part pouvait contribuer à la gloire et à l'avantage de Votre Altesse Royale; mais ce n'est pas le cas... quand nous apprenons que Berg-op-Zoom est pris d'assaut et la garnison passée au fil de l'épée. Je vous regarde, monseigneur, comme le boulevard et le soutien de Sa Majesté, de sa famille et de la patrie. Mais que pouvez-vous faire seul? Vous ne pouvez, à vous seul, conquérir des provinces, lever des troupes et les payer!... Tout ce que Votre Altesse pouvait faire, elle l'a fait... Personne n'aurait pu mieux faire dans la situation, bien peu auraient pu faire aussi bien. Mais le malheureux état où sont

réduites les Provinces-Unies, le peu d'espérance d'une issue favorable que lord Sandwich a rapporté de sa conférence de Liège, jettent votre fidèle serviteur dans des grandes difficultés et lui font concevoir les plus tristes appréhensions. On nous demande chaque jour d'accroître nos armements. C'est un bon avis qu'on nous donne, assurément; mais ne sommes-nous pas dans la nécessité de répondre comme le roi Guillaume, à qui on conseillait de changer son cheval de main : « Allez dire cela à Windham? » Et Windham n'avait qu'une main. Notre cas n'est-il pas semblable? N'avons-nous pas été aussi loin que nous pouvions? Avons-nous un moyen de lever et de payer plus de troupes? J'espère que Votre Altesse Royale me pardonnera cette lettre trop longue, et qui lui paraîtra peut-être peu judicieuse; mais je connais votre bienveillance, et je me flatte que Votre Altesse Royale croira que ce que je fais ne vient pas d'une disposition de me mêler de ce qui ne me regarde pas, mais de ma conviction que notre situation est mauvaise et du désir que vous la jugiez telle qu'elle apparaît à de fidèles et dévoués serviteurs [1]. »

1. *Pelham administration*, t. I, p. 373.

Mais c'est en Hollande surtout qu'il eût été désirable que ce coup d'éclat eût fait réfléchir et eût calmé les passions populaires, et au premier moment on put croire que cet heureux effet serait, au moins en partie, obtenu. « Il serait difficile, écrivait le chargé d'affaires de France, d'exprimer à quel point la consternation a pris ici la place de cette prétendue sécurité, de cette maligne joie à laquelle on se livrait, et que le stathouder lui-même accréditait... Le stathouder n'est rien moins que tranquille, et, malgré la dissimulation dont il est capable, il ne peut cacher son inquiétude et l'embarras où il se trouve. Il se crut perdu sans ressource lorsqu'il vint ici hier, de sa maison des bois, pour assister au conseil d'État qu'il avait convoqué extraordinairement. Il se vit pressé et arrêté dans son carrosse par un peuple nombreux, la douleur peinte sur le visage, qui lui demanda ce qui était de la nouvelle qui courait. Il répondit sur-le-champ qu'il n'était que trop vrai que Berg-op-Zoom était pris, mais que la garnison était sauvée et qu'il n'y avait rien à craindre de cet événement. Je ne sais s'il lui réussira toujours à en imposer de la sorte [1]... »

1. Chiquet à Puisieulx, 18 septembre 1747. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

Il eût peut-être mieux valu qu'il y réussît, car, dès que l'horrible vérité fut connue, l'abattement et la douleur firent place, dans cette multitude toujours en effervescence, à une véritable fureur. Les Français ne furent plus que des bourreaux couverts de sang et des bandits gorgés de pillages dont, à tout prix, il fallait faire justice. Dans cette fermentation générale, qui eût prononcé le mot de paix eût payé ce propos de sa tête. Puis, suivant l'usage, quand les imaginations sont en feu, on ne vit plus partout que des coupables et des complices à punir : d'abord, tous ceux qui, de près ou de loin, touchaient à la nation maudite, puis les catholiques suspects de faire des vœux pour leurs coreligionnaires, enfin les partisans et les fonctionnaires du gouvernement déchu, accusés d'avoir sous main pactisé avec l'ennemi. Le gouverneur de Bergop-Zoom n'était qu'un traître qui s'était laissé corrompre. On ne parlait plus que de supplices et de vengeance. A Amsterdam, à Harlem, à La Haye, des maisons réputées suspectes furent forcées et mises à sac. L'envoyé de France dut armer ses gens et se mettre en défense pour garder l'entrée de sa demeure et de sa chapelle. « Je ne puis comparer, écrivait un témoin, le

peuple de ce pays qu'à celui de Jérusalem pendant le dernier siège qui a suivi sa destruction... On entend crier dans les rues : « Vive le prince » d'Orange! Au diable le roi de France! Point de » paix ni de neutralité avec lui! » Ce qui est pis, s'ils vous rencontrent dans la rue et que vous ne criiez pas comme eux, ils vous y forcent, surtout si vous avez l'air français. Si vous faites la moindre difficulté, vous êtes sûr d'être jeté pour le moins dans le canal... ou bien on vous donne un coup de couteau [1]. »

Le stathouder, incapable de résister au mouvement, trouvait plus simple de le seconder : dans une proclamation qu'il fit publier sous prétexte de réprimer les troubles, et qui n'était qu'une suite de grossières invectives contre le *roi français*, il annonça l'intention de se rendre en personne à l'armée pour racheter, au prix de sa vie, le sang de ses concitoyens, et il se vit récompensé tout de suite de cette association bruyante aux passions populaires par la proposition, que des amis officieux firent aux États généraux, de rendre le stathoudérat héréditaire dans la maison de Nassau.

1. *Correspondance anonyme*, septembre 1747. (Ministère de la guerre.)

Devant ces cris de douleur et de rage d'une alliée fidèle et cet hommage rendu à un prince anglais par alliance, personne, à Londres, ne put plus penser à se retirer d'une lutte où l'honneur paraissait plus que jamais intéressé. La France, de son côté, provoquée avec éclat, ne pouvait se laisser insulter sans réponse. Une nouvelle déclaration royale, bien que conçue encore en termes assez modérés, dut annoncer que la prise des villes hollandaises jusque-là conquises n'était qu'un commencement et que les armées françaises iraient jusqu'où on leur rendrait nécessaire de s'avancer.

Cependant la menace ne pouvait être mise tout de suite à exécution : la saison ne permettait pas de faire un pas de plus sur le territoire hollandais défendu par ses canaux comme par des véritables remparts aquatiques, que les pluies d'automne pouvaient rendre absolument inabordables. De guerre lasse, Louis XV fut obligé de quitter l'armée, qui elle-même dut prendre ses dispositions d'hiver. D'ailleurs, il fallait bien finir par rejoindre madame de Pompadour, qui écrivait au comte de Clermont qu'elle s'ennuyait à pleurer. Ce fut un assez triste adieu pour le lendemain d'un véritable triomphe. Tout espoir

de paix semblait perdu, puisque ni la modération poussée parfois jusqu'à la faiblesse, ni la force déployée avec éclat n'avaient suffi pour la conquérir. Le roi et ses ministres rentrèrent en France, dans une attitude peu convenable à des vainqueurs, laissant trop apercevoir une déception qui allait jusqu'au découragement, et froidement accueillis par des populations qui voyaient, presque avec désespoir, se rouvrir, par l'attente d'une nouvelle campagne, une perspective indéfinie d'efforts et de souffrances. L'annonce d'un congrès convoqué à Aix-la-Chapelle n'atténuait pas cette facheuse impression. On cessait de se confier aussi bien à la diplomatie qu'à la guerre.

Encore si on en eût été quitte pour attendre et si, moyennant une patience de quelques mois, on eût été assuré de retrouver les conditions de la lutte dans l'état où on les laissait et les parties belligérantes en même nombre et à la même place. Mais une éventualité qui, bien que souvent prévue, n'avait jamais paru bien à craindre, se présenta tout d'un coup avec un caractère menaçant.

J'ai dit au moyen de quel argument l'envoyé hollandais à Londres avait réussi dans un moment critique à relever les cœurs et à pré-

venir les défaillances dans le conseil du roi d'Angleterre : c'était en faisant luire l'espoir de voir arriver au printemps suivant, sur le champ de bataille, un corps d'armée de trente mille Russes, moyennant que, par un effort commun, les puissances maritimes consentissent à se charger des frais énormes du transport. Cette ressource extrême n'avait rencontré d'abord que des incrédules. L'intervention russe avait été si souvent annoncée depuis le commencement de la guerre, et si peu réalisée, qu'on avait peine à prendre cette chimère ou ce leurre au sérieux. Les indécisions de la tsarine, la contrariété des influences qui se disputaient l'esprit de cette fantasque souveraine étaient la fable de toutes les chancelleries d'Europe. Ne venait-on pas de la voir, dans la dernière lutte terminée par la paix de Dresde, manquer de parole à l'heure décisive à son alliée Marie-Thérèse et, faisant reculer ses troupes déjà en marche, par un caprice imprévu, sauver ainsi Frédéric, qui se croyait perdu, d'une ruine certaine? Comment croire que, n'ayant pas eu la résolution d'agir, à la porte même de son empire, elle oserait envoyer ses troupes braver la fortune des combats, à près de mille lieues de distance, sur le théâtre éloigné où la guerre était désor-

mais transportée? Dans les derniers temps, cependant, et surtout depuis le voyage de l'envoyé hollandais à Londres, certains indices qu'on ne pouvait négliger et l'attitude équivoque du chargé d'affaires russe qui paraissait encore de temps en temps à Versailles, commencèrent à donner une véritable préoccupation. De Saxe et de Pologne, on annonçait que des armements étaient poursuivis sur toute la frontière voisine avec une activité inaccoutumée. Interrogé sur le sens et le but des préparatifs, l'agent russe qui continuait à se présenter à Versailles refusa de s'expliquer. Ordre fut donné alors au résident français à Saint-Pétersbourg de poser la même question avec plus d'instance et de précision au chancelier Bestouchef : « Nous avons bien le droit de défendre les alliés de notre souveraine quand on les attaque », répondit celui-ci avec sécheresse. Ce langage évasif et hautain d'un ministre dont les prédilections autrichiennes et russes étaient bien connues ne permit plus de douter que son parti était pris et qu'il se croyait cette fois assuré d'avoir fixé les irrésolutions de sa maîtresse [1].

1. D'Aillon, chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, à Puisieulx, 23 décembre 1747. (*Correspondance de Russie.* — Ministère des affaires étrangères.)

C'était le fait : les insistances affectueuses de Marie-Thérèse, l'intimité rétablie entre les deux reines et même un traité d'alliance et de défense réciproque conclu depuis plus d'un an déjà (26 juillet 1746), tous ces arrangements domestiques ou diplomatiques étaient restés lettre morte, tant qu'aucune offre pécuniaire n'était venue les sanctionner. Mais tout changea quand les puissances maritimes se décidèrent à ouvrir leurs bourses qu'on croyait toujours bien garnies et que, cédant aux instances du stathouder, le gouvernement anglais consentit, de concert avec les États généraux, à prendre à son compte par deux conventions successives (juillet et décembre 1747) les subsides nécessaires pour assurer un convoi suffisant de troupes à travers l'Allemagne. On se mit alors sérieusement à l'œuvre pour joindre les effets aux promesses, et avec d'autant plus d'empressement que, dès qu'il y avait à Saint-Pétersbourg un maniement d'argent à faire et des fonds à recevoir, le trésor impérial n'était jamais seul à toucher les versements et plus d'un intermédiaire haut placé, sans excepter le chancelier lui-même, prélevait au passage une commission à son profit. Le chargé d'affaires français continua bien à assurer que, quelle que fût l'hostilité

manifeste des intentions, jamais en fait les vices et les lenteurs de l'administration russe ne permettraient à un corps d'armée d'arriver à temps pour le jour du combat dans les plaines de la Flandre; mais cet agent, à qui on reprochait de n'avoir su rien prévoir ni rien prévenir, n'inspirait plus de confiance. On dut le rappeler en ne lui laissant d'autre remplaçant qu'un simple consul : les relations diplomatiques se trouvèrent interrompues et il fallut s'attendre à voir apparaître sur la frontière même de France un ramassis de troupes semi-barbares dont la composition était peu connue et dont la valeur n'avait même jamais été éprouvée, mais qui, ne fût-ce que par leur nombre, pouvait altérer à un moment donné toute la balance des forces.

On était donc en présence, à courte échéance, d'un fait inouï, presque incroyable, dont on ne pouvait trouver d'exemple qu'en remontant jusqu'au temps des grandes invasions musulmanes ou tartares. Restait à savoir ce qu'en allaient penser les puissances dont, sinon le concours, au moins le consentement était nécessaire pour qu'un déplacement d'hommes si lointain et si considérable pût s'accomplir et qui devaient se trouver par là troublées dans le repos de leur neutralité.

Le corps germanique se prêterait-il à voir son territoire traversé dans toute sa longueur et foulé sans ménagement par des visiteurs armés, de langue et de mœurs inconnues. Le débile Auguste III ouvrirait-il sans résistance l'entrée de la Pologne à sa redoutable voisine, au risque de soulever, par cette complaisance, l'irritation d'une noblesse turbulente? Enfin et surtout qu'allait dire Frédéric, dont l'imagination, on l'a vu, semblait toujours hantée par le fantôme d'une agression russe et qui avait si souvent prétexté cette inquiétude sincère ou affectée pour justifier son inaction ou ses défaillances? Ce n'était pas lui sans doute, qui était cette fois directement menacé; mais pour aller de la Vistule au Rhin, il fallait passer si près de lui que, de Berlin même il pourrait entendre le bruit des armes. Trouverait-il prudent de laisser donner à sa porte des billets de logement à des hôtes qui pourraient être, soit tentés d'y séjourner, soit prendre l'habitude d'y revenir? Et si, pour ne pas permettre un si fâcheux précédent, il prenait le parti de sortir de son indifférence apparente, de pousser lui-même l'Allemagne à la résistance et d'en prendre la tête, tout alors changeait de face. L'hostilité d'Élisabeth, provoquant la rentrée en scène d'un

si important personnage, n'était plus pour nous un mal sans compensation.

Par malheur, si on eut un instant cette espérance, ou du moins cette illusion, elle ne fut pas de longue durée. Dès que Puisieulx eut fait sonder le terrain, il fut très évident que, même en face d'une prévision qui devait assurément lui déplaire, Frédéric était résolu à ne rien changer à son attitude d'immobilité systématique. Dans ses relations avec la Russie tout aussi bien qu'avec toute autre puissance, son parti était pris de faire ses affaires lui-même et lui seul, ne songeant qu'à ses propres intérêts et ne liant partie avec personne, avec la France moins qu'avec tout autre. Dût-il même être plus tard forcé d'appeler ou de demander aide, il ne voulait pas d'avance s'engager à la reconnaissance. C'est ce qu'il avait déjà clairement fait entendre (on peut se le rappeler) au marquis d'Argenson, lorsque ce ministre à la veille de sa chute, s'était activement employé à lui faciliter un arrangement avec la Suède, auquel il attachait un grand prix, pour assurer, contre les pièges qui lui seraient tendus de Saint-Pétersbourg, la tranquilité de sa frontière orientale. Le consentement de la Suède une fois obtenu, grâce au concours et surtout à l'argent

français, il s'était nettement refusé à laisser la France intervenir comme partie contractante au traité qui devait en assurer l'effet, et Puisieulx qui, trouvant la négociation inachevée, dut la poursuivre, n'avait pas été plus heureux que son prédécesseur. Tout au plus, à force d'instance, obtint-il la permission, une fois la convention signée, d'y apporter une adhésion tardive, qui ne permettait ni d'en discuter les clauses, ni d'en surveiller l'exécution. On ne pouvait montrer plus de mauvaise grâce, ni une résolution plus arrêtée, même quand les intérêts de France et de Prusse seraient pareils, de ne plus les unir dans une défense commune : et Puisieulx, malgré son désir de plaire, ne put s'empêcher à plusieurs reprises d'en témoigner, avec un mélange de dépit et de désespoir, son impatience. Il lui échappait de dire assez haut, même au ministre de Prusse à Paris : « Mais que veut donc le roi de Prusse? Prend-il plaisir à souffler le froid et le chaud pour attiser le feu de la guerre! Veut-il donc nous forcer de faire affaire avec la reine de Hongrie! Il me manque pas de gens dans le conseil qui m'y poussent et on peut m'en faire une nécessité [1]. »

1. *Correspondance de Lamary*, ministre en Suède, 1747, *passim*. — Chambrier à Frédéric, 20 août, 1er septembre 1747.

Frédéric, qui connaissait son monde et ne savait que trop à qui il avait affaire, s'émut très peu de ces menaces. Le rapprochement de la France et de l'Autriche était bien et non sans cause, pour un avenir plus ou moins éloigné, un de ses sujets habituels de préoccupation; mais Puisieulx lui avait donné sa mesure, et de sa part il ne craignait pas plus de coups de tête que de traits de génie. « Il m'est revenu (écrit-il de sa propre main à Valory), que M. le marquis de Puisieulx me soupçonne de souffler également le froid et le chaud à la France et à l'Angleterre... Si M. de Puisieulx appelle attiser le feu, que je déclare à toute l'Europe que je ne me mêlerai pas de cette guerre-ci, et que je garderai exactement la neutralité, je suis obligé de convenir qu'il a raison; mais il y a une grande différence à se déclarer neutre et à animer les parties les unes contre les autres, et je regarde M. de Puisieulx comme un ministre trop éclairé pour le soupçonner lui-même de confondre les objets si grossièrement... M. le marquis de Puisieulx, écrivit-il aussi à Chambrier, sur un ton

— Puisieulx à Valori, 5 septembre 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Valori, 18 août 1747. — *Pol corr.*, t. V. p. 465. — Flassan, *Histoire de la diplomatie*, t. V, p. 380.

d'ironie mal déguisée, reconnaîtra avec sa grande pénétration qu'il était impossible que je pusse souhaiter que la France s'épuisât par une longue guerre et que, naturellement, tous les maux qui pourraient arriver à la France rejailliraient en partie sur moi : mais que si je ne me déclarais pas ouvertement pour la France, c'étaient les circonstances présentes qui m'en empêchaient, étant obligé d'ailleurs de respecter dans un temps comme celui-ci *les forces et les ostentations russiennes*... Sur ce qui regarde, ajoute-t-il, les insinuations que M. le marquis de Puisieulx vous a faites, que la France pourrait se voir obligée à devenir l'alliée de la reine de Hongrie, vous lui direz que j'étais bien éloigné de croire qu'il y ait aucun ministre en France qui pût oublier les intérêts de la France jusqu'à ce point, mais que si elle voulait abandonner son meilleur ami et son plus fidèle allié, il n'y aurait assurément pas de ma faute, et que je n'y pourrais rien y changer. » Enfin, feignant, au lieu d'accuser le ministre lui-même, de s'en prendre à un de ses collègues qu'il ne nomme pas : « Je souhaite, dit-il, que vous eussiez nommé celui du ministère qui a lâché ces propos indécents... afin que j'aurais pu juger si ç'a été quelque homme de

conséquence ou quelque autre bavard inconsidéré; mais tel qu'il soit, je crois que vous ferez toujours bien de faire insinuer convenablement par vos amis, à ces gens-là, et de leur faire faire ces réflexions, que quand la France voudrait oublier ses intérêts les plus essentiels jusqu'à vouloir me sacrifier, elle pourrait peut-être se raccommoder avec les Autrichiens, mais que cette démarche ne produirait pas l'effet qu'elle se serait promis; qu'elle ne lui ferait pas ravoir le cap Breton, ne lui amènerait pas la paix avec les puissances maritimes et qu'elle augmenterait peut-être ses embarras par un surcroît d'ennemis qui *sauraient plus imposer que les Hollandais* [1]. »

Le trait final était aussi direct que menaçant : aussi arriva-t-il tout droit à son adresse, il n'en fallut pas davantage pour que Puisieulx, changeant complètement de ton, ne songeât plus qu'à faire oublier, par des excuses tristement humbles,

1. Frédéric à Valori, 18 août 1747, — à Chambrier, 8 et 10 sept., 7 octob. 1747. — *Pol. Corr.*, t. V, p. 465-472-476-498. — Droysen, t. III, p. 366-367. — D'après cet écrivain, Frédéric aurait fait à ce moment offrir sa médiation à la France et à l'Angleterre. Mais il ajoute qu'il était sûr qu'elle ne serait pas acceptée par l'Angleterre, qui croyait la Prusse trop liée à la France. L'offre, effectivement, ne paraît pas avoir été sérieuse; à aucun moment, Frédéric, par la raison que j'ai expliquée, ne voulut réellement rentrer en scène ni comme combattant, ni comme médiateur.

les propos qui lui avaient été arrachés plutôt par une sorte d'agacement nerveux que par aucun sentiment de fierté ou de dignité véritable. Il se hâta de rappeler qu'il n'avait jamais manqué de placer la garantie de la Silésie au premier rang parmi les conditions de paix exigées par la France, en particulier dans le mémoire remis au roi d'Angleterre par l'intermédiaire du général Ligonier, et qu'il considérait la Silésie comme *l'anneau d'une alliance* à *jamais;* puis, entrant dans une justification personnelle : « Le roi de Prusse ne me connaît pas encore, disait-il, il s'est laissé séduire par les apparences; il a confondu l'écorce avec le cœur... Il doit savoir mieux que personne qu'un ministre, dans la place où je suis, ne peut ni ne doit toujours développer ses véritables sentiments. Je suis fort souvent obligé de cacher les miens, et je le servirais mal si je mettais trop à découvert ceux que nous avons pour lui [1]. »

Si Chesterfield avait eu connaissance d'un langage pareil, c'est bien alors qu'il aurait dit, suivant la parole que rapporte un de ses amis : « Jamais chapelain n'a flatté son

1. Puisieulx à Valori, 16, 23 octobre 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

archevêque comme la France flatte le roi de Prusse [1]. »

Sans se laisser attendrir par ces excuses, et même sans les attendre, Frédéric crut que l'occasion était bonne pour prendre le ton de plus haut encore et morigéner la France tout entière, roi, ministre ou nation, avec toute l'autorité d'un docteur politique : « Je regarderais, écrivait-il à Chambrier (dans une longue épître que celui-ci eut bien soin de ne pas garder pour lui), comme des effets ordinaires de la légèreté et de la vivacité inquiète qui caractérise la nation française, les cris immodérés, après la paix, qu'on fait retentir à Paris, malgré les succès les plus éclatants, et je ne daignerais point y faire attention si cette espèce d'enthousiasme ne se manifestait que parmi le peuple et le public d'un ordre inférieur; mais quand je vois les ministres mêmes et des personnes de poids, qui ont l'influence dans les affaires, donner dans de pareils travers, qu'ils montrent à tout bout de champ le défaut de la cuirasse, qu'au lieu de tenir une contenance capable d'en imposer aux ennemis et que la situation brillante des affaires de la France les met en

1. Marchemont, t. II, p. 201.

droit de prendre, ils s'abaissent jusqu'à solliciter la paix auprès de ceux à qui ils sont en passe de la donner, j'avoue que cela me passe et je ne sais plus qu'en penser. Il est certain que cette étrange conduite fait un tort infini à la réputation de la France, et ce n'est pas là le moyen d'inspirer de l'envie pour son alliance à ses voisins que de montrer tant de faiblesse dans le temps de ses prospérités; le pis de l'affaire est que cette maladie paraît être devenue habituelle, et que les sentiments mous et flasques ont tellement pris le conseil de France qu'il n'y a presque plus d'espérance de l'en corriger; les expériences réitérées qu'il a déjà faites des mauvais effets de sa conduite n'ayant pas pu l'engager à la changer. Les premiers événements de la présente guerre auraient certainement produit de tout autres impressions sur les ennemis de la France, si ses propres ministres n'avaient pris soin de les affaiblir par les avances faites au général Ligonier. La mauvaise réussite de cette tentative ne les rebute pourtant pas; ils continuent de saisir toutes les occasions pour rechercher la paix, avec un empressement si peu ménagé que leurs ennemis mêmes en sont surpris et ne peuvent s'empêcher d'en conclure que la France est aux

abois, qu'elle sent elle-même l'impossibilité de soutenir plus longtemps la gageure, et que, pour peu qu'on s'obstine à lui refuser la paix, on l'aura à merci. Est-il possible que des gens qui, d'ailleurs, ne manquent ni d'esprit ni de jugement, ne sentent pas l'incongruité de leur conduite; et, qu'au lieu de rapprocher par là le but qu'ils recherchent avec tant de chaleur, ils ne font que le reculer[1]? »

Puisieulx écouta la réprimande jusqu'au bout, sans sourciller, et poussa même la bonne grâce jusqu'à remercier des charitables avis qu'on lui donnait : « Toutes les réflexions que fait le roi de Prusse sont très justes, lui fit-il dire par Valori, je suis bien convaincu aussi qu'une contenance vigoureuse et assurée de notre part est le seul moyen pour en imposer à nos ennemis. Je suis cette route autant que je le puis. Mais il faut que le roi de Prusse considère que nous gouvernons une nation dont la vivacité et la légèreté la font passer sans cesse d'une extrémité à l'autre, et qui, ayant paru désirer la guerre, ne soupire aujourd'hui qu'après la paix. Le ministère du roi ne

1. Frédéric à Chambrier, 10 octobre 1747 (Ministère des affaires étrangères.) Cette lettre ne se trouve pas dans la correspondance politique de Frédéric publiée à Berlin.

doit pas s'assujettir aveuglément à cette inconstance : mais il faut aussi qu'il sache s'y prêter en faveur des grandes qualités que cette nation a d'ailleurs, surtout dans un temps où elle prodigue son sang et ses biens pour son roi avec une générosité et un désintéressement dont il n'y avait qu'elle qui soit capable [1]. »

La justification était sans valeur : plus la nation avait témoigné de dévouement à son souverain, plus elle avait le droit de se plaindre d'être si mal payée de tant d'efforts; et, dans le congrès qui allait s'ouvrir, il était triste d'entrer en demandant la paix, sans être sûr de l'obtenir, quand on avait versé assez de sang et conquis assez de gloire pour l'imposer.

1. Puisieulx à Valori, 25 novembre 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère de la guerre.)

APPENDICE

(Page 142.)

MISSION DE RICHELIEU A DRESDE [1]

L'année d'après, l'infante, femme de M. le Dauphin mourut, et on ne tarda pas à songer à remarier ce prince. Le choix tomba sur la fille du roi de Pologne. Sa Majesté prit M. de Richelieu pour aller à Dresde faire la demande. La fille aînée du roi de Pologne était déjà promise à l'Électeur de Bavière; cependant le roi offrit le choix, si Sa Majesté le voulait, et M. de Richelieu eut plein pouvoir à cet égard. Il fut chargé aussi de voir comment le roi de Pologne était à la cour de Vienne, et de savoir si, sans commettre Sa Majesté, le prince se croirait à portée de pouvoir entamer des propositions de paix. Le roi de Pologne accepta, et fit partir sur-le-champ un premier commis du comte de Bruhl, premier ministre.

1. J'emprunte ce récit au fragment des *Mémoires* de Richelieu, communiqué par M. de Boislile. — Je n'ai pas besoin de faire remarquer que le récit ne s'accorde pas avec la vérité des faits, comme j'ai pu la constater dans les correspondances. La négociation confiée à Richelieu était terminée et abandonnée bien avant la bataille de Lawfeldt, et jamais il n'y avait été question de la cession d'Ypres par Marie-Thérèse.

A peine la négociation était-elle commencée, que le roi renvoya M. d'Argenson, ministre des affaires étrangères, en mettant à sa place M. de Puisieulx; et, quand M. de Richelieu arriva à Paris, il trouva ce nouveau ministre avec la petite vérole, de façon qu'il fut chargé seul de la négociation directe entre le roi de Pologne, Sa Majesté et M*** qui était premier commis des affaires étrangères. Cette négociation allait fort bien, et l'impératrice avait déjà cédé Ypres et tout le côté de la mer, lorsque le roi à la tête de l'armée marcha et donna la bataille de Lawfeldt qu'il gagna. En allant à cette bataille, le roi reçut un courrier par lequel un favori de l'impératrice, qui était chargé de la même négociation de son côté, demandait que les Français envoyassent un chargé de procuration.

Les deux parties étaient également d'accord sur ce point, mais non pas sur le lieu de la réunion. Dans le petit conciliabule qui se tint à Tournai, M. de Richelieu fit sentir qu'il fallait prendre un lieu moins éloigné que Vienne et il représenta qu'on pourrait choisir Augsbourg ou Ratisbonne où l'on pouvait envoyer quelqu'un sous prétexte de négociation avec le prince d'Allemagne. On lui demanda s'il connaissait quelqu'un capable de cela; il proposa un homme qui était déjà chargé des affaires du roi à Francfort, qui connaissait la routine des négociations et qui en savait plus qu'il n'en fallait pour aller et n'avoir en quelque sorte qu'à signer des préliminaires.

FIN

TABLE DU TOME SECOND

CHAPITRE V

Conférence de Breda. — Disgrace du marquis d'Argenson.

Intrigues ourdies contre d'Argenson. — Vauréal, ambassadeur à Madrid, y prend part. — Renvoi du maréchal de Maillebois qui est remplacé par le maréchal de Belle-Isle dans le commandement de l'armée d'Italie. — Mission de M. de Puisieulx en Hollande. — L'Angleterre accepte l'ouverture d'une conférence à Breda. — Difficulté pour l'admission des ministres d'Autriche et de Sardaigne que l'envoyé anglais lord Sandwich réclame et que Puisieulx refuse. — La conférence est interrompue dès la première séance. — Attitude insolente de Puisieulx envers d'Argenson. — Le duc de Richelieu, chargé d'aller chercher à Dresde la nouvelle dauphine, reçoit une mission secrète pour entrer en négociation avec la cour de Vienne par l'intermédiaire de celle de Saxe. — Les propositions transmises à Vienne sont repoussées par Marie-Thérèse qui ne veut pas traiter avec d'Argenson. — Les différents partis de la cour, Noailles, Saxe, Conti, sont ligués contre ce ministre. — Accusation portée contre lui dans un mémoire remis au roi par le maréchal de Noailles. — D'Argenson cherche inutilement à être défendu par le roi de Prusse. — Il est révoqué. — Son frère, le comte, resteministre de la guerre. — Maurice de Saxe est fait maréchal-général. — Appréciation du caractère du marquis d'Argenson et de sa politique. 1

CHAPITRE VI

MINISTÈRE DU MARQUIS DE PUISIEULX. — CAMPAGNE DU MARÉCHAL DE BELLE-ISLE EN PROVENCE. — RÉVOLUTION EN HOLLANDE ET RÉTABLISSEMENT DU STATHOUDÉRAT.

Incertitude sur le choix du successeur de d'Argenson. — Nomination du marquis de Puisieulx. — Campagne du maréchal de Belle-Isle à la tête de l'armée de Provence; il réussit à forcer les Autrichiens à évacuer le territoire français. — Insurrection de Gênes; les Autrichiens sont contraints de sortir de la ville. — Puisieulx se fait remplacer à la conférence de Breda par le premier commis Laporte-Dutheil et maintient les propositions de paix faites par d'Argenson. — La négociation occulte entamée avec la cour de Vienne reste sans résultat. — Reprise des conférences de Breda. — Difficultés imprévues suscitées par le représentant de l'Espagne, Melchior Macanas, qui veut prendre part aux délibérations malgré les conventions contraires. — La conférence est de nouveau suspendue. — Maurice de Saxe demande à être autorisé à porter la guerre sur le territoire hollandais. Son crédit à la cour. — Il obtient l'autorisation qu'il réclame. — Invasion et conquête de la Zélande. — Mouvements populaires dans les Provinces-Unies. — Le prince d'Orange est proclamé Stathouder. 107.

CHAPITRE VII

Situation des diverses puissances au début de la campagne de 1741. — Maurice de Saxe et le duc de Cumberland restent en observation entre Anvers et Bruxelles. — Le roi se rend à l'armée. — On presse Maurice de commencer les opérations. — Il s'y décide et se rend à Tongres avec le roi pour commencer le siège de Maëstricht. — Cumberland le suit et vient offrir la bataille, sous les murs de cette ville. — Arrivée du ministre Puisieulx et de l'ambassadeur d'Espagne venant demander au roi de trancher un différend survenu entre les généraux français et espagnols en Italie.

Opération de l'armée française en Italie sous le commandement du maréchal de Belle-Isle, aidé par son frère le chevalier. — Reprise des îles Sainte-Marguerite, et con-

quête de tout le comté de Nice. — Le duc de Boufflers est envoyé à Gênes pour prendre le commandement de la ville assiégée par les Autrichiens et les Piémontais. — Il demande du secours aux armées française et espagnole. — Dissentiment entre Belle-Isle et le général espagnol La Mina sur le moyen de lui venir en aide. — La Mina veut arriver à Gênes en suivant le littoral; Belle-Isle veut opérer une diversion en franchissant les Alpes, pour menacer le Piémont et Turin. — Le différend est soumis à la décision du roi, en Flandre. — Délibération du conseil royal à Tongres. — Le plan de Belle-Isle est rejeté bien que jugé préférable, mais afin de ne pas mécontenter le gouvernement espagnol.

Maurice de Saxe et Cumberland en viennent aux mains devant Maëstricht autour du village de Lawfeldt. — Incidents de la bataille. — Victoire des Français. — Résultat imparfait de la journée. — L'armée des alliés repasse la Meuse et sa présence rend l'investissement de Maëstricht impossible.

Suite des opérations militaires d'Italie. — Belle-Isle commence sans attendre la décision royale à préparer le passage des Alpes et l'attaque sur le Piémont. — Cette menace décide le roi de Sardaigne à faire lever le siège de Gênes. — Belle-Isle croit pouvoir profiter de cette délivrance imprévue, pour ne pas tenir compte des ordres du roi et poursuivre son plan dont l'exécution est confiée à son frère le chevalier. — Le roi de Sardaigne aidé par les Autrichiens fortifie les défilés des Alpes. — Attaque du fort d'Exiles. — Combat du col de l'Assiette et mort héroïque du chevalier de Belle-Isle. — Désespoir du maréchal. — Discorde et récriminations réciproques des généraux espagnols et français. — Impression fâcheuse produite par l'échec d'Exiles qui compromet tout le succès de la campagne d'Italie. — Mécontentement du roi, du conseil et de la cour contre Belle-Isle. 198

CHAPITRE VIII

Fin de la campagne de 1747. — Prise de Berg-op-Zoom. Convocation d'un congrès a Aix-la-Chapelle.

Résultat imparfait de la bataille de Lawfeldt. — Accusations portées contre Maurice de Saxe à ce sujet. — Frédéric prend sa défense. — Négociation engagée avec l'An-

gleterre par l'intermédiaire de Maurice de Saxe et du duc de Cumberland. — Entrevue du ministre Puisieulx et de l'envoyé anglais, lord Sandwich, à Liège. — Convocation d'un congrès à Aix-la-Chapelle. — Reprise de la campagne. — Siège de Berg-op-Zoom par le comte de Lowendal. — Scènes de désordre et de pillage qui suivent la prise de cette ville. — Lowendal est fait maréchal de France. — Le roi quitte l'armée, et les hostilités sont de nouveau suspendues. — Annonce de l'arrivée d'un renfort de troupes russes pour l'ouverture de la campagne suivante. — Frédéric refuse de s'opposer à leur passage à travers l'Allemagne 322

APPENDICE 393

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD.

424

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

5 4 87

CB

a39003 001205938b

DC 135 .S3B8 1891 V2
BROGLIE, ALBERT, DUC D
MAURICE DE SAXE ET LE

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 07 01 08 18 12 8